

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falgaire, 75011 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14242 - 5 F

SAMEDI 10 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'Albanie et les libertés

Le rapport présenté par le comité central de son parti, réuni mardi 6 et mercredi 7 novembre à Tirana, lève, en partie, les doutes qui étaient nés sur la volonté du numéro un albanais d'avancer sur la voie d'une relative démocratisation. L'écritain Ismail Kadare n'avait-il pas justifié sa décision de choisir l'exil en affirmant qu'après les premières réformes annoncées au printemps « la démocratisation s'est arrêtée brutalement » en Albanie ? On peut aujourd'hui se demander s'il n'était réellement plus en mesure de mener dans son propre pays le combat qui a longtemps été le sien en faveur des libertés.

La plupart des mesures de libéralisation énumérées par M. Alla avaient en effet été officiellement prises ou moins officiellement depuis le début de l'année. Non seulement le programme de réformes qui se dessinait paraissait en panne depuis plusieurs mois (en particulier depuis la « crise des ambassades » qui s'est soldée par la fuite de plusieurs milliers d'Albanais), mais il semblait de plus en plus évident qu'il se heurtait à des résistances apparemment suffisantes pour empêcher que des promesses en passe aux actes.

Aussi bien certaines de ces promesses étaient-elles contraires à la Constitution et à l'Albanie demeurait-elle par exemple le seul pays du monde - la Corée du Nord - elle-même ayant commencé à assouplir sa position sur ce point - où l'ouverture des lieux de culte, musulmans ou chrétiens, demeurerait rigoureusement interdite. « On ne peut empêcher personne de croire », vient de déclarer M. Ramiz Alla, qui, en bonne logique, précise cette fois que la Constitution sera amendée en conséquence. Elle le sera également pour que puisse entrer en pratique la nouvelle loi électorale, qui, si elle ne va pas jusqu'à admettre le multipartisme, autorise du moins la pluralité de candidatures entre lesquelles les électeurs pourront se prononcer à bulletin secret.

Le chef du PC albanais n'a fait aucun mystère des « vieilles mentalités conservatrices » qui freinent le changement. Mais il a été très ferme pour affirmer que le parti communiste ne substituerait plus longtemps sa solution à celle d'une véritable démocratie interne : « était pour lui-même une question de survie ».

Il est hors de doute que les troupes, parfois violentes, qui se sont produites ces derniers mois dans plusieurs villes du pays ne laissent le choix qu'entre un peu plus de libertés et si possible de bien-être d'une part, une répression plus brutale encore d'autre part. Mais cette dernière solution était-elle pensable à l'heure où, sous les yeux mêmes des Albanais, les régimes communistes les plus totalitaires s'effondrent dans toute l'Europe ?

Il est clair également que Tirana ne pouvait développer les ouvertures diplomatiques entamées dans de multiples directions sans mettre le régime hérité d'Enver Hoxha un peu plus à l'unisson des normes exigées par la démocratie. Ce n'est nullement un hasard, en particulier, si le discours de M. Alla a été prononcé à quelques jours de l'ouverture à Paris du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe - au sein de laquelle l'Albanie demande à être admise comme membre à part entière.

M 0147-11100-5.00 F



L'envoi d'importants renforts américains dans le Golfe

M. Bush veut convaincre les Irakiens qu'il est prêt à recourir à la force

Pour la première fois depuis le début de la crise du Golfe, le président américain George Bush a clairement menacé l'Irak, jeudi 8 novembre, d'une action militaire offensive pour le contraindre à retirer son armée du Koweït.

Tout en continuant à affirmer privilégier un dénouement politique du conflit, le

chef de la Maison Blanche a annoncé - pour convaincre Bagdad de sa détermination - l'envoi dans le Golfe de renforts - estimés à quelque cent mille hommes - visant à doter la coalition anti-irakienne d'une « option militaire offensive adéquate ». A Moscou, au terme de ses entretiens avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, n'a pas exclu le recours à la force contre l'Irak tout en insistant pour que ce recours soit, le cas échéant, décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

ricain, M. James Baker, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, n'a pas exclu le recours à la force contre l'Irak tout en insistant pour que ce recours soit, le cas échéant, décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

WASHINGTON
de notre correspondant

Après les paroles, les actes, mais des actes qui ne sont, au stade actuel, qu'une mise en demeure supplémentaire, une menace encore plus lourde : M. Bush a annoncé, jeudi 8 novembre, l'envoi dans le Golfe de renforts considérables,

susceptibles d'offrir « une option militaire offensive adéquate » à la coalition de forces déployées autour de l'Irak.

Le président américain et les responsables du Pentagone ont refusé de « chiffrer » les nouveaux renforts, mais il s'agit clairement de forces massives (les estimations vont d'un peu plus de cent mille à deux cent

JAN KRAUZE
Lire la suite page 3

Confidences d'otages

Le reportage de notre envoyé spécial à Bagdad, FRANCIS CORNU.

« L'URSS n'exclut pas un recours à la force », par SOPHIE SHIHAB.
« La guerre des plans de paix » fait rage aux Nations unies, par AFSANE BASSIR POUR.
pages 3 et 4

La fiction Gorbatchev

Au moment où il arrive à Bonn, le président soviétique semble ne tenir son pouvoir que de la reconnaissance de ses interlocuteurs étrangers

par Daniel Vernet

M. Mikhaïl Gorbatchev est arrivé en RFA vendredi 9 novembre, un an jour pour jour après l'ouverture du mur de Berlin, pour y être reçu comme un des deux pères - avec le chancelier Kohl - de l'unité allemande.

C'est une tradition : les dirigeants soviétiques qui se piquent de réformes sont plus populaires à l'étranger que chez eux.

Déjà, dans les années 50-60, les Occidentaux avaient du mal à admettre que Khrouchchev, avec ses tentatives de déstalinisation et ses velléités de coexistence pacifique, trouvait plus d'écho dans les

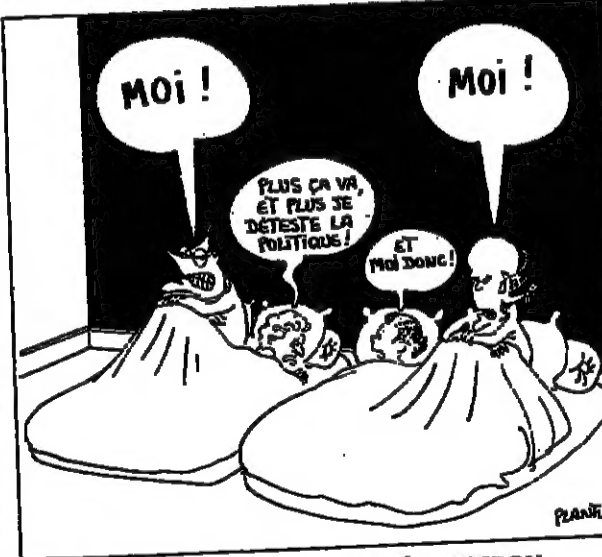
capitales européennes ou aux Etats-Unis que dans la population russe qui, en dehors d'une intelligentsia intéressée mais sceptique, préférerait reténir, pour s'en offusquer, les frasques regrettables du premier soviétique se déchaissant à l'ONU pour taper sur son pupitre.

M. Gorbatchev n'échappe pas à la règle : couvert d'éloges à l'extérieur, il fait l'objet dans son pays au mieux d'une indifférence polie, au pire du rejet méprisant que « ceux d'en bas » réservent à « ceux d'en haut », parce que ces derniers ne rêvent que de politique planétaire et paraissent insensibles aux soucis de la vie quotidienne.

Lire la suite page 6

L'opposition malade des « primaires »

L'Union pour la France a connu, jeudi 9 novembre, ses premières difficultés. RPR et UDF n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le projet de « primaires » à la française pour l'élection présidentielle. M. Giscard d'Estaing refusant l'application de cette procédure en cas d'élection anticipée. Les deux partis se contentent, pour l'heure, de confirmer leur volonté de « soutenir en toute hypothèse un candidat commun ».



Lire page 9 l'article de DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON

15-20 ans, les pieds sur terre

V. - Une nouvelle culture de banlieue

Après avoir examiné successivement l'attitude des 15-20 ans par rapport au monde du travail (le Monde du 6 novembre), à l'engagement politique ou religieux (le Monde du 7), aux nouveaux modes de loisirs (le Monde du 8), aux questions sentimentales et sexuelles (le Monde du 9), le Monde conclut son enquête sur les nouveaux modes de regroupement des jeunes aujourd'hui, notamment en milieu urbain, ceux qu'on retrouve majoritairement dans les manifestations de lycéens.

Fils de la banlieue, enfants d'immigrés, on les a traités un peu vite de « zoulous ». Comme des sauvages ou une génération venue d'une autre planète. C'était aller un peu vite en besogne. Ces jeunes dérangent peut-être, ils n'entendent pas se laisser oublier, ni éti-quer. Ils le clament en « rap-plant », l'écrivent en lettres graffiées. Ils rêvent d'être célèbres pour ne plus être exclus. Entrons dans l'univers du mouvement hip hop et de ses B Boys.

1970 et ses hippies, 1980 et ses punks... 1990, l'année du hip hop. Des jeunes en pantalons larges et casquettes de base-ball font leur

entrée sur la scène médiatique dans la peau des « méchants » : les métrés barriolés de tags, c'est eux ; les bagarres entre bandes (un mort à la Défense en juillet), encore eux.

Puis, on a parlé « culture ». Adolescents-artists, rappers au Top 50, nouvelle mode branchée... Les uns mis à l'index, les autres portés aux nues. On en oublie presque tous ces anonymes, rejetons de banlieues aussi anonymes, qui, de collégiens en LEP, ont fait du hip-hop leur mode de vie et de ralliement quotidien.

Comme lors des précédentes vagues, musique (ici, le rap), look et philosophie se mêlent jusqu'à la confusion. Sur ce point, rien de nouveau sous le soleil : pour s'« élever », les jeunes veulent écouter ce qui leur plaît, s'habiller

comme ils l'entendent et vivre à leur guise. C'est à dire différemment de leurs aînés. Traditionnellement, leur mode traduit à la fois une révolte anti-parents (« Vieux égale triste », disent-ils) et une revendication d'identité.

Cette fois pourtant, la crise d'adolescence se double d'un nouvel enjeu, social, lui : la place de la nouvelle génération d'enfants d'immigrés, noirs en particulier, bientôt rejoints par toute la cohorte des « mal-intégrés ». Enfants des banlieues doublement rejetés aux marges de la cité (parce que jeunes et parce que blacks ou beurs), ils cherchent leurs marques. Leur espoir : être acceptés tels qu'ils sont.

JUDITH RUEFF

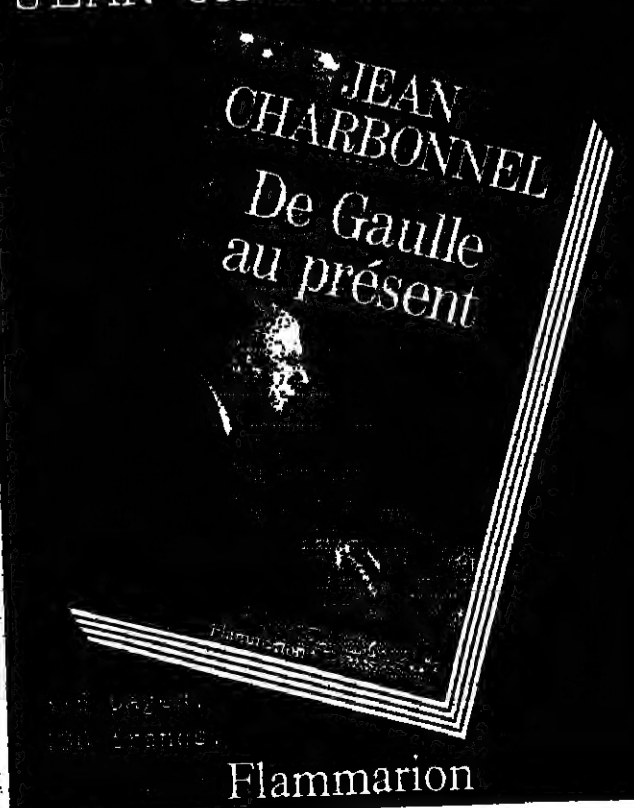
Lire la suite page 12

Lycéens : renforts de la FEN et des étudiants

De la place de la Bastille aux Champs-Élysées : c'est finalement le trajet sur lequel se sont mis d'accord les deux « coordinations » lycéennes pour la manifestation nationale du lundi 12 novembre. Le mouvement des lycéens a reçu le soutien de la plupart des organisations d'enseignants, dont la Fédération de l'éducation nationale (FEN), de parents et d'étudiants. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a rappelé, le 8 novembre, sa volonté d'engager rapidement le débat sur l'ensemble des problèmes soulevés par les lycéens.

Lire page 11, l'article de GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

DE GAULLE PARMI NOUS. UNE REFLEXION ESSENTIELLE PAR JEAN CHARBONNEL.



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 90 p.; Italie, 2.000 L.; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,25 \$.

DÉBATS

Corse

Seul le contribuable votera

par Antoine Franzini

DANS l'état actuel du projet de loi pour la Corse, présenté par Pierre Joxe, et reconnaissant l'existence d'un « peuple corse, composante du peuple français », les citoyens français qui pourront donner leur voix dans l'élection de l'Assemblée régionale corse en 1992 devront être domiciliés « réellement » dans l'île, ou pouvoir justifier de cinq années de contributions locales. Cette dernière condition introduit de curieuses critiques de sélectivité, qui s'opposent au principe du suffrage universel en vigueur sur le territoire français, fût-ce outre-mer.

On y voit en effet par exemple qu'un père et sa fille de dix-neuf ans, pratiquant de la même façon leur consuetude, leurs allées et venues dans l'île, appartenant de fait à la même communauté historique et culturelle, et donc, selon les termes du projet de loi, appartenant au même peuple, ne sont pas traités pareillement par la loi, dans l'hypothèse favorable où, habitant hors de l'île, le père est néanmoins dans le cas économique de payer une contribution locale.

En effet, outre quelques situations exceptionnelles, il est incontestable que c'est la propriété qui, massivement, ferait pour les Corses de l'extérieur le partage entre ceux qui votent et ceux qui ne votent pas. Et parmi les propriétaires, ceux justifiant de cinq années de contribution, ce qui exclut logiquement un Corse de l'extérieur de moins de vingt-trois ans.

Ces questions ne se posent évidemment pas si l'on considère que tous les citoyens n'appartiennent qu'au peuple français, puisque, comme tel, mon vote sera toujours requis dans une élection en France à quelque titre territorial, et que seul le choix de mon lieu de vote

est engagé dès lors que je suis une partie du souverain français.

Elles se posent vivement au contraire si l'on considère qu'il existe un peuple corse, fût-il composante du peuple français. Car, ou bien le mot « peuple » n'a aucun sens ici — et en effet c'est bien là une des hypothèses — ou bien tout membre du peuple corse doit participer à ce vote selon le principe du suffrage universel. Et il ne semble pas alors que les cinq années de contribution soient autre chose qu'une limitation du suffrage universel par le jeu de l'un des deux critères que nous évoquons, le critère économique ou le critère d'âge.

Une démarche courageuse

Ainsi nous voyons se dessiner trois approches, qui déterminent d'ailleurs les trois courants politiques actuellement présents dans l'île. En réalité, le courant nationaliste corse (FLNC, CCN, ANC) rejoint la logique du courant nationaliste français (politiciens « corses » et français confondus, de F. Giacobbi à J.-P. Chevènement) en rejetant une situation telle que celle-ci. « Un peuple, une nation, un État », disent-ils, non sans arguments. Et donc, soit « le peuple corse n'existe pas » (F. Giacobbi), soit « le peuple corse a une consistance nationale » (FLNC).

La démarche de Pierre Joxe et des « politiques réalistes » de nombreux partis (UDF, UPR, PS, certains communistes, quelques RPR) apparaît ainsi à la fois courageuse et source de difficultés, peut-être fécondes. La notion de peuple corse, composante ou non d'un autre peuple, si elle se conjugue avec le suffrage universel des membres du peuple souverain, peut-elle répondre aux critères de l'habita-

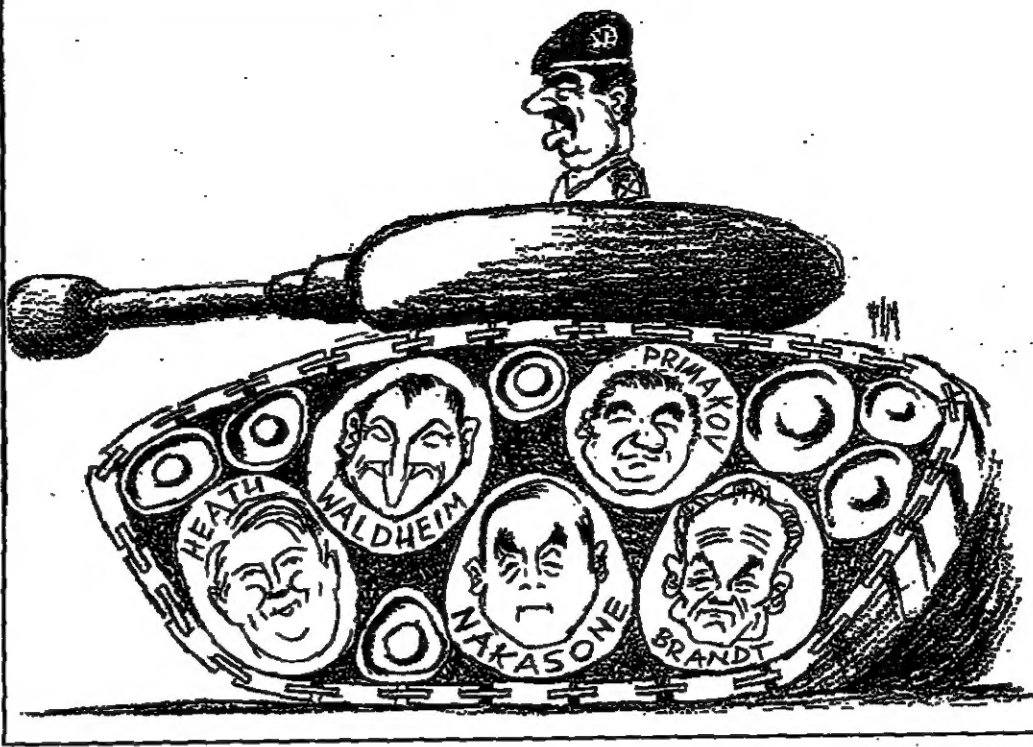
tion, de l'âge ou de l'argent ? A moins de juger la notion de peuple strictement folklorique et de laisser le souverain à la nation. On dirait alors « le peuple corse, composante de la nation française ». Mais que faire du peuple français ? Nous tournons en rond et nous en savons les effets.

La démarche de Pierre Joxe a donc le mérite de tenter de sortir de ce cercle vicieux, mais introduit des questions qu'il semble difficile de nier. Comment accepter le paradoxe selon lequel, dans une même famille de Corses de l'extérieur — père, mère, fils, fille, par exemple — seul le contribuable votera parmi ces quatre citoyens majeurs ? Peut-on appliquer à un peuple une définition strictement territoriale : tout Français habitant l'île fait partie du peuple corse, tout Français quittant l'île plus de six mois par an n'appartient plus au peuple corse, jusqu'à ce qu'il y revienne plus de six mois par an ? Peut-on rompre avec le suffrage universel en établissant un vote censitaire ? Ou doit-on laisser à tout membre du peuple français le choix de se déterminer sur son appartenance au peuple corse, « composante du peuple français », et se donner, pour les Corses de l'extérieur, les moyens nécessaires au bon fonctionnement du suffrage universel, tels par exemple ceux appliqués actuellement aux Français résidant hors du territoire français ?

Sans cette « continuité territoriale », le peuple corse, communauté historique et culturelle, comme dit le projet de loi, ne deviendra-t-il pas un concept illusoire propre à appauvrir l'identité communautaire par les déchirements dont on peut peut-être déjà les premiers effets de surface dans le mouvement nationaliste ?

Antoine Franzini est médecin à Paris.

TRAIT LIBRE



De Gaulle

La différence

par Pierre Lefranc

EN cette année anniversaire, on a beaucoup écrit sur Charles de Gaulle. Les louanges et les critiques se sont succédées dans les colonnes des publications, et l'ensemble se solda par la reconnaissance d'une stature d'homme d'État hors du commun.

Dans l'action de de Gaulle, il y a des coups de maître et des échecs, il y a de la rigueur mais aussi du machiavélisme. Dès lors, qu'est-ce qui fait qu'il a dominé son temps et dépassé ses contemporains illustres, quelle différence fondamentale existe-t-il entre lui et ceux-là ?

D'abord sa volonté de préserver son indépendance, de ne se soumettre à la tutelle d'aucun plan partisan, puis, son analyse des situations, analyse qui se défie des apparences et s'efforce d'appréhender le fond des choses ; ensuite ses projections vers l'avenir, lesquelles, écartant l'effet d'immédiat, s'attachent aux conséquences lointaines, mais enfin et surtout, semble-t-il, son détachement des biens matériels et des séductions du pouvoir.

De famille sans fortune, l'officier désigné dans l'autorité à des goûts simples qui ne changeront pas malgré son extraordinaire destin. La nécessaire est suffisante, et la Boissière, située dans un département à l'écart des vagues touristiques, n'est ni plus ni moins que la demeure d'un modeste bourgeois. Les importantes droits d'auteur alloués par la fondation pour petits handicapés ou faciliteront les installations des deux enfants. Pour autant il n'y aura pas de meubles précieux ou de meubles tapés dans le salon qui restera éclairé par un globe de verre, et le service demeurera assuré par les deux mêmes

dévouées servantes. Quant aux délices du pouvoir, ils n'aveugleront pas celui qui, à deux reprises choisira de le quitter plutôt que d'en abuser.

C'est là le trait le plus frappant, celui qui marque la profonde différence de ce personnage, dont on ne peut méconnaître l'ambition. Il aspire dès ses débuts à la plus grande destinée et pourtant se met en opposition avec sa hiérarchie ; il vise les plus hautes responsabilités et prétend donner une leçon au plus glorieux des chefs ; enfin il prend des risques inimaginables pour rester fidèle à son idée de la France et quand celle-ci se fâche à ses pieds, il la quitte en claquant la porte.

Une distance volontaire

Près d'un quart de siècle plus tard, après avoir été suivi par la nation fidèlement et de parti dans l'enthousiasme durant onze années, à la suite d'une crise dont il sort gagnant, il remet tout en cause et se retire sans un mot d'adieu.

Chacun et chacune savaient qu'il n'occupait ses fonctions que pour servir et que le pouvoir n'avait pas d'autre attrait pour lui que d'orienter l'évolution dans le sens qu'il croyait le meilleur. Personne ne doutait que s'écartant de la porte de sortie à plusieurs reprises, il était disposé à la franchir si le soutien national légitimement exprimé venait à lui manquer. A tout instant, il était prêt à regagner ses retraites.

C'est ce détachement qui donne au personnage toute sa grandeur. Quel est l'homme politique des temps modernes ayant montré un semblable désintéressement ? Il n'y en a pas,

et le prestige immense dont jouit encore aujourd'hui Charles de Gaulle, c'est à cette attitude qu'il le doit.

La solitude est son amie, écrit-il, pour décrire ses sentiments après son premier départ, mais il confesse aussi que sa sérénité n'exclut pas l'amertume. De ce ressentiment hautain l'orgueil blessé n'est pas absent, toutefois ce dernier ne donne pas de mauvais conseils et rien ne sera concédé sur l'essentiel pour accélérer un retour.

Après son second départ il m'a confié : « Plus tard quand la confusion aura de nouveau tout envahi, on se souviendra de de Gaulle. » Puis à propos des événements en cours : « Je veux qu'on sache que je n'ai rien à voir avec ce qui se passe... Naturellement ils mettent ma photo partout. Je ne peux pas les en empêcher, mais il faut que nul n'ignore que de Gaulle n'a rien à voir là-dedans. »

Telle était la distance prise volontairement quelques semaines avant sa mort. Si quelque désaffection de la classe politique se développe dans le pays depuis plusieurs années, alors que grandit la considération envers le fondateur de la V^e République disparu il y a vingt ans — presque une génération —, n'est-ce pas précisément en raison de cette différence entre le spectacle des ambitions qui nous est donné et sa conception de l'engagement public qu'il a résumés ainsi le 30 juin 1955 : « La politique, quand elle est un art et un service, non point une exploitation, c'est une action pour un idéal à travers des réalités. »

Pierre Lefranc est ancien chef de cabinet du général de Gaulle.

Caucase

Espoir turc pour l'Arménie

par Jean Kéhayan

SI des mesures d'urgence ne sont pas prises pour casser le blocus destiné à mettre l'Arménie à genoux, des enfants et des vieillards vont mourir de faim et de froid cet hiver dans les régions dévastées par le séisme de 1988 ou rien ou presque n'a été reconstruit et dans les villages du Haut-Karabakh.

En Arménie, la population qui a voté pour les indépendantistes est consciente que les communistes préparent leur revanche. Lorsqu'il n'y aura plus d'énergie et plus rien à manger, on songera avec nostalgie à l'époque coloniale où le minimum vital existait. C'est le calcul des politiciens qui font le jeu de Moscou et qui encouragent tous les trafiquants chargés d'affamer le pays en organisant un marché noir et le sabotage à l'échelle de toute une nation.

Il n'est que de regarder une carte. Si l'Arménie veut sortir de l'orbite de Moscou, elle n'a qu'une issue, rompre les liens politiques et économiques avec Ankara. Déjà l'été dernier, le savon, la lessive et même les allumettes passaient par Kars pour alimenter Erevan, la capitale de type tiers-mondiste où s'entassent un million et demi de personnes, soit la moitié de la population totale du

pays. Réconciliation ne signifie en rien révisionnisme. Au contraire, les Arméniens de la diaspora, témoins de la souffrance de la tragédie de 1915, ont tendance à penser que rien ne pourra jamais arriver de bon de l'État turc.

C'est que, dans la plupart des cas, réconciliés à l'indépendance du sovietisme, ils ont oublié les droits considérables dont peut jouir une nation souveraine. Si demain l'Arménie confirmerait sa marche vers l'indépendance, elle disposerait d'ambassades dans le monde entier et de représentants à l'ONU.

La chaîne islamique

Jusqu'à hier, les revendications de reconnaissance du génocide se sont faites par personne interposée. Par personne, au sens littéral du terme. Les Soviétiques qui auraient dû jouer ce rôle ne voulaient pas fléchir le puissant État voisin.

Et les Européens se contentaient d'émettre des vœux pieux, en particulier dans les périodes électorales. A l'époque, l'ordre de Yalta régnait encore, et l'Arménie, même à son corps défendant, était du mauvais côté.

Aujourd'hui, les rapports géopolitiques ont changé. La Turquie n'a pas la moindre envie de déstabiliser un Azerbaïdjan qui a voté à 80 % pour les communistes. Par contre, elle a prouvé dans la crise du Golfe qu'elle était prête à rompre la chaîne islamique courant de Bagdad à Téhéran. Situation difficile et courageuse face à la montée des intégristes. Mais c'est été suicidaire que de perdre l'aide inconditionnelle des Américains.

Qui plus est, la Turquie frappe à la porte de l'Europe. Protéger les Arméniens et leur ouvrir un accès vers le commerce international lui donnerait sans conteste un brevet de sympathie dans de nombreux pays. De plus, le désir de George Bush de se représenter aux élections donne encore plus de poids au lobby arménien de Californie. Autant de faits qui laissent à penser que le moment est mûr pour tenter un rapprochement diplomatique. En Arménie, l'opinion y est prête, persuadée que de bonnes relations seraient le prélude à l'ouverture d'un travail pour les historiens afin de procéder à ce Nuremberg d'Anatolie qui n'a jamais eu lieu parce que, dans leur hypocrisie, les grandes puissances

n'y tenaient pas. La Turquie n'est pas au bout de ses peines pour trouver un semblant d'aura démocratique. C'est peut-être l'heure pour elle de faire un geste et de signer à sa façon l'écroulement définitif du communisme en sauvant une petite nation chrétienne considérée comme un ennemi héréditaire.

L'équipe au pouvoir à Erevan estime qu'on n'a ni ami ni ennemi pour toujours et, pour étayer sa thèse, elle cite en exemple l'Allemagne et la France qui construisent l'Europe de concert. Pourquoi un tel bouleversement il y a trois générations ? Et ne peut-il servir de modèle à une réconciliation arméno-turque capable de créer dans cette partie du monde un exemple encore inédit de coexistence pacifique réelle. Les Arméniens ont fait de justice et de pain, quelle façon de leur leur sauvegarde passait par les diplomates d'Ankara et d'Erevan.

Jean Kéhayan est journaliste et écrivain.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Européens

M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Impression
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94052 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

FRANCE

1 an 400 F

6 mois 200 F

3 mois 100 F

1 an 1 000 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour sous-abonner,
renvoyer ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessous

SERVICE À DOMICILE :

Pour les abonnements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou
temporaires : nos abonnés sont invi-

tés à formuler leur demande dans
semaines avant leur départ, en

indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous êtes abonné(e) à l'édition hebdomadaire du Monde ? ☐

Vous êtes abonné(e) à l'édition quotidienne du Monde ? ☐

Vous êtes abonné(e) à l'édition du Monde et du Monde Diplomatique ? ☐

Vous êtes abonné(e) à l'édition du Monde et du Monde des Femmes ? ☐

Vous êtes abonné(e) à l'édition du Monde et du Monde des Enfants ? ☐

Vous êtes abonné(e) à l'édition du Monde et du Monde des Jeunes ? ☐

Vous êtes abonné(e) à l'édition du Monde et du Monde des Femmes et des Enfants ? ☐

Vous êtes abonné(e) à l'édition du Monde et du Monde des Femmes, des Enfants et des Jeunes ? ☐

LA CRISE DU GOLFE

Les débats aux Nations unies et la tournée de M. Baker

La guerre des « plans de paix » fait rage

NEW-YORK
de notre correspondante

SK.3 Pendant que M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, sonde, du Caire à Moscou, la détermination des uns et des autres dans leur engagement contre l'Irak, une série de « plans de paix » circulent à New-York. Pour présenter leur éventuelle « résolution » de guerre, les Américains — qui président le Conseil de sécurité — attendent, quant à eux, le retour de M. Baker à Washington.

Mais d'autres membres du Conseil n'ont pas attendu. Depuis plusieurs semaines déjà, quatre membres non-alignés du Conseil (Cuba, Colombie, Malaisie et Yémen), appelés les « enfants terribles », ont commencé à présenter des projets de résolution. Lundi, les diplomates proches des « Quatre » ont distribué à certains journalistes un projet de résolution qu'ils appellent leur « plan de paix ». Ce projet propose le retrait des troupes irakiennes du Koweït, l'évacuation des forces étrangères de la région, la libération des otages, l'installation de forces de paix de l'ONU et la médiation du secrétaire général entre l'Irak et un Koweït souverain.

Il demande aussi la levée des sanctions, l'assurance du Conseil que l'Irak ne sera pas agressé et l'instauration d'un lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne. Pour « vendre » leur plan de paix, les « Quatre » ont choisi une nouvelle technique : au lieu de le présenter, comme d'habitude, aux membres du Conseil, ils l'ont envoyé dans plus de cent capitales. Ils ont ensuite consulté les différents groupes ainsi que les Européens non membres du Conseil et les ont invités à coparrainer leur projet. Ils ont, enfin, l'intention de

présenter ce texte, avec l'appui de cinquante à soixante pays, au Conseil de sécurité.

« Voyez-vous, explique l'un des Quatre, pendant des années, les Cinq (membres permanents) se voyaient en cachette, préparant le texte et nous le présentaient tout fait pour le vote. » Eh bien, c'est à nous de proposer des idées en concertation avec les autres pays non membres du Conseil », se réjouissait un autre. Un diplomate occidental, membre du Conseil, décrivait ainsi la tactique des Quatre : « C'est charmant, insolite et inutile tant qu'il n'a pas été présenté au Conseil. Mais, par contre, le plan laisse de l'espace à Saddam Hussein, ce qui n'est pas mauvais. »

Mardi matin 7 novembre, un autre « plan de paix » — le texte des Quatre agrémenté d'amendements — s'est mystérieusement retrouvé sur les bureaux des journalistes. Le texte est, en fait, tellement amendé qu'il est aux antipodes du précédent. Les Quatre, furieux, ont déclaré : « C'est le travail des

Saoudiens », lesquels n'ont pas démenti. Ce nouveau « plan de paix » demande également le retrait des troupes irakiennes et l'envoi d'une force de l'ONU, mais il « réaffirme » l'article 51 de la Charte, qui permet l'usage de la force militaire... et autorise donc la guerre.

Cette « guerre des résolutions » brouille le jeu diplomatique. Les Américains — et surtout les Britanniques — insistent sur le fait que l'article 51 leur permet déjà d'utiliser la force, tandis que les trois autres membres permanents du Conseil (France, Chine et URSS) n'accepteraient l'usage de la force que « dans le cadre du Conseil de sécurité », c'est-à-dire selon l'article 42. La petite guerre ainsi engagée à New-York montre que, si la coalition internationale contre l'Irak reste soudée sur le but à atteindre — le retrait des troupes irakiennes du Koweït —, les faillies s'élargissent quant aux moyens à utiliser pour obliger Saddam Hussein à se retirer.

AFSANE BASSIR POUR

Selon un sondage SOFRES « Figaro » TF 1

51 % des Français jugent un conflit armé inéluctable

Selon un sondage réalisé pour le Figaro et TF 1 par la SOFRES les 7 et 8 novembre auprès d'un échantillon de 800 personnes représentatif de la population de plus de 18 ans, 51 % des Français jugent inéluctable un conflit armé dans le Golfe (ils étaient 61 % en septembre, 41 % en octobre). 32 % des personnes interrogées souhaitent que la France s'en tienne à l'écart, contre 45 % en septembre. 72 % souhaitent cependant

que la France maintienne (63 %) ou renforce (9 %) son dispositif militaire dans le Golfe. 15 % sont partisans d'un désengagement militaire total de la France dans cette région.

A une très large majorité (76 %) les Français pensent que Paris doit maintenir sa position actuelle face à M. Saddam Hussein. 58 % estiment qu'il ne faut engager aucune négociation avant le retrait des troupes irakiennes du Koweït.

Convaincre les Irakiens

Suite de la première page

Les deux cent trente mille soldats américains déjà présents sur place, et qui trouvent déjà le temps bien long, devront prendre leur mal en patience : ce sont des renforts qui arrivent, et pas la relève espérée. Ce nouveau déploiement prendra du temps, et de l'avis même du secrétaire à la défense Dick Cheney, il ne sera pas terminé avant au moins « le début de l'année prochaine ».

Il y a donc tout lieu de penser que, même si ces renforts massifs sont explicitement destinés à fournir aux Etats-Unis une capacité

cette réponse : « Nous sommes en complète harmonie, mais j'espère que les sanctions donneront un résultat d'ici quelques mois. »

Ce délai supplémentaire pourrait aussi permettre de persuader M. Gorbatchev de la nécessité d'un recours aux armes. En dépit des récentes déclarations de M. Chevardnadze, selon lequel « l'usage de la force ne peut être exclu », le président du PC soviétique semble cultiver une certaine ambiguïté. Ainsi M. Bush a-t-il retardé à plusieurs reprises sa conférence de presse, jeudi après-midi, pour pouvoir obtenir par téléphone un



offensive, ladite offensive n'est pas imminente. Pour des raisons techniques sans doute, mais aussi, selon toute apparence, politiques. Le président Bush n'a toujours pas vraiment réussi à convaincre ses concitoyens ni le Congrès de la nécessité d'entrer en guerre contre l'Irak, et certains de ses partisans essentiels au sein de la coalition internationale semblent encore estimer qu'il est urgent d'attendre, même s'il ne s'agit pas d'attendre indéfiniment.

Ainsi, le président égyptien Hosni Moubarak, dans une interview publiée jeudi par le New York Times, estime que la coalition devrait attendre « au moins deux ou trois mois de plus » avant de déterminer si les sanctions économiques sont de nature à faire céder l'Irak. Ce délai correspond à peu près à la durée du déploiement des renforts américains, et lorsqu'on a demandé jeudi au président Bush ce qu'il pensait de la remarque de son homologue égyptien, il a eu

compte-rendu des entretiens de son secrétaire d'Etat, James Baker, à Moscou.

Il en a conclu, du moins selon ses déclarations à la presse, que les Etats-Unis et l'URSS sont « sur la même longueur d'onde », pour ce qui est des objectifs poursuivis, mais, a ajouté M. Bush, « je ne peux pas vous dire ce que sera la position soviétique sur l'usage de la force. Vous savez, je ne pense pas qu'on leur ait demandé d'envoyer des forces ».

Bénédiction du Conseil de sécurité

Egalement interrogé pour savoir si les résolutions prises jusqu'à présent par le Conseil de sécurité de l'ONU conféraient aux Etats-Unis l'autorité de recourir aux armes pour les faire appliquer, M. Bush a répondu par l'affirmative. Mais il a aussi insisté sur l'intérêt qu'il y avait eu jusqu'à présent à « avoir le monde totalement de notre côté ».

L'URSS n'exclut pas un recours à la force

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Mikhaïl Gorbatchev ne juge pas, ou ne juge plus, que l'usage de la force contre l'Irak est « inacceptable » comme il l'a déclaré le 29 octobre à Paris. Il ne l'a pas dit lui-même mais c'est ce qu'a indiqué en substance le secrétaire d'Etat James Baker reçu par le président soviétique pendant deux heures, jeudi 8 novembre, dans une résidence près de Moscou. Restant compte brièvement des entretiens, Tass cite des propos du chef du Kremlin selon lesquels « personne ne devrait compter sur des fissures dans la position coordonnée » des membres du Conseil de sécurité. C'est peu explicite, mais les deux hommes qui représentent maintenant, chacun à sa manière, la politique soviétique dans le Golfe — son conseiller Evgueni Primakov et le ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadze — ont bien déclaré que ce recours à la force n'est pas totalement exclu.

Le premier a ajouté lors d'une réception mercredi au Kremlin que le « président soviétique a été « mal compris » à ce sujet à Paris. Le second, tenant une conférence de presse avec M. Baker jeudi, a déclaré que l'URSS n'est de loin favorable à une solution politique, mais que le recours à la force contre l'Irak « ne pourrait probablement pas être exclu ». « Une situation pourrait se présenter qui, effectivement, exigerait une telle méthode, mais toute décision devrait être prise dans le cadre du Conseil de sécurité », a-t-il ajouté. M. Baker qui a effectué une tournée au Proche-Orient, et la poursuit en Europe dans le but d'obtenir une caution internationale à une éventuelle offensive contre l'Irak avait à l'origine prévu de rencontrer seulement M. Chevardnadze. Mais des

informations concordantes circulent toujours à Moscou parmi les diplomates et dans la presse indépendante sur les divergences sérieuses qui opposeraient M. Chevardnadze, un « pro-américain » au conseiller Primakov, un « arabisant » dont les deux récents voyages à Bagdad, effectués à la demande de Mikhaïl Gorbatchev, ont irrité l'administration américaine, tout en satisfaisant à Moscou le lobby militaire-industriel et les « patriotes » russes.

Accord sur trois principes

C'est ce qui a poussé M. Baker à vouloir entendre, de la bouche même de M. Gorbatchev, « les idées de l'Union soviétique sur la façon dont nous devrions agir dans le futur », a-t-il dit. Résumant, lors de la conférence de presse, ce qu'il a entendu, le secrétaire d'Etat a affirmé que l'accord soviéto-américain se fait sur « trois principes ». « Premièrement, nous préférons une solution pacifique et politique, mais nous ne pouvons exclure d'autres options. Deuxièmement, nous avons coopéré très efficacement depuis le 3 août et nous sommes déterminés à poursuivre cette coopération. Enfin, nous estimons des deux côtés que les résolutions du Conseil de sécurité doivent être totalement appliquées et qu'il ne peut y avoir de solution partielle ».

M. Primakov n'assistait pas à l'entretien Baker-Gorbatchev, mais, dans une interview publiée mercredi par l'hebdomadaire Literaturnaya Gazeta, il donne un son de cloche tout différent sur la crise. Il affirme, notamment, « comprendre la nécessité de ne pas diviser les forces qui se prononcent pour l'évacuation du Koweït », tout en souhaitant que « cela ne soit pas uti-

lisé par ceux qui veulent garder leurs propres forces dans la région ». Parant de ses deux entretiens avec Saddam Hussein, les 5 et 28 octobre, il affirme que leur comparaison « permet de conclure qu'une solution pacifique n'est pas sans perspective ». Il a évoqué aussi le « complexe de Massada » dont souffrirait Saddam Hussein qui craint, selon lui, d'être attaqué même s'il évacuait le Koweït.

Il a parité aussi des prétentions territoriales que nourrissent les voisins de l'Irak. Evoquant les vives réactions qu'a entraînées, notamment, dans les pays arabes modérés, l'appel fait à Paris par Mikhaïl Gorbatchev pour « réactiver le facteur arabe » dans la solution de la crise, le conseiller du président soviétique se déclare en accord avec le président Moubarak et le roi Fahd sur le fait que la tenue d'un nouveau sommet arabe n'est pas une « panacée ».

Mais il souligne que c'est seulement la « majorité arithmétique » des pays arabes qui a pris une position anti-irakienne et que dans les « les larges masses » la situation présente une image différente. Il se déclare cependant convaincu qu'il reste des possibilités d'action arabe en dehors du cadre de la Ligue arabe.

Les entretiens à Moscou de M. Baker, qui ont duré en tout treize heures, ont aussi porté sur le traité sur les forces conventionnelles en Europe, qui doit être signé en novembre par les membres de la Ligue et du pacte de Varsovie, les experts américains et soviétiques ayant continué jeudi à en négocier les dernières questions. Ces entretiens ont aussi porté sur des armées stratégiques à propos desquelles M. Chevardnadze a affirmé qu'« il ne sera sans doute pas possible de régler tous les problèmes les concernant lors de cette rencontre ».

SOPHIE SHIHAB

Le nouveau déploiement américain

En secret à la défense, M. Dick Cheney, a fourni, jeudi soir 8 novembre, le détail des nouvelles unités américaines qui vont être envoyées en Arabie saoudite dans le cadre du renforcement de l'opération « Bouclier du désert ». Cent mille hommes au moins, selon les experts militaires, seraient concernés par ce nouveau déploiement, ce qui au total, avec les unités déjà sur place, porte à trois cent trente mille hommes l'ensemble des forces américaines dans le Golfe. « Il n'y a pas de plafond à ce déploiement », devait également souligner M. Cheney. Au plus fort de la guerre du Vietnam, en 1968, Washington engagea jusqu'à cinq cent quarante et un mille hommes sur le théâtre des opérations.

Rappel de réservistes

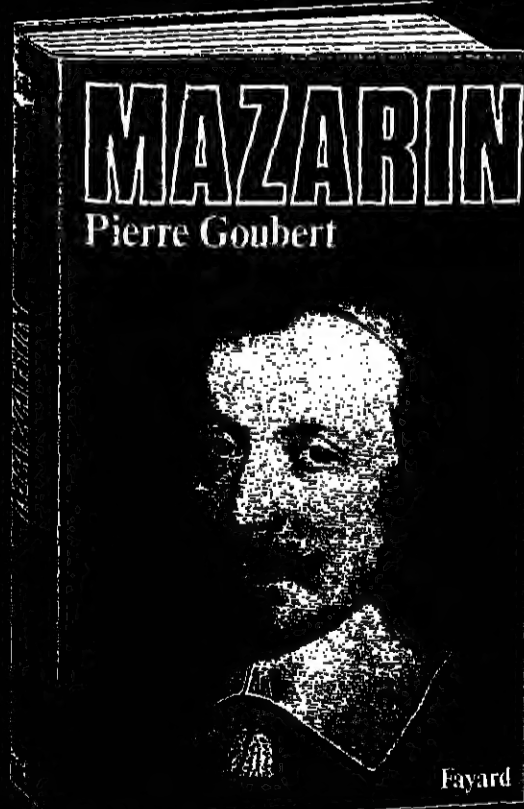
Le nouveau déploiement américain dans le Golfe concerne :

- trois porte-avions et leurs groupes de bataille ainsi que le cuirassé USS Missouri ;
- les troupes en provenance d'Allemagne : les 1^{re} et 3^{es} divisions blindées, la 2^e brigade de la 2^e division blindée, le 2^e régiment de cavalerie blindée et le 2^e corps de commandement et de soutien ;
- les troupes en provenance des Etats-Unis : la 1^{re} division d'infanterie mécanisée (actuellement en état d'alerte à Fort Riley, Kansas) ; la 2^e force expéditionnaire de « marines » et la 5^e brigade expéditionnaire de « marines ». Le secrétaire à la défense a ajouté que l'US Air Force pourrait aussi participer à ce déploiement, mais n'a toutefois pas précisé quelles unités seraient concernées.

« Il est clair que nous allons avoir besoin de rappeler de nouvelles unités de réservistes, et nous allons aussi devoir faire appel pour la première fois à des unités de la garde nationale », a également expliqué M. Cheney. Dans ce cadre trois unités de la Garde nationale seront concernées : les 48^e et 258^e brigades d'infanterie mécanisée et la 155^e brigade blindée.

UN CHEF-D'ŒUVRE

Jean-Maurice de Montremy, Lire



Une biographie bondissante et rebondie, charnue et charmante.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

Pour qui veut lire une bonne biographie de Giulio Mazzarino, diplomate pontifical passé au service des Bourbons, devenu éducateur et premier ministre de Louis XIV, quel bonheur !

Jean Sevilha, Le Figaro Magazine

Goubert à son meilleur, mordant, lucide, merveilleusement pédagogique... Il offre dans ce Mazarin une véritable réinterprétation du dix-septième siècle français, saisi à partir de son moment charnière : la Fronde.

Roger Chartier, Le Monde

l'Histoire
chez
FAYARD

JAN KRAUZE

LA CRISE DU GOLFE

Le Japon
n'enverra pas
de militaires
à l'étranger

Le Parti libéral démocrate (PLD) et l'opposition japonaise se sont mis d'accord, jeudi 8 novembre, pour abandonner le projet de loi controversé sur l'envoi de militaires nippons à l'étranger, a-t-on appris de source parlementaire à Tokyo.

Mis au point pour répondre aux critiques américaines, reprochant au Japon sa faible participation aux efforts internationaux déployés dans le Golfe, ce projet prévoyait la possibilité de dépêcher hors de l'archipel, pour la première fois depuis la guerre, des membres des forces d'autodéfense, dans le cadre d'efforts internationaux de défense de la paix.

Le retrait de ce projet - qui avait été à la fois critiqué par une majorité de l'opinion nipponne et par les pays voisins du Japon - intervient au lendemain de la visite à Bagdad de M. Yasuhiro Nakasone. L'ancien premier ministre, qui avait ramené avec lui soixante-dix-sept otages japonais, avait exprimé sa « compréhension » à l'égard de la position de M. Saddam Hussein.

L'infléchissement
chinois

D'autre part, tandis que le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, réaffirmait à Ryad la « nécessité » d'un retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït, le premier ministre de Pékin a encouragé la communauté internationale à poursuivre ses efforts de règlement pacifique de la crise « sans que subsiste une lueur d'espoir ». Cité par le *Quotidien du peuple*, M. Li Peng n'a pas formellement exclu le recours aux armes, confirmant ainsi l'infléchissement de son pays, qui se disait, voilà peu encore, opposé à toute solution militaire.

Enfin, le roi Fahd d'Arabie a déclaré jeudi que son pays souhaitait obtenir la garantie que l'Irak ne lancera pas de nouvelles attaques au cas où il se retirerait du Koweït. Il a réaffirmé qu'il n'accepterait rien de moins qu'un retrait total et inconditionnel de l'armée irakienne du Koweït, le rétablissement du gouvernement légitime de l'émirat et « des garanties internationales (que Bagdad) ne répètera pas de telles agressions ». (AFP, Reuters)

« Le Monde Dossiers et documents » de novembre

Le pétrole sous le choc

Il a suffi qu'en août dernier l'Irak décide d'envahir le Koweït pour faire planer la menace d'un nouveau choc pétrolier : une fois encore, une crise politique au Moyen-Orient dégenère et menace l'économie mondiale de récession.

Toutefois, si l'invasion du Koweït a poussé les prix du brut à des niveaux records, cela n'a fait probablement qu'avancer de quelques années une crise prévisible.

En effet, après la brutalité des chocs de 1973 et de 1979, les pays consommateurs avaient réagi : des économies d'énergie avaient été réalisées un peu partout en Occident et de nouvelles énergies concurrentes du pétrole avaient été développées.

Ces nouvelles habitudes n'ont d'ailleurs pas totalement disparu et les économies de ces pays sont moins dépendantes du pétrole aujourd'hui qu'avant 1973. Mais elles le sont plus qu'il y a cinq ans, la vigilance s'étant relâchée devant la chute des prix, tant du côté de la demande que du côté de l'offre. Tout était prêt pour une mauvaise surprise...

Quatre pages d'articles

récents, de cartes, de graphiques pour comprendre et analyser ce troisième choc.

Deuxième dossier :
les violences racistes et la loi

Le racisme, l'antisémitisme, reviennent encore et toujours à la « une » des journaux. En huit pages, « Le Monde Dossiers et documents » rappelle des faits, des principes et les dispositions législatives qui permettent de réagir. Bien sûr, les textes de lois sont avant tout répressifs et ils ne peuvent suffire à lutter contre la haine raciale. Bien sûr, tout n'est pas du ressort de la justice, mais encore faut-il connaître cette armature sur laquelle repose le système français, sa force comme ses lacunes.

Les lois de 1972 et 1990 sont commentées et discutées. Des éditoriaux, des articles de réflexion, des reportages, des comptes rendus et des dessins de Planu tracent le paysage de la violence quotidienne, du racisme ordinaire, de l'antisémitisme banalisé, de la peur de l'immigré.

► En vente chez tous les marchands de journaux : 12 pages, 8 francs.

Confidences d'otages

La déprime et la colère de ceux qui restent

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Il vient tout juste d'arriver du Koweït. Costume-cravate, attaché-case, cet homme d'apparence fort calme ne tarde pas à manifester son trouble. Au bout de deux minutes seulement de conversation - à mots couverts, par crainte des micros et des nombreux agents de la sécurité qui hantent l'hôtel - il est en rage. Il transpire de peur et de colère. Il reconnaît volontiers ce double stress, et deux de ses amis qui ont gagné Bagdad quelques jours avant lui reconnaissent : « Nous sommes tous, après trois mois, très nerveusement ».

« Un jour - prochain j'espère, - je pourrai raconter ce que j'ai vu. Il le faut : c'est effrayant, terrorisant au sens propre du terme », dit-il en soulignant qu'il n'est pas, tant s'en faut, dans le pire des cas, celui de ces Britanniques ou Américains recherchés pour être conduits aux sites stratégiques et obligés de « vivre comme des rats ». N'étant pas de l'une de ces nationalités à « haut risque », cet « Occidental » - seule identité qu'il accepte de donner - a eu une certaine liberté pour se déplacer au Koweït, et c'est pourquoi il a « beaucoup vu ». Par exemple « des pillards en uniforme se tirant dessus pour leur butin ». Mais il ne veut pas trop en dire afin de ne pas être repéré et de ne pas mettre les Irakiens sur la piste de ceux avec qui il est toujours en relation au Koweït.

Sentiments
contradictoires

Avec ses amis, il précise qu'une très relative normalisation s'est produite durant les dernières semaines au Koweït, dans la mesure où l'on peut à nouveau trouver des légumes frais et un approvisionnement de base - même des boîtes de bière venant de Jordanie et portant une date de fabrication toute récente... L'atmosphère en est en conséquence à la fois réconfortante et déprimante pour les communications locales. Mais les arrestations et le pillage « systématiques » continuent.

Malgré une atmosphère « quasiment insupportable », il s'apprête à retourner au Koweït. Par « honnêteté », il donne pour première raison celle de ne pas vouloir se résoudre à « abandonner aux Irakiens » sa maison et ses biens alors qu'il s'était fait une vie - « confortable » - dans l'émirat depuis de longues années. Ses amis, qui, eux, désirent partir définitivement et attendent une hypothétique autorisation de quitter Bagdad, savent qu'ils ont tout perdu, car, dès qu'un logement est laissé inhabité pendant quelques heures, il est vidé puis, souvent,

incendié. Deuxième raison : « Le devoir de marquer une solidarité avec les Koweïtiens et les émigrés qui demeurent là-bas ». Et il ajoute : « L'envie à l'idée que l'on puisse céder ». « S'il [M. Saddam Hussein] s'en tire, le monde devra avoir honte. Je ne veux pas laisser ma peau mais, chaque nuit, j'espère entendre l'arrivée des bombardiers alliés ».

« Bagdad, où tout paraît presque normal, on retrouve à peu près ces mêmes sentiments mitigés parmi les otages occidentaux qui restent dans la capitale irakienne après le départ de tous les Français et les

des masques à gaz...

Il souligne la difficulté de vivre « vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec le spectre de la guerre », avec « des insomnies et un stress permanents ». Il a aussi adressé une lettre à M. Jacques Delors, dénonçant « l'unité factice de l'Europe des Douze » en dépit des résolutions d'apparement fermées prises récemment à Rome, où il avait été convenu de déconstruire les initiatives telles que celle de M. Brandt.

« Les critiques à l'encontre des gouvernements sont généralisées. Dans tous les groupes d'otages,

Bagdad menace de réduire en cendres
la péninsule Arabique

Les dirigeants irakiens jugent la guerre imminente et menacent, en cas d'attaque contre leur pays, de réduire en cendres toute la péninsule Arabique à l'exception des lieux saints. « La mère de toutes les batailles est plus proche que jamais », écrit ainsi, jeudi 8 novembre, le quotidien gouvernemental *El Djoumhouria* dans ce qui apparaît comme l'une des menaces les plus violentes lancées par Bagdad depuis le début de la crise.

« Si le feu de l'agression est déclenché contre l'Irak, les flammes recouvriront tout, partout et brûleront tout dans toutes les directions (...) Il ne restera que des cendres. Le pétrole qu'ils rêvent de contrôler ne sera plus qu'une mer de feu », selon le journal, pour lequel des flammes sur la mosquée d'Allah [la Grande Mosquée de La Mecque] et le tombeau du prophète d'Allah [à Médine]. Dans le même

temps, on apprenait de source militaire à Bagdad que le président Saddam Hussein avait limogé le chef d'état-major de l'armée de terre et l'avait remplacé par le chef de la garde présidentielle - troupe d'élite de l'armée irakienne - le général Hussein Rachid. Le limogage du général Abdel Karim el Khazraji est intervenu il y a trois semaines, a-t-on précisé de même source.

Avant sa promotion, le général Rachid était chef d'état-major adjoint chargé de la garde présidentielle. Il est considéré en Irak comme un héros national depuis avril 1988, date à laquelle il dirigeait les forces irakiennes qui chassèrent les Iraniens de la presqu'île méridionale de Fao. Cette bataille avait marqué le début d'un vaste repli de l'Irak, qui devait aboutir au cessez-le-feu quatre mois plus tard. (Reuters)

Libérations en série qui viennent d'être accordées à près de cent cinquante personnes, à l'occasion notamment des visites de M. Yasuhiro Nakasone et Willy Brandt, anciens chefs de gouvernement japonais et allemand.

La plupart de ceux qui sont actuellement libérés pour compte admettent avoir ressenti un « choc » ou « un bon coup de déprime » à l'annonce, du « cadeau » très particulier offert à la France. On s'efforce de faire bonne figure même si persiste le soupçon de quelques tractations secrètes, bien que les Irakiens aient parlé de « geste unilatéral » et que le gouvernement français ait nié avoir effectué la moindre « démarche ». « Il y a eu au moins, dit un Américain, cette contrepartie qui satisfait les Irakiens : l'évacuation immédiate de l'ambassade de France au Koweït ; ce ne peut être une simple coïncidence. » En tout cas, aucune personnalité française n'a accepté de venir à Bagdad, constate un Anglais qui dénonce le séjour de M. Nakasone et celui de M. Brandt.

Quelle que soit l'amertume, on essaie de ne pas donner aux dirigeants irakiens le spectacle de dissensions au sein du camp occidental. Toutefois, un Irlandais ne peut s'empêcher de protester en déclarant : « La solidarité a été brisée par tous ces derniers événements. J'ai hâte de m'en aller mais je méprise vraiment ces politiciens qui se succèdent pour obtenir des libérations au compte-gouttes... Cependant, avec une sourde ironie, il reconnaît : « Ce n'est pas simple... Car je regrette qu'une délégation parlementaire irlandaise soit repartie sans aucun résultat pour nous... »

Guy, un solide ingénieur belge, dit se « réjouir » pour « chaque otage qui s'en va », alors qu'il avoue avoir eu « un petit coup au moral » au moment de l'évacuation des Français. Il veut rentrer et ne plus jamais remettre les pieds en Irak alors que son camarade Edmond, qui s'ennuie, dit que la « Communauté européenne fasse réellement bloc » - affirme « hésiter », là encore par « solidarité », mais aussi « par intérêt ».

« Il m'est difficile, confie Edmond, de laisser réduire à néant le fruit d'un travail de plusieurs années. J'ai conquis ici tout un marché. Si on me permet d'aller revoir ma famille puis de revenir, j'en serai très heureux... » Tandis que, pour passer le temps, Edmond mûrit des « petits plans » pour ses compatriotes. Guy écrit des lettres de protestation. Au gouvernement belge, il reproche de n'avoir « presque rien fait » pour ses ressortissants retenus en otage et leurs familles, si ce n'est d'avoir envoyé

« des lettres de protestation ». Au gouvernement belge, il reproche de n'avoir « presque rien fait » pour ses ressortissants retenus en otage et leurs familles, si ce n'est d'avoir envoyé

« bare » du président Saddam Hussein et qu'ils seront - comme les Américains - les derniers à partir.

L'ambassade de Grande-Bretagne a pris l'aspect d'un bastion. Sur l'impeccable gazon de la résidence - qui fut celle du haut commissaire au temps de la présence britannique en Irak - a été dressé un camp de toile où sont réfugiés, depuis le mois d'août, soixante-cinq sujets de Sa Majesté menacés de servir de « boucliers humains » sur les sites stratégiques. Même atmosphère de résistance à l'ambassade des Etats-Unis, où les diplomates, comme leurs collègues britanniques, se préoccupent surtout des otages envoyés sur les fameux sites.

Des conditions de vie
dramatiques

Une centaine d'Américains et trois cents Britanniques sont, au secret, dispersés dans quarante ou cinquante installations diverses (usines, bases de missiles, barrages, etc.) et, maintenant, la majorité d'entre eux logent non plus à proximité mais à l'intérieur même de celles-ci. Selon plusieurs témoignages, les conditions de vie se sont considérablement dégradées bien que les autorités irakiennes persistent à affirmer que ces « invités spéciaux » (les autres sont de simples invités) sont « très convenablement traités ».

« Certaines de ces installations sont éminemment dangereuses même en temps de paix », dit un diplomate. De nombreux otages sont exposés en permanence au bruit des machines, à la chaleur du jour, au froid la nuit. La nourriture est rare et sommaire, l'hygiène déplorable. De plus en plus d'accidents de santé commencent à être signalés, des troubles digestifs notamment, sans parler de l'état moral...

Le courrier est très irrégulier et a tendance à circuler en sens unique. Celui qui est adressé par les familles aux otages est fréquemment intercepté tandis que celui envoyé par ces derniers est contrôlé de telle sorte que, voici quelques jours, l'un d'entre eux a dû faire savoir par un message clandestin qu'il ne fallait pas tenir compte de sa précédente lettre où il était écrit que « tout allait bien ».

C'est aussi cette expression qu'a employée le 4 novembre un Américain dans un premier reportage réalisé par la télévision irakienne sur l'un des sites. Le document, intitulé « Nouvelles des invités », se voulait très rassurant mais les traits tirés de cet homme, son visage sombre, faisaient comprendre qu'il parlait sous la contrainte, démentant son propos.

FRANCIS CORNU

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le long
de la frontière jordanienneUn officier tué
par un commando
qui tentait
de s'infiltrer

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un nouvel accrochage à la frontière jordanienne est venu confirmer, jeudi 8 novembre, toutes les inquiétudes israéliennes quant au contrôle que le roi Hussein exercerait sur ses propres troupes. Car, à en croire les premières indications données par les conquérants israéliens, les cinq hommes qui ont tenté de s'infiltrer au nord de Jéricho, en Cisjordanie, appartenaient à une unité de la police jordanienne.

« Une fois de plus, la preuve a été faite que la Jordanie n'arrive plus à empêcher les infiltrations sur notre territoire », a déclaré le ministre de la défense, M. Moshe Arens, cependant que le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, soulignait une évolution pour le moins dangereuse pour Israël : « On en est au point où ceux qui sont chargés de lutter contre les infiltrations se lancent eux-mêmes dans des tentatives d'infiltration ».

Un échange de coups de feu a eu lieu vers 4 heures du matin, lorsqu'une patrouille de l'armée a repéré le commando : le chef de la patrouille, un capitaine de réserve, a été tué ainsi que l'un des membres du commando - les quatre autres ont été faits prisonniers (nos dernières éditions du 9 novembre). La surveillance accrue de ces 380 kilomètres de frontière avec la Jordanie fait partie de l'état d'alerte avancé décrété dans les forces israéliennes depuis le début de la crise du Golfe.

Les prises de position du souverain dans ce conflit ainsi que la mobilisation d'une bonne partie de la population du royaume font craindre aux Israéliens que cette frontière devienne particulièrement « chaude ». Elle pourrait le devenir un peu plus encore si M. Saddam Hussein décidait de provoquer Israël, par le biais d'une de ces infiltrations, afin de créer une diversion.

Il s'agit de la sixième tentative d'infiltration sur le front de l'Est depuis le début de l'année. Les cinq hommes portaient des couteaux, des armes de poing et des chargeurs de mitraillette, ce qui laisse penser qu'un réseau de sympathisants en Cisjordanie devait compléter leur armement. Toutefois, selon les premiers éléments de l'enquête, ils n'appartenaient à aucune organisation connue. La mention « Allah Akbar » (Dieu est grand), gravée sur certaines de leurs armes, indique qu'il pourrait s'agir d'islamistes venus commettre un attentat à Jérusalem un mois après la tuerie de l'espionnage des Mosquées (le 6 octobre).

A cette occasion, et alors que l'infatigable entraînement dans son trente-sixième mois, la police avait déployé un dispositif de quelque 2 000 hommes à Jérusalem et isolé la ville sainte de la Cisjordanie.

ALAIN FRACHON

AFRIQUE

En marge de la crise entre Paris et Rabat

Le Maroc défend sa cause
devant la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondant

Le comité des droits de l'homme de l'ONU (saisi en permanence par des sources diverses, dont les principales sont les organisations non gouvernementales (ONG), au sujet des exactions commises dans différents pays) a examiné, les 7 et 8 novembre, le rapport du gouvernement du Maroc.

Tout en rappelant que « le roi est le protecteur des droits et libertés des citoyens, groupes sociaux et collectifs (...) le guide suprême de la nation, le commandeur des croyants et garant du respect de l'islam et de la Constitution », les auteurs du rapport, forts de l'existence légale de trois associations de défense des droits de l'homme dans leur pays, se sont posés en défenseurs de la démocratie, de la liberté de conscience et d'expression.

Les experts du comité ont demandé des éclaircissements à la délégation du Maroc à propos, notamment, de la centaine de disparus dont fait état le groupe de travail

de l'ONU. Selon M. Ali Atmani, président de la Cour suprême du Maroc, les « disparus » ne seraient que des bédouins se déplaçant constamment en fonction des postes d'eau du désert et ne pouvant pas être identifiés. Concernant la détention de l'épouse et des enfants de M. Mohammed Oufkir, M. Atmani a précisé que « les conditions juridiques » de cette détention étaient « laissées à l'appréciation de Sa Majesté le roi ». Il a néanmoins assuré que la délégation marocaine allait attirer l'attention de son gouvernement « sur l'intérêt du comité sur cette délicate question ».

Quant aux personnes internées après l'attentat de 1971 contre le roi, la délégation a fini par promettre de procéder à une enquête à ce sujet, « pour en avoir le cœur net ». Selon des organisations de défense des droits de l'homme, les prisonniers militaires du camp de Tazmamart sont gardés au secret jusqu'à leur mort, dans des cachots sans air ni lumière. L'examen du rapport marocain devrait se poursuivre soit en avril, à New-York, soit en juillet, à Genève.

ISABELLE VICHNIAC

PROCHE-ORIENT

Un officier ne par un commandant qui tentait de s'influer

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

DESAEN

ASIE

INDE

M. Chandra Shekhar a été nommé premier ministre

NEW-DELHI

de notre correspondant

Après avoir sollicité les représentants de trois formations politiques, le chef de l'Etat indien s'est résolu, vendredi 9 novembre, à demander à M. Chandra Shekhar, chef de file des dissidents du parti de M. V. P. Singh, ancien premier ministre, de former le nouveau gouvernement. M. Chandra Shekhar devait prêter serment dès samedi.

Tout à tour repus par M. Venkatarman, MM. Rajiv Gandhi, président du Congrès, et L. K. Advani, dirigeant du BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite), et les chefs des partis de gauche (communistes), s'étaient réunis. Entre-temps, M. Chandra Shekhar avait fait acte de candidature, arguant du soutien de 280 députés, soit plus que la majorité absolue (262) des membres de l'Assemblée.

Le président a tenté de convain-

cre M. Gandhi, chef du parti le plus nombreux, d'accepter directement le pouvoir et de former un gouvernement de coalition. Le Congrès s'en tient à sa position initiale de soutien à M. Chandra Shekhar sans participation ministérielle. En désespoir de cause, M. Venkatarman s'est efforcé d'obtenir l'assurance que M. Gandhi soutiendrait le nouveau gouvernement pendant au moins deux ans. Ce dernier s'est contenté de répondre, selon le

Times of India, qu'il « s'efforcera d'assurer le maintien en fonction du gouvernement pendant une année ou à peu près, jusqu'à ce qu'une situation complètement normale soit restaurée dans le pays ».

Le BJP et les parties communistes, qui s'étaient ligués pour les élections de novembre 1989 contre le Congrès, ont critiqué ce « mariage de convenance » entre MM. Chandra Shekhar et Gandhi.

L. Z.

L'appel tardif du destin

NEW-DELHI

de notre correspondant

C'est un condottiere, un tempérament. Sur la scène politique où, pour exister, chaque acteur doit sacrifier au théâtre, il n'a pas besoin de forcer son personnage : Sadanand Singh Chandra Shekhar a, naturellement, le sens du tragique. En quarante ans de vie publique, il a mené bien des combats sans jamais goûter à la victoire. Il est, comme on dit, « bourré de talent », et des gens illustres lui avaient promis un grand destin. Pourtant, bizarrement, il a manqué pas mal d'occasions.

Socialiste à vingt ans, il s'est acquitté alors une réputation de « rebelle ». Mais il n'a rien d'un naïf et ses révoltes, les années passant, sont devenues des intrigues. Avec sa haute silhouette ascétique, sa barbe poivre et sel, son regard terrible dans un visage de Méphisto, Chandra Shekhar tranche dans le paysage politique indien, dominé par des politiciens à l'allure un peu molle de notables. Il y a chez lui comme une fureur rentrée, et son sourire est toujours à la limite du sardonique. Il n'a pas, contrairement à Rajiv Gandhi, une once d'occidentalisation.

Le nouveau premier ministre, élu le 1er juillet 1987 dans un petit village du district de Ballia, dans l'Etat d'Uttar-Pradesh. Comme son prédécesseur, il appartient aux hautes castes. Etudiant à l'université d'Allahabad, il est diplômé de sciences politiques. Militant, il quitte rapidement le Parti du Congrès, pour le Praja Socialist Party (PSP), dont il est le secrétaire général pour l'Uttar-Pradesh, de 1955 à 1957. Elu au Rajya Sabha (la Chambre des Etats du Parlement) en 1962, il rejoint le Congrès en 1964. Admis au



d'Indira Gandhi quand celle-ci décide d'abolir les « privy purses » (la liste civile des Maharadjahs) et de nationaliser des pans entiers de l'industrie indienne, il se range à ses côtés lors d'une scission du parti de Nehru. Devenu le chef de file des « jeunes Turcs » du Congrès, il mène l'attaque, à l'intérieur du parti, contre l'emprise des « barons », dont Indira Gandhi voulait se débarrasser. En 1967, il est récompensé par le poste de secrétaire général du groupe parlementaire.

Les routes de la misère

Au Parlement, il fustige la « maison des Bida », puissante dynastie d'industriels. Il se situe alors dans la tradition du socialisme de Nehru et son « gourou » est Jayaprakash Narayan, « JP », « gandhien » feroce qui va bien vite s'opposer

à Indira Gandhi, entraînant dans son sillage Chandra Shekhar. Rénovateur et partisan d'une politique de justice sociale, il exprime ses idées dans le journal Young India, et bientôt se heurte à l'autoritarisme grandissant du chef du Congrès. De fidèle, il est devenu contestataire. Contre la volonté d'Indira Gandhi il est élu, en 1972, au sein des instances dirigeantes du parti. Le 25 juin 1975, M. Gandhi proclame l'état d'urgence, baillonne l'opposition et impose sa poigne de fer au Congrès.

Le lendemain, Chandra Shekhar, toujours parlementaire, est jeté en prison, où il rejoint « JP ». Cette expérience fut l'une « des plus enrichissantes » de sa vie et il en tirera plus tard un livre, sorte de recueil de ses idées politiques, « Dynamique du changement social ». En 1977, à la levée de l'état d'urgence, il est libéré et prend la tête de l'opposition. Le parti Janata est alors créé, il en devient président. L'expérience du gouvernement Janata s'achève en décembre 1979, par le retour de M. Gandhi au pouvoir. A la recherche, explique-t-il, d'une autre forme d'expression politique, et soucieux de retrouver l'Inde « vraie », l'entame, à partir de janvier 1983, sa « longue marche » : 4 200 kilomètres à pied, du cap Comorin à Delhi, avec cinquante compagnons, sur les traces du Mahatma Gandhi.

Six mois de voyage à travers les routes et les villages de poussière, à la rencontre de la « misère » de plus de 500 millions d'Indiens. L'accueil du « marathon man » aux pieds bandés est souvent triomphal, l'expérience est unique, enrichissante, dans tous les sens du terme. Les forces récoltées doivent servir à ouvrir des centres d'éducation sociale à travers le pays,

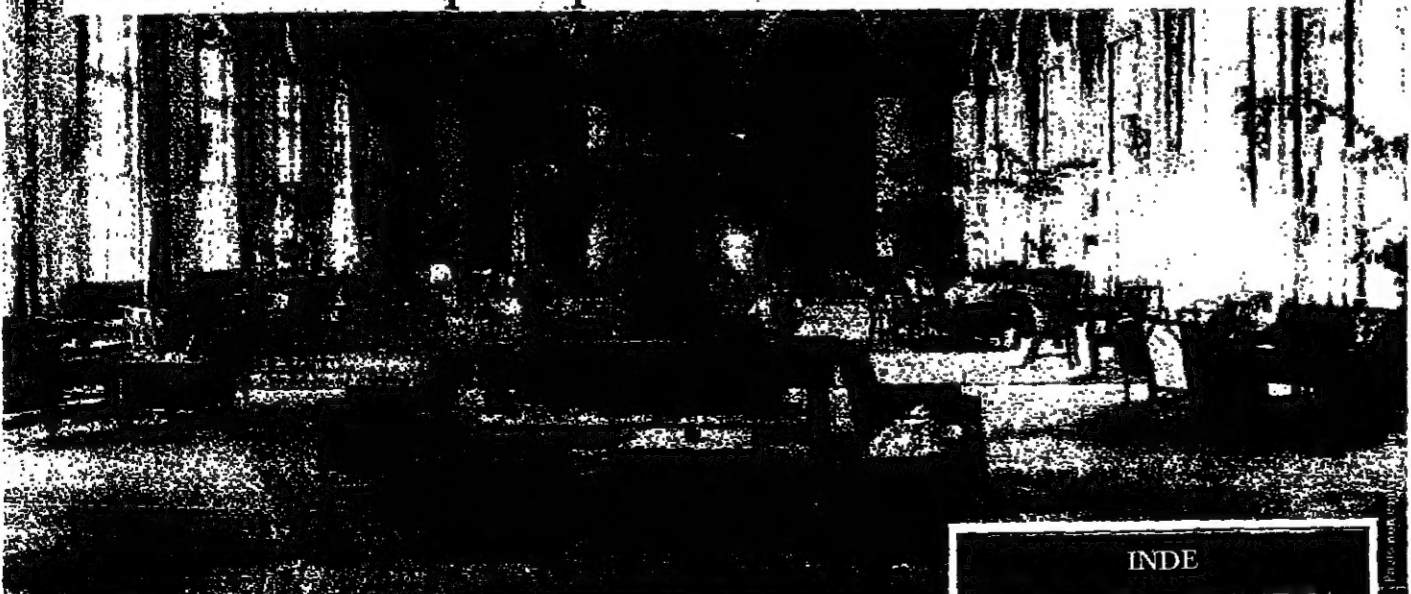
mais ceux-ci ne verront guère le jour. Qu'importe : bien que battu lors des élections générales de 1984 il perd son siège de député conquis en 1977, il est l'un des rares hommes de l'opposition qui peut se flatter d'avoir une dimension nationale.

Aussi, lorsque les « années Rajiv » s'achèvent, à l'occasion des élections générales de novembre 1989, il croit son heure venue. Son parti, le Janata, fusionne avec le Lok Dal, pour donner naissance au Janata Dal. Le Parti du Congrès est de nouveau écarté du pouvoir et la question du premier ministre se pose. Les arbitrages sont difficiles : finalement, Chandra Shekhar se range derrière la candidature de M. Devi Lal mais, dans un coup de théâtre, celui-ci se désiste au profit de M. V. P. Singh. M. Chandra Shekhar est floué. Des lors, il refuse toute responsabilité ministérielle et va mener un combat politique patient, tantôt à visage découvert, tantôt dans la coulisse, avec un seul objectif : déstabiliser le premier ministre.

Quant l'échéance enfin se présente, il n'hésite pas à s'allier avec Devi Lal et Rajiv Gandhi. Cet homme de convictions et de volonté est-il prêt à tous les compromis ? Solitaire, il souffre de ne pas avoir été reconnu et souvent compris, mais il cultive ce côté atypique. « Vieux gauchiste », comme il aime à le dire, il a mis beaucoup d'eau dans son socialisme d'antan et cultive l'amitié d'hommes d'affaires riches et pas toujours vertueux. Il s'est fait aussi le parrain des manœuvres politiciennes, brillant ainsi l'image que l'on avait de lui.

LAURENT ZECCHINI

C'est fou la vie qu'on peut mener sans être milliardaire.



Forum Voyages, c'est un concept unique : des circuits en petits groupes de 8 personnes maximum. Découvrir un pays à 8, ce n'est pas le découvrir à 40. Un luxe rare, avec les plus beaux palais du monde, tout est inclus : visites, mini-bus climatisé, chauffeur et guide parlant français. Nota : dans tous les cas, départs quotidiens individuels sur demande.

* Séjours en circuit au départ de Paris, prix par personne à partir de.

Agences Forum Voyages : 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e. Tél. : 47 27 89 29 + 140, rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42 39 07 07. Agence de l'Opéra, Paris 17^e. Tél. : 42 51 16 50 + 75, avenue des Ternes, Paris 17^e. Tél. : 45 74 39 38 + 1, rue Cassette (angle 1^{er} et rue de Rome), Paris 6^e. Tél. : 45 44 38 61 + 30, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 46 33 97 27 + Rouen, 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél. : 35 98 32 59. Renseignements et inscriptions (Carte Bleue) Tél. : (1) 47 27 36 37. Minitel 36 15 code FV.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Je vous remercie de m'envoyer, contre 9,20 F en timbres, votre brochure :

☐ L'Asie ☐ La Floride ☐ Les Amériques ☐ La Méditerranée ☐ La Grèce

Nom : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

FORUM VOYAGES

LE LUXE MOINS CHER

INDE

16 955 F

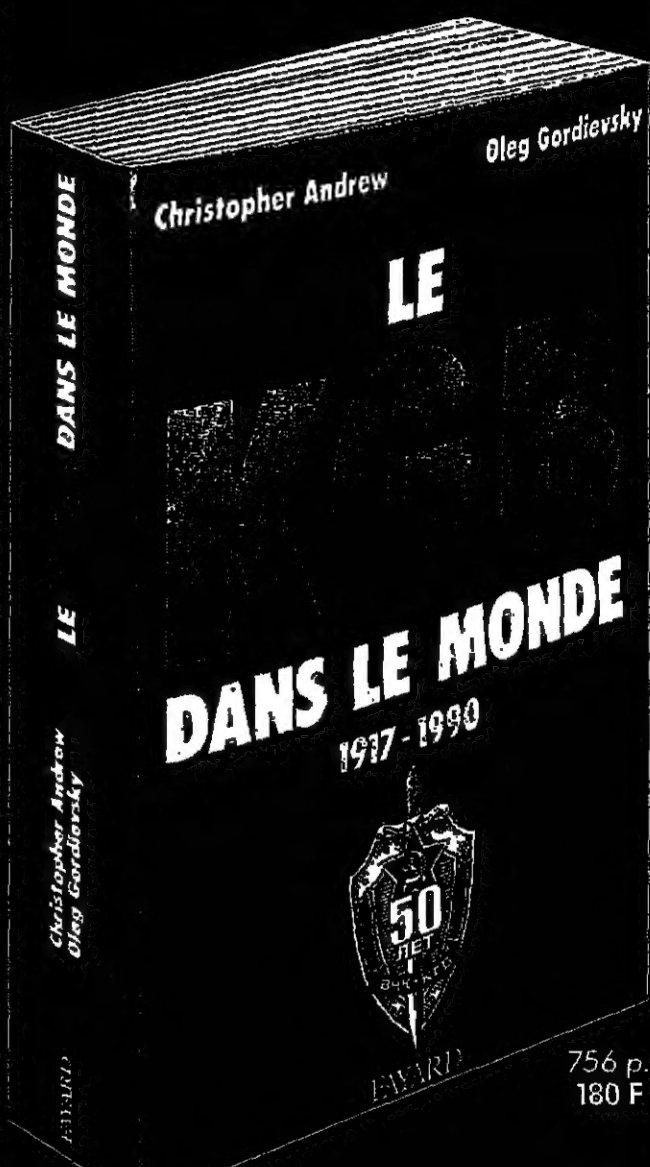
15 JOURS RAJASTHAN DANS LES PALAIS DES MAHARADJAS.

GRUPPE DE 8 PERSONNES MAXIMUM.

FORUM VOYAGES

LE LUXE MOINS CHER

La confession magistrale d'un grand espion venu du froid



Une expérience unique, presque incroyable, qui autorise aujourd'hui le transfuge soviétique Oleg Gordievsky à se prononcer sur les plus grandes énigmes de l'espionnage moderne.

Pascal Krop, L'Événement du Jeudi

FAYARD

AFRIQUE

Baron défend sa cause des droits de l'homme

EUROPE

ITALIE : les rebondissements de l'affaire « Gladio »

Le président de la République est cité comme témoin

Au moment même où le président du conseil, M. Giulio Andreotti, s'apprête à fournir des explications sur l'affaire « Gladio » et les activités passées et présentes d'une structure de renseignement et d'action armée clandestine pilotée par l'OTAN, le SHAPE et la CIA, un juge d'instruction de Venise, M. Felice Casson, citait jeudi 8 novembre comme témoin le président de la République en personne, M. Francesco Cossiga.

ROME

de notre correspondant

L'incroyable nouvelle est tombée sur les téléécrans jeudi 8 novembre à 19 h 08. Dans l'hémicycle sénatorial, bondé comme jamais pour entendre les explications promises au pays par M. Giulio Andreotti sur la mystérieuse affaire « Gladio », ce fut comme un coup de tonnerre. « Non ?... Mais ce n'est pas possible ! Enfin voyons, un simple magistrat ne peut pas citer à comparaître le président de la République... »

Le sénateur Gargani, président démocrate-chrétien (DC) de la commission justice, ne pouvait y croire. Un journaliste lui montra le laconique communiqué émanant du palais du Quirinal, résidence officielle du chef de l'Etat. « Le président de la République est convoqué par le juge d'instruction de Venise Felice Casson pour témoigner en sa qualité de chef de l'Etat, à propos de l'enquête pénale en cours sur l'attentat de Peteano et à propos d'autres faits de subversion de l'ordre constitutionnel. La notification du juge en question est à l'étude, il lui sera fourni réponse. »

Ainsi la « bombe Gladio » — que le président du conseil venait tout juste de s'élever à démentir au fil d'un long discours de facture historique — se retrouve-t-elle politiquement et dangereusement réarmée. « A ma connaissance, a-t-il écrit un voyageur du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), dont M. Cossiga est de par sa fonction président de droit, c'est la première fois qu'un chef d'Etat italien en exercice est ainsi convoqué. » Et de quelle manière ? C'est tout simplement par l'intermédiaire de la

police de Venise, et d'un motard venu lui apporter la convocation du « petit juge » au palais, que le président a appris qu'il était cité à comparaître.

Dans le cadre d'un accord avec l'OTAN

Procédé un peu cavalier sans doute, mais tout à fait régulier, et que les sénateurs de la DC jugeaient tout à fait dans la saine tradition italienne, provoqueur, irresponsable, honteux, voire carrément « mafieux ». Une heure après le communiqué officiel, le ministre de la justice, M. Giuliano Vassalli, socialiste, faisait à son tour connaître que le chef de l'Etat ayant

« promptement informé le gouvernement », celui-ci allait « mesurer la question à l'étude ». Le ministre a toutefois tenu à souligner « les évidentes anomalies procédurales de la communication du juge ».

M. Francesco Cossiga, qui aime à se définir avant tout comme un ancien professeur de droit constitutionnel, est un vétéran de la Démocratie chrétienne. Premier ministre à deux reprises (1979 et 1980), sept fois titulaire d'un portefeuille ministériel dans des cabinets toujours dominés par son parti, « il Professore » (soixante-trois ans) fut élu président de la République en juin 1985. Son septennat se termine en principe en

1992. Ce ne sont pas, semble-t-il, ses activités à la tête de l'Etat qui sont visées par le juge Casson, mais sa responsabilité passée — en tant que sous-secrétaire à la Défense — entre 1966 et 1969, période au cours de laquelle M. Cossiga, selon ses propres dires, avait en quelque sorte rédigé le « code de bonne conduite » de l'opération « Gladio ».

Ce « code », à en croire le discours tant attendu du chef du gouvernement au Sénat, a toujours été respecté. Aucune illégalité, aucun complot contre l'Etat et la démocratie en Italie ne sont à mettre au compte de l'organisation secrète « Gladio », en substance affirmé M. Andreotti. Pour l'essentiel, le président du conseil a confirmé ses déclarations écrites précédentes et répété que l'opération fut montée à l'époque de la guerre froide dans le cadre d'un accord avec l'OTAN (le Monde du 7 novembre). Il a également révélé le nombre des « gladiateurs » : « six cent vingt-deux, dont la moitié environ a aujourd'hui plus de soixante ans ». Reçus « sur la base de critères précis, relatifs notamment à leur fidélité aux institutions républicaines », les agents de l'opération « étaient périodiquement soumis à des contrôles ». Répartis, pour l'essentiel, dans les régions « les plus exposées à un risque d'invasion » dans le nord de l'Italie, les « gladiateurs », selon le président du conseil, n'avaient donc rien à voir « avec l'ordre intérieur et la sécurité publique ».

Le financement de l'opération

« Si quelqu'un avait utilisé cette structure à des fins différentes de celles strictement défensives, a-t-il précisé M. Andreotti, il ne trouverait aucune couverture de la part du gouvernement et n'hésiterait pas à un seul instant à dénoncer et à poursuivre une quelconque déviation. » Peu disert sur le financement de toute l'opération — le comité de surveillance des services secrets sera informé, a-t-il promis — le chef du gouvernement a dit le mot de l'ordre : « L'équilibre », qu'il avait lui-même fait naître, le 3 août dernier, en affirmant, à huis clos, à la commission parlementaire sur les attentats, que le réseau parallèle en question, dont la réalité était peu à peu mise au jour par le juge Casson, n'existait plus

depuis 1972. « On m'avait informé que les dépôts d'armes [qui avaient été mis à la disposition de « Gladio » à partir de 1963] avaient été récupérés (127 conteneurs sur 139) à partir de cette année-là. » D'où la confusion entre désarmement et cessation d'activité.

Pour prouver sa bonne foi, « dissipant les ombres et toutes les suspensions », le président du conseil, qui rejette a priori la création d'une commission d'enquête parlementaire réclamée avec insistance par l'opposition et une partie de la coalition majoritaire, a finalement pris deux décisions. D'abord remettre à la commission spéciale de surveillance des

services secrets — qui n'avait jamais été informée de « Gladio » avant août 1989 — la liste complète des personnes concernées par cette opération. Cette dernière devra bien entendu demeurer confidentielle, les membres de la commission étant liés par le secret.

M. Andreotti a ensuite confirmé que son gouvernement « a pris l'initiative de déposer sur la table de l'OTAN, à Bruxelles, une révision de la situation européenne pour déterminer comment et avec quelles procédures, l'organisation pourrait, comme nous le croyons, se révéler à elle-même dépassée ».

PATRICE CLAUDE

Un « petit juge » indépendant et cabochard

ROME

de notre correspondant

« Un dur, un cabochard, ce petit juge », disent de Felice Casson les policiers de Venise. « Il n'a aucun contact dans les palais [les palais du pouvoir], aucune relation ou affiliation politique connue », sauf, dit-on, un lointain flirt étudiant avec l'extrême gauche. Visage un peu mou, grosses lunettes cerclées, cheveux mi-longs, une allure juvénile et fragile, démentie par un regard sévère, tendu, sur une lèvre perpétuellement boudée. Voilà l'homme dont l'acharnement a fini par mettre sur la place publique une opération dont le secret était gardé depuis plus de trente ans.

Felice Casson, trente-huit ans, fils de pêcheurs vénitiens, juge d'instruction depuis 1980, parle peu. Il n'a jamais accordé la moindre interview. En 1982, il hérita d'une affaire bizarre. Quelques années plus tôt, à Peteano dans le Frioul, trois carabinieri, attirés par un coup de fil anonyme, inspectant une petite Fiat 500 qui paraît abandonnée. L'un d'eux tira la poignée du capot et c'est l'explosion. La voiture était bourrée de dynamite : trois morts.

Le juge Casson reprend l'enquête, interroge des militants

fascistes emprisonnés, d'anciens agents des services secrets. Il convoque d'anciens militaires, des cadres du renseignement en activité et finit par approcher de la vérité. En décembre 1989, il « culmine » dans son bureau un « grand » ponton du SISMI (services de renseignement militaires), le général Pasquale Nicosicola. Ces messieurs régissent leurs comptes. Felice Casson apprend que peu après l'attentat de Peteano, l'arméi Fulvio Martini, actuel patron du SISMI, s'est rendu dans la région pour récupérer un stock d'explosifs. Cette fois, il y est. C'est alors qu'il écrit à M. Andreotti pour demander l'autorisation d'inspecter quelques documents dans les coffres du fort Braschi, siège du SISMI. Permission accordée huit mois plus tard.

Depuis septembre, on estime que ce « petit juge » a entendu une bonne vingtaine de « gladiateurs ». On sait, par des fuites venues du fort Braschi, qu'il détient désormais la liste complète des membres de l'organisation. Il a convoqué plusieurs anciens ministres de la Défense et entendu en confession quelques ex-présidents du conseil. Maintenant, il « veut », le président de la République.

P. C.

La fiction Gorbatchev

Suite de la première page

Dans un réflexe qu'on nommerait ici « poujadiste », la majorité des Soviétiques pensent que M. Gorbatchev voyage trop à l'étranger — il n'est pas le seul à encourir ce reproche, car les « cosacos » se multiplient dans toutes les capitales occidentales — alors qu'il serait mieux inspiré en s'occupant des conditions de vie de ses concitoyens, en constante détérioration. Le président soviétique peut bien rétorquer que ces visites internationales ne sont pas gratuites et qu'il les utilise de plus en plus pour qu'on lui demande une aide des pays riches, il ne convainc pas. Et sa cote dans les sondages d'opinion, naguère spécialisée moscovite, est au plus bas.

La politique allemande de Khrouchtchev et de M. Gorbatchev offre aussi d'intéressantes comparaisons, mais le parallèle entre les deux secrétaires généraux ne peut être poussé plus loin. Une des causes — parmi d'autres — de la révolution de palais qui entraîna la chute de Khrouchtchev en 1964 réside très certainement dans les appels au pied qu'il fit à l'époque en direction de Bonn. L'évolution de la diplomatie de Moscou était alors bien timide comparée à ce qui a été accepté depuis. Malgré les mises en garde des conservateurs et la grogne de l'armée, M. Gorbatchev a brisé « le premier Etat socialiste en terre allemande » sans que son poste soit pour autant mis en question.

L'abandon des vieux stalinistes qui dirigeaient la RDA jusqu'en octobre 1989, l'acceptation de la réunification allemande après la chute du mur de Berlin et le feu vert donné à l'appartenance de la nouvelle Allemagne à l'alliance atlantique étaient pour M. Gorbatchev les éléments d'un pari qu'il est encore loin d'avoir gagné. Il semblerait d'ailleurs que l'URSS a vu ses positions en Allemagne pour un plat de lentilles.

Les doutes ne portent pas sur le montant de la contrepartie attendue de Bonn et d'ailleurs, en termes économiques, financiers et techniques, mais sur la capacité des Soviétiques à en tirer parti ; autrement dit, sur l'efficacité de cette aide dans la course de vitesse qui s'est engagée avec la « tiers-mondisation » de l'URSS.

Les tergiversations autour de la réforme économique, le scepticisme des auteurs mêmes des plans les plus radicaux de passage au marché, les résistances de la bureaucratie, lais-

sent mal augurer de l'avenir. Deux organisations du régime restent solides le KGB — bien que la statue de Dzerjinski, son fondateur, ait été déboulonnée de la place portant son nom à Moscou — et l'armée, grâce à ses régiments d'élite, malgré les défections et la défectuosité des équipements. Les droits de l'homme ne sont plus bafoués comme ils l'étaient encore sous Brejnev, Andropov ou Tchernenko. L'explosion de liberté d'expression a provoqué un foisonnement de journaux, revues, mouvements politiques, inconnus jusqu'alors. Mais l'ensemble du tissu social et institutionnel est en déliquescence ; dans le Parti communiste, naguère ossature de la société, c'est la débandade. Les instruments traditionnels de gouvernement ne répondent plus. L'anarchie s'installe et le chaos menace.

« Une Haute-Volta avec des fusées »

Depuis 1985, M. Gorbatchev a passé le plus clair de son temps à accroître ses pouvoirs à un point tel qu'il en détient théoriquement plus que Staline lui-même, si l'on en croit l'historien, spécialiste de l'URSS, Michel Heller. Il a tous les pouvoirs, mais n'a plus d'autorité. La vie politique ressemble à un théâtre où des ombres s'agitent sans avoir aucune prise sur la réalité. Moscou décréte, mais les Républiques se gèrent tant bien que mal sans se soucier des ordres du pouvoir central.

M. Gorbatchev ne semble plus tenir son existence politique que de sa stature internationale, de la reconnaissance de ses pairs occidentaux

o Tickets de rationnement à Moscou. — Le maire de Moscou, M. Gavril Popov, a annoncé que des tickets de rationnement seront distribués aux Moscovites dès le 1^{er} décembre, a indiqué, jeudi 8 novembre, le quotidien progressiste *Moskovskii Komsomolets*. Selon ce journal, le maire a précisé que ces tickets porteront sur un total mensuel de 31 roubles (18,6 dollars) par habitant. *Komsomolskaïa Pravda* indique de son côté que, muni de ces tickets, chaque Moscovite aura notamment droit à 1,5 kilogramme de viande, 200 grammes de beurre, 300 grammes de farine. Ces produits alimentaires sont pratiquement

comme de son prix Nobel de la paix. Mais les Soviétiques, eux, n'en ont cure, qui réclament du pain, des changements concrets, une vie meilleure, après cinq ans de discours aussi légalitaires qu'inefficaces sur la perestroïka. Il est tout à fait compréhensible que les dirigeants occidentaux tiennent à maintenir au Kremlin un interlocuteur privilégié, dont les méthodes en politique étrangère ne sont pas minces, sans que, par exemple, l'Europe n'aurait pas son visage d'aujourd'hui, même s'il n'est pas le seul inspirateur des révolutions tranquilles de l'automne dernier.

Il n'en reste pas moins que ces dirigeants seraient bien avisés de mesurer le côté fragile et artificiel du pouvoir gorbatchévien, de se méfier de la fiction qu'ils entretiennent eux-mêmes, par crainte — justifiée — de ce qu'il pourrait advenir sans lui.

Naguère, l'URSS existait sur la scène internationale en s'opposant aux Etats-Unis. Elle essaie aujourd'hui de garder un rôle en « collant » à la politique américaine. La crise du Golfe en est une illustration parfaite, comme le sommet d'Helsinki entre MM. Bush et Gorbatchev, en septembre dernier, a montré combien les Américains avaient besoin de confort, fût-ce artificiellement, le dirigeant soviétique dans son statut d'interlocuteur valable. Président d'un pays qui mérite plus que jamais son surnom de « Haute-Volta avec des fusées », Mikhaïl Gorbatchev n'a d'autre influence que celle que veulent bien lui concéder ses partenaires étrangers. Dans une Union soviétique en voie de décomposition, les vrais centres de pouvoir risquent de venir en plus d'être ailleurs qu'au Kremlin.

DANIEL VERNET

introuvables dans les magasins d'Etat. Actuellement seul le sucre et les cigarettes sont rationnés. — (AFP) o L'auteur des coups de feu sur la place Rouge incalifiable. Alexandre Chimonov, trente-huit ans, un sergent sur chômage, auteur des deux coups de feu sur la place Rouge, mercredi 7 novembre, a été présenté, le 8 novembre, devant le procureur général adjoint. Il a été inculpé de tentative d'acte terroriste. Selon le KGB, les deux coups de feu ne visaient personne en particulier, et ont été tirés en l'air. Alexandre Chimonov sera soumis à un examen psychiatrique. — (AFP, AP)

La rencontre entre M. Kohl et M. Mazowiecki

Le traité confirmant la frontière germano-polonaise sera signé avant la fin novembre

La corbeille de la mariée n'était finalement pas si vilaine. Au soir de sa rencontre avec le chancelier Kohl, jeudi 8 novembre, dans la ville frontalière de Francfort-sur-l'Oder (ex-RDA), le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, pouvait s'estimer satisfait : il a obtenu l'accord de Bonn pour que le traité fixant la frontière entre les deux pays soit signé avant la fin du mois.

FRANCFORT-SUR-L'ODER

de notre envoyé spécial

Le traité devrait être paraphé par les ministres des affaires étrangères des deux pays à Varsovie avant l'élection présidentielle polonaise du 25 novembre, selon le porte-parole polonais. Bonn souhaitait aussi un strict parallélisme entre cet accord et celui, en cours de négociation, sur le cadre général des relations germano-polonaises. Ce parallélisme sera respecté dans la procédure de ratification, qui devrait avoir lieu fin février ou début mars.

Au cours de la rencontre, la partie allemande s'est largement efforcée de faire preuve de bonne volonté. Il y a très exactement un an, la première visite effectuée en Pologne par le chancelier Kohl, qui avait coïncidé avec la chute du mur de Berlin, le 9 novembre, avait marqué la relance des relations entre les deux pays. Depuis, la marche forcée vers la réunification allemande, scellée le 3 octobre, rendait utile que l'on fasse le point. La nouvelle Allemagne suscitait des craintes dans l'opinion polonaise qui redoutait de voir se révéler un vieux expansionnisme. La minorité allemande, spécialement en Silésie, s'est beaucoup agitée ces derniers mois, avec l'appui actif des associations de réfugiés de l'ancienne RFA, dont les représen-

tants au Bundestag ont voté contre le traité « 2 + 4 ».

Pour le gouvernement polonais, les répercussions économiques de la réunification sont encore plus gênantes. La Pologne n'a pas beaucoup d'illusions à se faire sur les investissements allemands à attendre ces prochaines années, leurs voisins étant occupés par la reconstruction de l'ex-RDA. Avec la disparition de celle-ci, elle a perdu un important partenaire économique. Et elle redoute de voir se fermer sa frontière avec la nouvelle Allemagne, qui est aussi, désormais, celle de la Communauté européenne.

Un chancelier plein de bonne volonté

Le chancelier Kohl s'est efforcé, du moins au cours de la conférence de presse qui clôturait la rencontre, de dissiper une partie de ces craintes. Il n'a pas été question de la revendication des Allemands de Pologne d'inscrire dans le traité le droit à la double nationalité. Mais ni sur la question de l'aide économique ni sur celle de l'ouverture des frontières le chancelier n'était en mesure de faire beaucoup de promesses. Il a rappelé qu'il était favorable au développement d'une coopération inter-frontalière dont les communes et les autorités régionales devaient être les maîtres d'œuvre.

M. Kohl a rappelé que son gouvernement soutiendrait la négociation rapide entre la Pologne et la CEE d'un traité d'association, en estimant cependant que l'ouverture du dossier sur l'élargissement de la Communauté était prématurée. Il a souligné avec insistance qu'il était de ceux qui estimaient nécessaire, auparavant, de parvenir à une union politique plus approfondie entre les membres de la CEE.

Le chancelier a eu toutes les peines du monde, sur la question de l'ouverture des frontières, à faire comprendre aux journalistes

locaux qui l'interrogeaient sur la suppression des visas que l'appartenance à la Communauté impliquait pour l'Allemagne des devoirs et une limitation de ses propres compétences. Il a rappelé que des négociations étaient en cours avec les gouvernements français et de Benelux, signataires avec la RFA de l'accord de Schengen. Cet accord, qui prévoit la liberté de circulation des personnes, impose aux Etats signataires de parvenir à une attitude commune sur la question des visas pour les Polonais d'ici à la fin de l'année.

HENRI DE BRESSON

o POLOGNE : M. Gremek démissionne de la présidence du groupe parlementaire de Solidarité. — M. Bronislaw Gremek a démissionné, jeudi 8 novembre, de la présidence du groupe parlementaire de Solidarité, lequel est profondément divisé entre partisans de M. Lech Walesa et du premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, candidats rivaux à l'élection présidentielle du 25 novembre. Les parlementaires ont élu à sa place M. Mieczyslaw Gil, quarante-six ans, député de Nowa Huta, près de Cracovie, qui soutient la candidature de M. Walesa. — (AFP)

PUBLICATION JUDICIAIRE

ADDITIF à la publication du 23 décembre 1989. Le jugement rendu le 24 octobre 1989, qui a déclaré l'absence de M. Benoît-Georgiste PIRARD, a été à deux mois le délai de publication des extraits de jugement.

M^e Lella DENIA, avocat à la Cour, 11 bis, rue Ampère, 75017 Paris.

Le Monde
RADIO MONDE
COMMUNICATION

EUROPE

BULGARIE

Il y a un an, la chute du « tsar » de Sofia

Le 10 novembre 1989, au lendemain de la chute du mur de Berlin, le « tsar bulgare » tombait à son tour. Todor Jivkov, l'homme qui avait proposé à Krouchtchev de faire de la Bulgarie la sixième République soviétique, se trouve aujourd'hui dans la ville de sa petite-fille Evguenia, au pied du mont Vitocha, dans la banlieue huppée de Sofia, où il vit en résidence surveillée et se présente comme la victime d'une machination diabolique.

Lâché par ses pairs au cours d'un règlement de comptes fusté au bureau politique du PC bulgare le 9 novembre 1989, le vieux Todor Jivkov, qui était alors, à soixante-dix-huit ans, le doyen du camp socialiste, fut contraint le lendemain d'abandonner le pouvoir qu'il monopolisait depuis trente-cinq ans. Lui qui, dans sa dernière interview quelques mois plus tôt, se vantait d'avoir fait pour assurer, entre deux états de ruse sardoniques, qu'il pouvait rester au pouvoir jusqu'à l'âge de quatre-vingt-cinq ans... « La veille du 10 novembre, j'ai fait des adieux bouleversants à mon fils », voilà ce que dit l'ancien premier ministre, M. Andreï Loukanov, lorsqu'il raconte les préparatifs de la journée qui fit basculer Todor Jivkov. Pour lui, en effet, l'ancien dictateur avait envisagé le recours à la force et à l'armée pour faire échouer le complot.

Mais à Sofia comme ailleurs, bien que plus lentement, le scénario original a dérapé et ce qui devait être une transition en douceur vers le « paradis » du socialisme réformé, a tourné au cauchemar. Les explosions de joie des jeunes Bulgares après la chute du « tsar » ont été de courte durée : un an après, les Bulgares faisaient leur pays qui n'est plus qu'une gigantesque pénurie, le gouvernement est paralysé et les anciens amis de Todor Jivkov se débattaient désespérément pour éviter une percée du pouvoir, incertainement ignorée par une opposition pourtant inexpérimentée et hésitante.

Que pense Todor Jivkov de ce triste spectacle ? En dehors de sa petite-fille, il ne voit personne, ce dont, dit-elle, il souffre beaucoup. Lorsque, en septembre, un photographe de presse a été autorisé à lui rendre visite, l'ex-dictateur lui tendu une note d'une main trem-

blante pour se plaindre que l'enquête ouverte contre lui était « conduite par certaines forces politiques, contrairement à la législation nationale et internationale, dans le but de monter un procès politique pour me discréditer ».

Une détention de courte durée

Pourtant, la justice bulgare ne fait pas montre d'un acharnement inhumain à l'égard de M. Jivkov, accusé d'abus de pouvoir, de détournement de fonds publics et d'incitation à la haine raciale, à la suite de sa politique d'assimilation forcée de la minorité turque. Arrêté le 16 janvier dernier, il n'a pas souffert trop longtemps de la détention puisqu'il l'hospitalisa deux semaines plus tard. Là, il devait rester six mois dans ce que l'on décrivait, dans la bonne société soviétique, comme une véritable suite, où il disposait de son propre cuisinier et d'un téléviseur devant lequel on l'entendait parfois rire aux éclats.

Pendant ce temps, la population apprenait au gré des « fuites » la vingtaine de résidences privées, les comptes en banque en devises, les frégates des rejets. Le 12 juillet, Todor Jivkov, qui est veuf, fut placé en résidence surveillée chez sa petite-fille de vingt-cinq ans, et demanda une protection policière renforcée.

C'est que, en haut lieu, par peur des déshonnestés, on ne tenait guère à ce que le « vieux » se mit à parler, ce à quoi le convoitait l'Assemblée nationale. Une intervention publique de Todor Jivkov, plaider le journal du parti, *Douma*, ne ferait qu'aggraver « le stress de la nation ». Jivkov lui-même, après avoir fait savoir qu'il souhaitait « vivre le reste de sa vie en silence », finit par se ranger à cet avis et décida une fois pour toutes, fin juillet, qu'il ne s'exprimerait au Parlement que si son procès était abandonné. De son procès, qui serait le premier d'un leader déchu de l'ancienne Europe socialiste, on ne parle plus beaucoup. Comme Erich Honecker, Todor Jivkov importera peut-être ses secrets dans sa tombe.

Le successeur de Todor Jivkov, Petar Mladenov, qui fut son fidèle ministre des affaires étrangères pendant dix-huit ans avant de le trahir, n'a pas fait long feu, accusé à la démission au mois de juillet sous la pression de la rue. Un autre de ses fidèles, le général Dobri Djourov, ancien ministre de la Défense, que le parti se plaisait à prétendre populaire en lui attribuant un rôle-clé dans l'éviction de Jivkov, a été exclu il y a deux mois de la direction du Parti. L'homme de l'ancienne équipe du Politburo qui avait jusqu'ici le mieux tiré son épingle du jeu, Andreï Loukanov, ancien ministre du commerce extérieur devenu chef du gouvernement, se trouve aujourd'hui sur le fil du rasoir et pourrait bien ne plus être premier ministre la semaine prochaine.

SYLVIE KAUFFMANN

GRANDE-BRETAGNE

élections partielles

Nouveaux revers pour M. Thatcher

LONDRES

de notre correspondant

Les travaillistes ont remporté, jeudi 8 novembre, deux élections partielles, dans des conditions qui ajoutent encore à la morosité actuelle des conservateurs. L'une des circonscriptions était gagnée d'avance pour le Labour, mais l'autre avait été tenue par les Tories jusqu'en 1987.

A Bradford, le candidat conservateur arrive en troisième position derrière le travailliste et le libéral-démocrate. Il s'agit donc d'un véritable effondrement du vote tory dans cette circonscription du nord de l'Angleterre, qui normalement oscille entre les deux grands partis. M. Terry Rooney (travailliste) a obtenu 18 619 voix, M. David Ward (libéral-démocrate) 9 105, et M. Joy Atkin (conservateur) 6 048.

Avec 800 voix, le Parti islamique, nouvellement créé, ne fait pas vraiment une percée à Bradford, alors que les musulmans de la ville avaient été particulièrement actifs au début de l'affaire Rushdie en organisant un autodéfense des *Versets sataniques* sous l'œil des caméras de télévision. Il semble que le vote musulman, très important dans cette ville qui compte une importante population immigrée travaillant dans l'industrie textile, aille encore en priorité aux travaillistes.

La victoire de M. Joe Benton à Bootle, une circonscription proche de Liverpool totalement acquise aux travaillistes, est sans surprise. L'ampleur de son avance sur son concurrent conservateur peut cependant donner à réfléchir. M. Benton a obtenu 22 052 voix contre 2 587 à son adversaire.

DOMINIQUE DHOMBRES

AMÉRIQUES

GUATEMALA : l'élection présidentielle du 11 novembre

Un grand absent, l'ancien dictateur Rios Montt

Les électeurs guatémaltèques auront l'embarras du choix pour désigner dimanche 11 novembre leur nouveau président de la République. Mais leur candidat préféré, le général Efraín Rios Montt, n'a pas obtenu l'autorisation de se présenter et demande le report du scrutin pour forcer le tribunal supérieur électoral à prendre une décision en sa faveur. Etant donné le nombre élevé de candidats, une douzaine, il est probable, quelle que soit la décision des autorités électorales, qu'un deuxième tour sera nécessaire, le 8 janvier, pour choisir le successeur de l'actuel président, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo.

GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Le général Rios Montt a décidé de poursuivre sa périlleuse judiciaire contre la décision de la Cour constitutionnelle, qui a invoqué l'article 186

de la Charte fondamentale pour l'empêcher de se présenter aux élections. Cet article, introduit dans la Constitution entrée en vigueur en janvier 1986 après seize ans de dictature militaire, écarte de la présidence de la République tous ceux qui seraient arrivés au pouvoir par la force. C'est le cas du général Rios Montt, qui a dirigé le Guatemala pendant seize mois, de mars 1982 à août 1983, avant d'être renversé par un autre militaire.

« L'ordre avec Rios Montt... Depuis plus d'un an, cette inscription a fait son apparition : écrite maladroitement sur des murs ou imprimée sur les panneaux des nombreux comités d'appui à ce général peu orthodoxe. Même s'il a troqué depuis longtemps l'uniforme vert olive pour des costumes bien taillés, le général Rios Montt reste un fervent partisan de la discipline militaire et de l'ordre moral qui, affirme-t-il, sont indispensables pour sortir la société guatémaltèque de la prostitution et de la violence.

La Bible, qu'il a toujours sur lui et cite régulièrement, est l'instrument privilégié de sa croisade contre la perversion des valeurs et la corruption de la classe politique traditionnelle, les deux principaux thèmes de

sa campagne. Car cet ancien catholique fervent s'est transformé en prédicateur fanatique d'une secte évangélique originaire des Etats-Unis : l'Eglise du Verbe. Son discours simple, parfois simpliste, touche le peuple parce qu'il évoque les besoins de sécurité et de justice dans un pays où la violence politique a fait des dizaines de milliers de morts au cours des trente dernières années.

Des candidats bien fatigués

Sa campagne, comme celle des autres candidats, a sans doute été moins efficace dans les zones rurales où la majorité des Indiens - près de 60 % des 9 millions de Guatémaltèques - vit dans des conditions épouvantables et a payé un prix très élevé pour avoir soutenu la guérilla, aujourd'hui en perte de vitesse. C'est le président Rios Montt qui, en 1982 et 1983, appliquant une stratégie contre-insurrectionnelle efficace, mais aussi très meurtrière, fondée sur le principe des « hameaux stratégiques », avait détruit systématiquement les villages situés dans les zones d'influence des guérilleros.

C'est également lui qui avait créé des tribunaux spéciaux qui se réunissaient en secret pour condamner à mort les détenus soupçonnés d'être des insurgés. L'exécution d'une douzaine de jeunes gens, quelques jours avant la visite du pape Jean-Paul II, qui avait demandé leur grâce, allait provoquer des tensions très fortes entre l'Eglise et le gouvernement dans ce pays où les protestants ne cessent de gagner du terrain (le frère du général prédicateur est évêque).

Echaudé par une longue série de mauvaises expériences, les paysans des hauts plateaux essaient de ne pas

prendre parti dans la bataille électorale, qui se déroule surtout en ville, au sein de la population blanche et métisse, celle des *Ladinos* (moins de 3,3 millions d'électeurs sont inscrits). Comment expliquer, alors, que le général Rios Montt soit malgré tout populaire dans les campagnes ? Sans doute parce que la plupart des principaux candidats, malgré leurs énormes moyens financiers, paraissent bien fatigués à côté de ce Don Quichotte au regard intense.

Les deux favoris étaient déjà candidats aux élections précédentes, en novembre 1985. Au deuxième tour, M. Jorge Carpio, qui dirige un des deux plus grands quotidiens du pays, *El Grafico*, avait obtenu 31 % des suffrages exprimés contre 68 % à M. Cerezo. Les derniers sondages lui accordent un peu plus de 20 % des intentions de vote, loin devant M. Jorge Serrano (Mouvement d'action solidaire, MAS) et le maire de la capitale, M. Alvaro Arzu (Parti pour l'avancement national, PAN). Ces trois candidats représentent des organisations de droite et du centre-droit.

Le candidat de la démocratie chrétienne, M. Alfonso Cabrera, actuellement hospitalisé aux Etats-Unis, recueillirait moins de 10 % des intentions de vote, confirmant ainsi la perte de popularité du parti de l'actuel président, M. Cerezo, qui n'a pas réussi en cinq ans à enrayer la violence ni à limiter le pouvoir des militaires et de l'oligarchie. En prenant ses fonctions en janvier 1986, M. Cerezo avait reconnu qu'il aurait « tout au plus 70 % du pouvoir » à la fin de son mandat. Deux tentatives de coup d'Etat militaire en 1988 et 1989 ont venues lui rappeler que cet objectif, modeste, restait malgré tout excessif au Guatemala.

BERTRAND DE LA GRANGE

A TRAVERS LE MONDE

VIETNAM

La France prête à réhabiliter d'anciens bâtiments publics

Paris est prêt à participer à la réhabilitation de bâtiments publics datant de l'époque française à Hanoi (Grand Théâtre, Bibliothèque nationale, université), a annoncé jeudi 8 novembre le ministre français de la culture, M. Jack Lang, recevant son homologue vietnamien, M. Tran Hoan. « Tous les intellectuels et artistes vietnamiens qui souhaitent visiter la France sont les bienvenus », a déclaré à cette occasion M. Lang, qui a été invité à se rendre à Hanoi.

D'autre part, le comité de soutien aux anciens travailleurs et tirailleurs vietnamiens en France a lancé un appel pour que les quelques milliers de survivants au Vietnam reçoivent une modeste pension. Ce comité, rappelle que les anciens travailleurs vietnamiens restés en France touchent une retraite et demande que ceux qui sont retournés chez eux puissent en faire de même.

Washington confirme son opposition à la vente d'Airbus à Hanoi. — Le département d'Etat a confirmé jeudi 8 novembre son opposition à toute réexportation de composants d'Airbus d'origine américaine vers le Vietnam, conformément à l'embargo « total » appliqué par les Etats-Unis contre ce pays. (Voir *Le Monde* du 3 novembre). — (AFP.)

CANADA

Visite de M. Fabius au Québec

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a effectué au Canada, du 6 au 8 novembre, une visite officielle à l'invitation de son homologue du Québec, A. Ottawa, capitale fédérale que tout responsable français ne pouvait négliger, avant de se rendre au Québec, sans créer un incident diplomatique. M. Fabius a rencontré, mercredi, M. Brian Mulroney, le premier ministre le plus impopulaire que le Canada ait jamais eu (15 % des intentions de vote actuellement, notamment en raison de l'échec de ses tentatives pour ramener le Québec dans le giron constitutionnel du Canada. M. Fabius, accompagné d'une délégation de neuf députés s'est ensuite entretenu à Québec avec le premier ministre, M. Robert Bourassa et le chef du Parti québécois (souverainiste), M. Jacques Parizeau. M. Fabius, reconnaissant l'ampleur du problème constitutionnel a conclu devant les députés québécois : « Quelle que soit la voie qu'en définitive vous choisissez, nous serons à vos côtés » avant d'ajouter que ce voyage n'avait d'autre ambition que de « braver un coup de projecteur sur l'amitié existant entre les parlementaires québécois et français qui travaillent à l'union ». La commission de coopération interparlementaire franco-québécoise vient de fêter son dixième anniversaire. — (Corresp.)

EN BRIEF

AFRIQUE DU SUD : nette victoire électorale du Parti national à Randburg. — Selon le président Frederik de Klerk, la victoire du Parti national (NP, au pouvoir) lors de l'élection partielle, mercredi 7 novembre, à Randburg (nord de Johannesburg), constitue « un très bon résultat » pour sa politique de réforme. Le candidat du NP a obtenu près de neuf mille voix d'avance sur celui du Parti conservateur (CP, extrême droite). Par ailleurs, à Durban, un haut responsable du Parti communiste, Mac Maharaj, emprisonné le 25 juillet, a été libéré sous caution, jeudi. Accusé de « complot » contre le gouvernement, M. Maharaj et sept coaccusés comparaitront en justice le 15 janvier. — (AFP.)

ALGERIE : un journaliste français indésirable à Alger. — Un journaliste français, M. Alain Raymond, responsable de la rubrique scientifique à l'Agence France Presse, a été retenu pendant plus de cinq heures à son arrivée, mercredi 7 novembre, à l'aéroport d'Alger. Muni d'un visa touristique, M. Raymond, qui devait effectuer, en groupe, une randonnée chamoisère dans le Tassili des Ajers, a été interpellé par la police et contraint d'attendre, sans explication ni interrogatoire, avant

d'être remis dans un avion à destination de Paris.

LESOTHO : le fils de Mosheshoe II proclamé roi. — Le prince Mosheshoe Seisa, fils aîné du roi Mosheshoe II, déposé mardi 6 novembre par la junte militaire, a été proclamé roi par l'Assemblée des chefs traditionnels, a annoncé jeudi la radio de l'Etat. Le conseil militaire devrait prochainement ratifier l'élection du prince Mosheshoe. Celui-ci, pas plus que son père, ne disposera des pouvoirs législatifs ou exécutifs, « confiés » par la junte, au pouvoir depuis 1986. — (AFP.)

M. Rocard à Singapour et au Japon. — Michel Rocard a quitté Paris jeudi 8 novembre pour une visite de deux jours à Singapour. Le premier ministre français est accompagné du ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, du ministre délégué aux affaires étrangères, M. Edwige Avic, et du secrétaire d'Etat à la Défense, M. Gérard Renom. Il se rendra ensuite au Japon, où il représentera la France au couronnement de l'empereur Akihito et s'entretiendra avec M. Kaifu, son homologue nippon.

AU VOL.

BON VOL.

Prix discount sur les vols réguliers quotidiens des grandes compagnies

New York 2580 F AR*
Los Angeles 3890 F AR*
Mexico 4735 F AR* - Rio 5110 F AR*
Bangkok 5060 F AR*
Tour du monde 9990 F*

*Vols aller-retour. Prix à partir de, au départ de Paris. Sous réserve d'augmentation du carburant.

Agences Forum Voyages : 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e. Tél. : 47.27.89.89 • 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42.89.07.07 • 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}. Tél. : 42.61.20.20 • 75, avenue des Ternes, Paris 17^e. Tél. : 45.74.39.38 • 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e. Tél. : 45.44.38.61 • 39, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 46.33.97.97 • Rouen : 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél. : 35.98.32.59 - Renseignements et inscriptions (Carte Bleue). Tél. : (1) 47.27.36.37. Minitel 36.15 code FV.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages contre 9,20 F en timbres :

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

FORUM VOYAGES
LA TERRE MOINS CHERE.

MO3
LIC 178382

سوالیہ

8 Le Monde • Samedi 10 novembre 1990 •••

SONDAGE

RTL a levé 396 100 000 francs

RTL a levé 22 % de son capital

RTL a levé 15 % de son capital

RTL



RTL. LE SUCCES EN TROIS CHIFFRES.

Les primaires
par la rivalité

Je voterai la censure

173
173
173

Handwritten notes and a stamp at the top of the page.

POLITIQUE

Les tentatives d'organisation de l'UPF

Les « primaires » de l'opposition sont compromises par la rivalité entre MM. Chirac et Giscard d'Estaing

Cinq mois à peine après sa création, l'Union pour la France (UPF) connaît de sérieuses turbulences. Malgré trois heures et demie de discussions, son bureau politique, convoqué jeudi 8 novembre au siège de l'UDF, n'est pas parvenu à s'accorder sur l'organisation des élections « primaires » pour la désignation d'un candidat commun à la prochaine élection présidentielle, notamment dans l'hypothèse où celle-ci serait anticipée. Première conséquence de ce désaccord : la convention nationale qui devait ratifier la charte des « primaires », en présence de quatre mille élus locaux et nationaux, le 14 novembre au Zénith, à Paris, est reportée sine die. Malgré les apparences sauvegardées par la publication d'un communiqué commun affirmant encore « la volonté de soutenir en toute hypothèse un candidat commun à l'élection présidentielle », le fossé semble s'être profondément creusé entre les deux formations de l'opposition. En réalité, les ambitions présidentielles de MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing semblent bel et bien avoir réactivé la « guerre froide » entre les deux hommes.

La grande fête de l'union n'aura donc pas lieu. Quatre mille invitations, conjointement signées par MM. Chirac et Giscard d'Estaing, venaient d'être lancées, la grande salle du Zénith était réservée, la télévision était de la partie avec la programmation d'une « Marche du siècle » prévue sur place par FR 3. Depuis plus d'un an, le projet était sur le métier ; deux fois par mois, une commission mixte RPR-UDF s'y penchait, tout était prêt pour parler en grande pompe la charte miraculeuse des « primaires » à la française. La droite - c'était jure - ne connaîtrait plus les rivalités qui lui avaient été fatales en 1981 et 1988. La « rancune », pour le coup, était vraiment jetée à la poubelle. Une « ère nouvelle » allait décidément commencer.

Tout ce bel échafaudage s'est lamentablement effondré cette semaine, sous les secousses déclenchées par un seul tout petit article, l'article 21, l'avant-dernier de la fameuse charte, prévoyant le même jour, dans toutes les régions, le déroulement de primaires en cas d'élection présidentielle anticipée. Mardi, tandis que le bureau politique du RPR approuvait à l'unanimité ce document, M. Giscard d'Estaing, informé en son conseil régional d'Auvergne par M. Alain Madelin, opposa son veto à ce pénultième article. Saura-t-on jamais qui a tort, qui a raison ? Les giscardiens ont poussé les hauts cris, affirmant découvrir au dernier moment l'existence de cet article. Ils ont multiplié les démonstrations pour attester que dans tous les cas de figure d'une élection présidentielle anticipée, eu

égard aux dispositions constitutionnelles du calendrier et au « délai de décade » qu'il faudrait peut-être bien, alors, respecter, de telles primaires précipitées seraient « in-or-ga-ni-sa-bles ». L'ancien président de la République a décroché lui-même son téléphone, mardi soir, pour signifier ce désaccord à M. Chirac, lequel en serait tombé des nues.

Pour les délégués du RPR, il ne faisait aucun doute que M. Giscard d'Estaing, qui n'avait jamais montré un réel enthousiasme pour ces « primaires », avait saisi la première occasion de les remettre en cause : ce sondage du *Nouvel Observateur* (le *Monde* du 9 novembre), publié jeudi mais connu en début de semaine, démontrant que si M. Giscard d'Estaing est le meilleur candidat aux yeux de l'ensemble du corps électoral, M. Chirac le précéderait dans le choix des sympathisants de l'opposition. Cette enquête confirme aussi que les partisans du RPR sont plus aptes à se mobiliser (26 %) que ceux de l'UDF (14 %). Bref, que la règle des « primaires » favoriserait le maire de Paris.

Au cours de la réunion commune, M. Chirac a convenu que, « certes, sur les modalités, on peut discuter, mais pas sur les principes ». « Quelle que soit la date de l'élection, un candidat commun doit être désigné par l'opposition », a-t-il dit. C'est un engagement formel. Nos électeurs ne comprendraient pas que l'on ait oublié l'existence d'une élection anticipée. Ce ne serait pas sérieux. Pour le président du RPR, la création de l'UPF et l'organisation des « primaires » sont les deux éléments indissociables de la nouvelle opposition. « Si l'on coupe une jambe, a-t-il conclu, on ne peut plus avancer ».

Ambiance crispée

Pour le RPR, en effet, les objections de M. Giscard d'Estaing ne sont pas recevables. Il rappelle que le premier projet de charte du 5 juin 1989, élaboré par M. Charles Pasqua et cosigné par des membres de l'UDF, dont M. Gérard Longuet, secrétaire général du PR, comportait déjà cette clause. Ils affirment, eux, que l'organisation de « primaires » anticipées est tout à fait réalisable dans les délais impartis.

Tous ces arguments, et bien d'autres, ont été échangés au cours de la réunion du bureau politique de l'UPF, jeudi, au siège de l'UDF, précédée par des conclusions séparées des deux délégations qui allaient présenter chacune un front soudé. De l'avis général, cette longue réunion ne fut pas des plus agréables. Un véritable bras de fer, selon certains, un affrontement direct entre les deux chefs, selon d'autres ; en tout cas, pour tous, une ambiance crispée, qu'ils avaient crû ne plus jamais revoir. Il y avait ce qui était dit et, surtout, ce qui n'était pas dit.

Menaces pour les législatives

Chacun a reproché à l'autre de vouloir faire le coup de force, parfois même avec des arguments homothétiques. Désireux, malgré tout, de maintenir la convocation du Zénith, ne serait-ce que pour minimiser l'impact après le report de l'union, les responsables de l'UDF n'ont pas voulu céder à ce qu'ils ont appelé carrément de « l'intimidation ». Ils ont, de nouveau, fait valoir que dans leur esprit, cette organisation des « primaires » n'est qu'une conséquence de l'acceptation de l'UPF ; que les organisateurs dans la précipitation seraient non seulement « infaillibles », mais contrairement à l'esprit d'un système qui implique large consultation, et maturation.

En aparté, enfin, chacun, de ce côté, se demandait si le RPR n'avait point la tentation de jouer « son va-tout » dans le but d'imposer une logique de « primaires » généralisées dès les prochaines

élections législatives. « Chiche ! » semblait d'ailleurs penser M. Frank Borotra, député (RPR) des Yvelines, quand, dans le débat, il a lancé cette phrase en guise de menace : « Si vous ne voulez pas faire de « primaires » quand cela ne vous arrange pas, nous, nous sommes prêts à organiser cinq cent soixante-dix-sept « primaires » pour les législatives ».

Pour tenter de sauver les apparences ou maintenir les illusions, MM. François Bayrou et Nicolas Sarkozy ont lu sans réelle conviction, à l'issue de cette éprouvante réunion, un communiqué promettant « que les modalités les plus appropriées » seront définies « pour rechercher les adaptations possibles du système des primaires » en cas d'élections anticipées. On ne pouvait être plus vague et plus imprécis pour enregistrer un constat de carence.

Quelle sera, maintenant, la durée, la durée et la portée de cette rupture ? Chacun, pour l'heure, se dit disposé à reprendre les négociations, certifiant, à l'instar de M. Bayrou, l'une des chevilles ouvrières de l'UPF, qu'en aucun cas il ne saurait s'agir de rivalités de personnes, mais, simplement, d'accommodements techniques. Une interprétation trop légaliste pour être vraiment convaincante.

A petites causes, grands effets. Ces quelques lignes de l'article 21 ne formeront-elles pas, en définitive, la goutte d'acide qui mènera à nouveau l'union naissante de l'opposition ?

Ce bras de fer entre les deux candidats potentiels de l'opposition à

l'Elysée - puisqu'il s'agit bien de cela - fait ressurgir dans le ciel de la droite le nuage toxique de la division, des arrière-pensées, de la mauvaise foi qui empoisonna tout le monde en 1981 et 1988. Le coup porté à l'organisation méticuleuse et laborieuse des « primaires » montre que, pour celles-ci, un minimum de bonne foi s'impose à tous. L'union est peut-être « un combat », comme disaient les communistes au temps du programme commun de la gauche, mais tous les coups sont-ils permis ? Peut-on admettre que les constructions les plus élaborées soient désormais soumises aux vents tourmente des sondages ?

Au moment où, sur le plan parlementaire, l'opposition semblait réussir à rassembler presque toutes ses énergies pour combattre le gouvernement dans le débat budgétaire et en prévision de la censure sur la contribution sociale généralisée ; au moment, aussi, où l'Union pour la France commençait à bénéficier d'un préjugé très favorable auprès d'un électoral de droite farouchement unioniste, cette embardée parisienne ne peut avoir sur l'opinion que des effets délétoires.

De surcroît, évoquer déjà publiquement, comme il est fait, l'hypothèse d'une élection présidentielle anticipée, parler sur un événement aléatoire dont chacun comprend bien la portée apparaît à tout le moins comme morbide et inconvenant.

DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON

La procédure électorale imaginée

Dans la dernière journée de la campagne électorale, le conseil national de l'UPF, pour organiser les primaires de l'opposition, le corps électoral était constitué de deux collèges. Celui des électeurs devait rassembler non seulement les adhérents des formations de l'opposition, mais aussi les personnes inscrites sur les listes électorales qui auraient déclaré souscrire aux objectifs de la charte.

Le deuxième collège était composé d'élus : députés, sénateurs, députés européens, conseillers régionaux, membres des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer, conseillers généraux, conseillers de Paris, maires, conseillers municipaux des communes de trois mille cinq cents habitants et plus, conseillers d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille, et les membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger « adhérents aux formations politiques signataires de la charte ou déclarant souscrire à l'objectif poursuivi par elle ».

L'article 2 de la charte précise que, pour préparer les élections primaires, il est institué un comité

national, formé en nombre égal de membres désignés par les deux formations signataires. Une structure comparable était prévue dans les départements, les cantons et les communes de trois mille cinq cents habitants et plus. Les comités départementaux avaient notamment pour mission d'actualiser chaque année à la date du 1^{er} octobre la liste des élus habilités à voter.

Les élections primaires devaient avoir lieu « au moins treize semaines avant la date constitutionnellement prévue pour le premier tour des élections présidentielles », à des dates différentes selon les secteurs électoraux. Une commission de centralisation et de contrôle, composée de neuf personnes choisies « d'un commun accord » par le RPR et l'UDF, devait procéder à la récapitulation des résultats dans chacun des dix-sept secteurs électoraux, dont les limites seraient arrêtées sept mois au plus tard avant l'élection présidentielle.

Une convention nationale devait ensuite réunir les élus et les porteurs de mandats issus du

collège des électeurs. Pour ces derniers, le nombre de mandats était égal au nombre de suffrages exprimés. En revanche, chaque élu devait bénéficier de quarante mandats. Cette convention devait avoir pour objectif de répartir les deux candidatures arrivées en tête lors des élections primaires.

La procédure sociétée, qui a provoqué le désaccord entre le RPR et l'UDF, était définie par l'article 21 de la charte. Dans sa dernière version, cet article était ainsi rédigé : « En cas d'élections présidentielles anticipées, le Comité national fixe une date pour les élections primaires présidentielles, commune à l'ensemble des secteurs électoraux. Les candidatures sont reçues et publiées par la commission de centralisation et de contrôle jusqu'à l'avant-veille du jour prévu pour les élections primaires présidentielles. La convention nationale a lieu dans les huit jours qui suivent les élections primaires présidentielles ».

EN BREF

Un fabulien élu premier secrétaire de la fédération socialiste de La Martinique. - M. Jean Crusol, chef de file du courant fabulien à La Martinique, a été élu, jeudi 8 novembre, premier secrétaire de la fédération socialiste de ce département. M. Crusol remplace un jospiniste, M. Michel Yoyo, réélu en mars dernier grâce à l'alliance des jospinistes et des rocardiens, mais qui, confronté à des problèmes de santé, selon le nouveau premier secrétaire, souhaite « souffler un peu ».

PRÉCISION. - Dans une première édition du 9 novembre, une coupe malencontreuse a tronqué la réaction de A. Cuccolla Nazionalista - la principale organisation nationaliste - au projet de loi de M. Pierre Joxe relatif au nouveau statut de la Corse. A. Cuccolla juge notamment que « le peuple corse (...) ne saurait être réduit à un sous-peuple « composite » d'un autre peuple ». Il s'agit d'une allusion à la formule « composite du peuple français » ajoutée, lors du conseil des ministres du mercredi 31 octobre, à la définition du « peuple corse » que donne le projet de loi.

La loi et la pratique

L'article 7 de la Constitution explique que, en cas de vacance de la présidence de la République pour quelque cause que ce soit, le premier tour du scrutin présidentiel doit avoir lieu, sauf cas de force majeure constatée par le Conseil constitutionnel, « vingt jours au plus » après l'ouverture de cette vacance.

La pratique veut que le choix de la date précise, dans ce créneau, soit fait par un décret en conseil des ministres, donc par accord entre le premier ministre et le président du Sénat, assurant la logique de « primaires » généralisées dès les prochaines

République. De plus, l'article 3 de la loi organique, précisant les conditions de l'élection présidentielle, indique que les déclarations de candidatures doivent être envoyées au Conseil constitutionnel dix-huit jours au moins avant le premier tour.

C'est dire que les candidats n'ont, au plus, que deux jours, au mieux, que dix-sept, après la constatation de la vacance de la présidence, pour décider de se lancer dans la course et pour récolter les cinq cents signatures d'élus locaux qui doivent les parer.

La préparation du « projet » socialiste

M. Delors invite le PS à défendre le « modèle européen de société »

Le groupe de travail chargé, sous la direction de M. Michel Charzat, de préparer et d'animer l'élaboration par le Parti socialiste d'un nouveau « projet », a entendu, jeudi 8 novembre, à Paris, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, qui a mis en avant la défense d'un « modèle européen de société », largement influencé, selon lui, par les conceptions social-démocrates. La convention qui doit ouvrir le débat au sein du PS se réunira les 1^{er} et 2^d décembre.

M. Delors propose à ses camarades socialistes « sa » synthèse du socialisme d'aujourd'hui et de demain. Tout en soulignant que « la construction européenne est un projet collectif parmi d'autres », que « ce n'est pas le seul » et qu'il ne faut pas trop lui demander, le président de la Commission de Bruxelles n'en estime pas moins qu'il appartient aux socialistes de prendre en charge ce dessein, parce qu'il porte la marque de leurs idées. « Il existe un modèle européen de société », a-t-il expliqué jeudi, modèle caractérisé, d'abord, par la « mixité » du rôle de la puissance publique et du secteur privé, mixité partout acceptée ou revendiquée, mis à part, naturellement, l'« expérience » tentée en Grande-Bretagne par M. Thatcher pour en sortir.

La deuxième caractéristique de ce « modèle » ressassé, selon

M. Delors, à la volonté générale d'« intégrer » et de « responsabiliser » les acteurs économiques et sociaux, notamment les syndicats, dont il estime que la conscience des problèmes et l'organisation ont progressé, ces dernières années, au niveau européen. Il voit, enfin, dans la « solidarité institutionnalisée » le troisième trait distinctif des sociétés européennes. A ses yeux, ce modèle porte l'empreinte de « l'inspiration social-démocrate », qui a été attaquée, au cours des vingt dernières années, par le « courant libéral » auquel se rattache M. Thatcher, et par le « courant communautaire et autogestionnaire », issu de mai 1968 en France.

Souveraineté et influence

Il convient, aujourd'hui, selon M. Delors, que les socialistes s'émancipent de cette double critique, comme de la contradiction qu'apportent à leurs idées les sociétés récemment sorties du communisme. Que celles-ci se précipitent vers le marché, avec l'ardeur de « curés défrayés » pour d'autres désordres, ne doit pas donner à croire aux socialistes que le capitalisme serait « victorieux pour toujours ». M. Delors estime que les socialistes européens - notamment les Français, si l'on en croit le texte d'invitation au débat rédigé par M. Charzat (le *Monde* du 26 septembre) - évoluent vers l'idée de « société ouverte », c'est-à-dire d'une société « plus respectueuse du capital naturel et plus respectueuse

des différences » que ne le permettent les strictes lois du capitalisme. Connaissant l'attention portée par M. Charzat et par ses amis du courant Socialisme et République, mais pas seulement par eux, au problème de l'identité spécifique de la France dans l'ensemble européen, M. Delors a insisté sur l'idée que « les Français rêvent toujours de voir leur pays jouer un rôle universel » et que ce rôle, à ses yeux, passe par l'« influence » qu'ils peuvent exercer au travers de la construction européenne. Il propose aux socialistes d'adopter une équation à plusieurs inconnues : « échanger de la souveraineté contre de l'influence ».

Pour M. Delors, « la marche vers une politique étrangère commune est le poumon de la relance de la construction européenne », opérée à l'initiative de M. François Mitterrand il y a cinq ans. Aussi M. Mariol Tournier, membre du cabinet du premier ministre, a-t-il observé que, dans le débat « souveraineté ou influence », la France, dans la crise du Golfe, avait opté pour une politique de puissance indépendante, plutôt que pour la recherche - peut-être vaine en la circonstance - d'une action commune européenne. M. Delors ne pouvait qu'en convenir. Il en conclut que, pour affirmer son influence, « la France a un atout provisoire, sa politique de défense », et qu'« il faudra bien qu'elle le mette sur la table un jour ».

PATRICK JARREAU

POINT DE VUE : le débat sur la CSG

Je voterai la censure par Christine Boutin

CONTRAIREMENT à beaucoup d'hommes politiques de l'opposition, j'estime que ce qui détermine un vote ne peut pas être un calcul politicien mais, au contraire, le résultat d'une analyse de fond.

Or il m'apparaît à l'évidence que la CSG, au-delà des techniques fiscales ou parafiscales dont elle s'entoure, est une véritable bombe à retardement pour la politique familiale de la France, et cela pour trois raisons :

1) Les ressources de la branche « famille », qui sont excédentaires, ne sont pas affectées aux diverses prestations familiales, mais bien au contraire ponctionnées en faveur des autres régions. La création d'un nouvel impôt aurait dû être l'occasion d'affecter les ressources de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) à la seule politique familiale, clarifiant ainsi le jeu des responsabilités entre les diffé-

rents régimes, ce qui est l'essence d'une réflexion libérale et responsable.

2) La politique familiale ne dépendra plus d'une cotisation, mais d'un impôt, la CSG. La pression fiscale devenant excessive, ment lourde, grande sera la tentation de réduire ce nouvel impôt, frappant ainsi de plein fouet la politique familiale qui en dépendra. Comment la France peut-elle hypothéquer ainsi son avenir ? La politique familiale est une exigence nationale.

3) La CSG, affectée sans plus de précision à la CNAF pour 75 %, était l'occasion d'un grand débat sur les prestations familiales. Ce débat n'a pas eu lieu. A ma connaissance, aucune des « grandes consciences de l'opposition » ne s'est préoccupée de donner le moindre commencement de réflexion à cette question ! Décidément, la famille n'intéresse pas ces massés, mais s'intéressent-ils même à l'avenir ?

Christine Boutin est députée UDC des Yvelines.

EFRES

POLITIQUE

La préparation du vingt-septième congrès du PCF

Les « refondateurs » communistes de Seine-Saint-Denis demandent l'élaboration d'un autre projet de résolution

Il y avait deux cents à la fin du mois de septembre, ils sont aujourd'hui trois cent cinquante-quatre, encouragés dans leur initiative par cent onze sympathisants, parmi lesquels quatre-vingts anciens militants.

A l'approche du vingt-septième congrès du PCF, la houle « refondatrice » grossit, en Seine-Saint-Denis, où plusieurs élus locaux du PCF, emmenés par un ancien ministre, M. Jack Ralhe, et par trois des sept députés communistes du département, MM. François Asens, Jean-Pierre Brard et Marcelin Berthelot, avaient lancé, il y a deux mois, un appel refusant « l'alternative de la dissidence ou du silence » (le Monde du 19 septembre).

Non seulement cet appel a suscité l'adhésion de nouveaux militants, venus pour la plupart des quatre communes de Saint-Denis, Montreuil, Aubervilliers et Sevran, mais ses inspirateurs ont sollicité et obtenu le ralliement de cent onze anciens adhérents ou sympathisants à partir d'un autre texte que nous publions ci-dessous.

Evitant d'entrer dans la polémique ouverte par le retrait de M. Charles Fiterman de la commission chargée d'organiser la discussion préparatoire au congrès, ce nouvel appel se veut occasionnel en mettant en avant la nécessité de considérer comme un objectif, et non comme un illusoire postulat, « l'unité du parti ». Ses auteurs cherchent ainsi à braver solidement leur demande principale : la mise en chantier d'un autre projet de résolution, le texte soumis par le comité central à la discussion des militants n'étant pas jugé « à la hauteur » de l'enjeu.

Au passage, ces « refondateurs » soulignent que la meilleure façon de travailler à la reconstruction d'une « gauche moderne, initiatrice et portante de valeurs nouvelles » est la « femme du centre de tout » : le socialisme, pour le PCF, à ne pas simplement « dire non à ce qui ne va pas » mais à proposer aussi « une alternative », ce qui rejoint la critique exprimée le 5 novembre dans l'Humanité par un autre contestataire, M. Félix Damette, selon lequel le PCF se

borne désormais à tenir le rôle de « la mouche du coche social ».

Plusieurs universitaires membres du PCF apparaissent dans la liste des nouveaux signataires de l'appel ainsi complété, notamment M^{me} Francine Demichel, présidente de l'université de Paris-VIII, qui figurait sur la liste du PCF aux dernières élections européennes, et M. Claude Froux, ancien président de l'université de Vincennes. Ce texte porte aussi les signatures d'un ancien correspondant de l'Humanité à Cuba, M. Régis Huleux, de l'écrivain Dominique Grandmont, du dessinateur Daniel Karmann, etc.

Dans la liste des quatre-vingts anciens adhérents du PCF, on trouve, en particulier, le nom de M. Jean-Pierre Le Pavec, directeur du festival de musique de Saint-Denis, et dans celle des trente et un « non communistes » les noms de membres de professions libérales, cadres, employés, enseignants et ouvriers.

A. R.

A l'Assemblée nationale

Les crédits des affaires étrangères et européennes sont adoptés grâce aux voix centristes

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 8 novembre, par 332 voix contre 238, le budget des affaires étrangères et des affaires européennes présenté par M. Roland Dumas. Outre les députés socialistes et les députés centristes, qui ont voté pour ces crédits, sept députés UDF (MM. Caro, d'Harcourt, Köhl, Mestre, Reyman, Seifinger et M^{me} Louise Moreau) ont voté pour, ainsi que deux députés RPR, MM. de Lipkowski et de Bénouville. Quarante-sept non-inscrits ont voté les crédits de M. Dumas. L'UDF, le RPR et le groupe communiste ont voté contre.

M. Roland Dumas a évoqué, à l'occasion de la présentation de son budget, la situation « bloquée » dans la péninsule Arabo-Persique. Selon le ministre, les risques d'affrontement demeurent tant que M. Saddam Hussein ne retire pas ses troupes du Koweït et que les otages ne sont pas libérés. « Chacun comprend que céder à la violence de l'agresseur serait ouvrir la porte à d'autres désordres et à d'autres conflits », a souligné M. Dumas.

Après avoir rappelé l'attitude de la France depuis l'invasion du Koweït, le ministre a insisté sur le fait que le gouvernement français « exige l'application des décisions de l'ONU dans toute leur étendue, mais en s'en tenant strictement aux limites fixées par le Conseil de sécurité. M. Dumas a précisé qu'il appartenait au Conseil de sécurité, « seul, de modifier, de compléter ou de clarifier » ses décisions. Il a rappelé, en évoquant le Liban et « la guerre qui semble vouloir opposer sans fin israéliens et Palestiniens », que « la force ne fait pas le droit ».

Quant aux otages français récemment libérés, M. Dumas a vigoureusement contesté toutes les insinuations à propos d'un accord ou de négociations avec le gouvernement irakien. « Aucun mandat n'a été donné, a-t-il affirmé. Aucune tractation n'a été conduite par le gouvernement, ni sur un mandat du gouvernement. Ce gouvernement a les mains propres ! »

Le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, a affirmé que les Européens ne doivent pas rester figés par la crise

du Golfe. « Ce n'est pas le risque de guerre, a-t-il dit, qui doit retarder le moment où nous ferons à l'égard de nos amis arabes le geste politique qui leur sera utile comme à nous. » Au contraire, selon lui, « l'accumulation d'armes et de soldats dans le Golfe rend plus urgent de dégager des perspectives de paix et de coopération : de même que l'idée de confédération européenne a été un signe adressé par M. Mitterrand aux peuples de l'Est, de même, l'idée d'une confédération méditerranéenne peut être une source d'espoir dans cette région ».

« L'événement le plus important depuis 1945 »

S'agissant du dossier européen, M. Dumas a estimé que la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (CSC), qui se tiendra à Paris du 19 au 21 novembre et qui y réunira trente-quatre chefs d'Etat et de gouvernement, « constituera l'événement international le plus important depuis 1945 ». « Il est clair, les mutations de l'Europe et les changements intervenus dans les relations Est-Ouest », le ministre a expliqué que ce sommet va aboutir à des décisions qui engageront l'avenir : sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, sur les institutions permanentes de la CSC, sur la coopération en Europe. Quant à l'avenir de la Communauté européenne, il passe, selon M. Dumas, par l'union politique.

Dans la soirée, M^{me} Elisabeth Guigou a reconnu que le débat sur le budget des affaires étrangères avait quelque chose d'« irréel » si l'on met en balance sa modicité avec l'importance du chantier, qu'elle a présenté comme l'un des plus « vastes et plus ambitieux » du gouvernement. Pour donner la mesure de sa tâche, le ministre délégué aux affaires européennes a précisé qu'il faut désormais « prendre en compte les évolutions de l'ensemble du continent européen, et ne plus séparer artificiellement l'Europe de l'Ouest des pays de l'Est ».

M^{me} Guigou a rappelé que certains dossiers, comme la fiscalité ou les transports, ne sont pas encore totalement réglés. Elle a affirmé « le souci des autorités françaises de faire progresser l'Europe sociale ».

PIERRE SERVANT

Trente candidats à la succession de M. Médecin au poste de conseiller général des Alpes-Maritimes. — Treize candidats s'affrontent à Nice, les 25 novembre et 2 décembre, à l'occasion de l'élection cantonale partielle visant à pourvoir le poste de conseiller général des Alpes-Maritimes rendu vacant par la démission de M. Jacques Médecin. Parmi les candidats figure M^{me} Geneviève Médecin-Asens, la sœur cadette de M. Médecin, soutenue par le RPR et le CNI. L'UDF, le Front national et le CNS présenteront leurs propres candidats, ainsi que la FNI (dissidence du CNI). La majorité présidentielle et le PCF auront également leurs propres candidats. Trois écologistes sont également sur les rangs, ainsi que deux sans étiquette et un ancien candidat du Mouvement des démocrates européens (div. d.) à la mairie de Nice en 1983.

Un député non inscrit rectifie son vote sur le regroupement des élections. — M. Elie Hoarau, député (non inscrit) de la Réunion, a demandé à M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, jeudi 8 novembre, de faire rectifier son vote sur le regroupement des élections cantonales et régionales. M. Hoarau indique qu'il souhaitait voter pour ce texte et que c'est « par erreur » que son vote a été comptabilisé, mercredi, parmi les votes « contre » (le Monde du 9 novembre). Seize des vingt députés non inscrits ont donc voté en faveur du projet de loi.

Le texte de l'appel

« Quatre grandes questions »

Le texte de l'appel lancé par ces trois cent cinquante-quatre militants communistes de Seine-Saint-Denis et approuvé par cent onze sympathisants est le suivant :

« D'importantes questions nous préoccupent, comme beaucoup de nos concitoyens.

Ainsi, la situation internationale. Son évolution au Nord et au Sud mérite un profond examen écartant toute vision unilatérale accrochée au passé et visant à saisir le sens réel des mutations qu'elle connaît. Cela implique des comportements politiques nouveaux pour notre pays.

Aussi, l'avenir du socialisme. L'urgence radicale et le rejet des formes qu'il a connues jusqu'ici doivent conduire à l'élaboration d'un programme fondamental pour un socialisme d'aujourd'hui.

Encore, le besoin d'une perspective politique. C'est là une immense tâche populaire. Dire non à ce qui ne va pas exige tout autant et dans un même mouvement un oui à une alternative qui permette à la France d'être elle-même dans une Europe réconciliée et dans un monde pacifique et juste pour tous. Là se trouvent les raisons et les motifs de construire une gauche moderne, initiatrice et portante de valeurs mettant l'homme et la femme au centre de tout et au-delà un rassemblement où chacun puisse donner beaucoup, tout en restant soi.

Enfin, le Parti communiste français. Il a besoin — c'est son devoir et sa raison d'être — s'il veut contribuer dans notre société en mutation à dessiner et construire un mieux réel, d'innover profondément dans ses règles de vie intérieure, de se tourner résolument vers toutes les forces du travail et de la création et d'en définir les dimensions et les moyens. Ce qui réclame des initiatives proches et concrètes.

Ces sont, nous semble-t-il, les quatre grandes questions dont les communistes, à l'écoute attentive de tous et en amitié enrichissante avec leur voisinage, ont besoin de débattre à l'occasion du vingt-septième congrès.

Or, le projet de résolution actuel n'est pas à la hauteur des réponses qu'appellent ces exigences humaines, sociales, économiques, politiques, culturelles, éthiques.

C'est pourquoi nous demandons que le vingt-septième congrès élabore une autre résolution qui prenne en compte la diversité des expériences, des réflexions, des patrimoines militants communistes, une autre résolution qui fasse vraiment sienne le sens de nos préoccupations, une autre résolution qui considère l'unité du parti non comme un préalable mais comme un résultat.

Tels sont, parce que nous voulons être efficaces, entendus, constructifs et rassembleurs, notre espoir et notre détermination.

► « Appel 93 », BP 247, 93205 Saint-Denis Cedex.

COMMUNICATION

La télévision par satellite prend un nouveau retard

Les béquilles de TDF 1

Le gouvernement va recevoir dans les jours qui viennent les rapports demandés à M. Gérard Eymery, sur la sécurisation possible des satellites de télévision directe TDF1-TDF2, et sur la génération de satellites appelée à leur succéder. Après une gestion provisoire de la pénurie, il faudra faire un choix entre des satellites encore à lancer.

Sur les deux tubes émetteurs à ondes progressives qui équipent les deux satellites TDF1 et TDF2, quatre sont en panne (le Monde des 14-15 octobre). Et si cette série noire n'implique pas que les huit tubes restants rendent rapidement l'âme à leur tour, nul ne peut plus écarter cette hypothèse d'un revers de main.

Cet échec technique ternit l'image des constructeurs, et sonne sans doute le glas des satellites à forte puissance : il va peser sur les comptes de l'entreprise exploitante, Télédiffusion de France, qui provisionne déjà exceptionnellement 300 millions de francs en 1990, et pourrait perdre jusqu'à 1,4 milliard de francs (le prix de TDF2, l'Etat ayant déjà pris en charge les 2 milliards de TDF1...). Il douche enfin l'enthousiasme, pourtant tout relatif, des pionniers français de la télévision directe par satellite, Canal Plus, Canal J, Sports 2/3, la SEPT, Euronomie et Antenne 2, choisis par la CSA pour diffuser sur ces satellites. Et par voie de conséquence, il freine le développement des nouvelles normes de télévision D2 MAC dont TDF1 et TDF2 se voulaient l'étendard.

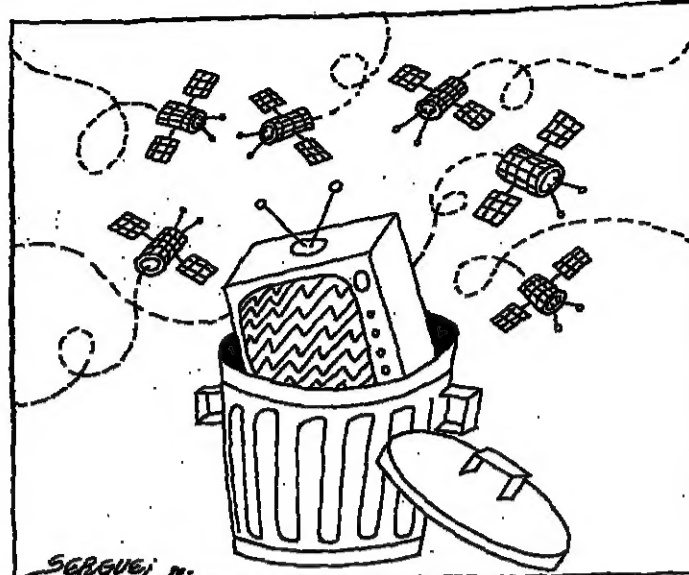
Gérer la pénurie de tubes

Comment limiter la casse ? Telle est en substance la question posée à M. Gérard Eymery. Il lui faut à la fois proposer des « béquilles » pour les deux satellites et ouvrir des perspectives de continuité à moyen terme sans lesquelles personne ne se lancera dans l'exploitation de services commerciaux.

Il n'y a pas de bonne solution technique : au premier problème, la location par exemple de canaux de secours sur des satellites déjà lancés. Car les Astra, Eutelsat ou Olympus sont soit trop éloignés de la position orbitale des satellites français, soit déjà complets ou trop coûteux. A supposer même qu'à la suite de sa fusion avec Sky TV, le satellite britannique BSB se révèle disponible, il semble peu adaptable à cette mission de secours. Quant à l'Allemagne TV Sat 2, il est affecté à des chaînes allemandes et ne serait rendu libre que si l'Allemagne abandonnait la norme D2 Mac, ce qui va à l'encontre du but recherché.

Le réalisme impose donc de gérer au mieux les huit tubes restants pour disposer le plus longtemps possible de cinq canaux sur TDF1-TDF2. C'est le CSA qui détient en partie les clés de cette gestion de pénurie : lui seul peut remettre à plat le système d'autorisation et fixer les priorités entre chaînes. Canal Plus, élément moteur de tout le système puisqu'il contrôle à la fois des programmes attractifs et la filière technique (antennes et décodeurs), a d'ores et déjà menacé d'arrêter son effort s'il n'obtient pas une telle priorité sous forme d'un droit de préemption systématique sur les tubes encore valides. Reste à savoir si les autres passagers des satellites acceptent cette condition.

Un tel accommodement ne saurait durer éternellement : le rapport Eymery devrait donc aussi tracer des pistes à moyen terme. Faut-il



ajouter des canaux à la position orbitale de 19° ouest, celle de TDF1, TDF2 et du satellite allemand identique TV Sat 2 ? Ou faut-il déplacer TDF1 et TDF2 vers une autre position où l'on saura trouver des capacités nouvelles ? Le lancement d'un satellite spécifique, onéreux, ne pourrait techniquement intervenir avant la fin de 1993. Deux systèmes en projet ou en construction sont donc les choix les plus vraisemblables.

A partir de début 1992, les satellites français Télécom 2, dont les derniers exemplaires pourraient être modifiés pour mieux s'adapter à des missions de télévision, doivent être lancés. Au prix de quelques semaines de « dérive » spatiale, TDF1 et TDF2 pourraient s'en rapprocher, à 7° ouest, créant ainsi un pôle attractif de satellites francophones. L'opération comporte toutefois des risques et le carburant consommé réduirait légèrement la durée de vie des satellites. Elle ne serait donc menée qu'en cas de besoin, après le lancement de Télécom 2.

Eurospat, un système de plusieurs satellites placé par l'organisation européenne Eutelsat pour l'horizon 1996, est l'autre possibilité étudiée. Encore faudrait-il convaincre les Etats participants d'adopter une position orbitale différente des 29° est initialement prévus.

Les opérateurs gardent les pieds sur terre

En attendant d'être fixés sur les options du gouvernement, les acteurs de la télévision spatiale révisent leurs stratégies. Côté industriel, il faudra sans doute adapter décodeurs et antennes à de nouvelles bandes de fréquences, ce qui entraînerait un surcoût. Côté consommateur, l'avalanche de mauvaises nouvelles ne peut qu'encourager l'attentisme. Les opérateurs sont donc incités eux aussi à la prudence.

La SEPT et Euronomie n'ont jamais fait mystère, avant même les pannes, de leur ardent désir de fréquences hertziennes : Antenne 2 n'a pas choisi d'aller sur TDF1, et demande à la fois crédits et garanties pour jouer le jeu. Sports 2/3, société qui a attendu de longs mois sa simple existence juridique, ne peut envisager de se lancer sans filet de sécurité. Canal J, tout en maintenant sa date de lancement le 8 décembre, ne proposera à cette date que trois heures de programmes « nouveaux », attendant le printemps pour un lancement complet. Et, contrainte de réviser

en baisse ses prévisions, la chaîne payante pour les jeunes accentue ses demandes auprès du CSA pour obtenir des émetteurs plus puissants à Paris et une meilleure couverture hertzienne du territoire.

Bref, incertains de trouver en l'air une solution à leurs problèmes, les opérateurs veulent garder les pieds sur terre... Et plus de dix ans après la décision politique de son lancement, TDF1 ne cesse d'être un casse-tête pour le pouvoir.

MICHEL COLONNA D'ISTRITA

Les rapports entre télévisions et centrales publicitaires

Le premier faux pas de la nouvelle Cinq

« Il n'y a pas eu un franc, pas un centime d'engagement de quiconque, ni d'Hachette vers les frères Gross, ni des frères Gross vers Hachette » : c'est ce que déclare M. Yves Sabouret s'est employé, jeudi 8 novembre, à calmer la polémique sur les conditions de nomination de M. Joseph à la direction de la Cinq. Le président de la chaîne espère ainsi convaincre le Conseil supérieur de l'audiovisuel, la classe politique et l'ensemble de ses concurrents que sa télévision n'aura aucun lien privilégié avec Carat, la première centrale d'achat d'espaces publicitaires (le Monde du 8 novembre).

L'affaire a en effet provoqué une vive émotion dans les milieux de l'audiovisuel et, en particulier, au CSA. Le Conseil s'est félicité trop rapidement de la nomination avant d'avoir lu le communiqué de la Cinq qui précisait, le 6 novembre, que M. Joseph conservait certaines fonctions au sein du groupe Carat. Or les « sages » ne plaisaient pas avec Carat, la première centrale d'achat. Le CSA estime que l'existence de ce type d'intermédiaire sur le marché publicitaire compromet l'équilibre économique des chaînes et peut affecter leur indépendance éditoriale. Il souhaite vivement que les télévisions s'unissent pour combattre l'abus de position dominante de certaines centrales et que les pouvoirs publics interviennent pour remettre de l'ordre dans le marché.

Une position que le CSA a tenu à réaffirmer dès le 7 novembre en prévenant M. Joseph et le groupe Hachette que l'existence de liens entre le nouveau directeur de la Cinq et le groupe Carat était inacceptable. Quelques heures plus tard, M. Joseph précisait à la presse que son maintien à la tête d'une des filiales du groupe Carat était seulement provisoire (le Monde du 9 novembre). M. Sabouret expliquait en privé que le communiqué du 6 octobre était « une erreur ». MM. Francis et Gilbert Gros s'empressaient, quant à eux, de faire savoir dans les chaînes qu'ils n'étaient pas satisfaits du départ de M. Joseph pour la Cinq et que les relations avec cette dernière n'étaient plus au beau fixe.

Malgré cette série de démentis, le CSA estime qu'il s'agit là du premier faux pas de la nouvelle Cinq. Le Conseil sait bien que le transfert de M. Joseph n'a pu être obtenu sans d'âpres négociations entre Hachette et le groupe des frères Gross. MM. Jean-Luc Lagardère et Yves Sabouret ont affirmé aux « sages » qu'ils avaient résisté aux pressions commerciales de la centrale d'achat. Mais, par maladresse ou non, l'affaire est désormais sur la place publique et incite le CSA à redoubler de vigilance sur les rapports entre télévisions et acheteurs d'espaces publicitaires.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

EN BREF

■ **Courrier international** : l'acheminement des journaux étrangers. — Paru le 8 novembre, l'hebdomadaire *Courrier international* (32 pages, 15 F) offre une introduction sélective des articles, des enquêtes et des analyses parus dans les plus importants des 5 500 quotidiens et des milliers de périodiques édités de par le monde. Privilegié l'approche économique, cet hebdomadaire conçu par des journalistes et hiérarchisé selon un découpage par continents et secteurs (« Amériques », « Europe », « Asie », etc.) est illustré par des graphiques, des tableaux et des dessins. Tiré à 50 000 exemplaires, *Courrier international* vise une clientèle de cadres, de dirigeants et de professions libérales « qui veulent voir les grandes tendances de l'actualité internationale » et devrait être équilibré en vendant 25 000 exemplaires. Lancé avec 20 millions de francs, son capital est détenu par les fondateurs (34 %), une filiale de la Société

générale de Belgique (33 %) et Beryls (33 %), la société de Pierre Bergé, PDG de Yves Saint Laurent et président de l'Opéra de Paris.

■ M. Pierre de Plas devient vice-président du réseau mondial de TBWA. — M. Pierre de Plas, qui a quitté récemment son poste de vice-président du groupe publicitaire Eurocom (Hayes), a rejoint TBWA. Nommé président-directeur général de TBWA-France, il devient également vice-président du réseau mondial de TBWA et devrait être prochainement porté à la présidence de la centrale d'achat d'espaces Europe, créée à parité par TBWA et Carat espace, la société de MM. Gilbert et Francis Gros. Le groupe publicitaire européen TBWA, créé il y a une vingtaine d'années par quatre personnes — un Américain, M. Bill Tragos ; un Français, M. Claude Bouange ; un Suisse, M. Uli Wiesendanger et un Italien, M. Paolo Arjoldi, — va désormais s'appeler TBWA de Plas.

ICATION

es de TDF 1

SOCIÉTÉ/CULTURE

... Le Monde • Samedi 10 novembre 1990 11

SECTION B

13. M. Davel à la tête de l'épiscopat français.
14. Affaire des fausses factures de Nancy.

13. L'armée de terre devra dissoudre 35 régiments avant 1994.
14. Expositions : Simon Vouet au Grand Palais.

14. Théâtre : Anouk Griseberg dans « La Maman et la Putain ».
15. Architecture : Jean Prouvé, homme du XX^e siècle.

Avant la manifestation nationale du 12 novembre

La FEN se joint au mouvement des lycéens

Répétition générale et dernier échauffement avant la grande marche du 12 novembre. Les lycéens ont à nouveau manifesté, jeudi 8 novembre, dans de nombreuses villes de province. Les cortèges ont été particulièrement importants à Toulouse et à Brest, ainsi que dans la région Champagne-Ardenne. Mais les lycéens étaient aussi 6 000 à Rennes, 3 000 à Lyon, 1 000 à Bayonne.

À Paris, environ 2 000 élèves s'étaient donné rendez-vous place de la Bastille pour gagner l'Assemblée nationale. Un certain nombre de lycéens parisiens, peu impliqués jusque-là, étaient présents « par solidarité », notamment Charlemagne, Turgot, Jacques-Decour, Edgar-Quinet, Victor-Hugo et Sophie-Germain. Divers incidents et quelques mouvements de panique provoqués par une centaine de jeunes qui marchaient en tête ont obligé les organisateurs, débordés, à demander la dissolution du cortège à mi-parcours. Mais le froid, la peur de bagarres ou « le ras-le-bol de cette manif nulle » avaient déjà eu raison d'une bonne moitié des manifestants.

Surmontant leurs divergences, les deux coordinations lycéennes ont fini par se mettre d'accord sur un parcours commun pour la marche du 12 novembre : Bastille-Champs-Élysées. Elles devaient se rencontrer, vendredi 9 novembre, pour préparer la manifestation et organiser les délégations qui seront envoyées à l'Élysée, à l'Assemblée nationale et au ministère de l'Éducation nationale. Chacun ayant fait un pas vers l'autre, l'honneur est sauf des deux côtés : la FIDL a abandonné son idée de cortège vers les Invalides tandis que la coordination animée principalement par la Jeunesse communiste et les Trotskyistes a finalement laissé tomber l'idée d'une marche sur l'Élysée. Les deux coordinations, qui n'ont toujours pas de plateforme commune de revendications même si leurs points de vue convergent sur bien des points, n'ont pas pour le moment prévu d'actions pour l'après 12 novembre.

Le fait que les deux coordinations aient surmonté leurs divergences, au moins sur le trajet de la manifestation du 12 novembre, devrait conforter le soutien apporté au mouvement lycéen par la plupart des organisations d'enseignants, de parents d'élèves et d'étudiants. Après le SNES (professeurs de lycée), le SNEP (éducation physique), le SCEN-CRDT et les parents de la FCPE, ce sont les enseignants du syndicat national des lycées et collèges (SNLC-FO), les universitaires du SNESup, les étudiants de l'UNEF-Indépendante et démocratique (proche des socialistes) et de l'UNEF-Solidarité étudiante (proche des communistes) qui ont exprimé leur solidarité avec le mouvement lycéen et appelé à manifester lundi prochain. De même pour le Parti communiste français et la CGT. Plus prudente, la Fédération des parents d'élèves de

l'enseignement public (FENP) « reconnaît le caractère justifié des revendications lycéennes », mais estime qu'elles ne trouveront pas leur solution dans des manifestations de rue.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) vient, elle aussi, d'apporter un soutien spectaculaire à la manifestation du 12 novembre et, au-delà, à la plate-forme revendicative de la coordination animée par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). Avec les parents de la FCPE et les étudiants de l'UNEF-ID, la FEN a publié, jeudi 8 novembre, un appel intitulé : « Nous marchons avec les lycéens », qui propose trois séries de mesures pour sortir de la crise actuelle.

Les trois organisations estiment tout d'abord que, pour atteindre les objectifs ambitieux de la loi d'orientation, il faut « modifier les programmes et les contenus, mettre en

place des cycles adaptés à tous les niveaux, moderniser et adapter les baccalauréats, traiter des rythmes de vie et des horaires, organiser le soutien ». Cela suppose, à leurs yeux, une « professionnalisation des métiers d'enseignants et la modification, dans ce sens, des concours et des contenus de formation ». D'autre part, l'appel demande que les lycées deviennent « de véritables lieux de vie » et qu'une journée de réflexion sur ce thème soit organisée dès ce mois-ci dans chaque lycée. Enfin les trois signataires souhaitent voir appliquer concrètement la loi d'orientation de 1989 en définissant les droits et les obligations des lycéens. Pour cela, des textes réglementaires doivent organiser « les droits d'information, d'expression, de réunion et d'association » des élèves. Ils proposent notamment que chaque lycée soit doté d'une enveloppe de 30 000

francs pour assurer la formation des futurs délégués des élèves.

« La matière d'une discussion se précise »

Ces propositions, comme le souhait explicite de la plupart des organisations d'enseignants et de parents de rompre le cycle des manifestations, vont dans le sens de large débat souhaité par le ministre de l'Éducation nationale, M. Jospin, à son effet précisé, jeudi 8 novembre, les « pistes de travail sur lesquelles on peut avancer, sans doute après le 12 novembre ». « La matière d'une discussion se précise » sur de nombreux points, a souligné le ministre. Il a notamment évoqué les thèmes de la vie lycéenne (droits et obligations, conseils de délégués etc.), des méthodes pédagogiques (organisation du temps scolaire, aide pédagogique),

des conditions matérielles et de sécurité (rénovation des établissements, modernisation des équipements, aide sociale), ou encore des conditions d'encadrement et d'animation des lycées (recrutement, formation etc.).

« Enfin », a insisté M. Jospin, il est clair qu'un travail de réflexion et de propositions sur l'évolution du lycée doit être conduit rapidement en tenant compte des préoccupations exprimées par les lycéens ». Ce débat doit être engagé au niveau de l'établissement, des académies mais aussi au niveau national dans le cadre du Conseil supérieur de l'éducation, « les lycéens étant naturellement entendus et associés aux discussions nationales ». Reste, pour le ministre, à trouver des interlocuteurs lycéens représentatifs de ce mouvement multiforme et encore peu organisé.

G. C. et Ch. G.

A Toulouse, dix mille jeunes manifestants ont bloqué des voies ferrées

TOULOUSE

de notre correspondant

Entre dix et quinze mille lycéens, jeudi 8 novembre, dans les rues de Toulouse : la mobilisation n'a pas faibli, bien au contraire, les lycées de la ville ayant reçu de prompts renforts de toute l'académie de Midi-Pyrénées. La contestation conserve son caractère apparemment spontané et s'accroche, dans une sorte d'exaltation contenue, aux revendications des premiers jours : « Des sages, des profs, du travail... »

Maître jeudi, les jeunes Toulousains descendus sur le pavé ont aussi bloqué des voies ferrées pour obtenir de la SNCF qu'elle mette à leur disposition un train gratuit pour aller à la « grande manif » du lundi 12 novembre à Paris. Peine à demi perdue : la société nationale leur offre un millier de places à 200 francs le billet. Il y a gros à parier qu'ils seront tout de même nombreux à faire le voyage pour

rejoindre la coordination parisienne proche des Jeunesses communistes et de l'extrême gauche, qu'ils estiment plus représentative des régions.

A Toulouse, les revendications lycéennes sont encouragées par l'engagement local du ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, élu de Haute-Garonne, choisi par les socialistes pour mener la bataille des élections régionales en 1992. La grappe des jeunes toulousains puise aussi des arguments dans la situation de certains lycées de l'agglomération toulousaine qui souffrent de locaux vétustes et exigus, malgré la mise en chantier d'un nouvel établissement qui offrira des formations aux métiers de la communication.

Une région privilégiée

Dans l'entourage du ministre, on ne cache pas qu'il manque au moins un lycée à Toulouse. Pour le

reste, la région Midi-Pyrénées fait plutôt figure de privilégiée. 93 % des classes ont moins de trente-cinq élèves. Le conseil régional, dont le président est M. Marc Censi (UDF), a fait un effort important pour la remise en état, voire la construction de nouveaux locaux, dans les établissements existants.

Difficile, dans ces conditions, de cerner l'origine du malaise, surtout quand des manifestants, comme ceux du lycée de Colomiers, exemple de modernisme architectural, arguent que la cantine n'offre pas tout l'espace souhaité. Solidarité avec Paris ? Dévoilement collectif ? Le recteur de l'académie de Toulouse, M. Jean-Claude Mestre, préfère voir dans ce bouillonnement automnal le malaise, l'angoisse d'une génération « née dans la crise et élevée dans cette seule perspective ».

GÉRARD VALLÉS

A Brest, un défilé sans les étudiants

BREST

de notre correspondant

Douze mille lycéens ont manifesté, jeudi 8 novembre à Brest, soit plus des deux-tiers des effectifs des lycées (publics et privés) de la ville, qui comptent 17 000 scolaires. Le mouvement a pris de l'ampleur : mardi 6 novembre, ils étaient déjà 8 000 dans la rue, mais depuis la contestation a gagné les sept établissements catholiques de la ville.

En revanche, le mot d'ordre d'appel à la manifestation lancé par les syndicats étudiants n'a pas reçu d'écho sur le campus. Seulement une centaine d'étudiants se sont joints au cortège du jeudi 8 novembre. Les représentants des lycéens devaient être reçus vendredi par le maire, M. Pierre Maille (PS), à qui ils devaient remettre un cahier de doléances. Des délégués se rendront à la manifestation du 12 à Paris. Regroupant 200 lycéens, un autre défilé a eu lieu également jeudi à Quimper.

G. S.

Lors d'une réunion avec les directeurs des RG

M. Pierre Joxe souligne le « besoin de sérénité » des policiers

M. Pierre Joxe a réuni, jeudi 8 novembre, près de deux cents commissaires des renseignements généraux, place Beauvau, afin de faire une mise au point après la série de révélations faites par la presse sur certaines méthodes de ce service - écoutes téléphoniques administratives, détournement de courriers d'un parti politique et divers dérapages de plusieurs inspecteurs chargés de surveiller le pasteur Doucet avant sa disparition, le 19 juillet dernier.

Poursuivre la modernisation

Devant ses interlocuteurs, les directeurs départementaux et les représentants des services de la direction centrale et de ceux de la préfecture de police de Paris, le ministre de l'Intérieur a souligné qu'aujourd'hui « les policiers avaient besoin de sérénité » dans

leur travail après la mise en cause de leur service et l'annonce, par le ministre lui-même, de la création prochaine d'une commission de contrôle parlementaire sur les RG.

Le ministre a rappelé que, dès 1988, il avait engagé un audit sur le rôle et le fonctionnement des RG, audit qui a déjà permis d'entreprendre un certain nombre de réformes, notamment sur la redéfinition des missions des RG, par exemple à Paris, où ce service a obtenu ces derniers mois d'importants résultats dans la lutte contre le travail et l'immigration clandestins.

M. Pierre Joxe a déclaré qu'il poursuivrait cette réforme de modernisation dans le « respect du droit, de la loi, des règles déontologiques », tout en rappelant la « nécessité d'un contrôle hiérarchique » sur le corps des RG.

« Sérieux, discipliné, digne d'une totale confiance »

Les excellentes notes de l'inspecteur Dufourg

L'un des personnages-clés de l'affaire Doucet, l'inspecteur Jean-Marc Dufourg aurait-il trompé son monde, notamment sa hiérarchie ? Suspendu de ses fonctions depuis le 2 octobre et appelé à comparaître devant un conseil de discipline, le 19 novembre, pour avoir tenté de recourir avec violence un indicateur chargé d'infiltrer l'entourage du pasteur Doucet peu avant la disparition de celui-ci le 19 juillet dernier, l'inspecteur du groupe des enquêtes réservées des renseignements généraux s'est vu, tout au long de sa carrière, tresser des lauriers par ses chefs.

Ces derniers n'ont pas ménagé les éloges à l'égard de cet inspecteur-cow-boy, ce qui en dit long sur la valeur du contrôle hiérarchique dans la police. Ses notes administratives n'ont eu de cesse d'augmenter, passant de 11,50 sur 20 en 1979 à 18 en 1986.

Son passé à la direction centrale des RG a laissé d'excellents souvenirs, comme en témoigne cette appréciation rédigée en 1988 : « M. Dufourg est un collaborateur de grande valeur (...). Intelligent et habile, très motivé, il travaille efficacement et rend des rapports complets et soignés. Il est très disponible, possède une grande faculté d'adaptation et prend sa mission au sérieux. Il paraît digne d'une entière confiance. »

La confiance de ses supérieurs deviendra « totale » en 1989 après sa mutation à la préfecture de police de Paris : « Sérieux, discipliné, disponible et dynamique, il prend ses missions à cœur et donne entière satisfaction. Conscient de ses responsabilités, il se conforme strictement et avec le meilleur esprit aux impératifs du service. C'est un fonctionnaire de grande valeur. »

D. L. G.

MÉDECINE

Bien que jugé « satisfaisant » par l'entourage de M. Evin

Le rapport du Conseil économique et social formule des critiques sur la réforme hospitalière

Après avoir été examiné, mercredi 7 novembre, par la section des affaires sociales du Conseil économique et social, l'avant-projet d'avis sur la réforme hospitalière de M. Claude Evin, ministre de la santé, présenté par le professeur Adolphe Steg, devrait être soumis les 13 et 14 novembre à l'assemblée plénière du CES (Le Monde du 28 septembre). Parallèlement, le projet de réforme hospitalière était soumis pour avis au Conseil supérieur des hôpitaux et au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière.

« Un rapport satisfaisant. Globalement, le Conseil économique et social a fait parfaitement son travail d'analyse, de critique et de proposition. » Dans l'entourage de M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, on ne cachait pas, mercredi 7 novembre, une grande satisfaction après la lecture du rapport présenté par le professeur Steg devant le CES. On estimait que, sauf surprise de dernière minute, le gouvernement serait en mesure de présenter un texte définitif du projet de loi au Conseil d'État, puis au conseil des ministres, « dès le début décembre ». Si tout va bien, ajoutait-on, le texte de la réforme hospitalière sera donc déposé au Parlement avant la fin de la présente session, de manière à être discuté lors de la suivante, au printemps.

Tout en annonces, le rapport du professeur Steg est un bon complément au projet de loi élaboré par M. Claude Evin. La plupart des cri-

tiques qu'il formule - et elles sont nombreuses - sont souvent justifiées et, dans la plupart des cas, accompagnées de contre-propositions. Même s'il dit partager les objectifs de cette réforme - « assurer la réorganisation et la rationalisation de l'offre de soins ; améliorer les structures et les modalités de gestion et de fonctionnement des établissements hospitaliers, dont l'autonomie doit être accrue ; valoriser le rôle du personnel soignant », - le professeur Steg n'en regrette pas moins le caractère « souvent très ambigu » du texte.

Il se « félicite » que le texte étende les droits du malade à la communication des informations contenues dans le dossier médical. En revanche, à compte tenu de l'importance que prennent et que prendront dans l'avenir les alternatives à l'hospitalisation, ces dernières devraient figurer, ajoute le professeur Steg, parmi les missions de l'ensemble des établissements de soins. Le rapport du CES approuve les principes de la planification sanitaire mais reste très réservé sur les procédures. « La planification sanitaire telle qu'elle ressort du projet de loi apparaît surtout, écrit le professeur Steg, comme une programmation quantitative de l'offre de soins fondée sur la gestion de l'existant », tandis que « dans une perspective plus dynamique, il conviendrait de planifier - par pathologie - plutôt les services rendus à la population que les moyens de les réaliser ».

Le rapporteur approuve la création du comité technique d'établissement, du conseil de service et du collège des soins infirmiers. En revanche, il se montre plus critique sur les nouveaux statuts des départements hospitaliers et des unités fonctionnelles. Il craint en particulier que ne surgissent des conflits

de compétence et de responsabilité médicale. Au total, on se disait prêt dans l'entourage du ministre de la santé « à tenir le plus grand compte de ces avis » et même à intégrer certaines des propositions formulées par le professeur Steg dans le texte de loi.

FRANCK NOUCHI

CIRCULATION

Cent cinquante-six morts sur les routes de la Toussaint

Cent cinquante-six personnes ont été tuées sur les routes pendant le « pont » de la Toussaint, l'un des plus meurtriers de l'année, selon les chiffres du secrétariat d'État aux transports routiers et fluviaux. Du 31 octobre au 5 novembre, 3 712 personnes ont été blessées.

Selon le secrétariat d'État, le nombre des morts est en diminution, avec une moyenne de 26 tués par jour cette année contre 34 tués par jour en 1989 et 28 en 1988. L'an dernier, 203 personnes avaient été tuées et 4 801 autres blessées.

COMPAGNIE CHOPINOT

ANA

A LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE

DU 13 AU 24 NOVEMBRE 1990 A 21 HEURES

RESERVATIONS : 48 78 75 00

FONDATION COINTREAU

Fondation Cointreau National

Télérama

la Villette

la grande halle



SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Le cardinal Decourtray ayant renoncé à un nouveau mandat

Mgr Joseph Duval est élu à la tête de l'épiscopat français

Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen, a été élu, mercredi 7 novembre, président de la conférence des évêques de France. Le cardinal Decourtray, président depuis 1987, rééligible, avait annoncé qu'il refusait un second mandat de trois ans. Ouvrant l'assemblée plénière annuelle des évêques, à Lourdes, vendredi 9 novembre, l'archevêque de Lyon a expliqué qu'il devait faire face à un « accroissement continu de [ses] responsabilités, romaines et nationales » et souhaitait se consacrer plus pleinement à la vie de son diocèse. Mgr Emile Marcus, évêque de Nantes, a été élu vice-président de la conférence des évêques, poste qu'occupait Mgr Duval depuis 1987.

LOURDES

de notre envoyé spécial

« Est-ce être pacifiste que de vouloir faire tout ce qui est compatible avec le respect de la dignité humaine et de la justice pour éviter le drame d'une guerre? Est-ce être belliste que de vouloir, d'une manière effective et forte, le respect des exigences les plus élémentaires et les plus naturelles de la justice? ». Le cardinal Decourtray, pour avoir été trop répressif sur le sens des mots qu'il emploie, a voulu, vendredi matin à Lourdes, en ouvrant publiquement l'assemblée plénière des évêques, mettre clairement les points sur les i de sa dernière intervention publique concernant la crise du Golfe. En tant que président de la conférence des évêques de France (1). « Il y a certains mots dénués - comme honneur - qu'il faut regarder à deux fois avant d'employer », expliquait, la veille, en confidence, l'archevêque de Lyon: « Je ferai désormais attention: Chat échaudé craint l'eau froide. » Voilà pour la mise au point.

Surprenant ses pairs, et même ses proches, le cardinal Decourtray avait annoncé mardi, à l'ouverture des travaux à huis clos des évêques, qu'il refusait l'éventualité d'un second mandat. C'est la première fois qu'un président n'est pas réélu dans ses fonctions. Avant d'être président, le cardinal avait déjà été vice-président pendant six ans.

« Il n'y a pas lieu de chercher quelque explication subtile à ma décision », précise l'archevêque de Lyon.

La multiplicité de mes tâches entre Rome, où je participe à quatre diocèses, Lyon et la conférence épiscopale, était trop importante. Seul à avoir été tenu au courant, le cardinal Lustiger aurait tenté de persuader le chef de l'épiscopat de ne pas abandonner sa tâche. Certains, en revanche, rappelaient que son élection avait été plutôt difficile il y a trois ans, laissant entendre que, « contenté de là », l'archevêque de Lyon avait des raisons de ne pas se représenter.

De son côté, Mgr Joseph Duval,

(Né le 11 octobre 1928 à Chenev (Haute-Savoie), Mgr Joseph Duval a suivi ses études à la faculté de droit de Paris, au grand séminaire d'Annecy et à l'université grégorienne à Rome. Licencié en droit et en droit canonique, il a été ordonné prêtre en 1952. Après avoir été professeur de droit canonique et de théologie morale, puis supérieur du grand séminaire d'Annecy, il est nommé, en juillet 1974, évêque auxiliaire du cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes. Il devient archevêque coadjuteur de l'archevêque de Rouen en 1978, archevêque en 1981.

archevêque de Rouen, vice-président de la conférence épiscopale depuis 1987, a été élu, au troisième tour de scrutin, à la majorité des deux tiers, tandis que Mgr Emile Marcus, évêque de Nantes, délégué au dernier synode sur la formation des prêtres, a été élu vice-président après quatre tours de scrutin.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) « Entre la guerre et le désespoir, nous nous enfonçons dans la guerre », avait déclaré Mgr Decourtray, (Le Monde du 3 novembre).

et vice-président de la conférence des évêques de France en 1987. (Né le 29 juin 1930 à Neuilly-Palaisseau (Seine-et-Marne), Mgr Emile Marcus a été ordonné prêtre en 1957. Docteur en théologie, il devient membre, en 1958, de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice et entame une longue carrière d'enseignant: il est professeur au séminaire de la Madeleine, directeur du séminaire de la Mission de France, du séminaire Saint-Sulpice, du séminaire de l'Institut catholique de Paris. Il est nommé évêque auxiliaire de Paris en 1977 et évêque de Nantes en 1982.)

Un juriste discret

C'est un homme réputé discret que viennent d'élire à leur tête les évêques de France. Le plus silencieux d'entre eux, dit-on, l'archevêque de Rouen depuis 1981, vice-président de la conférence épiscopale depuis trois ans, Mgr Joseph Duval était resté dans l'ombre du cardinal Decourtray. Tout au plus, pour commenter l'affaire « sentimentale » du Bec-Hellouin qui, dans son diocèse, avait conduit à l'éloignement d'un Père-abbé de monastère et de la supérieure du couvent voisin.

Mais le silence de ce Haut-Savoyard de soixante-deux ans, grand, mince, cheveux blancs et yeux bleus, n'est probablement que le reflet d'une grande rigueur, celle du juriste qu'il est de formation et de pratique. Mgr Duval est membre du comité canonique de l'Eglise de France. Aussi, lorsqu'il parle, est-il direct et précis. Ses pairs ont pu juger de la fermeté avec laquelle il dirige les débats et se fait respecter, tout en faisant

preuve de diplomatie. Ce sens de l'organisation, de la droiture, allié à une certaine prudence - que d'autres lui reprochent - le neuve du célèbre cardinal d'Alger (du même nom), il a déjà exercé alors qu'il avait en main des sujets délicats: prêtres mariés, catéchisme, ou des dossiers plutôt techniques comme la restructuration des paroisses, qui sera débattue en assemblée plénière ces jours-ci et sur laquelle il a travaillé en tant que président du groupe épiscopal pour les communautés chrétiennes.

Malgré son économie de propos, il a le sens des contacts. On reconnaît à ce fils de cultivateurs un respect des personnes et, ancien responsable du secrétariat pour l'unité des chrétiens, une réelle ouverture d'esprit. Entre l'ombre épiscopale et les feux de rampe médiatiques, entre le souci personnel de discrétion et la voix nécessaire à l'Eglise de France, Mgr Duval reste, pour le public, un chef à découvrir.

J.-M. DY.

L'impossible cumul

par Henri Tincq

La décision du cardinal Decourtray n'a surpris que ceux qui ignorent la faiblesse des ressources de l'Eglise de France et le surcroît de travail que le cumul des deux mandats d'archevêque et de président de la conférence des évêques, de présidence des conférences épiscopales, acquiescent, les cardinaux Marty (Paris) et Etchegaray (Marseille) l'avaient fait, mais dans un tout autre contexte, notamment médiatique. Toutes proportions gardées, on connaît les difficultés qu'éprouve le maire d'une très grande ville à exercer en même temps la fonction de premier ministre.

Si les qualités personnelles de Mgr Decourtray ne sont pas mises en doute, la multitude de sollicitations - celles des médias parmi d'autres - l'a conduit, dans la période récente, à multiplier les improvisations et les faux pas. Ceux-ci ont pu agacer une partie du corps épiscopal. A Lyon même, ville réputée peu bavarde, sa popularité a subi une certaine érosion, liée à la dispersion de son activité et à ses éclats médiatiques.

En trois ans à la tête de la hiérarchie épiscopale, le cardinal Decourtray a fait sensation par ses déclarations, aussi fortes que déformées, sur le film de Scorsese, la pilule abortive, le sida, la « conjugalité » de l'Eglise de France hier avec le marxisme, récemment encore sur la justification morale d'une guerre dans le Golfe.

Mais, au-delà des soubresauts et des caricatures (comme celle de

« Père fouettard » en 1988 à l'heure de vérité), on n'oubliera pas ses engagements répétés contre toute forme d'exclusion et de racisme, ses appels à la responsabilité des laïcs, y compris des femmes, dans l'Eglise, sa main toujours tendue, au grand, dans des situations et de « extrême droite, aux autres confessions; juive et musulmane.

Il a calmé les passions au moment du procès Barbie, ouvert ses archives pour faire la lumière sur l'affaire Touvier, clamé son « désarroi » quand M. Walckheim fut reçu par le pape, joué un rôle-clé dans le dénouement de l'affaire du cardinal d'Auschwitz. Mgr Decourtray s'est rendu au Liban, a visité les prisons libanaises et les Mirguez, soutenu une grève de la faim de jeunes beurs et polonais, avec M. Pasqua sur le sort des immigrés.

Dans une Eglise inquiète, bruyante de contestations, où il s'est employé sans succès à raisonner le turbulent Mgr Gollot, le départ du cardinal Decourtray révèle au grand jour la crise de fonctionnement de la conférence épiscopale. Ce n'est plus elle qui, collégialement, vote le cap. Elle ne publie plus les textes qui hier faisaient référence, sur les rapports entre la foi et la politique, sur les nouveaux modes de vie, la guerre et la paix, etc. Les commissions, s'estiment désemparées. Les projets de réforme de structures, lourdes et inadéquates, sont rapidement abandonnés et les assemblées annulées à

Lourdes sont jugées ennuyeuses par les évêques eux-mêmes.

Aujourd'hui, l'absence d'un cardinal archevêque d'un grand siège à la tête de la conférence épiscopale française peut être une source de nouveaux dysfonctionnements. Elle semble pour le moment confirmer le choix d'un profil bas.

DÉFENSE

Avant 1994

L'armée de terre devra dissoudre trente-cinq régiments

D'ici à 1994, l'armée de terre française devra dissoudre trente-cinq régiments dans le cadre de la réduction de son « format » décidée par le gouvernement. Si l'on en croit les rapports de deux députés, MM. François Fillon (RPR, Sarthe) et François Hollande (PS, Corrèze), respectivement membres de la commission de la défense et de la commission des finances au Palais-Bourbon. Ces indications sont confirmées de source militaire, qui précise que ces dissolutions d'unités auront lieu en juillet de chaque année pour respecter le plan de mutations des personnels (et de leurs familles) concernés.

La réduction du corps de manœuvre commencera dès juillet

1991, avec la dissolution de la 3^e division blindée stationnée dans la région de Fribourg, en Allemagne. L'année suivante, c'est la 5^e division blindée, en garnison dans la région de Landau, en Allemagne, qui devra être dissoute. La 1^{re} division blindée, dans la région de Trèves, pourra être soit réinstallée dans l'est de la France, soit laissée sur place, totalement ou partiellement, outre-Rhin si le gouvernement allemand souhaite son maintien.

Après la dissolution de ces deux divisions blindées, l'armée de terre n'alignera plus que quatre divisions blindées (équipées du char de combat AMX-Leclerc) sur les six dont elle dispose actuellement, comme l'avait annoncé le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement. Jusqu'à l'été 1991, il avait estimé à 35 000 la baisse des effectifs militaires avant 1995 (Le Monde des 10 et 13 juillet). Ce changement de

« format », qui est lié à l'application du plan de réorganisation « Armées 2 000 » et au retrait des forces d'Allemagne, devra faire chuter, en quatre ans, l'armée de terre de 285 000 à 250 000 hommes.

Depuis 1976, l'armée de terre française avait été soumise à une déflation moyenne de 3 000 postes par an, à l'exception de 1981 et de 1987. La déflation annuelle à venir sera double.

Concrètement, MM. Fillon et Hollande considèrent que la réorganisation voulue par le gouvernement implique la dissolution, au total, de trente-cinq régiments en quatre ans, soit un régiment sur cinq puisque l'armée de terre compte aujourd'hui cent quatre-vingt-cinq régiments. C'est au rythme d'une dizaine de régiments dissous par an que cette réforme du corps de manœuvre français sera menée à bien avant 1994.

JUSTICE

La mort d'un jeune tétraplégique

Interdit de parole

Le « bip » de l'appareil d'assistance respiratoire de Patrick Crombet, tétraplégique, ne troublera pas une seconde fois la huitième chambre correctionnelle du tribunal de Lille. Plus aucune infirmière ne poussera son lit roulant à travers la salle d'audience. Son avocat l'a annoncé mercredi 7 novembre, « le spectacle n'aura pas lieu, le rideau est tombé ».

Le 30 octobre, Patrick Crombet,

vingt et un ans, avait tenu à assister aux débats. Partie civile au procès intenté au sous-brigadier Alain Joyez pour « blessures involontaires », il voulait pouvoir donner sa version des faits, raconter dans quelles conditions la balle tirée par ce policier s'était logée dans sa moelle épinière. Cela se passa le 1^{er} juillet 1988, vers 3 heures 30 du matin, sur le parking de la cité scientifique de Villeneuve d'Ascq.

Les riverains avaient averti la police que trois jeunes gens s'apprêtaient à voler une voiture. Patrick Crombet était assis au volant de la Golf, tandis qu'un de ses amis démontait l'anti-vol, il faisait nuit. Lorsque le policier avait sorti son arme, l'un d'eux avait réussi à s'enfuir, et les deux autres avaient résisté. Le sous-brigadier

affirmait que le coup était parti accidentellement, pendant le corps à corps, mais Patrick était formel: il prenait déjà la fuite lorsqu'il avait été touché.

Le refus du parquet

Ce récit, Patrick Crombet avait décidé à le faire. « Depuis deux ans, il vivait pour ça », affirmait son avocat, Me Eric Dupond-Moretti. Sa mère avait d'ailleurs demandé l'aide du tribunal mais s'était heurté au refus du parquet. « Procéduralement, la présence de M. Crombet n'est pas requise, avait répondu le procureur-adjoint, M. Serge Dintroz. Mais il peut, s'il le souhaite effectivement, assister à l'audience. Toutefois sa démarche sera une démarche volontaire. Il devra donc en supporter les éventuelles conséquences. »

La famille s'était donc débrouillée seule. Amenée à l'audience sur son lit à roulettes, relié aux appareils d'assistance et de contrôle, le jeune homme avait écouté en silence. De temps en temps, l'infirmière avait intervenu, routine des soins... Puis le moment venu,

Patrick a souhaité prendre la parole. Comme n'importe quelle partie civile dans n'importe quel procès, « Ce spectacle n'a pas lieu d'être en audience publique », a simplement répondu le président M. Dominique Coururier. La mère de Patrick a protesté, Me Dupond-Moretti également. Mais sans résultat. Le lit est resté dans son coin. Patrick s'est mis à pleurer.

Sauve M^{me} Crombet pour raconter les derniers jours de son fils. De retour chez lui, il a demandé à ce qu'elle débranche tous les appareils. Mais elle a refusé. Alors Patrick a cessé de s'alimenter, sachant que dans son état, il ne pourrait pas bien longtemps.

Patrick Crombet est mort mercredi 7 novembre, à 10 heures 30. La Parquet a demandé l'ouverture d'une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort ». La famille, elle, envisage de porter plainte contre le président Coururier pour « discrimination tenant à handicap ». Quant au sous-brigadier Joyez, le jugement le concernant devra être rendu le 30 novembre. Vingt jours après l'enterrement de Patrick.

NATHANIEL HERZBERG

L'affaire des fausses factures de Nancy

La cour d'appel de Colmar annule la procédure visant le maire de Toul et deux autres inculpés

NANCY

de notre correspondant

MM. Jacques Gosset, maire RPR de Toul (Meurthe-et-Moselle), Gérard Bouthier, ancien secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie, et Gérard Malgras, patron d'une société de peinture dans la banlieue nancéienne, ne sont plus inculpés dans le dossier des fausses factures de Nancy.

En décidant, jeudi 8 novembre, d'expurger du dossier un certain nombre de pièces estimant que la procédure était entachée de nullités, la cour d'appel de Colmar a fait disparaître du dossier des fausses factures de Nancy les charges pesant contre trois des vingt-sept personnes inculpées dans cette affaire. M. Jacques Gosset, maire RPR de Toul qui avait été lui-même inculpé, le 15 décembre 1989, de corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère public, de recel et complicité d'abus de biens sociaux et placé sous mandat de dépôt par M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy (Le Monde des 17 et 18 décembre 1989) se trouve, de ce fait, hors de cause.

« Je n'ai jamais été inculpé, je n'ai jamais été incarcéré, je n'ai jamais passé d'années », a ainsi pu déclarer, jeudi, l'élu toulinois qui, à repris possession de son poste de maire, est retourné dans la foule, à l'occasion d'un conseil général, même si cela provoque quelques grognements de dents. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar présidée par M. Adolphe Wagner n'a pas suivi les réquisitions de l'avocat général, M^{me} Monique Albertini, qui estimait

valable la procédure suivie par le juge d'instruction nancéien, à l'encontre de M. Gosset. La cour a décidé d'annuler la procédure à compter du 9 mars 1988, date à laquelle apparaissait dans un procès-verbal d'interrogatoire le nom de l'officier de police judiciaire.

La cour d'appel de Colmar qui s'est alignée sur la position de la Cour de cassation a considéré que les actes concernant M. Jacques Gosset avaient été effectués par un juge incompétent. Cette annulation va jusqu'au 13 décembre 1989. Elle vaut également pour deux autres personnes qui avaient formé des poursuites en cassation, MM. Bouthier et Malgras. Cette décision qui, selon certains avocats, démolit de la volonté de la juridiction alsacienne de reprendre l'instruction à partir du début de l'annulation, risque toutefois de poser certains problèmes pratiques. Les actes concernant tous les autres inculpés sont en effet considérés, à ce jour, comme valides. Mais, en aucun cas, ils ne pourraient être opposés aux trois anciens inculpés qui sont censés n'avoir jamais figuré dans le dossier.

L'entrepreneur toulinois, André Gusat, considéré comme le maillon essentiel de ce dossier, qui porte sur 20 millions de francs de fausses factures, n'a pas caché son intention de renouveler ses déclarations si la justice était amenée à nouveau à l'entendre. « Je répéterai tout point par point, a-t-il confié, si un juge me convoque, personne ne peut m'empêcher de dire la vérité et je n'ai rien à cacher », a-t-il déclaré.

MONIQUE RAOX

A la cour d'appel de Grenoble

La condamnation de deux policiers violents

GRENOBLE

correspondance

La cour d'appel de Grenoble a rendu jeudi 8 novembre un arrêt confirmant la culpabilité de deux policiers poursuivis pour coups et blessures volontaires sur un étudiant. Elle les a condamnés à des peines de prison de trois mois avec sursis et un mois avec sursis sans inscription sur le casier judiciaire. En première instance, le tribunal correctionnel de Valence avait condamné le brigadier de police Noël Marracini, quarante-quatre ans, à six mois de prison avec sursis et Jean-Christophe Rosa, vingt-deux ans, policier auxiliaire, à quatre mois de prison avec sursis.

Il était reproché aux deux policiers d'avoir, à Valence, le 28 février 1989, à l'occasion d'un contrôle d'identité, forcé un étudiant valentinois de vingt et un ans, Philippe Danze, à monter dans le coffre du véhicule de police, pour le conduire au poste. Contrôlé à 4 heures du matin, dans la rue, le jeune homme n'avait pas ses papiers d'identité et n'avait pu présenter que son carnet de chèques. Le camarade qui l'accompagnait n'avait pas eu de problèmes, car il était, lui, muni de ses papiers.

Lors de l'audience, Philippe Danze avait indiqué qu'il avait, en plus des premières brutalités, été victime de coups à son arrivée devant le commissariat après que les policiers l'eurent extrait du coffre en le tirant par ses vêtements. Ayant subi un test positif d'alcoolémie, le jeune étudiant avait été placé en garde à vue jusqu'à 10 heures du matin puis, dès sa mise en liberté, s'était rendu à l'hôpital. Les médecins diagnostiquèrent une rupture des ligaments du genou pour laquelle il dut subir une intervention chirurgicale. Ils constatèrent également une fissure du tympan et des hématomes au visage. L'enquête de l'inspection générale de la police nationale avait confirmé les violences.

MICHEL DREVET

□ Nouveau rejet de la demande de mise en liberté de M. Jean Chouraqui. M. Jean Chouraqui, le propriétaire de trois cliniques complétoires inculpé le 27 janvier de complicité dans l'assassinat, le 11 mai 1988, de Léonore Mour, gérant de la Polytechnique-Nord, et écroué depuis cette date, restera en prison: la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a rejeté, jeudi 8 novembre, une nouvelle demande de mise en liberté. La chambre d'accusation avait examiné à huis clos, mardi 6 novembre, pendant deux heures, l'ordonnance de M^{me} Chantal Gaudin, juge d'instruction, se prononçant pour le maintien en détention du prévenu, qui, depuis son incarcération, ne cesse de clamer son innocence. Les magistrats se sont accordés quarante-huit heures de délai avant de rendre leur arrêt, dont les attendus n'ont pas été rendus publics.

CULTURE

EXPOSITIONS

Le théâtre des grands sentiments

Simon Vouet (1590-1649) ressuscité au Grand Palais. Sa peinture était brillante et chamarrée. Profonde, c'est moins sûr

Simon Vouet, fondateur de l'Ecole française dans la première moitié du dix-septième siècle : tous les dictionnaires, tous les abrégés d'histoire de l'art l'affirment. Qu'il ait droit, pour le quatrième centenaire de sa naissance, à un hommage parisien, n'est donc que justice et réparation d'une longue ingratitude. De sa mort jusqu'à ce siècle, la postérité ne l'a guère favorisé, lui préférant Poussin, Champaigne ou Le Sueur, son élève devenu plus fameux que lui. Elle ne retenait de lui que ses charges de professeur, ce que Charles Perrault avait tout uniment : « Quelque habile qu'il ait été dans son art, on peut dire cependant que son plus grand mérite consiste dans le grand nombre d'excellents élèves qu'il a faits. » Fais, peu à peu, son nom a regagné sa réputation, à mesure que son œuvre — ce qui en demeure du moins — était reconstituée par des historiens minutieux. L'hommage d'aujourd'hui marque l'apothéose de leurs travaux d'archivistes et attributionnistes infatigables.

On peut donc enfin voir Vouet, mieux que jamais, mieux même que de son temps, puisque ses œuvres se dispersaient alors en Italie, où il vécut près de quinze ans, et en France, où il revint régner en novembre 1627. On pourrait assurément le voir dans un décor moins hostile. Les décorateurs d'exposition tentaient, l'an dernier, pour les mastabas en plâtre. Cette année, ils tiennent pour la simplicité néo-écologique et post-minimaliste, ce qui veut à Vouet d'être hospitalisé dans des galeries tendues de la plus terne, de la plus médiocre toile de jute brunâtre. On peut le voir cependant, suivant l'ordre chronologique, qui est aussi un ordre géographique : au rez-de-chaussée les années italiennes, de

1612 à 1627, l'épisode caravagesque et les débuts de la manière noble sous l'influence de tous ceux. Corrége, Parmesan, Carrache, dont il étudie les œuvres de Gènes à Venise et de Milan à Rome, visitant palais et collections avec un zèle admirable. Au premier étage : les années parisiennes, de 1628 à sa mort, les commandes religieuses et privées, les allégories, le grand style autrement dit, où références et souvenirs servent à l'élaboration d'une rhétorique du spectacle que son auteur veut éloquent et rare.

Pastiche et sincérité

Vouet ne goûte rien tant que l'effet. Il ignore ou méprise la simplicité. Peintre héritier de la Renaissance et du maniérisme, admirablement cultivé, il emploie toutes les ressources de ses inspirateurs en praticien supérieurement doué. Aussi renouvelle-t-il moins les procédés de la peinture qu'il n'exaspère ceux qu'il apprend dans les galeries qu'il visite. Sa *Déscente de croix* de 1620, est ultra-caravagesque, les expressions des figures si outrées que l'on croirait des masques de comédie adroitement fardés, les gestes d'une théâtralité qui finit en exhibition. Caravage est mort dix ans auparavant et Vouet le pastiche, comme vingt autres de ses contemporains : mais son pastiche sent l'effort et la comédie à froid, l'insincérité pour tout dire.

Un quart de siècle plus tard, la technique a varié, pas le fond d'artifice. Au clair-obscur dramatique, Vouet préfère une lumière nacrée qui met en valeur les tons. Des gris, des bruns, il ne veut pas, mais du bleu, du vert, du rouge, du bleu lapis, du vieux rose et du carmin. Il joue des nuances de l'azur et de



David avec la tête de Goliath

l'orpiment, de la pourpre et du cinabre. Les drapés, les plissés, les ondulations d'étoffes et de nuages, les boucles des chevelures et celle du serpent nacré qui s'enroule au bras de la déesse Prudence sont d'une virtuosité auprès de laquelle Poussin paraît emprunté, Cham-

paigne besogneux. Les figures de la rhétorique picturale, les procédés de la composition en déséquilibre, de la contre-plongée et du tourbillon, les calculs adroits qui font fuir les colonnades en perspective et ceux qui répartissent les anges des décors plafonnants, Vouet les

connaît par cœur. A les regarder de près, ses tableaux, quand ils n'ont pas été nettoyés avec une ardeur trop indiscrette, démontrent la sûreté de sa main et de son œil. Qu'il ait été grand professeur ne surprend pas : nul ne possède mieux que lui l'histoire et les secrets de la technique.

Décorateur et chorégraphe

Son œuvre des années 30 et 40 abonde en peintures heureuses. La *Madeline repentante*, *L'apothéose de saint Eustache*, *Le Christ en croix* de la chapelle Segner, l'extravagant *Saturne vaincu*, par l'*Amour*, *Vénus et l'Espérance* sont ce qu'il est convenu de nommer des chefs-d'œuvre. Grâce à l'élegance du dessin courbe, aux dissonances délibérées des couleurs, à la suavité des corps et des visages, ils ne manquent pas de séduction. Mais ils manquent de substance, sinon de profondeur. Quand l'une des saintes femmes, agenouillée au pied de la croix, se cambre, un châte nardise jeté sur une robe perle rehaussée d'une ceinture orange plissée, les doigts délicieusement effilés, la chevelure voluptueusement dénouée, est-ce d'effroi ou de plaisir d'être si tendrement représentée ? Sur le corps du crucifié, on chercherait en vain un signe de douleur. La Vierge est évanouie, certes, mais elle est si coquettement drapée de rose et blanc, elle a la joue si pleine, la lèvre si mignonne que son évanouissement n'émeut ni n'attriste. Pure représentation, pense-t-on, grand spectacle sur fond de crépuscule plombé largement déployé afin de faire ressortir robes et muscles. De cette toile aux crucifixions de Champaigne, s'étend la distance qui éloigne le maniériste du peintre

réellement profond et expressif.

Vouet peint mais ne sent guère. Il met en scène des acteurs dans la pose qu'il faut pour étonner. Il dispose des épisodes tirés des Ecritures et de la mythologie en décorateur et chorégraphe. Sa peinture est un opéra, bouffé plus souvent que série. Quand il figure, avec tapis et ange languoureux, éploré, la mort de Didon, on ne s'étonnerait pas de voir l'héroïne à l'agonie se redresser et chanter les airs de Purcell, écrits quarante ans plus tard. La même esthétique de l'ornement, vocal ou pictural, les anime. Esthétique baroque ? Le mot a trop servi pour qu'on le reprenne sans scrupule. Esthétique de l'effet, en tout cas. De quel Italien Vouet est-il le plus proche ? De Corrége, dont il a le penchant à la mièvrerie ? Ou d'un Beccafumi, d'un Pontormo, ces maniéristes qui, avant lui, ont expérimenté l'acidité des verts criards et des jaunes aigres ? Comme eux, il sacrifie au bizarre et au facile. Aussi surprend-il souvent, plutôt parfois et ne convainc jamais. Charles Blase, qui écrit au siècle passé *L'histoire des peintures de toutes les écoles* a donné de Vouet le meilleur portrait, et le plus bref sinon le plus aimable : « Ce fut un grand talent, mais tout, à la surface. »

PHILIPPE DAGEN

► Galeries nationales du Grand Palais, place Clemenceau, tel. : 42-89-23-13 ; jusqu'au 11 février. L'exposition s'accompagne d'un catalogue scientifique de Jacques Thuillier, où toutes les œuvres présentées sont reproduites en couleur (550 pages, 380 francs).

THÉÂTRE

Anouk Grinberg, ou le pied de la Chinoise

Elle est sur les écrans, elle arrive sur scène et, là où elle passe, elle ne se laisse pas oublier

Un regard intense, bizarrement mir dans un visage encore enfantine : Anouk Grinberg, vingt-sept ans. Elle vient d'achever le film de Bertrand Blier *Merci la vie*. On peut la voir dans celui de Jean-Pierre Galle, *Les Matins chagrins*. On va la voir dans celui de Claudine Bories *La fille du magicien*, et auparavant, au théâtre, à la maison de la culture de Bobigny dans la *Maman* et la putain de Jean Eustache — adaptation et mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Depuis qu'elle est enfant, elle est comédienne au théâtre (avec Jacques Lassalle, Bernard Sobel, Alain Françon...), au cinéma (avec Michèle Rosier, Claude Goretta, Alain Tanner, Olivier Assayas...). Mais sa présence est si forte qu'on ne lui a jamais donné les rôles généralement attribués aux enfants. Sa personnalité la place à côté des filles de sa génération. Elle n'a jamais suivi de cours, son père est « cadre supérieur », il a même dirigé la filiale française de la multinationale Gillette. Mais il est en même temps et surtout un auteur important du théâtre français : Michel Vinaver.

« Mon père, raconte Anouk Grinberg, menait en quelque sorte une double vie, je ne faisais pas attention à ses activités théâtrales. Je connaissais Planchon, Vitez, ils venaient parfois à la maison, mais ne me fascinaient pas. Et puis, à onze ans, dans un grand état d'inconscience, j'ai fait mes débuts au cinéma. Je me sentais écorchée :

c'était plus nerveux que pensé, une sorte de dépôt à l'égard des mentes. Je ne savais pas encore que le vrai se trouve à partir du faux. Je parlais très peu, j'étais quasiment muette, je rêvais de m'exiler, de devenir noane, d'observer le silence pour ne pas risquer de mentir. Faire l'actrice ne correspondait donc à aucune envie, je me laissais porter. Je travaillais en moi une bizarre histoire, apparemment attractive, comme tout ce qui est décalé, tant que ça ne prend pas une forme pathologique.

« Un peu plus tard, j'ai fait mes débuts sur scène avec Jacques Lassalle dans *Remagen*. Je travaillais toujours avec des gens arrivés à un stade où ils ont envie de tordre le théâtre, où ils adoptent un comportement retors avec les traditions. Comme moi, je n'ai pas fait d'école, j'arrive toute brute, sans stratégie, et ça les intéresse. J'ai commencé à tordre comme le pied des Chinoises, il a fallu du temps pour me délier. Le temps d'apprendre l'humour, le rire.

« Ne pas avoir confiance est, au théâtre comme en amour, une chance. Si on déteste la « couplé-machie », on peut trouver le vrai terrain où s'invente l'amour. De même, si on se débrouille avec son dégoût du mensonge, on peut établir des rapports incandescents avec ce qui nous attend. Le théâtre, oui, mais c'est le haut de l'iceberg. Avant, il y a la vie. La survie... Certains naissent avec le sens du plaisir, du bonheur, avec

de la curiosité, de l'appétit, avec cette mentalité de vainqueur que tente de nous inculquer l'Eglise, ou n'importe quelle idéologie. Le manque d'appétit est également capable de vous rendre très fort : on n'a rien à perdre. Si le désespoir ne vous réclame pas, il vous offre la liberté.

« C'est pourquoi je m'entête à tant aimer le théâtre, comme une pauvre fille qui secourrait sauvagement un arbre pour en recueillir quelques rares fruits... Le cinéma est différent. Il se suffit à lui-même. Au théâtre, on ne cultive pas les stéréotypes du naturel spontané. On peut aller, comme disait Kleist au bout de la connaissance pour trouver l'innocence. Pourtant, l'âge d'or est fini. On rame. On se parle entre soi, car le monde autour est si mou, si opaque qu'il ne peut rien recevoir.

« Sur scène, on n'a pas son âge, à peine son sexe, on se fait matricule. Plus on exerce ce métier, plus on ressemble à tout le monde. Être soi ne veut pas dire grand-chose. C'est juste une façon de cadrer son existence, alors qu'on peut élargir le cadre à l'infini. Mais rester acteur hors du plateau, je n'aime pas. Je n'aime pas le narcissisme, ni cette manière de gérer son histoire au lieu de se mettre au service d'une histoire très grande. Parfois j'ai le sentiment de me brûler. Mais, quoi, je ne vais pas me mettre à un petit régime pour durer.

» Je ne sais plus dans quel bou-

quin, j'ai lu que le cerveau est une boule ratinée, avec des quantités de rigoles, et que s'il était déplié, il prendrait la taille d'un oreiller. Vous imaginez toute la déperdition nichée dans les plisures ? Je voudrais le dérouler, plonger mes mains dans les plis, retrouver ce qui est perdu, caché et qui serait possible. Je sais bien que ça fait peur. Je fais peur, mais de moins en moins, parce qu'en vieillissant, et c'est quand même ça qui m'arrive, je m'arrondis à la façon du vin. Je me civilise, j'ai l'impression d'être moins tendue, et du coup, au lieu d'aborder les situations dans l'agressivité, je les épouse. Avant, je voulais tellement que ça chante, que je provoquais un boucan infernal. Aujourd'hui, je veux seulement écouter. Soyons humble. Les choses ne se feront pas parce qu'on les fait : elles sont là. Le marin ne fait pas le vent, il le prend. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

► Bobigny (93), maison de la culture. La *Maman* et la *Putain*, jusqu'au 23 décembre, du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-45.

TGP

JUSQU'AU 17 NOVEMBRE

Tragédie Méditerranéenne

Ghedalia Tazartès

Le miracle des roses

de Jules Laforgue

Tazartès est un qui écoute sa différence.

ELLE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

DIRECTEUR GÉNÉRAL ALAIN DUREL

ALBERT SARFATI présente

L'OPERA NATIONAL DE LENINGRAD

(THEATRE MOUSSORGSKI)

DU 3 AU 15 JANVIER 1991

BORIS GODUNOV / LE COQ D'OR / LA ROYANCHITOUNA

LOCATION OUVERTE

Indirizzo - Agences - FNAC au 101 boulevard (3 semaines avant le spectacle)

47 20 36 37 / 40 70 00 94

RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que nous écrivions dans le *Monde* du 8 novembre, le numéro de téléphone d'Ille Danes n'est pas le 45-65-06-58, mais le 42-65-06-58.

ORCHESTRE COLONNE

Lundi 12 novembre 1990 à 20h30

SALLE PLEYEL

Bertrand de BILLY

TCHAIKOVSKY

Symphonie n° 4

Concerto pour piano n° 1 (version originale)

LAZAR BERMAN

Rens. : 42 33 72 89

Dans la chaleur des glaçons

Marcel Maréchal crée « L'Enfer et Compagnie » avec Françoise Fabian et Michel Duchaussoy, renversants

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Il était une fois une Madame Foy et un certain Barnabé. Ils habitaient un bar chic tenu par un barman non moins chic : Martial, fier dans l'art des glaçons et dans celui de devancer le désir du client. Il y a aussi, passager fugitif, une même un peu punky, prénommée à l'occasion Philomène Râteau. Ce drôle de conte est signé Jean-François Josselin, critique au *Nouvel Observateur* et romancier. C'est d'ailleurs de l'un de ses romans, *L'Enfer et Cie*, couronné par le prix Médicis, qu'est tirée cette première pièce au titre faussement sartrien. Car l'enfer, ici, ce n'est ni les autres ni les familles Ballantines, Chivas ou Johnny Walker, très courtisées pourtant sur scène. Mais soi-même. Peut-être.

Si le spectateur, lui, reste à jeun, les effets du spectacle de Marcel Maréchal sont assez similaires à ceux de l'alcool : on en sort ravi et troublé, tout y tangue très fort, y compris le rideau de scène, un velours piqué d'étoiles façon night club, qui se referme d'une nuit l'autre. Ce que font Madame Foy et Barnabé entre temps ? Peu importe. Ils parlent pourtant de leur vie, ils ne font même que cela, elle de sa carrière déchu d'hôtesse de l'air, de son mari pilote d'avion, de ses nombreuses filles, et lui parle de sa femme, Cécile, qui se meurt tandis qu'il s'imbibe : un joli système de vases communicants très affectifs. Il y a, dans la pièce de Josselin, mille choses graves, formulées de manière pudique, sur le ton anodin des conversations mondaines. Ainsi cette réflexion de Madame Foy, rêveuse : « Vous savez, il y a des phrases qui sont dans ma tête. Mais elles vont si vite que je n'arrive pas à les arrêter. Elles parlent de tout, de ma vie, de mes angoisses, de mes espoirs. Mais aussi du temps qui passe. Des objets. Un œuf à la coque... un peigne qui trône. »

Cette phrase, Françoise Fabian la prononce avec une dignité à toute épreuve, dont, sans cesse, on pressent les fissures. Elle est belle, magnifique, dosant à l'infini les effets de l'alcool — tanguer un peu,

beaucoup, sombrer soudain dans une sorte de violence dure, de désespoir sans fond — avec une maîtrise absolue. Chacun de ses gestes est net, sa manière de croquer les jambes, d'allumer une cigarette, de tendre, son verre. Michel Duchaussoy est à l'opposé, un Barnabé non moins précis, mais tout en petites finesses matoises, en gestes esquissés, un peu ronds. Ils affabulent — peut-être — leur vie. En tout cas, ils descendent le grand escalier tapissé de photographies de stars comme s'ils étaient au Festival de Cannes.

Les identités se fondent

Leur antre, ce bar profond conçu par Alain Batifoulier, ressemble d'ailleurs à s'y méprendre à ces espaces clos, sans ciel, où répètent des nuits entières des comédiens : ici, il y a bien un peu du bleu du ciel, mais pris dans une porte à tourniquet, d'où surgit parfois le même, comme une bouffée de quotidien, frais, un peu vulgaire. Parfois Martial, quand il cesse de parler de ses tantes brotonnes, fait tourner un vieux disque qui réveille, de très loin, la voix de la Callas dans *Norma*. (Annie Le Yondec, la fille/Philomène et Richard Guedj, Martial, sont impeccables.)

Parfois encore les lumières changent, on ne sait plus qui joue à quoi. Et pour finir les identités se fondent, comme les glaçons dans un verre de whisky. Car c'est un conte à l'amour à la mort une histoire délicate, trouble, bâtie sur des secrets aux fondations si profondes et si obscures qu'une mer de whisky n'arriverait pas à les réchauffer. Sur cette pièce toute en demi-teinte, en dialogues et réparties trop anodines pour être honnêtes (« Il fait très beau pour la saison » ou « Je peux avoir quelques glaçons ? »), Marcel Maréchal a fait patte de velours. L'Enfer ? Allons donc. Une soirée dans des limbes vertigineuses.

ODILE QUIROT

► Dernière représentation samedi 10 novembre au Théâtre de la Criée à Marseille (91-54-74-54) et du 13 novembre au 20 décembre au Théâtre de la Criée à Paris (43-63-20-90).

43 25 70 32

10 D

COCCO

AROTTI MURAT

COCCO

COCCO

CULTURE

ARCHITECTURE

L'homme du vingtième siècle

Le CCI de Beaubourg présente un vaste hommage à l'ingénieur Jean Prouvé

Jean Prouvé (1901-1984) est l'homme d'un vingtième siècle dont il aura connu les plus spectaculaires avatars techniques. Né à Nancy, il commence comme ferronnier à Enghien après la première guerre, devient après la seconde une sorte d'artiste-industriel à Mies van der Rohe, s'en retire en véritable artiste quand l'industrie s'en mêle par trop, et finit comme conseiller de tout ce que les dernières décennies ont engendré de projets complexes. Il se sera, dans le même temps, lié avec tout ce que l'architecture moderne compte de noms prestigieux, de Mallet-Stevens à Le Corbusier, et, s'il faut aujourd'hui consacrer sa carrière, on rappellera qu'il présida le jury du Centre Pompidou, qui, juste retour des choses, l'ex-

pose aujourd'hui sous le titre « Jean Prouvé constructeur. » Mais c'est par la monographie qui lui est consacrée, à l'occasion de l'exposition, qu'il faudrait commencer cette visite de l'univers de Jean Prouvé. Et, plus spécialement, par un article de Pierre Chemilier, *Rendez-vous manqués*. Un article remarquable : écriture claire, sans jargon, fondé sur une analyse serrée et qui donne à la fois le contexte et les limites de l'œuvre de l'ingénieur nancéien.

Comme le reste de l'ouvrage est d'excellente tenue, comme ce livre peut faire un cadeau de Noël idéalement pédagogique pour les ingénieurs des ponts et les polytechniciens, ou ne regrettera pas le prix sans doute trop

élevé qu'en demande le Centre de création industrielle.

Mais faut-il vraiment payer ce prix-là pour être convenablement informé de ce que représente une telle exposition ? Telle quelle, elle s'est en effet qu'un poignard plus de Prouvé, comme si toute la production de ce chantre de la tôle pliée était également acceptable, comme si l'idéologie qui sous-tend son travail ne posait pas de considérables problèmes. Jean Prouvé, avec beaucoup de talent, avec un sens des formes et de l'économie des matières, aura été un producteur d'objets. Petits objets au début de sa carrière, meubles et maisons préfabriquées ensuite, mégastuctures enfin, d'acier et de verre, le béton n'étant pas sa tasse de thé. Et jamais la question du contexte architectural, celles de la continuité des villes ou encore de la spécificité des cultures ne semblent avoir effleuré ce grand idéologue de la technologie. Il est à cet égard amusant de voir Prouvé occuper la même mezzanine du Centre Pompidou qui a accueilli, par exemple, « L'Architecture de terre », ou tant de manifestations issues de la crise de la modernité, de la brutalité voudrait-il mieux dire, architecturale.

Prouvé était pourtant un grand tourmenté, aussi inquiet sur le sens de son œuvre que sur les aléas de sa carrière. Il se voyait « mort en 1952 », mais sa lucidité et son intelligence lui faisaient comprendre que son histoire d'ingénieur ne s'arrêterait pas là, et que ces architectes dont il servait l'œuvre l'aimaient d'autant mieux qu'il restait dans leur ombre. Moyennant quoi, à force d'être présenté comme un artiste moult, il a fini par occuper le devant de la scène dans les dernières années de sa vie.

C'est le Centre de création industrielle qui produit cette exposition mise en espace par l'atelier Renzo Piano, comme Le Corbusier avait servi d'exercice à Vittorio Gregotti. Le CCI continue ainsi son lourd et lent travail de débroussaillage du vingtième siècle architectural. Un travail indispensable, auquel il ne manque qu'un sourire et deux doigts d'insouciance.

FRÉDÉRIC EDELMANN
« Jean Prouvé Constructeur », exposition du CCI, Centre Georges Pompidou, jusqu'au 28 janvier. Accompagnée d'une monographie 1991 de 248 p., 320 F.

THOMAS SOTINEL

ROCK

Les vacances de Dave Stewart

Avec les Spiritual Cowboys, le guitariste d'Eurythmics essaie de prendre les petites routes : résultat, le train-train

Dave Stewart, c'est une moitié d'Eurythmics, et il le restera aussi sûrement que Paul McCartney est à ce jour un quart de Beatles. Stewart est au chômage technique : Annie Lennox s'est retirée un temps de la scène. Mais Dave Stewart, lui, est un accordeur du travail. Producteur, compositeur de musique de films, la mise en son d'Eurythmics lui laissait un tiers-temps de libre. Voici donc les Spiritual Cowboys, groupe de circonstance réuni pour l'enregistrement d'un disque sorti au début de l'automne chez BMG, et que les Cowboys ont joué sur scène le jeudi 8 novembre à la Cigale.

Stewart est un voleur, de la race de ces touche-à-tout encyclopédiques du rock, d'Elvis Costello à Tom Petty, qui se peuvent se retirer d'emprunter un riff, un bout de mélodie ou un plan de guitare pour peu qu'ils leur plaisent.

Rien de répréhensible, il suffit de construire avec ces matériaux, comme Eurythmics les bons jours par exemple. Avec les Cowboys, en un album et un concert, Stewart a fait le portrait en creux d'Annie

Lennox : c'est la chanteuse qui donne aux idées de Stewart une architecture, une identité.

Les Spiritual Cowboys, bande de musiciens compétents et dont le seul signe particulier est de chomper deux batteurs dans leurs rangs, appliquent dans des salles moyennes les méthodes éprouvées dans les stades (lumières catégoriques, son puissant). Ce qui laisse un peu de place à Dave Stewart. Il peut rappeler à loisir qu'il est un excellent guitariste, tenter sans succès de faire oublier qu'il ne peut pas chanter. Dans un petit bric-à-brac syncrétique (bouddhisme en bronze, encensoir et cierges) il essaie d'embrayer sur ses pastiches de rock FM américain ou de funk légèrement dilué, mais les chansons glissent désespérément. Tel le salarié japonais de base, Dave Stewart s'agacera peut-être à découvrir les joies des vacances.

AGENDA

PHILATELIE

Nouveau départ pour l'ADP

L'Association pour le développement de la philatélie (ADP), association du type loi de 1901, est née le 16 mai 1986. Elle a pour but essentiel, à l'époque, la mise sur pied de Philéas 89, exposition mondiale de philatélie à Paris en juillet 1989... qui connaît un large succès, dont peut témoigner son bilan financier positif.

Depuis, rien. Ce n'est pourtant pas faute de la volonté des membres de cette association : Poste, Fédération des sociétés philatéliques françaises, Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP), Syndicat de la presse philatélique française (SPPF), Croix-Rouge, et de son président, Guy Lomand, par ailleurs directeur du Service national des timbres-poste.

A l'origine de cette suspension d'activité, la mise en cause du mode de financement de l'ADP par les surtaxes des vignettes du carnet de la Journée du timbre, pour autant spécialement créé à cette occasion, à un moment où la Croix-Rouge se débat dans des problèmes de trésorerie. En France, les surtaxes sont systématiquement reversées à la Croix-Rouge (et lui rapportent quelque 20 millions de francs par an...).

Sur le fond, le principe d'un reversement de surtaxe par la Croix-Rouge à l'ADP était contesté dans la mesure où cela pouvait tromper les donateurs philanthropes quant à la destination de leur don. De plus, l'association était accusée d'apparaître comme un déneigement de la Poste.

Une assemblée générale ordinaire de l'ADP s'est réunie le 31 octobre pour dresser un bilan de la situation, la procédure de contrôle ayant abouti à la réputation de ces accusations.

Il a été constaté que la plus grande partie des timbres surtaxés au profit de la Croix-Rouge sont acquis par les seuls collectionneurs (le Français républicain, en effet, à payer plus cher que la valeur faciale, même pour obtenir un « beau » timbre, tout en fai-

sant un acte humanitaire). Une réforme en matière de versement de la subvention de la Croix-Rouge à l'ADP a été adoptée. Celle-ci avait auparavant un caractère d'automatisme. Elle sera désormais subordonnée à la mise au point d'actions à entreprendre en faveur de la philatélie et d'un projet de budget précis, puis à son vote par l'assemblée générale.

Ainsi, par exemple, le montant des surtaxes liées à la vente du carnet de la Journée du timbre 1989, connu seulement en 1990, ne générera une possibilité de subvention que pour le budget 1991, après définition d'un programme d'actions et son adoption par la Croix-Rouge, qui voit son rôle de banquier de l'ADP singulièrement renforcé. Les philatélistes peuvent se réjouir de cette

résurrection et attendent pour les prochains mois, avec impatience, une brochure de vulgarisation destinée aux plus jeunes ainsi que le financement d'une exposition à l'occasion des Jeux olympiques d'Albertville en 1992.

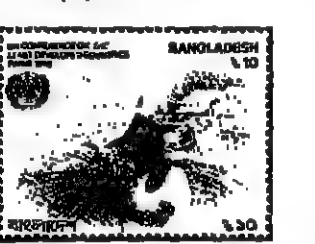
P. J.

► Une brochure intitulée *Entrez dans le monde de la philatélie*, gratuite, est disponible sur simple demande au Monde des philatélistes.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Sourdelle Tél. : 40-65-29-27

En filigrane

● **Conférence de Paris.** — La conférence des pays les moins avancés, qui s'est déroulée à Paris, a fait l'objet d'une émission de timbre au Bangladesh et d'un entier postal sur carte postale en République de Chine populaire.



● **Ventes.** — Les Offres marquées organisent leur 53^e vente à prix nets. Plus de mille cinq cents lots de France toutes époques comprenant une intéressante sélection de marques anciennes (Offres marquées, A. Touché, 6, rue des Couvaloux, 92150 Suresnes).

Vente sur offres Leroze (clôture des offres le jeudi 22 novembre). En couverture du très beau catalogue compre-

nant plus de trois mille lots, une bande de cinq du 20 a noir Cérès sur lettre, du 2 janvier 1849 (prix de départ 88 000 F). Classiques encore superbes ce bloc de huit du n° 4 de France sur lettre (825 000 F) ou ce 1 F vermillon vif sur lettre du 27 octobre 1849 (93 600 F). Très riche sélection de variétés (Leroze, Saint-André-le-Château, BP 69, 69702 Givors Cedex).

● **Manifestations.** — Souvenirs philatéliques pour le « premier jour » Maurice Genevoix, les 10 et 11 novembre à Decize (Nièvre), 15 F auprès de M. Nathlé, 68, route Nationale, 68300 Saint-Léger-des-Vignes.

A l'occasion du premier anniversaire de la chute du mur de Berlin, la coopérative scolaire « Les Oursons » de l'école Victor-Hugo de Spandau organise, du 9 au 11 novembre, au Centre français de Wadding, à Berlin (RFA), une exposition philatélique franco-allemande. Bureau temporaire, souvenirs (25,70 F franco : Les Oursons, Philatélie Jeunesse, SP 69 031/E, 00662 Armées).

DANSE

14 ET 17 NOV 20H30
16 NOV 18H30

DANAT DANZA
EL CIELO ESTA ENLADRILLADO
création pour 4 danseurs
et 1 musicien

LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

EMMANUEL ET SES OMBRES

LE PIEGE
Réalisation Didier Bezace
d'après « Le Pigeon » d'E. Bove

43 74 99 61

9 NOV DE L'AQUARIUM 22 DEC

THEATRE HEBERTOT
43 87 23 23

L'IDEE FIXE
de Paul VALÉRY 21H00

Pierre **ARDITI**
Bernard **MURAT**

"C'est agité, fat, multiforme..."
"Une scène de séduction brillamment écrite..."
"Un texte d'exception..."

THEATRE MODERNE

MIQUETTE ET SA MÈRE
Comédie de MM. FILLIS et L. AILLAVET mise en scène FRANÇOISE MERLE
par la COMPAGNIE FRANÇOISE MERLE
15 RUE BLANCHE PARIS 6^e 49 95 09 00 - FNAC

GRANDE GALERIE

SANS TITRE
FEDERICO GARCIA LORCA
ILLUSTRATIONS PASQUAL

10 DERNIERES

Le Théâtre de la Jacquerie et le Théâtre Romain Rolland de Villepuy
présentent

COCO PERDU
de Louis GUILLOUX
Mise en scène Alain MOLLOT

AU THEATRE Du 7 au 25 nov.
ROMAIN ROLLAND 47 26 15 02

OPERA DE PARIS BASTILLE

13, 16, 19, 22, 24, 26, 29 NOVEMBRE
1, 4, 8 DECEMBRE 19H30

OTELLO
Verdi

NOUVELLE PRODUCTION
Miyong-Woon Chung - Petrika Ionesco - Florica Malureanu

ORCHESTRE ET CHOEURS DE L'OPERA DE PARIS
Plácido Domingo (13, 16, 19, 22 novembre) - Conchito Mingos
Renato Bruson - Donald Maxwell (8 décembre)
Kalfon Espinosa - Nadine Denize - Bernadette Lombardo
Michel Marselli - Romuald Tesarowicz

PRODUCTIONS ATELIER THEATRIQUE MODERNE
Prix des places : de 10 à 500 F. Premières : de 200 à 850 F.

RECITALS
OPERA DE PARIS

NOVEMBRE 1990
11 ET 12 NOV
Cord Garber, piano
13 NOVEMBRE 1990
CHRISTA LUDWIG
Charles Spencer, piano

Prix des places : de 50 à 190 F.

LOCATION : (1) 40 01 16 16
AGENCES AGRÉES : FNAC, VIRCHY, MIMOTEL, 35, rue de la Harpe, PARIS 5^e
RENSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96

AGENDA

VENDREDI 9 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-26)
Primary (1980, v.o.), de Richard Leacock et D.A. Pennebaker, J.F.K. in the White House (1960), de D.A. Pennebaker et Richard Leacock, Far from Dallas (1972), de Philippe Toledano, 16 h ; Hommage à Fritz Lang : le Docteur Mabuse (1922), de Fritz Lang, 19 h ; le Docteur Mabuse (1922), de Fritz Lang, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE
(47-04-24-26)
Le Cinéma des pays nordiques : le Pont de Storaström (1950, v.o. traduction simultanée), de Carl Theodor Dreyer, la Quatrième Alliance de deesse Marguerite (1920), de Carl Theodor Dreyer, 14 h 30 ; le Lien (1971, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 ; la Passion de Jeanne d'Arc (1928), de Carl Theodor Dreyer, 20 h 30 ; Studio 5 : Champs-Contrachamps : l'Autre Motif du ciel (1986, v.o. s.t.f.), de Manuel Gutiérrez Aragón, 14 h 30 ; Reafter et le Modèle (1988, v.o. s.t.f.), de Jo Comerford, 17 h ; Helmut (1984, v.o. s.t.f. - lire partie), d'Edgar Reitz, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris. Le cinéma des photographes : Raymond Depardon : Sauf dimanche et fêtes (1977) de François Ode, Faits divers (1982) de Raymond Depardon, 14 h 30 ; Photo mémoire : Quel Bourbon (1987) de Luc Riolon, Pointe blanche (1988) de Francis Ullman, Ulysse (1982) de Agnès Varda, Rémy Duval, 28, place des Vosges (1988) de Claire Clouzet, l'Inconnu du Pacifique (1990) de Claude Ventura, 18 h 30 ; Robert Doisneau : Robert Doisneau (1987) de François Prébois, Robert Doisneau badou de Paris (1981) de François Porcile, 18 h 30 ; Varda et Marker : Ulysse (1982) de Agnès Varda, Si j'avais quatre drachmes (1986) de Chris Marker, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

À LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
LES AFFRANCHIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-23-42-26).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 10 NOVEMBRE

« Les auteurs de Delacroix », 9 h 30, Musée d'Orsay, accueil des groupes (Association Paléto).
« La Cour des comtes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (E. Rouman).
« Paris vu par les peintres, du salisme au dix-huitième siècle », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).
« La Musée Clémentine, souvenirs du Tigre », 14 h 30, 3, rue Franklin (Tourisme culturel).
« Hora du Marais battus », 14 h 30, foraine, 2, rue des Haudriettes (Paris historique).
« De Richelieu à Philippe Egalité, de Camille Desmoulins à Buren, les jardins et passages couverts du Palais-Royal », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat (C. Marie).
« Le Louvre, du donjon à la Pyramide », 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arte et caetera).
« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M. Polver).
« Le Louvre, du donjon à la Pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).
« L'ancien trébuchet de Picpus et la place de la Nation », 14 h 30, métro Nation, sortie avenue du Trône (D. Fleuriot).
« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres lieux logis parisiens », 14 h 40, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autoprof).
« Descente exceptionnelle dans un très ancien aqueduc (saucun rapport avec les catapompes, lampes de poche), 14 h 30, métro Denfert-Rochereau, sortie principale (M. Bessac).
« Le dix-neuvième siècle au Musée Carnavalet », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Paris jeune).
« L'hôtel d'Evreux, siège du Crédit foncier de France », 15 heures, 19, rue des Capucines (Monuments historiques).
« Notre-Dame de Paris, fleuron de pierre, Jacques Cour alchimiste, Le secret de la Table ronde, etc. », 15 heures, sortie métro Cité (J. Haulier).

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

« Les fêtes de l'Opéra Garnier », 11 heures, dans le hall, statue de Lull (Arte et caetera).
« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 10 h 30, 2, rue des Archives (Paris autoprof).
« La Conclaverie, de Philippe le Bon à la Terreur », 14 h 30, 5, l'entrée (M. Polver).
« Ascension au sommet de la colonne Vendôme (lampe de poche), 14 h 45, métro Tuileries (M. Bessac).
« L'Institut de France et les curiosités de son quartier », 14 h 45, 23, quai de Conti (D. Fleuriot).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les

Trois Lieux, 6 (45-33-87-77).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Epée de

Bois, 5 (43-37-57-47).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BIENVENUE AU PARADIS (A., v.f.) : Pathé France, 9 (47-70-33-88).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-36) ; Cosmos, 6 (45-44-57-34) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80).

CASTE CRIMINELLE (Fr., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-94-66).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-69) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-00) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; La Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; UGC Maillet, 17 (40-69-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-69) ; Grand Pavois, 15 (45-64-46-85).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-33-87-77).

LES COLLECTIONS dix-huitième siècle

du comte de Camondo, 18 heures, 63, rue de Monceau (Monuments historiques).

« La Mosquée, histoire de l'islam », 15 heures, entrée, place du Puits-de-l'Ermitte (P.-Y. Jaslet).

« Les salons de Bourbon-Condé et la maison de Brongniart », 15 heures, 12, rue Monsieur (D. Bouchard).

« Les salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale (Tourisme culturel).

« Les salons d'apparat du ministère de l'éducation nationale », 18 heures, 110, rue de Grenelle (J. Haulier).

« L'église Saint-Eustache et les Halles, d'hier et d'aujourd'hui », 15 heures, devant le portail principal (Connaissance de Paris).

« L'ancienne cour des Miracles et la rue Montorgueil », 15 heures, sortie métro Senier (Réurrection du passé).

« Musée de Montmartre », 15 heures, 12, rue Cortot (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

SAMEDI 10 NOVEMBRE

30, avenue George-V, 14 heures : Island in the Sky, film d'A. Souter et R. Schr (en anglais), 14 h 30 ; Tibet 90, film de B. Desher, 18 heures ; Sept femmes au Tibet sur les traces d'Alexandre David-Néel, film de M. Jacquot de Poncheville, entrée libre (Espace Kronenbourg-Aventure).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Le monde merveilleux des rêves », par C. Sabria (Utopia).

82, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Histoire du meuble, la Renaissance, l'invention d'un décor intérieur » (Monuments historiques).

Auditorium de la galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne, 15 heures et 20 h 30 : « Mémoires des autres, film UGC Maillet (Bibliothèque nationale).

Cité universitaire (maison de l'Inde), boulevard Jourdan, 19 h 30 : « Parapsychologie et science de l'éveil », par R. de Sioris (Groupe de recherches et d'études philosophiques).

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « L'Inde, le quotidien et l'histoire », 16 h 30 : « La Thaïlande », 18 h 30 : « Florence, ville d'art », par M. Brumfiel (Rencontre des peuples).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Saint Marc, notre des Gaulles », par Netya ; « L'architecture sacrée et ses principes », par C. Gion (Conférence Netya).

Salle Psyché, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Notre univers, la merveilleuse aventure de la vie » (projections), par A. Lasserre (L'Utopia).

31, rue Jean-Goujon, 17 heures : « Réflexions sur la crise spirituelle », par J.-M. Bochenski (Institut polonais).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AIGUILLE DE LA MORT. Film

japonais de Kohji Oguri, v.o. : 14

Juliet Odéon, 8 (43-25-59-83).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE

RONDE. Film français de Denis

Llorca ; Panthéon, 5 (43-54-15-04).

LA FEMME FARDÉE. Film fran-

çais de José Pinheiro ; Forum Hor-

izon, 1 (45-08-57-57) ; UGC

Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Pathé

Marignan-Concorde, 8 (43-53-

82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8

(43-87-35-43) ; Pathé France, 9

(47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille,

12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines,

13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (46-

39-52-43) ; UGC Convention, 15

(45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18

(45-22-47-94) ; La Gambetta, 20

(45-38-10-86).

GHOST. Film américain de Jerry

Zucker, v.o. : Ciné Beaubourg, 3

(43-59-82-82) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-

83-93) ; George V, 8 (45-62-41-69) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;

Fauvette, 13 (43-31-58-86).

COMME UN OISEAU SUR LA

BRANCHIALE (A., v.o.) : UGC Blar-

zac, 14 (45-22-40-40) ; Studio 28, 18

(45-08-36-07) ; v.f. : Hollywood Boule-

vard, 9 (47-70-10-41) ; Pathé Montpar-

nasse, 14 (43-20-12-06).

CRY-BABY (A., v.o.) : Cinéoches, 8

(43-30-10-20).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : Epée de

Bois, 5 (43-37-57-47).

DE HOLLYWOOD À TAMANAR-

SET (Fr.-Alg., v.o.) : Utopia Champol-

lion, 5 (43-94-59-59) ; Studio 28, 18

(46-06-36-07).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum

Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé

Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V,

8 (45-62-41-69) ; Escorial, 13 (47-07-

28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

84-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-

32-20).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; v.f. : UGC

Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pa-

ramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;

UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) :

Cinéoches, 8 (43-30-10-20).

DOCTEUR PETITOT (Fr.) : Pathé

Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; George V,

8 (45-62-41-69) ; UGC Opéra, 9 (47-

74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-

20-32-20).

ETOILE CACHÉE (Ind., v.o.) : L'En-

ferp, 14 (45-43-41-63).

EXTRÊMES LIMITES (A.) : La

Géode, 19 (42-42-13-13).

FULL CONTACT (A., v.f.) : Holly-

wood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) :

Forum Orient Express, 1 (42-33-

42-26) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-

60-33) ; UGC Danton, 6 (42-25-

10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-

59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08) ; Gaumont Ambassade, 8

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It.,

v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Cinéoches, 8

(46-33-10-82).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : Ga-

umont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ;

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ;

14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-

04-87) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-

30-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15

(45-75-79-79) ; Bienvenue Montpar-

nasse, 15 (45-44-57-34) ; v.f. : Mira-

mar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy,

18 (45-22-46-01) ; La Gam-

betta, 20 (46-36-10-86).

THE MONK (A., v.o.) :

Action Christine, 6 (43-29-11-3

CARNET DU Monde

Doux mais perturbé.



mandie et le Nord en soirée. Les vents du sud-ouest souffleront assez fort sur les côtes vendéennes et près des côtes de Manche. Un vent de sud se fera également sentir de manière modérée dans l'intérieur.

Sur les autres régions, les nuages n'empêcheront pas le soleil de briller.

Les températures minimales seront comprises entre 2 degrés et 4 degrés sur le Nord, la Nord-Est, le Centre et le Centre-Est ; 8 à 9 degrés ailleurs. Les maximales se situeront entre 11 et 15 degrés dans l'ensemble, voisines de 10 degrés dans le Nord-Est. Elles atteindront 16 à 18 degrés sur les régions méridionales.

FRANCE				TOULOUSE				LOS ANGELES			
AJACCIO	10	17	5	D	C	6	C	26	10	10	D
ALGER	10	14	5	D	C	16	13	10	10	10	D
BOURDEAUX	17	12	5	D	C	32	23	16	14	14	D
BOULGERS	11	10	5	D	C			16	14	14	D
BREST	11	10	5	D	C			27	14	14	D
CAEN	11	10	5	D	C			27	14	14	D
CHERBOURG	8	9	6	P	C			27	14	14	D
CLEMENT-FER	8	9	6	P	C			27	14	14	D
DOUAI	8	9	6	P	C			27	14	14	D
GRENOBLE-LAN	8	9	6	P	C			27	14	14	D
LILLE	7	7	2	D	C			27	14	14	D
LIMOGES	10	10	5	D	C			27	14	14	D
LYON	14	10	5	N	C			27	14	14	D
MARSEILLE-MAR	16	10	5	N	C			27	14	14	D
NANCY	6	6	0	N	C			27	14	14	D
NANTES	11	6	0	N	C			27	14	14	D
NICE	11	6	0	N	C			27	14	14	D
PARIS-MONTS	16	10	5	N	C			27	14	14	D
PAU	16	10	5	N	C			27	14	14	D
PERPIGNAN	10	10	5	N	C			27	14	14	D
RENNES	10	10	5	N	C			27	14	14	D
ST-ETIENNE	10	10	5	N	C			27	14	14	D
STRASBOURG	2	2	0	C				27	14	14	D
				L'ETRANGER							
				ALGER				N			
				AMSTERDAM				N			
				ATHENS				N			
				BANGKOK				N			
				BARCELONE				N			
				BELGRADE				N			
				BERLIN				N			
				BRUSSELS				N			
				LE CAIRE				N			
				COPENHAGEN				N			
				DAKAR				N			
				DELHI				N			
				DIJON				N			
				GENEVE				N			
				HONGKONG				N			
				LONDON				N			
				MADRID				N			
				MOSCOW				N			
				NAIROBI				N			
				NEW YORK				N			
				OSLO				N			
				PALMA-DE-MAJ				N			
				PERIN				N			
				RIO-DE-JANEIRO				N			
				SINGAPOUR				N			
				STOCKHOLM				N			
				STONEY				N			
				TOKYO				N			
				TUNIS				N			
				YAKUTSK				N			
				YAROSLAV				N			
				VIENNE				N			

Décès

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 13 novembre, à 10 heures, en l'église de Sarrola-Carcopino, Corse-du-Sud.

poupées, jouets; Lyon (Brotteaux), 14 h : télécartes; Lyon (Sidoine-Angollinaire), 14 h : jouets modèles

louse, Mantes-la-Jolie, Quimper, Orléans, Givors, La Couture, La Ferté-Alois, Marines.

Remerciements

□ Animations au Musée Carnava-

LOTOSPORT
RESULTATS OFFICIELS N° 56

THE

12 houe pronostics	4 596	Internationaux	325 F
12 houe pronostics	400 303		26 F
12 houe pronostics	190 569		5 F
MARTINIS DU JOUR :			
WINTER MILAN	351		591 F
MONACO	8 965		22 F
MILANO	4 446		32 F
NUMERO PACTOLE			
Lundi 14 Mars 2000			
Lundi 14 Mars 2000			

LOT 9 - RECREATION AT MONTELEONE TRAIL

20H55

percentage of households that

1 10 14 19 25 43

Percent by Age Group percent of households

6 7 72 85 F

5 10 42 53 F

4 10 4 108 F

3 10 89 94 F

2 10 1 8 F

20H55

1 21 38 41 44 22

Percent by Age Group percent of households

6 8 83 84 87 F

5 13 162 210 F

4 87 12 280 F

3 40 185 F

2 240 12 F

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 9 novembre

TF1	21.35 Feuilleton : Tendre est la nuit (5 ^e épisode).	0.05 Capital.
20.35 Variétés : Tous à la Une. Avec Julien Clerc, Liane Faly, Philippe Laval, Elsa Murray, Head, Tonton David.	22.35 Journal et Météo.	0.15 Six minutes d'informations.
Magazine : Le droit de savoir. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor.	22.55 Sport : Voile. La Route du rhum.	LA SEPT
23.40 Feuilleton : La Mafia. De Damiano Damiani (1 ^{er} épisode, rediff.).	23.05 Magazine : Mille Bravo.	20.59 Une minute pour une image.
Journal, Météo et Bourse.	0.00 Magazine : Musicales.	21.00 Feuilleton : Napoléon et l'Europe (dernier épisode).
A 2	CANAL PLUS	22.00 Série : Time code.
20.40 Variétés : Avant que le ciel ne nous tombe sur la tête. Avec Charlotte de Turckheim, Pierre Palmade, Pauline Ester, Daniel Lavoie, Youssef Youssef, Marc Lavain, Christian Castel, Zouk Machine, Michel Fugain.	20.30 Cinéma : Une drôle de danse. Snooker. Finale du Grand Prix Norwich Union 1990.	22.30 Mosaïque mathématiques.
A 2	22.55 Flash d'informations.	22.45 Série : Portraits (La repasseuse). D'Alain Cavalier.
20.40 Variétés : Avant que le ciel ne nous tombe sur la tête. Avec Charlotte de Turckheim, Pierre Palmade, Pauline Ester, Daniel Lavoie, Youssef Youssef, Marc Lavain, Christian Castel, Zouk Machine, Michel Fugain.	23.00 Cinéma : L'orchestre rouge. ■■■ Film (italo-franco-belge) de Jacques Rouffio (1989).	23.00 Dames : Le sacre du printemps.
FR3	1.00 Cinéma : Sur la route de Nairobi. ■ Film britannique de Michael Radford (1987) (v.o.).	FRANCE-CULTURE
20.40 Magazine : Thalassa. Métro sur l'eau : Les vapours d'Isambard, d'Oliver Guitton ; Voile : la Route du rhum.	LA 5	20.30 Radio-archives. Spécial Gabrielle Dorziat (1 ^{re} partie).
	20.40 Téléfilm : Les otages.	21.30 Musique : Black and blue.
	22.25 Série : L'inspecteur Derrick.	22.40 Les nuits magnétiques. Le polar.
	23.35 Magazine : Nomades. Journal de minuit.	0.05 Du jour au lendemain.
	M 6	0.50 Musique : Coda.
	20.35 Téléfilm : Un sale boulot.	FRANCE-MUSIQUE
	22.15 Série : Brigade de nuit.	20.00 Concert (en direct de Cologne) : Diverses orchestres pour orchestre en ré majeur K 131, Airs de concert de Mozart ; Symphonie en ré majeur, d'Amadeus, par l'orchestre symphonique du Sudwestfunk de Baden-Baden.
	23.10 La 6 ^e dimension. La pensée.	23.07 Poussières d'étoiles.
	23.40 Magazine : Avec ou sans rock.	

Samedi 10 novembre

TF1	14.25 La Une est à vous.	22.25 Téléfilm : Tu récolteras la tempête. De David Greene (rediff.).
14.50 Téléfilm : Le prévenu. De Noël Black.	18.15 Sport : Handball. Coupe d'Europe des clubs champions : Atlas-Serrica, en direct de Nîmes.	0.00 Six minutes d'informations.
16.35 Tiercé à Maisons-Laffitte.	En clair jusqu'à 20.30	0.05 Musique : Rap line.
16.40 La Une est à vous (suite).	18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.	1.00 Musique : Boulevard des clips.
17.25 Diversissement : Mondo dingo.	19.30 Flash d'informations.	2.00 Rediffusions.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.	19.35 Top 60.	LA SEPT
18.25 Jeu : Une famille en or.	20.30 Téléfilm : Un amour de banquier. De Ian Toynton.	14.30 Série : Time code.
18.55 Série : Marc et Sophie.	22.05 Les Nuits... l'émission. Invité : Zébul.	15.00 Magazine : Dynamo.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.	22.55 Flash d'informations.	15.30 Portraits scientifiques (Jean Dausset).
19.50 Tirage du Loto.	23.00 Cinéma : Génération perdue. ■ Film américain de Joel Schumacher (1987).	18.25 Mosaïque mathématiques.
20.00 Journal, Tapas vert, Météo et Loto.	0.35 Cinéma : Les derniers monstres. ■ Film italien de Dino Risai (1982). Avec Laura Antonelli.	16.40 Série : Portraits (La repasseuse).
20.40 Variétés : Surprise sur prise. Émission présentée par Marcel Bataillon et Patrick Sébastien.	LA 5	17.00 Magazine : Anicroches. De Philippe Meyer.
22.20 Magazine : Ushualia. Présenté par Nicolas Hulot.	14.45 Série : La belle et la bête.	18.00 Magazine : Mégamix.
23.20 Magazine : Formule sport.	15.45 Série : La cinquième dimension.	19.00 Documentaire : Vladimir Ashkenazy.
0.15 Journal et Météo.	16.15 Série : Chasseurs d'ombres.	18.59 Une minute pour une image.
A 2	17.10 Série : Superkid.	20.00 Histoire parallèle.
14.50 Magazine : Sports passion. Rugby : France-Nouvelle-Zélande (test-match).	17.35 Série : Happy days.	21.00 Téléfilm : Trois amours (3 ^e partie).
17.00 Hit NRJ.	18.05 Série : TV 101.	22.35 Soir 3.
17.45 INC.	19.00 Journal images.	22.55 Documentaire : L'autre côté. Le pique-nique.
18.50 Club sandwich.	19.10 Jeu : Télé-contact.	23.00 Magazine : Lire et écrire.
Magazine : Télé-zèbre. Présenté par Thierry Ardisson.	19.45 Journal.	FRANCE-CULTURE
20.00 Journal et Météo.	20.30 Drôles d'histoires.	20.30 Photo-portrait. Marc Haffner, médecin et écrivain.
20.40 Téléfilm : Les dessous de Hollywood. De Robert Day (1 ^{re} partie).	20.40 Téléfilm : Deux flics à Miami. De Russ Mayberry.	20.45 Dramatique. Les poupées en noir, d'Édouard Manet.
22.15 Variétés : Étoile-palace. Présenté par Frédéric Mitterrand. Revue spéciale : l'Auzre Journal.	22.25 Football. Résultats du championnat de France (et à 0.20).	22.35 Musique : Opus. Dance Music.
23.50 Journal et Météo.	22.30 Téléfilm : Hold-up en Californie. D'Armand Mastroianni.	0.05 Clair de nuit.
0.10 Série : La loi est la loi.	0.10 Journal de minuit.	FRANCE-MUSIQUE
FR3	0.25 Magazine : Désir (rediff.).	20.30 Concert. (en direct du Cornu à Montpellier) : La marseillaise. Le roi Lear (ouverture op. 4). Les francs-juges (extrait). Te Deum pour élève, chœur et orchestre op. 22, de Berlioz, par le maître, le chœur et l'orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Anne-Sophie Schmidt, soprano, Magali Shalmeau-Danielle, mezzo-soprano, Thomas Vernet, ténor, Marcel Gil, orgue.
13.00 Télévision régionale.	14.45 Série : Laramie.	23.05 Poussières d'étoiles.
14.00 Magazine : Rencontres.	15.30 Série : Poigne de fer et séduction.	
De 15.00 à 19.00 La SEPT	16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Costa Rica (rediff.).	
19.00 La 19-20 de l'information.	16.15 Série : Le saint.	
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.	17.10 Série : L'homme de fer.	
De 19.59 à 22.50 La SEPT	18.00 Six minutes d'informations.	
22.50 Sport : Voile. La Route du rhum.	18.05 Variétés : Multibop.	
De 22.55 à 0.05 La SEPT	19.20 Magazine : Turbo.	
Série rose : Augustine de Villebranch.	19.54 Six minutes d'informations.	
0.35 Magazine : L'heure du goit.	20.00 Série : Madame est servie.	
CANAL PLUS	20.30 Magazine : Sport 6.	
15.30 Documentaire.	20.35 Téléfilm : Ces enfants-là. De Georg Stanford Brown.	

Dimanche 11 novembre

TF1	10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.	22.25 Journal et Météo.
11.20 Magazine : Auto-moto.	11.50 Jeu : Tourné... manège.	22.45 Sport : Voile. La Route du rhum.
12.25 Jeu : La juste prix.	12.55 Météo et Journal.	22.50 Cinéma : Le bel Antonio. ■■ Film italien de Mauro Bolognini (1960). Avec Marcello Mastroianni, Claudia Cardinale, Pierre Brasseur (v.o.).
13.20 Série : Hooker.	14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	0.20 Magazine : Belles et belles. Présenté par Myriam Foss.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	15.10 Diversissement : Vidéo-gag.	0.50 Musique : Carnet de notes. Mouvement lent du Quatuor de Ravel, par le Quatuor Ysaye.
15.10 Diversissement : Vidéo-gag.	15.40 Série : Côte Ouest. Tiercé à Autuill.	CANAL PLUS
15.35 Dessins animés : Disney parade.	16.45 Magazine : 7/7. Invité : Alain Delon.	10.20 Cinéma : L'orchestre rouge. ■■ Film italo-franco-belge de Jacques Rouffio (1989). Avec Claude Brasseur, Daniel Olbrychski, Dominique Labourier.
18.05 Magazine : 7/7. Invité : Alain Delon.	19.00 Magazine : 7/7. Invité : Alain Delon.	En clair jusqu'à 14.00
19.50 Loto sportif.	20.00 Journal et Météo.	12.30 Flash d'informations.
20.40 Météo et Tapas vert.	20.40 Cinéma : Le quart d'heure américain. ■■ Film français de Philippe Galland (1982). Avec Anémone, Gérard Jugnot, Jean-Pierre Bizon.	12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Les Inconnus.
FR3	11.00 Messe. Célébrée en la paroisse de Saint-Cloud, à l'instigation des sœurs et des maitres-chantres.	13.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
12.05 Dimanche Martin.	13.00 Journal et Météo.	14.00 Téléfilm : De mémoire de rose. D'Yves Amoureux, avec Gabrielle Lazure, Nicolas Ferron.
13.20 Dimanche Martin.	14.55 Série : Mac Gyver.	15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
14.55 Série : Mac Gyver.	15.45 Dimanche Martin.	16.20 Magazine : Un œil sur elles. Présenté par Sylvie Deschamps.
16.35 Série : Albô / Béatrice.	17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La légende du lac Titicaca.	16.40 Série : Zorro.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La légende du lac Titicaca.	18.30 Magazine : Stade 2. Cécile Kayat : Marathon de l'Ardeche ; Football : championnat de France ; Rugby : résumé des tests-matchs ; Basket-ball : championnat de France ; Les résultats de la semaine ; Judo : Trophée Kirioka ; Tennis : championnat du monde ; Patinage artistique : Trophée Laïque ; Natation : championnat d'Allemagne ; Hétérophilie : championnat du monde.	17.00 Les Nuits... l'émission (rediff.).
19.30 Journal et Météo.	20.00 Journal et Météo.	18.00 Cinéma : Les agents 007 1/2. ■ Film américain de Worth Keeter (1988).
20.40 Cinéma : Tendre poulet. ■■ Film français de Philippe de Broca (1977). Avec Annie Girardot, Philippe Noiret, Catherine Airaud.	22.25 Documentaire : Les chants de l'invisible. De Bernard Martin. 2. Incursion en URSS.	En clair jusqu'à 20.40
22.25 Documentaire : Les chants de l'invisible. De Bernard Martin. 2. Incursion en URSS.	23.25 Musique : Elisabeth Schwarzkopf. Master Classes.	19.25 Flash d'informations.
0.25 Journal et Météo.	0.25 Journal et Météo.	19.30 Dessins animés : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans.
FR3	10.30 Magazine : Mascarnes. Présenté par Gedy Saye.	20.30 Documentaire : Le petit diable. ■■ Film italien de Roberto Benigni (1988). Avec Walter Matthau, Roberto Benigni, Stefania Sandrelli.
12.00 Flash d'informations.	12.05 Télévision régionale.	21.15 Flash d'informations.
12.45 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.	13.05 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.	22.25 Sport : Tennis. Shoot-out (1 ^{re} édition), en direct de Miami. Un tournoi disputé exclusivement en tie-break.
13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Dussut. Debussy chez Debussy.	14.40 Magazine : Sports 3 dimensions. Dames sur glace : Trophée Laïque ; Basket-ball : Cholet-Archives.	0.40 Sport : Football américain.
17.30 Magazine : Montagne. Zakopane, cité refuge de l'âme polonaise, de Jacques Mouriquand.	18.00 Annuaire 3.	LA 5
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.	20.10 Série : Benny Hill.	11.05 Série : Shérif, fais-moi peur.
20.10 Série : Benny Hill.	20.40 Série : Les grands. Charles Trenet.	12.05 Série : Wonder woman.
22.05 Magazine : Le divan.		13.00 Journal.
		13.35 Série : Deux flics à Miami.
		14.35 Série : Simon et Simon.
		15.35 Série : Bergerac.
		16.30 Série : Lou Grant.
		17.45 Série : La loi de Los Angeles.
		18.45 Journal images.
		19.50 L'entier du devoir.
		19.45 Journal.
		20.30 Drôles d'histoires.
		20.40 Cinéma : 48 heures. Film américain de Walter Hill (1982). Avec N. Nolte, Murphy.
		22.30 Cinéma : Taxi boy. ■■ Film français d'Alain Page (1986). Avec Claude Brasseur, Richard Berry, Charlotte Valandrey.
		0.10 Le Journal de minuit.
		M 6
		12.00 Informations.
		12.05 Magazine : M 6 express.
		12.15 Série : Mon ami Ben.

Audience TV du 8 novembre 1990

Audience instantanée, France entière

1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A 2	FR3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	53,5	Roue fortune	Une fois	Aut. rég.	Nulle part	Pub	Magnum
19 h 45	59,6	Roue fortune	Une fois	19-20 info	Nulle part	Journal	Magnum
20 h 15	71,6	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Madame...
20 h 59	72,6	De Gaulle	Envoyé spéc.	Tess	Blue Jean	Richard...	Mouder...
22 h 08	58,2	De Gaulle	L'affronté	Tess	Flash	Richard...	Mouder...
22 h 44	45,1	De Gaulle	L'affronté	Tess	Nulle...	Reporters	Affaire pers.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

Handwritten note: 100150

S A N S V I S A

Allemagne

Un pays sort de prison. Avec la brèche dans le mur de Berlin, il y a tout juste un an, un terrain de découverte mutuelle s'est ouvert en Allemagne. Au premier mouvement de curiosité, d'Est en Ouest, répond aujourd'hui de la part des habitants de l'Ouest une soif de connaître, les hauts lieux de la culture germanique dont ils ont été tenus éloignés. En trois villes, Dresde, Weimar, Potsdam, des signes tangibles de cette autre et possible réconciliation. Sans oublier Berlin.

L'INCENDIE dura quatre jours. De Dresde, il ne restait rien. Dresde, qui s'avait pour elle que sa beauté, justement protégée jusqu'à cette nuit du 13 février 1945 où fut un ordre de Churchill l'aviation alliée jeta sur elle le feu du ciel, semant la terreur en trois passages, martyrisant femmes, enfants, vieillards, et ajouta cet acte d'impitoyable brutalité à une guerre dont on savait pourtant la fin proche, quelques semaines après la rencontre de Yalta.

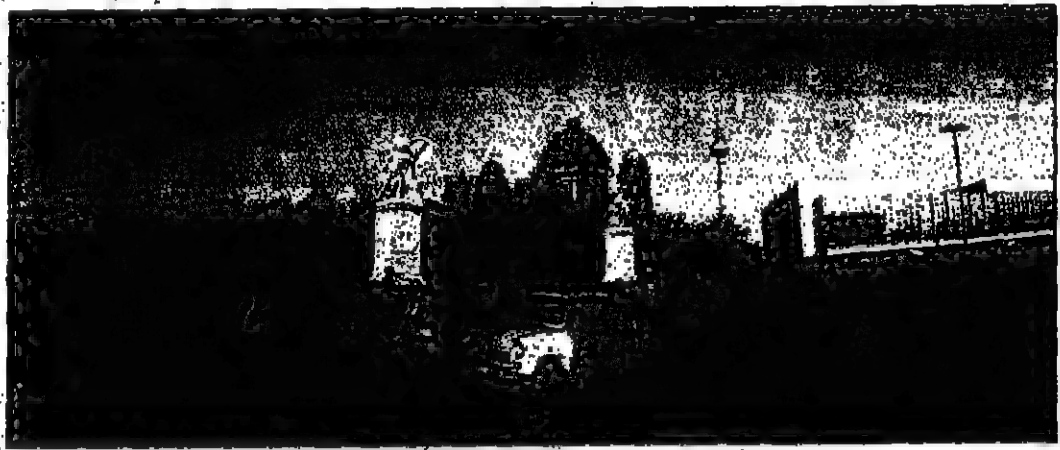
La guerre allait finir. L'après-guerre vient seulement de se terminer. La brèche ouverte il y a tout juste un an dans le mur de Berlin a fait tomber les autres barrières, d'élections libres en élections gagnées, jusqu'à l'unification le 3 octobre dernier.

Checkpoint Charlie, porte étroite et barbelée entre l'Est et l'Ouest de Berlin, est célèbre; mais il y avait aussi checkpoint Bravo, grand péage douanier qui commandait l'autoroute d'accès à Berlin-Ouest, route canalisée qu'on ne pouvait parcourir que les yeux fermés. Désormais, celle-ci aussi est «ouverte», même si les panneaux directionnels n'ont pas été adaptés aux nouvelles permissions et restent parfois assez obscurs.

Il n'y avait pas que le «mur de la mort» (Todstreife) séparant Berlin de son glacis et de ses miradors; il y avait aussi l'autre frontière, celle des autorisations de visite administrativement décourageantes pour les Allemands, et pour les étrangers, le régime du voyage caduque (visa, étapes annoncées à l'avance, hôtels imposés, etc.). C'est fini. On circule désormais dans une Allemagne sans Vopos. Sans peur. Un pays qui respire enfin et dont les habitants aspirent à rencontrer les autres.



BERLIN
Vue du pont
Mendelssohn-
Bartholdy,
construit par
Schinkel au tout
début du
XIX^e siècle.
Les escaliers qui
séparent l'Alte
Museum, et, à droite,
le palais de la
République
(aujourd'hui fermé),
construit en 1976 à
l'emplacement du
château bombardé,
puis rasé. Au fond, la
coupole du Dôme,
bombardé aussi,
mais restauré.



POTSDAM
Panorama de la ville de Potsdam, ville de garnison créée par les rois de Prusse. Le château a été rasé. Restent les douces, à gauche, douces Musée du film; au fond, l'église Saint-Nicolas, de Schinkel. A droite, le chantier interrompu d'un nouveau théâtre.



vitaines qui évoquaient la guerre ou comment la révolution d'Octobre avait changé le sort des Dresdois.

On y voit aussi deux grandes maquettes, très parlantes : la ville avant les bombes, dense, ordonnée; la ville aujourd'hui (500 000 habitants), une immense ZUP bâtie sur la terre brûlée, à coup d'avenues rectilignes et sans rives, l'application en vraie grandeur de ce plan polémique tracé par Le Corbusier pour Paris, le plan Voisin, où ne subsistaient que Notre-Dame et le Sacré-Cœur.

Dresde vue du pont affiche une silhouette baroque qui paraît intacte, flèches, dômes... Passé le pont, le décor est sublime mais révèle qu'il ne commande plus ses arrières, qu'il n'y a plus de «ville» au-delà.

Le pont a retrouvé son nom, Augustus Brücke. La place aussi, Schloss Platz, place du Château. Ici Dimitroff. A gauche, l'ancien Parlement, dont on ne voit pas qu'il y manque le toit : le Landestat, issu des dernières élections d'octobre, ne pourra pas s'y réunir. Une église tout juste reconstruite et restaurée, sur la rive droite de l'Elbe, abritera ses premières séances, en attendant un vrai Parlement.

A droite, la Hofkirche, magistralement posée de biais, magnifiquement baroque (reconstruite après la guerre). Au fond, la belle porte fortifiée s'arborant d'un drapeau, l'européen. Sur la gauche s'en va une rue haute et sans fenêtres ornée d'une de ces «conduites du Prince», fresque d'avant la publicité qui affichait l'idée de la magnificence royale.

Michèle Champenois
Lire la suite page 22

le patrimoine réuni



DRESDE
L'un des monuments du centre de Dresde, ville qui fut anéantie par le bombardement de 1945 : l'Opéra de Gottfried Semper, inauguré en 1869, reconstruit à l'identique et rouvert en 1985, quarante ans après la guerre.



SANS-SOUCI
Le palais de Sans-Souci, à Potsdam, dessiné pour Frédéric le Grand par l'architecte Knobelsdorff, et chef-d'œuvre du style rococo.

En même temps que ces Allemands intrigués par leurs nouveaux Lander de l'Est, on pouvait être tenté de cibler trois villes, trois moments forts de l'histoire culturelle de ce pays et le patrimoine qui en témoigne, sans oublier Berlin.

Curieux aussi d'observer, avant qu'il ne s'aligne plus ou moins rapidement sur les canons en vigueur à l'Ouest, un «paysage» où la couleur locale est le gris, et semble devoir le rester pour un moment encore.

Dresde, Weimar, Potsdam, et Berlin, des «villes d'art» où il apparaît que la RDA a su restaurer ou même reconstruire certains monu-

ments parmi les plus marquants, mais qu'elle a laissé dans un grand abandon des pans de ville entiers, quand elle ne s'engageait pas dans leur éradication absolue, particulièrement dans les années 50 et 60, au bénéfice des palais tout marbre-inox et des Karl-Marx Allee du totalitarisme triomphant.

Ainsi Dresde, anéantie par le bombardement allié tardif et massif, se souvient-elle pourtant d'avoir été la brillante capitale de la Saxe et du baroque flamboyant. Ainsi Weimar, refuge des poètes et théâtre de la première et trop brève République qui porta son nom, est-elle prête à

recevoir de nouveaux pèlerins au pays des «classiques» allemands. Ainsi Potsdam, après en avoir été séparée par le petit pont de Glienicke où s'échangeaient les espions, redevient-elle absolument proche de Berlin, et leurs très riches patrimoines architecturaux - les palais rococo, du grand Frédéric de Prusse mais aussi l'œuvre néoclassique d'un Schinkel - peuvent à nouveau se lire dans une continuité esthétique autant que territoriale.

Ceux de Dresde se sont dressés les premiers. L'ancienne capitale des grands électeurs de Saxe est la ville où l'action des militants chrétiens

AU SOMMAIRE



Salgado, photographe de l'agence Magnum, part longtemps en reportage, mais jamais à l'aventure... p. 26

Richelieu, en Indre-et-Loire, ville nouvelle et cité utopique du Cardinal... p. 21

Le Café de Flore change de clientèle mais garde ses grands fantômes... p. 23

Écoutez (p. 20) Jeux (p. 24) La Table (p. 25)

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2395 F A/R

DECouvrez LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

BIO DE JANEIRO	A/R 2970	A/R 5225	CARACAS	A/R 2725	A/R 4675
LOS ANGELES	A/R 2095	A/R 3965	BUENOS AIRES	A/R 3695	A/R 6480
SAN FRANCISCO	A/R 2095	A/R 3965	SANTIAGO	A/R 3795	A/R 6700
MIAMI	A/R 1840	A/R 3410	NAIROBI	A/R 2290	A/R 4355
MONTREAL	A/R 1180	A/R 1980	ANTILLES	A/R 2790	
SAO PAULO	A/R 3190	A/R 5225	BANGKOK	A/R 3000	A/R 5080
MEXICO	A/R 2180	A/R 4395	SIDNEY	A/R 4780	A/R 8360

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS DISPONIBLES DE FRANCE EN 14 JOURS ET EN CLASSE AFFAÏRÉS
PRESTATIONS NOUVELLES ET LAQUELLES VOUS VOUS DÉTACHEZ À LA CARTE POSSIBLE
DÉPARTS ET RETOURS VOUS VOUS DÉTACHEZ À LA CARTE POSSIBLE

ACCESS VOYAGES

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LES-HALLIES
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 02. Fax. (1) 45 08 83 35
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. TEL. 78 63 67 77.

LES mots « Indien » et « Peau-Rouge » reposent sur une méprise. Pas plus que Christophe Colomb n'avait touché les Indes, les (désormais) Indiens n'avaient le peau rouge. Mais le malentendu fut flagrant quand les Espagnols rencontrèrent les Indiens Pimas : « Comment vous appelez-vous ? », demandèrent-ils, et les autres de répondre compulsivement « Pimac... pimac... ».

Du coup, le groupe des Indiens A'tam (les gens) se trouva baptisé « Pimac » et, dans le sud-ouest des États-Unis, où ils vivent encore aujourd'hui, on les nomme toujours ainsi. Bel exemple de méconnaissance par oui-dire, car, méconnaissance par oui-dire, car, en langue a'tam, pimac signifie « Je ne comprends pas votre question ».

Ce type de bévue est assez fréquent. Sans jouer au savant pointu, un simple survol de l'étymologie des noms de lieux et de tribus permet d'en mesurer l'ampleur. Nombre de montagnes, de lacs, de plaines et de rivières portent simplement pour nom le mot local qui veut dire « montagne », « lac », « plaine » ou « rivière ».

« Comment s'appelle cette montagne ? » demande l'explorateur. « Montagne ! » répond l'autochtone. Le fleuve Aa - si fréquent par les crues - dérive du haut-allemand *aha*, à savoir eau. La drôle vient de ce que le procédé s'est répété des milliers de fois et, que, l'oreille attentive du linguiste, nos atlas semblent assez rigoureux et un peu bégues.

« Comment s'appelle cette montagne ? » demande l'explorateur. « Montagne ! » répond l'autochtone. Le fleuve Aa - si fréquent par les crues - dérive du haut-allemand *aha*, à savoir eau. La drôle vient de ce que le procédé s'est répété des milliers de fois et, que, l'oreille attentive du linguiste, nos atlas semblent assez rigoureux et un peu bégues.

La Russie de Sonia

Elle s'appelle Sonia Coumyrantz et, assistée de Galia, de Bina et d'une autre Sonia, elle s'est vu confier la création de Voyagers en URSS (12, rue Ste-Anne, 75001 Paris, tél. 42-86-17-71), la 12^e déclinaison de la famille des Voyageurs du monde, dirigée par Claude Saulière. Une équipe de spécialistes, possédant une connaissance approfondie du pays dans lequel elle proposera, dès le printemps, une série de destinations plus ou moins inédites. Citons un circuit de 8 jours (de 5 650 F à 7 510 F par personne en chambre double et pension complète) qui, entre Leningrad et Moscou, permet de passer 3 jours à Yalta, d'y découvrir une architecture intéressante et d'y retrouver le souvenir de ceux qui, de Tchekov à Pouchkine, l'inscrivent dans la littérature russe. Premier départ le 23 février. Le même circuit, concentré sur Moscou et Leningrad, coûte 5 500 F avec un départ en février et quatre départs mensuels de mars à juin. Plus classique, une « Asie centrale des Mille et Une Nuits » permettra de découvrir en 8 jours (de 5 590 F à 7 710 F) Moscou, Tachkent, Boukhara et les coupoles turquoises de Samarcande.

La Turquie des neiges

Les coupoles d'Istanbul et les pentes d'une station de sports d'hiver. C'est l'un des paradoxes de la Turquie et du séjour qu'y organise le spécialiste Marmara (dans les agences de voyages). Deux jours pour approcher Istanbul, la mosquée Bleue, Sainte-Sophie, l'Hippodrome, le palais de Topkapı, le Grand Bazar et, après avoir franchi le Bosphore, le palais de Beylerbeyi, résidence d'été des sultans. Vient alors la traversée de la mer de Marmara et la seconde phase,

sportive, de ce séjour. Uludag est à 36 kilomètres de Bursa, l'ancien mont Olympe de Mysie. Ses 2 325 mètres d'altitude expliquent beaucoup de choses. Notamment, ces téléphériques et ces remontées mécaniques sans lesquels il n'est pas de ski aujourd'hui. Pendant quatre jours, au coude à coude avec la bourgeoisie turque qui fréquente la station, on skiera. Au retour, visite de Bursa, première capitale de l'empire ottoman et à ce titre chère au cœur des Turcs. Bursa possède notamment une mosquée Verte, un tombeau Vert et de nombreux jardins. Nuit sur place et retour à Istanbul. Du mi-décembre à mars, départs toutes les semaines, le vendredi soir et retour, dix jours plus tard, le dimanche soir : 4 270 francs par personne en chambre double, tout compris (vois, transferts, pension complète, visites, excursions et forfaits skis).

Les éléphants de Jaipur

A dos d'éléphant, lente montée vers le fort d'Amber. Non loin de Jaipur, la ville vieux rose. Au cœur du Rajasthan, le Radjastan des maharajahs. Un projet d'Orients (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : 46-34-29-00), dont Delhi est la porte. Delhi l'ancienne et la nouvelle, et Jama Masjid, la plus grande mosquée de l'Inde. Avant le mausolée du Grand Moghol à Sikandra. Avant la blancheur du Taj Mahal et la ville morte, en grès rose, de Fatehpur-Sikri, éphémère capitale de l'empire musulman d'Akbar. C'est alors qu'interviendront les éléphants. Au Hava Mahal du palais des vents de Jaipur, les femmes de la cour regardaient sans être vues. A l'observatoire astronomique, plongée sur les étoiles. Jaisalmer se lève dans le désert du Thar, limitrophe avec le Pakistan. Visite de la citadelle et des havelis, maisons fortifiées réservées au commerce, de la fin du dix-huitième siècle, où faisaient halte les caravanes. Les miniatures mogholes sont derrière les

C'est où, ici ?



En fonction des anecdotes précédentes, nous nous doutons qu'un bas niveau de communication a dû aboutir à des pataqués. Manque le scénario complet. Domage.

Du côté de Bornéo, l'histoire des nominations a pris un tour plus rigolo. Les envahisseurs malais avaient appelé les tribus de l'intérieur les Dayaks (ou Dyaks) et les Anglais, à l'affût de nouvelles peuplades à étudier, sont partis à leur recherche. En remontant le fleuve, ils s'arrêtent dans tous les villages et interrogent systématiquement les gens de rencontre. Ils sont sûrs de tenir le bon bout car les réponses sont invariables : « Les Dayaks habitent plus haut... »

En fin de parcours, à la tête du fleuve, alors qu'ils croient toucher au but, c'est la douche froide : « Il n'y a plus de Dayaks ! », prétend un vieillard, absolument catégorique. Les hommes se frappent la poitrine en signe d'approbation. Les Anglais sont effondrés. Tant d'efforts pour découvrir qu'ils s'étaient mis aux trousses d'une péripétie : le mot dayak, en fait, voulait dire « ceux qui vivent en

amont » ! Gustave Flaubert, dans le *Dictionnaire des idées reçues*, note à *Gulf Stream* : « Ville célèbre de Norvège nouvellement découverte ». L'énormité du propos fait sourire. N'empêche, à y regarder de près, la géographie semble parfois faire de savoureux pieds de nez. Les îles Baléares - si accueillantes - doivent leur patronyme aux Phéniciens qui les avaient surnommées « les îles des jeteurs de pierres ». Le bourg d'Eureka, en Californie, tient son nom d'un chercheur d'or qui y avait peut-être découvert un filon. Dans un registre différent : le pic Staline, sommet culminant de l'URSS, a été rebaptisé en 1962, pour devenir le pic du Communisme, et personne ne sait comment il se nommera demain.

Certains termes ont le don d'exciter l'imaginaire des lexicographes. Il suffit de prononcer le mot « gringo » dans tel cercle d'étudiants pour, aussitôt, déclencher un colloque. Alors, si vous ne voulez pas être pris dans une tornade d'interprétations, mieux vaut sérier la question.

Sachez d'abord que « gringo », au sud du Rio Grande, s'applique principalement aux Nord-Américains. Il a nettement une nuance péjorative. Apprenez ensuite que le vocable n'est pas si vieux et qu'il date probablement de l'époque où les Mexicains et les Américains se disputaient le Texas. Tout le monde n'a remarqué (?) que le gringo contient *green*, qui évoque l'uniforme vert des troupes venues

du Nord. Les expressions *green go out* ou *green go home* auraient eu cours à l'époque. D'autres invoquent une chanson de marche dont le refrain, bucolique, parlait de la verdure de l'herbe qui pousse, *green grows the grass*.

Faisant intervenir l'espagnol, les dictionnaires rapprochent *gringo* de l'expression *hablar gringo* de l'expression *hablar gringo*. En effet, d'une personne qui s'exprime dans une langue incompréhensible, les Latino-Américains disent volontiers qu'elle « parle grec ». Paris de « gringo », passant par « grec », nous débouche bizarrement sur la notion de « barbare » (celui qui ne parle pas le grec justement). Les hellénistes le grec justement. Elle fait partie des mille et une facettes du vocabulaire.

Comme dans la fable de La Fontaine, le *Singe et le Dauphin*, il nous arrive trop souvent de prendre le Pirée pour un homme. A moins que ce ne soit le contraire : récemment, pendant le tournage d'un film, Jean-Marc Boivin, aventurier de l'extrême, s'est vu en train d'exécuter un *base jump* du haut du Salto de Angel, au Venezuela. Les journaux télévisés ont repris la nouvelle en traduisant Salto de Angel par le Saut de l'Ange. L'amalgame était inévitable. En fait, Angel ne se traduit pas par « ange », car il s'agit du nom de l'aviateur qui, le premier, se posa sur le plateau d'où tombe la cascade.

Exemple rare d'imbriication d'un nom, d'une image choisie et d'une tragédie. La langue capte simultanément toutes les informations et, comme dans le lapsus, les synthétise en un raccourci fautive. « La métaphore est un mythe en petit », disait Vico.

Jacques Menier

ESCALES

et Bach, sans oublier la musique traditionnelle russe. Anne Perchat sera au piano et Micha Makarenko à la balalaïka. Le 16 février, récital de violon de Hu Kun avec Patsy Toh au piano et le 2 mars, œuvres de Haydn, Beethoven et Schubert par le Trio Ravel. Trois possibilités : le cocktail-concert (120 F), accompagné du dîner aux chandelles (415 F) ou inclus dans un forfait week-end (925 F chambre et petit déjeuner compris) auquel on peut ajouter le déjeuner du dimanche (310 F).



Musiciens gourmands

Le 5 janvier prochain, au château d'Artigny, les Grandes Etapes françaises fêteront le 500^e concert de leurs soirées musicales. Pour la vingt-septième année consécutive. Ces soirées associent musique de chambre et gastronomie dans le cadre raffiné d'hôtels membres de la chaîne des Relais et châteaux. Pour ce 500^e concert, on écouterà, au salon Régence du château d'Artigny, voisin des châteaux de la Loire, un florilège de balalaïka classique comportant des œuvres de Glinka, Dvorak, Rachmaninov

Si l'on ne peut s'arracher à la magie des lieux : 510 F la nuit supplémentaire. Le château d'Escimont, en Ile-de-France, annonce un récital de piano France Clidat (œuvres de Chopin et de Liszt) le 24 novembre, un récital de violon de Hu Kun (dans un programme différent de celui du château d'Artigny) le 8 décembre et le trio Franz le 2 mars. Au Prieuré, à 8 km de Saumur, récital de piano Anne Queffelec le 17 novembre, récital de guitare Alexandre Lagoya le 13 avril. Renseignements sur l'ensemble des programmes et les prix auprès des Grandes Etapes françaises, 140, rue de Belleville, 75020 Paris, tél. : 43-66-06-06.

L'Islam dévoilé

L'Islam ? Une masse énorme d'hommes s'en réclame, des Arabes, des Turcs, des Iraniens mais aussi et plus nombreux des Indiens, des Malais, des Indonésiens, des Philippins, des Balkaniques, des Africains... Dans nos relations internationales, sur notre sol même, nous ne cessons d'être confrontés avec lui, de recevoir à son sujet des informations médiatiques, pseudo-scientifiques... Car il est difficile de percer à jour ses multiples facettes, ses idéaux parfois contradictoires, d'autant plus lorsqu'on l'aborde ou le côtoie, davantage avec passion qu'avec raison.

Un texte écrit en juin dernier par Jean-Paul Roux, directeur de recherches au CNRS, pour introduire le Forum Islam organisé par l'association Arts et Vie, du 27 avril au 4 mai 1991, pendant les vacances scolaires de printemps, à Confolant, en Auvergne. L'actualité apporte aujourd'hui une justification supplémentaire à ce rendez-vous culturel de haut niveau qui, par le biais de conférences, d'ateliers, de films et de soirées, animées par les meilleurs spécialistes du monde islamique (dont notre confrère Paul Balta et André Miquel, professeur au Collège de France), entend « donner une vision totalisante d'un univers à la richesse culturelle considérable, qui a maintes fois influencé le nôtre et cherche aujourd'hui tout autant à retrouver ses origines qu'à trouver sa place dans le monde contemporain non sans déchirements ». Il en coûtera, pour la semaine, 1 750 F pour les adultes et les enfants de plus de 10 ans (un supplément de 250 F pour une chambre individuelle), en pension complète avec accès aux tennis. Confolant se trouve sur la commune de Miremont, à 460 km de Paris et à 45 km de Clermont-Ferrand.

Sélection établie par Patrick François et Danielle Tramard.

TELEX

Le 5^e Forum international des équipements de loisir se tiendra du 3 au 5 décembre au Palais des festivals de Cannes. Lieu de rencontre des professionnels du loisir, il offrira cette année plus de vingt-cinq forums (dont un sur les pays de l'Est) et ateliers, une participation accrue des collectivités locales, une forte représentation internationale (notamment japonaise) et des thèmes nouveaux tels que le port, la plage et la montagne. Renseignements : Euro-Convention / FIDEL 90, 17, rue d'Uzès, 75002 Paris. Tél. 40-41-05-50.

Premières liaisons en hélicoptère, de Val-d'Isère à l'aéroport Genève-Cointrin, de Noël à Pâques et du vendredi au dimanche : 1 520 F ou 1 890 F par personne. Une demi-heure de grand spectacle, du lac de Tignes au lac Léman, avec survol du mont Blanc et de la mer de Glace. Renseignements : Val-d'Isère Promotion. Tél. : 79-06-10-83.

« La Suisse en cinq étoiles » et « Swissair vous ouvre le monde des affaires » : deux brochures où la compagnie aérienne présente ses forfaits avion-hôtel. Quatre jours à Saint-Moritz : 14 150 F en demi-pension ; huit jours à Zermatt : 26 550 F en pension complète. Dans les agences de voyages.

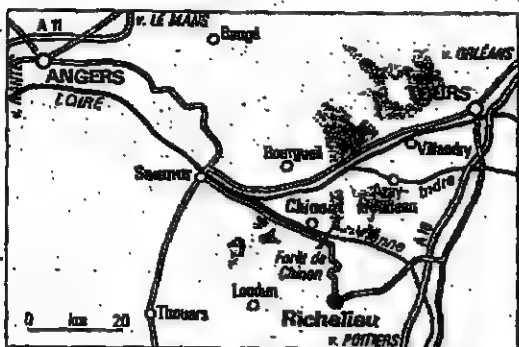
London pas cher jusqu'au 16 décembre : 710 F aller-retour sur les 50 vols Air Europe au départ de Roissy-1. Réservations : 49-27-91-00.

Une idée de cadeau : les avances sur frais de voyages, sous forme de chèques de 100, 200 et 500 F, valables un an, à valoir sur tous types de prestations touristiques (circuits, séjours, locations, billets d'avion). Disponibles auprès des 90 agences Via Voyages.

Richelieu

Guide

EN FRANCE



Richelieu, ville nouvelle du Cardinal

Un délire symétrique, la rectitude poussée jusqu'à l'obsession : Richelieu, en Indre-et-Loire, reste le rêve d'un homme qui voulait surveiller ses courtisans, tous rassemblés dans une cité idéale et érigée à sa gloire.

ATTRÉS par l'odeur du coq au vin, les voyageurs pénétrèrent dans le restaurant du Puits doré. Dans un ultime coup de pédale, l'ancien garde champêtre vire sous un porche de la route de Châtelleraud en faisant un petit signe à la statue du Cardinal, dont le moustache dehors. Richelieu s'est habillée de pourpre. La couleur automnale est ici cardinalice.

Ce fut une ville nouvelle au dix-septième siècle. Créée « par ordre du Cardinal ». Le résultat fut aussi sec que l'injonction : deux places reliées par un axe central bordé d'hôtels particuliers, quatre rues parallèles pour loger les bourgeois et les gens du peuple, le tout enfermé dans une enceinte rectangulaire. La rectitude et la symétrie poussées jusqu'à l'obsession. L'éloge de la ligne droite au siècle de la raison. Les constructions de Vauban, qui utilisaient toutes les ressources de la géométrie, seront, quelques décennies plus tard, de joyeuses fantaisies à côté de ce pensum janséniste.

Ces pierres trop bien ordonnées dégagent encore aujourd'hui un curieux sentiment d'étrangeté. Comme si les choses simples conduisaient à l'incertitude. Les hôtels de la Grande-Rue, à force de répétitions, donnent l'impression

sion de s'étirer à l'infini. Le présent, à Richelieu, avance prudemment, comme le cavalier aux aguets dans une bourgade faussement déserte de western.

Le dessin du Cardinal était de faire surgir une ville peuplée de courtisans au pied du château familial qu'il était en train d'aménager en demeure princière. « L'enjeu de consacrer les marques de sa naissance l'obligea de faire bâtir autour de la chambre où il était né », écrit perfidement La Fontaine. Les plans furent confiés aux Lemercier, architectes du Louvre et du palais Cardinal, qui travaillèrent à l'ensemble du chantier de 1631 à 1642, année de la mort de Richelieu.

En réalité, à l'exception d'Henrichemont, tracée par Sully, et de Charleville, Richelieu est la première ville « pensée » où l'objectif est de faire de l'urbanisme et non plus seulement de l'urbanisation. On pense même déjà à l'environnement. Des savants, perçus au vent, parcoururent la campagne, traquant les miasmes et les mauvaises odeurs. Il faut lire leurs conclusions dans une langue admirable : « Quant à l'air, il est très bon et très salubre. Le terroir étant sec et sablonneux, les vapeurs souterraines n'y peuvent croquer et se corrompre ; et comme elles s'exhalent aisément et qu'elles ont une libre issue par les pores de la terre, elles ne sauraient dégénérer en exhalaisons malignes ».

Dans ce coin perdu du royaume aux confins du Poitou et de la Touraine, le Cardinal s'est offert une cité idéale — comme d'autres une basilique — un modèle réduit de l'Etat fort et centralisé qu'il voulait instaurer. Construction purement artificielle, autoritaire, qu'il dirige depuis la capitale, dont

il régla tous les détails jusqu'au nombre des clous sur les portes cochères. Adolescent, Louis XIV visitera plus tard la ville et son château transformé, devenu l'égal des plus belles demeures royales : son maître y a englouti 14 millions de livres et a orné sa chambre à coucher de Titien, de Dürer, de Rubens et de Caravage. Le jeune roi retint la leçon et fit Versailles.

Si le roi est au sommet de la pyramide de l'Etat, son ministre tout-puissant — qui de plus est dans son sief — ne peut se trouver loin. Cette dualité, qui reflète la situation politique de l'époque, les architectes la résolvent en ouvrant deux places, aux dimensions farouchement identiques, dénommées Royale et Cardinale. Mais en accueillant les principales fonctions de la ville, la place Cardinale (aujourd'hui place du Marché) rétablit subtilement la prééminence du maître des lieux.

Richelieu y installe l'Eglise, dans une position non plus trop dominante et comme pour se faire pardonner le luxe tapageur de son palais tout proche, appelle la communauté de Vincent-de-Paul pour s'occuper de la paroisse. L'Eglise, un bel édifice de style jésuite, et les anciens locaux presbytéraux où Vincent occupait une modeste chambre, sont aujourd'hui bien menacés.

En revanche, Richelieu fait ouvrir place Royale une Académie pour les jeunes nobles dont il confie la direction à des proches de Descartes — celui-ci d'ailleurs est natif de La Haye, à quelques lieues de là. Il est prévu d'y enseigner « la pureté de la langue française » considérée pour la première fois

comme véhicule de la connaissance scientifique et philosophique.

La symétrie, qui exprime ce partage égalitaire du pouvoir, est utilisée à Richelieu jusqu'à l'épuisement. « Le plan masse révèle une parfaite mécanique où parcelles et bâtiments s'inversent dans une rigoureuse symétrie transformant la ville en un jeu de miroirs qui se renvoient à l'infini », observe une spécialiste. Le même module (10 toises, la largeur d'une façade) répété autant de fois que nécessaire, va servir de base à toutes les constructions de la ville.

Jeu savant à rendre fou. Un voyageur qui passe en 1868 s'énervait presque devant « ce labyrinthe inextricable à force d'uniformité, le spectacle abrutissant de cette unique maison que vous retrouvez partout, à droite, à gauche, devant, derrière, dans toutes les rues, et qui s'acharne après vous avec une obstination inexorable ».

Aboultissement logique de ce délire symétrique : il faut que les pièces habitées aient les mêmes surfaces, les mêmes fonctions, la même cheminée, les mêmes ouvertures... mais en même temps — passe encore la valetaille et les bourgeois — il va falloir faire entrer les nobles, habitués aux grands espaces, dans cet univers un peu carcéral.

Le Cardinal, en effet, avait décidé de musser ses courtisans dans la Grande-Rue, allée triomphale pour se rendre au château. Tous devaient être logés à la même enseigne. Pas une tête ne devait dépasser. Les plans prévoyaient 24 pavillons rigoureusement identiques, un vaste trois pièces-cuisine donnant sur la rue comme si le Cardinal voulait voir ses gens « au balcon » et surveiller leur intimité. Si bien que la superbe perspective fut vite appelée « la rue la vertu obligée ».

Richelieu inventait le logement et l'habitat collectif. Et les architectes découvraient la construction en série. Mais la perspective de se faire « académiser », comme disait Queneau, en plus de s'exiler loin de la capitale pour faire la clique d'un ministre, certes tout-puissant, mais souffreteux, découragea les acquéreurs. Dix mille livres (c'est-à-dire 1 million de nos francs environ) : le sacrifice était gros pour un trois-pièces-cuisine. Et le placement spéculatif basardeux. Il fallut faire la chasse aux clients comme un vulgaire promoteur. Ce fut un extraordinaire feuilleton politico-immobilier — les archives en témoignent — dont le Cardinal et ses hommes d'affaires ne sortent pas grandis.

Pour vaincre les réticences on fit donation des terrains puis on se mit à distribuer des exemptions d'impôt. Une fois le client « ferré » un manieur d'argent du Cardinal, Alphonse de Lopez, qui au passage s'était adjugé le meilleur emplacement, encaissait le gros de la vente et passait commande au maître d'œuvre. Mais les sans doute de

solliciter ses proches, le Cardinal en vint à imposer aux adjudicataires des fermes un pot-de-vin supplémentaire, l'achat d'un lot. La recette miracle pour peupler sa ville était trouvée. Fidèlement, on retrouva à Richelieu la fine fleur des spéculateurs qui opéraient à Paris dans l'immobilier : le Cardinal leur faisait payer ici — et cher — l'argent qu'il leur permettait de gagner ailleurs.

Tout ce beau monde bien sûr déserta à la mort du Cardinal. Ce fut même la débâcle. Vingt ans après, les bâtiments ne valaient plus que 2 000 livres. La Fontaine, qui voyageait partout, eut le mot de la fin : assurément, le Cardinal, dit-il, avait « mal pris ses mesures ». Le coup de grâce fut donné par un propre descendant du Cardinal qui bizarrement, craignant les affres d'un nouveau 1789, fit détruire le château en 1835, privant le village d'une mine d'or touristique.

Aujourd'hui, Richelieu (2 219 habitants), fruit d'une vanité, vivote comme un aimable chef-lieu de canton, ne sachant s'il faut blâmer

« l'homme rouge » ou le porter au pinacle, rafistolant ici un bout de muraille, là un pan de toiture. Un office HLM s'est essayé à la réhabilitation. Décrétée « secteur sauvegardé » par Malraux, la ville n'a jamais été pourtant « classée » par les Monuments historiques. L'habitude veut qu'on classe une forme, pas une idée. On peut le regretter.

En réalité, personne n'a tranché sur le parti de restauration à adopter. Parce qu'on ne sait finalement si ce grand corps de pierre est une ville ou un monument. « Un cas limite entre l'architecture et l'urbanisme », disent les spécialistes. L'ensemble évoque un immense édifice dont les demeures sont les appartements. Un monument reste figé, alors qu'une ville bouge, accepte les morsures du temps et ne vit que si sa forme évolue. A Richelieu, toute transformation ne peut être qu'agression. On ne touche pas à une utopie.

Régis Guyotat

Guide

• Le mieux encore pour se rendre à Richelieu (Indre-et-Loire) est de prendre sa voiture. On quitte l'autoroute A10 au sud de Tours, à Sainte-Maure-de-Touraine. Il reste tout juste 25 km au milieu des premières collines du Poitou.

Il faut venir à Richelieu avec l'idée de prendre une bonne leçon d'urbanisme, de comprendre plus que d'admirer. Il n'est pas rare d'y voir des étudiants assis à même la chaussée

crayonner dans la Grande-Rue. Si le mot tourisme culturel à un sens, ce pourrait être ici. Les classes du patrimoine, les séminaires d'architecture pourraient s'y succéder. La matière est inépuisable. L'urbanisme moderne est né aussi à Richelieu.

Plutôt que de conseiller tel ou tel établissement hôtelier — l'hébergement d'ailleurs est précaire, un seul véritable hôtel, le Puits doré, et quelques chambres d'hôte notamment chez

M^{me} Leroy de Carasco, 15, Grande-Rue, où il vous est offert un lit à baldaquin pour 350 francs — on recommande de partir avec quelques bonnes lectures sous le bras : Richelieu, ville nouvelle, par Philippe Boudon (Dunod, 1978) ; un beau reportage de Jean-Paul Kauffmann, *Le Matin de Paris*, 30 juin 1979 ; ou le pertinent étude de Martine Altman, dans la revue *Diagonal* 71 (juin 1988).

Les dernières découvertes concernant le bâti de la ville sont l'œuvre de Christine Toullet, chercheur à la direction régionale des affaires culturelles à Orléans. La rareté des documents touristiques (une page, il est vrai, dans le guide vert Michelin Poitou-Charentes-Vendée, alors qu'administrativement Richelieu est rattachée à l'Indre-et-Loire et au Val-de-Loire) illustre bien l'oubli dans lequel est tombée la ville aujourd'hui.

RANDONNÉES

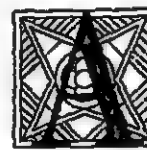
VOYAGES...

VERS LES GRANDS ESPACES

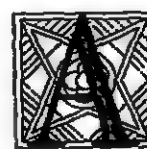
SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc.

EXPÉDITIONS

NOMADE
AVENTURE
Doc. gratuit
30 av. des Femmes
75017 Paris 13 42.45.45



Agadir accueillait déjà un CLUB SANGHO dans ses "Jardins de l'Atlantique".



Aujourd'hui à Marrakech, avec un deuxième CLUB SANGHO, un nouveau palais a ouvert ses portes.

MAROC CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris

Tél. : (1) 42.96.02.25

Allemagne, le patrimoine réuni

Suite de la page 19

Vers la droite, sur le forum, l'opéra de Semper (1869) brille de tous les feux de sa restauration-reconstruction, faite mais aboutie. L'autre côté de la place est en travaux; à deux pas, murs noirs, arbres parmi les ruines, viennent seulement de commencer ceux du château, qui semble démolir d'hier.

Reconstruit d'hier, en revanche, à l'identique (terminé en 1964), le Zwinger: d'abord Orangerie, un simple et vaste rectangle autour d'un jardin, des galeries et des pavillons d'un « baroque » qu'on daterait volontiers du début de ce siècle, tant il est à la fois rigide et surorné, mais qui est dû à un maître du genre (début dix-huitième), l'architecte Pöppelmann.

L'histoire architecturale de Dresde tient dans ce carré sacré, immédiatement juxtaposé aux espaces ruyens de la période ultrabrichienne. Mais quand on choisit bien son angle, par exemple, entre l'Albertinum, le grand musée, et l'École des beaux-arts, romantiquement envahie par la végétation, et qu'une jeune fille joue de la flûte dans l'escalier qui mène au jardin en terrasse sur l'Elbe, on peut, à condition de ne pas se retourner vers les ruines de la Frauenkirche, croire que Dresde respire encore.

Weimar sera d'approche moins rude, plus classique, plus familière. Même si la présence aux environs du mémorial de Buchenwald, que l'on s'y arrête ou pas, jette pour toujours à l'horizon de la petite ville de Thuringe son ombre de deuil et de larmes. Même si, arrivant à la nuit tombée, le voyageur peut se croire projeté dans un décor d'avant-guerre, quand, dans un brouillard chargé de l'odeur oubliée des fumées de charbon et dans la lumière pauvre des rares réverbères, les statues équestres reprennent leur monologue interrompu devant les façades muettes des anciens palais.

Mais cette impression « noire » était très exagérée: Weimar est, au grand jour, une ville animée et sympathique qui montre à tout instant comment elle entend assumer son héritage et le mettre en valeur pour honorer ses visiteurs.

Ici, les « acquis du socialisme » ont pris des formes extrêmement fréquentables: des fenêtres de ce palais fraîchement ravali s'échappent des arêtes et des gammes, c'est l'école de musique, Gloires nationales intouchables, Goethe, qui vécut cinquante années à Weimar, et Schiller, son ami, qui vint l'y rejoindre avec sa famille et fit construire une demeure où il mourut trois ans plus tard, ont eu droit à un traitement attentif: les maisons (quarante mille visiteurs en un mois, l'été dernier) sont impeccablement entretenues; le musée construit

ces dernières années pour Schiller est de la meilleure veine; enfin, l'institution qui supervise les archives, coordonne études et colloques, déjà en contact avec les spécialistes étrangers, se réjouit, nous dit Angela Jahn, « des nouvelles opportunités de rencontres et d'échanges » offertes par la réunification.

Jack Lang, le ministre français de la culture, ne s'y est pas trompé, qui a, fort de l'admiration des poètes allemands pour la Révolution française, prestement jumelé Blois avec la cité de Goethe, de Schiller... et de Liszt.

Chaque jour, en Allemagne, un événement « historique ». Le jeudi 25 octobre, c'était à Weimar, la première réunion du Landtag dans la salle du théâtre où fut votée, en 1919, la Constitution de la République qui sera connue sous le nom de cette ville, mais qui, en 1933, tombait sous les coups du nazisme.

Devant le théâtre, saisies, dans le bronze, les deux gloires amies,



comme une invitation à suivre leurs pas. On peut ainsi aller en compagnie de Schiller rendre visite à Goethe, par les rues piétonnes. Observer que dans les boutiques, de plus en plus, le superflu est en vente libre, que les librairies sont fort bien fournies et que des commerces nouveaux arrivent tout armés de l'Ouest. Croiser des jeunes filles qui expriment leur euphorie par un maquillage raffiné mais insistant, ou même acheter des pommes, petites mais gouteuses, aux paysannes qui découvrent avec peine, sur le marché, les lois de la concurrence.

On pourra aussi, sortant de chez Goethe, de la démonstrative et pourtant bourgeoisement habitable demeure de ce collectionneur qui avait conscience, de son vivant, d'en faire un musée, prendre la ruelle qui passe devant « son » arbre, un gingko biloba, l'arbre aux



Promeneurs du dimanche, à Berlin, sur les quais de la Spree et dans « l'île des musées ». Au fond, le Dom. A Weimar, les statues de Goethe et de Schiller, devant le Théâtre (à gauche). Maisons anciennes (dont celle du peintre Cranach) sur la place du marché (à droite).

insignes, on peut aujourd'hui comme hier, admirer la colonnade et les proportions de l'Altes Museum (de Schinkel) ou prendre le pont Marx-und-Engels (du même; on l'appelait Schlossbrücke) qui témoignent de l'ampleur des commandes urbaines confiées à l'architecte.

En retournant vers ce qui fut la zone plus proche de l'ex-mur, un autre espace monumental n'a pas échappé à l'intervention schinkelienne: entre le Dom des français (église baroque transformée en musée huguenot) et le symétrique Dom des allemands (en cours de travaux) se dresse, nu, carré et massivement présent, le Schauspielhaus de Schinkel.

Pour avoir entendu prononcer le nom de l'architecte par un passant ordinaire devant la Neue Wache, peut-on avancer que son œuvre est, sinon en France, bien connue en Allemagne? Werner Szambien,

feuilles d'or, et entrer avec lui (les peintures sont d'époque, il n'y a pas de chauffage) dans la bibliothèque que Goethe dirigea. Pour y découvrir dans un décor blanc et or finement rococo, une sorte de chapelle dédiée aux livres et à la lecture où veillent, saints laïques, les bustes des grands de l'époque.

Un parc à l'anglaise court dans la vallée. Goethe, encore lui, y avait sa maison de « campagne », à deux cents pas, une maison haute, rustique, carrée, qui a servi de modèle inconscient à toute une tradition de constructions allemandes. Pourtant, c'est à Weimar aussi que le vingtième siècle verra prendre naissance, à l'école d'art et d'architecture, une avant-garde déterminée à changer l'art et la vie, des cafés, des petites cuillères aux logements: le Bauhaus. L'école est toujours là, et dans les bâtiments d'Henry Van de Velde, on enseigne l'art, et l'architecture.

Mais c'est à Dessau que Gropius, chassé de Weimar en 1925 après une victoire électorale de la réaction, fera construire, selon les canons de la modernité, une nouvelle école. Et c'est plutôt dans la banlieue verdoyante de Berlin (où un nouveau déplacement les conduira, avant la dissolution complète par les nazis en 1933) qu'on trouvera les meilleurs exemples de cette rationalisation du logement dont les élèves de Walter Gropius et du Bauhaus allaient poser les prémices.

Potsdam et Berlin. Les dirigeants de la RDA aimaient bien l'idée de la Prusse et du pangermanisme et n'ont visiblement pas négligé Potsdam, le parc et les palais de Sans-Souci.

La ville elle-même, ville de garnison créée ex nihilo, a subi cette « guerre après la guerre » qu'ont été les démolitions brutales de l'ère Ulbricht, la rénovation-bulldozer qui élimina le château bombardé au lieu de le restaurer, conserva son Orange-

rie du dix-huitième siècle (devenue Musée du film), créa une avenue pour les parades militaires, et posa au carrefour un insipide palais municipal au chevet de l'église façon Panthéon de Friedrich Schinkel. Collage chaotique et désespérant: les grandes villes d'Occident ont connu de ces aberrations et elles ne sont le privilège d'aucun régime, d'aucun despotisme municipal. Aujourd'hui, à Potsdam, le panorama désolé de ce carrefour autoroutier est complété par le chantier interrompu d'un théâtre, et l'incertitude grandissant, on ne sait plus qu'en faire.

La ville de garnison, rues droites, et maisons basses, a en revanche subi moins de dommages. Son quartier « hollandais » tout de briques rouges est même en cours de restauration. Ailleurs, les rues aux chaussées défoncées, les façades délabrées qu'illumine, depuis peu, un coup de peinture fraîche et des enseignes publicitaires toutes neuves, sont à l'image d'un pays en déroute qui n'avait pas les moyens d'entretenir son patrimoine immobilier et urbain.

Sans-Souci, en revanche, n'a visiblement pas manqué d'égards budgétaires. Le parc des rois de Prusse qui prenaient modèle sur Versailles, ses châteaux, son orangerie, son pavillon chinois, ses allées et ses bassins, ses perspectives et ses « folies », allant jusqu'à nommer un endroit « Marly Park », sont maintenant à portée de promenade dominicale pour les Berlinois en liberté.

Tandis que les « Trebbis », surnommés des Trabant, petites boîtes à quatre roues et moteur à deux temps, partent à la découverte des vitrines du Kurfürstendamm, et des beaux quartiers de Charlottenburg, on vient volontiers de l'Ouest s'exotiser sur les salons et la bibliothèque où Frédéric le Grand recevait son ami Voltaire.

Le plus remarquable à Sans-Souci est la façon dont les styles et les époques des différentes constructions, assez éloignées les unes des autres, savent se répondre dans le paysage d'un parc lui-même composite (vignes en espaliers à la manière italienne,

bosquets tracés façon Versailles, grands dégagements à l'anglaise) et comment le promeneur est attiré de l'un à l'autre, de l'extravagant pavillon chinois à l'orangerie des pergolas du petit château de Charlottenhof, façon de Malmaison dessinée pour le prince héritier par Schinkel, aux majestueux volumes, du Neues Palais, à qui des spécialistes polonais s'attachent depuis des années, et sans doute pour des années encore, à refaire une sainte.

Schinkel est l'architecte qui, à partir de 1826, met en forme, dans le parc de Sans-Souci, pour le roi Frédéric-Guillaume III, des « idées idylliques », un pittoresque savant et inspiré. Des exercices qui sont à la fois, pour ce bon peintre romantique et grand voyageur, des mises en perspective du décor et, pour ce précurseur de la modernité, des démonstrations volumétriques qui annoncent le rationalisme.

Schinkel, dessinateur virtuose, a laissé assez d'œuvres remarquables pour servir de fil conducteur au voyageur d'aujourd'hui de Potsdam à Berlin. Ce Berlin qui fut « de l'Est » et qui avait pris dans ses rêts la plupart des espaces urbains monumentaux, les grandes perspectives classiques de part et d'autre d'Unter den Linden et tous les grands musées. Ces esplanades, naguère vides, austères et polices, que la foule des dimanches envahit désormais sans retenue, parkings improvisés, déambulations croisées, appropriation sans réticence.

On entre ainsi sans façon, sur Unter den Linden, dans un petit temple au portique à la grecque que la RDA a élevé au rang de mémorial des victimes du fascisme et que des soldats gardaient avec le sérieux le plus rigide. C'est la « Neue Wache » de Schinkel, reconstruite après la guerre.

Tournant le dos aux façades en verre teinté du « palais » socialiste dégradé de ses



auteur du seul livre paru en français sur l'architecte (éditions Hazan) le dit bien: « Au même titre que Goethe, Schiller et Lessing, pour un Allemand, Schinkel est un « classique », un artiste à forte tendance pédagogique qui se distingue par son savoir et sa curiosité universels. Le seul architecte admis dans ce panthéon. »

Les Berlinois de l'Ouest n'avaient de lui que peu de chose, un petit château dans le parc de Glienicke, un kiosque et une terrasse à pergola néo-romaine, pour rêver devant les roseaux du Wannsee et le pont-frontière. Désormais, pour eux, l'œuvre de Schinkel, en même temps que l'Allemagne, est réunifiée.

De notre envoyée spéciale en Allemagne
Michèle Champenois

Guide

• L'Allemagne est unifiée, mais le voyage dans les Länder de l'Est conservera, un temps encore, ses particularités: paysages urbains où la publicité commence à « animer » les façades (les premières vantent les cigarettes blondes), librairies Karl-Marx dans le style kitsch des années 50, casernes soviétiques à l'entrée des grandes villes, autoroutes relativement étroites ou en travaux, manque d'hôtels.

Voyage
Le 28 octobre 1990 marque une date historique dans la desserte aérienne de Berlin. Assurée exclusivement depuis la guerre par les compagnies nationales des puissances occupantes, elle a été, à l'ouverture de la saison d'hiver, « normalisée ». Pour la première fois depuis 1945, la compagnie Lufthansa s'est posée à Berlin-Tegel et assurera désormais des liaisons avec Paris (12 vols directs par semaine, 1 800 F AR en vol vacances). La compagnie allemande dessert aussi d'autres villes à l'Est notamment Paris-Dresde via Stut-

tgart ou Munich (2 550 F en vol vacances).

Air France a réorganisé, à la même date, ses vols en direction de l'Allemagne. Elle offre deux vols directs Paris-Berlin sans escale chaque jour (1 h 40), auxquels s'ajoutent des liaisons via Düsseldorf. La classe « club » sur les Airbus A 320 est accessible à tous les voyageurs qui paient le billet au tarif plein de la classe économique (4 370 francs aller-retour); le vol vacances (payé et réservé à l'avance) vaut 1 800 francs. Tarif jeunes: 1 380 francs. Le trafic sur cette ligne a augmenté de 20 % en un an.

Séjour
On devait autrefois réserver les hôtels pour chaque étape avant d'entreprendre le voyage. On peut aujourd'hui se déplacer librement, mais on est moins assuré de trouver de la place.

On peut aussi louer chez l'habitant. Brochures et renseignements: Office allemand du tourisme, 9 bd

de la Madeleine, 75001-Paris. Tél.: 40-20-01-83.

A Dresde, plusieurs hôtels modernes sont en service, notamment l'Hôtel Bellevue près du pont du Château et face à la ville baroque (tél.: 568-20).

A Weimar, il faut réserver longtemps à l'avance une chambre à l'Hôtel Elephant, sur la place du Marché (tél.: 614-71). L'Hôtel Rösscher Hof, bien situé sur la Goetheplatz (tél. 623-31), a été repris par une chaîne occidentale (140 DM pour une chambre double).

A Potsdam, l'Hôtel Potsdam, de pur style socialiste, domine l'échangeur et le centre-ville rénové (tél.: 48-31. Chambre double: 210 DM).

Il est du dernier chic de chercher à louer à Berlin-Est, et notamment dans les grands hôtels qui dominent la place Marx-und-Engels ou l'avenue Unter den Linden. Mais il faut

savoir que les prix sont alignés sur ceux de l'Ouest.

Restaurants
La coexistence des buvettes et des cafés traditionnels à l'Est et l'ouverture de nouveaux établissements offrent une situation de relative abondance. Certains sont situés à proximité ou même à l'intérieur des monuments historiques. Par exemple à Potsdam, près du parc de Sans-Souci.

A Weimar, excellent et traditionnel restaurant à côté de la maison de Goethe, sur Frauenplan: Gasthaus Zum Weissen Schwan (tél.: 617-15).

Vitines
A Dresde, ne pas manquer les collections de peintures du Musée Albertinum, l'extravagante collection de pierres précieuses et de bijoux. Ou passer une soirée à

l'Opéra de Semper, rouvert depuis 1985.

A Weimar, plusieurs petites musées sont installés dans des maisons privées: maisons de Goethe (Frauenplan), de Schiller (Schillerstrasse), de Liszt (Marienstrasse) et le Wittumspalais, qui abrite le Musée Wieland.

Renseignements: Nationale Forschungs- und Gedenkstätten der klassischen deutschen Literatur in Weimar, Burgplatz 4, Schloss (tél.: 29-45).

Depuis quelques mois la bibliothèque baroque (place de la Démocratie) est ouverte au public le mercredi après-midi et le samedi matin.

A Potsdam, le parc de Sans-Souci est ouvert toute l'année, ainsi que le château de Frédéric le Grand, sommet de l'art rococo, et le Neues Palais (soixante pièces ouvertes à la visite sur deux cents). En revanche, les intérieurs des petits édifices de Schinkel (maison du jardinier et bains romains, petit château de Charlottenhof) sont fer-

més à partir de la mi-octobre et rouvrent au printemps.

La tour Einstein, par son aspect et sa situation, bâtiment exceptionnel construit par l'architecte Erich Mendelsohn en 1923, en style expressionniste, est située dans le parc de l'Observatoire qui dépend de l'académie des sciences à Potsdam, avenue Einstein. Visite possible chaque jour (le gardien est aimable).

Livres
Les guides de l'Allemagne en français ne sont pas encore prêts. A part un Berlin (Visa, Hachette, 69 F). Pour le reste du pays, le guide Actual des pays de l'Est (Seuil, 79 F) est pour l'instant seul en rayon.

Sur Karl Friedrich Schinkel, la monographie de Werner Szambien (éditions Hazan, 140 p., 190 F).

Sur le Bauhaus, l'ouvrage de Frank Whitford (collection « Univers de l'art », Thames and Hudson, 216 p., 89 F) et le Bauhaus de Weimar (1919 à 1925), d'Elodie Vitale (éditions Mardaga, 358,50 F).

Retour
au Flore

Cerdan, du

Retour au Flore

Citadins convenables, gens de la mode et du spectacle : le Café de Flore s'est refait une clientèle. Restent quelques grandes ombres pieusement recueillies par des miroirs entièrement d'après-guerre.

Un nous dit que le monde change et que certains êtres de passage ne s'arrêteront plus au Flore. C'est vrai. Ce bien centenaire a changé. Paul et Henriette Boubal en avaient fait, sans le savoir, un lieu mythologique dans l'euphorie de l'après-guerre. En 1984, lorsque M. Sijegovic prend leur succession, il ne change rien, mais maintient la tradition en entretenant les bois et les miroirs.

Le Flore n'est pas un café, mais des visages, une mémoire vive, mémoire du siècle, légère et nécessaire.

Est-il encore une maison pour le mythe? Non, parce que les mythes aujourd'hui ont la vie courte; ils sont vite avalés par la multitude des images. Alors le Flore se contente de son passé. Il le préserve avec discrétion. C'est une main sur le visage du jour quand apparaît dans le miroir du fond une ombre hésitante.

Ce lieu est une île bien ancrée dans la terre. Une maison de verre et de miroirs. Une maison habitée — peut-être hantée — par les images. Elle est fréquentée avec assiduité. Il y a ceux qui se mettent en avant, dans l'espace conçu comme une vitrine; il y a ceux qui s'installent légèrement en retrait, moins pour être vus que pour voir; et puis il y a ceux qui se réfugient au premier étage. Là, on est au-dessus du soubassement du paratexte : on ne se montre pas, on se cache pour lire (le journal), écrire (des cartes postales, pas plus), parler avec l'ami complice, surprendre au fond un mannequin qui se change pour une série de photos.

Les fenêtres sont fleuries comme dans un décor de théâtre; le garçon se tient en retrait, bien installé dans son rôle, attentif et aimable. A force de rappeler le texte de Jean-Paul Sartre dans *l'Être et le Néant* sur le garçon de café qui joue jusqu'au bout son rôle de garçon de café correspondant à l'image que lui ren-



Magots qu'on rencontre les plus belles femmes de Paris et d'ailleurs. Elles sont à peine maniérées, douces pour savoir être là avec aisance et naturel, donnant à ces lieux un peu de cette magie qui manque de plus en plus à Paris.

On disait, à l'époque sartrienne, que les chemins de la liberté passent par le Flore. Aujourd'hui ce sont les chemins de la société du spectacle qui passent tout naturellement par là : artistes, créateurs, spectateurs et acteurs s'installent moins pour se souvenir des clients illustres — Picasso ou Hemingway — que pour marquer l'époque par une présence légère, juste ce qu'il faut pour ne pas basculer dans l'indifférence ou l'oubli.

Valeur sûre, le Flore est toujours à la mode, c'est-à-dire classé dans une spécificité qui se voudrait tradition, incontestée dans sa manière d'être et de recevoir. Pour cela, les trois gerants et la vingtaine de garçons veillent. Ils ne filent pas l'étrée. Ce ne serait pas élégant. Ils sont au service du client; efficaces et précis, ils ne donnent jamais l'impression d'être débordés. Ils ont comme un air de « du métier ».

La remarque sartrienne est non seulement confirmée mais justifiée. La tradition, c'est le maintien d'une exigence et d'une qualité; ainsi, jamais moins de 12 grammes d'un mélange spécial de café pour un

expresso : une précision d'horloger pour les fameux œufs coque : une grande fidélité au via de Loire pouilly-ladouce : une attention particulière à la préparation du welsh rarebit, un toast noyé dans du fromage, spécialité de la maison; les principaux journaux sont à la disposition des consommateurs, etc.

On dirait que le Flore est là pour mieux faire respirer le quartier. Comme son voisin Les Deux Magots, il est, avec les librairies la Hune et le Divan, ce qui définit et donne son sens à un centre parisien, plus solide et plus résistant que toutes les modes.

Tahar Ben Jelloun

Le Café de Flore, 172, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 45-48-55-26. Ouvert de 7 heures à 1 h 30 du matin. Mandarin, Picon (37 F), Ambassadeur, Guignolet (34 F), Bourbon J.M. Beam (55 F), Farnet-Branca, Chartrouze verte (45 F), Viendox (20 F), cocktail « Le Flore », Curacao bleu, Contreux, champagne (60 F), Buffet chaud : le welsh rarebit (45 F), la paire de Frankfurt (20 F), œufs au plat nature (30 F). Suggestion : crabe royal mayonnaise (160 F). La direction regrette de ne pouvoir accepter les règlements par chèques, lit-on au bas de la rubrique « glaces », dans le très « gallicardesque » carte des consommations et des en-cas.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. : 970273
Fax : 93-39-19-48
A 2 pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
SALON D'ACCUEIL ET CLIMATISÉ
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-47-42-56 - Téléc. : 670416
Téléphone : 93-46-17-99.

NICE

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur câble.
Téléphone direct, minibar.

Côte Basque

HOTEL DE CHIBERTA
ET DU GOLF***
(3 km de Biarritz)

« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et au calme de la forêt de pins »
Séjours en studios équipés tout confort
(téléphone direct, TV Canal +)
Prix 2 pers. : 1 400 F la semaine
valable du 1-11-90 au 28-03-91
(sauf du 22-12-90 au 5-01-91)

Possib. petit déj. et repas sur demande
Navette ville et aéroport
104, boulevard des Pignes, ANGLET
Tél. : 573 412. Fax : 59-52-11-23.

Montagne

HAUTES-ALPES - ÉCRIN

HIVER 90/91
Pension complète + clubs enfants
+ animations soirées à partir de
1 628 F/semaine.
Enfants de - 10 ans : 25 % de réduction.
AUBERGE LA BLANCHE
N° appel gratuit : 05-03-29-21.

Paris

BORNBONNE

HOTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c. TV couleur.
Tél. direct.
De 280 à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

ADX-EN-PROVENCE

HOTEL RÉSIDENCE
Location d'appartements meublés
pour séjour de courte
ou longue durée.
Prestation de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

DROME PROVENÇALE

PRIX D'HIVER

Paris/4 h par TGV (Montlimar)

AUBERGE DU VIEUX VILLAGE

D'AUBIERS

Grd conf. - calme - soleil

S. à m. non fum. - cuis. sans prétention

mais bonne, à tendances diététiques

salle de musc. - sauna - UVA

Mireille Colombes

26110 Nyons - Tél. : 75-26-12-89

Angleterre

LONDON LODGE HOTEL, 134
Lexham Gardens, Londres W8 6JE.
Hôtel luxueux à Kensington dans le
centre de Londres.

« Breaks » à 450 F par nuit et par
personne dans chambres 2 pers., avec
2 lits. Gratuit pour les enfants (ch.
partagé avec les parents). Offre valable
pour toute réservation réglée avant
31/12/90. Indiquer réf. LM450.
Pour détails et brochure, écr. ou tél. :
19-44-71-244-444. Fax :
19-44-71-373-6661. Téléc. : 51922921.

Suisse

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel

L'hôtel 5 étoiles

dans la grande tradition.

Centre mondain et sportif.

CH 7500 St-MORITZ - Tél. : 1941 822 11 51

FAX : 3 27 38

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLDAIS

60 lits, situation tranquille et enso-

leillée, à proximité du funiculaire

Sunnegga. Chambres avec balcon

cuisinette - bar - bain - w.c. -

radio - téléphone - TV. Hall d'ac-

cueil avec bar. Restaurant. Entrée

gratuite dans une piscine couverte.

Prix spéciaux en janvier des FS 75

(env. FF 315) en demi-pension.

Téléphone 1941/28/67 12 03, famille

R. Perron, fax 1941/28/67 50 14.

TOURISME

CHAMPELAC VALAIS SUISSE

Un espace encore naturel.

Ski alpin et fond - patinoire sur lac

École de ski - jardins des neiges.

Fermeture 7 jours / 12 pension 1 600

à 2 400 FF. - Hôtels - Hôtel club

appartements - chalets - dortoirs.

Prospectus Office du Tourisme.

Tél. : 1941-26-83-12-27.

Cerdan, du ring au musée

Marcel Cerdan est actuellement la vedette du Musée national du sport où une exposition lui est consacrée. Tout sur le « Bombardier marocain » et la passion qu'il déclencha dans notre pays.

quelques moments de la vie de l'athlète.

Un voyage en cinq épisodes qui emmène le visiteur du premier ring de Casablanca, à l'aéroport d'Orly le 27 octobre 1949 pour un vol sans retour. Quelques années de succès, avant cette apothéose que fut la conquête du titre mondial en 1948, et l'hommage que Paris réservait à

reées passées à l'écoute de la radio. La retransmission de la rencontre du Roosevelt Stadium de Jersey City, semble toute proche.

On croit encore entendre ce fameux appel de la douzième reprise, cet instant qui fit tout basculer. Alors revenu en arrière, le visiteur retrouve les images de Marcel Cerdan avec Edith Piaf ou la photo du héros le bras en écharpe après son combat contre le « méchant » Jake La Motta, « le Taureau du Bronx », voleur du titre.

« Marcel Cerdan a rencontré l'histoire. Il était, au sortir des années terribles, la personnification du courage et du renouveau », affirme Jean Dury en montrant les affiches de films et les ouvrages consacrés au boxeur. L'exposition permet de retrouver cette ambiance, de revivre ces moments de joie collective et de comprendre la tragédie qui a eu lieu aux Açores, lorsque les Français ont perdu leur pugiliste de trente-trois ans. Parti vers les Etats-Unis à la reconquête de son titre mondial des poids moyens, Marcel Cerdan a disparu le 28 octobre 1949 dans un accident d'avion.

Le parcours de l'exposition « Histoire d'un boxeur » est l'occasion pour le visiteur de gravir un étage supplémentaire des tribunes du stade du Parc des Princes, pour flâner dans les galeries permanentes du Musée. Sur 650 mètres carrés sont exposés quelques-uns des 40 000 objets et documents rassemblés depuis près de vingt ans par Jean Dury. Des trophées, des maillots, des pièces d'équipement ayant appartenu à de grands champions ou à des inconnus retraçant l'évolution des sports, des records, des victoires.

Il faut admirer la précision des

Les sept photos à la « une » de l'édition de *France-Sport* du 23 septembre 1948 et l'énorme titre annonçant « Voici comment j'ai battu Tony Zale » rappellent les soi-

son héros. Photos, médailles, affiches, journaux et objets divers témoignent des moments forts d'une existence. Ils rendent compte d'un itinéraire où les combats devenaient des événements partagés par toute une population, par tout un pays.

« Il s'agissait de retracer le parcours d'une vie de boxeur, faite de combats mais aussi avec les foules, sous rires, de contacts avec les foules, prise dans l'histoire collective », explique Jean Dury, directeur du musée. Collectionneur passionné autant qu'administrateur du boxeur, il a su trouver les clichés qui retracent

Le 13 mai 1945 à La Croix-de-Berry, Marcel Cerdan, devenu poids moyen, s'apprête à rencontrer Jean Despeaux, qu'il battra par KO au 5^e round.

Le 13 mai 1945 à La Croix-de-Berry, Marcel Cerdan, devenu poids moyen, s'apprête à rencontrer Jean Despeaux, qu'il battra par KO au 5^e round.

Le 13 mai 1945 à La Croix-de-Berry, Marcel Cerdan, devenu poids moyen, s'apprête à rencontrer Jean Despeaux, qu'il battra par KO au 5^e round.

Bridge

n° 1408

CHAMPIONNAT D'EUROPE JUNIOR

La Norvège a gagné cette année le championnat d'Europe junior, et l'artisan de cette victoire a été Geir Helgemo qui, à vingt ans, est le plus grand espoir du bridge mondial. Dans la donne suivante contre les Finlandais, il a gagné 3 SA, mais peut-être aurait-il pu jouer encore mieux ?

♠ V3
♥ RV854
♦ V92
♣ 832

♠ RD108
♥ 102
♦ D833
♣ DV

♠ A64
♥ A
♦ AR10764
♣ A106

Ann : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
Backstrom Flak Jouni Helgemo
2 SA 3♥ passe 3 SA...

Ouest ayant cru bon d'entamer le 5 de Trèfle, comment Sud peut-il gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

RÉPONSE

Le déclarant prend avec l'As de Trèfle, tire l'As de Cœur, joue le 6 de Carreau et met le 9 de Carreau du mort ! Est prend, mais les Trèfles étant bloqués, il ne pourra empêcher le déclarant de faire un Pique, deux Cœurs, cinq Carreaux et un Trèfle...

En fait, Helgemo, après avoir hésité, décida de ne pas prendre le Valet de Trèfle, et Est continua Trèfle ; mais, si Est avait contre-attaqué le Roi de Pique, Helgemo aurait eu beau jouer le 6 de Carreau à la première occasion, il aurait chuté...

À l'autre table, Sud avait ouvert de 1 Trèfle, et Est avait pu intervenir à 1 Pique. L'entame évidente à Pique fit alors chuter 3 SA...

DONNÉES PRÉPARÉES À GENEVE

Créé en 1932 par Culbertson, un tournoi en données préparées fut

organisé chaque année jusqu'en 1941. La formule fut reprise en 1961 et 1963 grâce aux Australiens Sullivan et William, qui organisèrent un championnat mondial. Malheureusement la difficulté de créer des données parfaites fit abandonner ce genre de compétition jusqu'aux récentes Olympiades de Genève où un « World Par Hands Contest » (championnat du monde en données préparées) eut lieu au début de septembre grâce au fameux champion et problémiste suisse Bernasconi, aidé par Besse et Waller.

Ils ont composé ainsi douze données à jouer en face d'un mort sur un ordinateur qui indiquait « Err » dès que le déclarant ne tapait pas sur la bonne touche.

Chaque donne avait droit à 1 000 points et toute erreur coûtait 250 points. Le temps imparti était de 100 minutes pour quatre données, sinon on était pénalisé.

Vingt des meilleurs champions dans le jeu de la carte avaient été sélectionnés et le classement des cinq premiers a été le suivant : 1. Garozzo 7 285 ; 2. Hamman 6 045 ; 3. Ghestem 5 735 ; 4. Martel 5 565 ; 5. Robson 5 075...

Dans les instructions délivrées aux participants, la donne suivante était présentée comme exemple :

♠ 9765
♥ R53
♦ A52
♣ R62

♠ A DV10
♥ DV1097
♦ 87
♣ V853

♠ 3
♥ 3
♦ 3
♣ 3

♠ 2
♥ A64
♦ RDV106
♣ AD74

Les annonces (S. don. Tous Vuln.) étaient tout à fait logiques :

Sud Ouest Nord Est
10 passe 10 passe
24 passe 30 passe
30 passe 40 passe
50 passe 50 passe

Ouest ayant entamé le Valet de Cœur, comment le déclarant doit-il jouer pour gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Philippe Brugnol



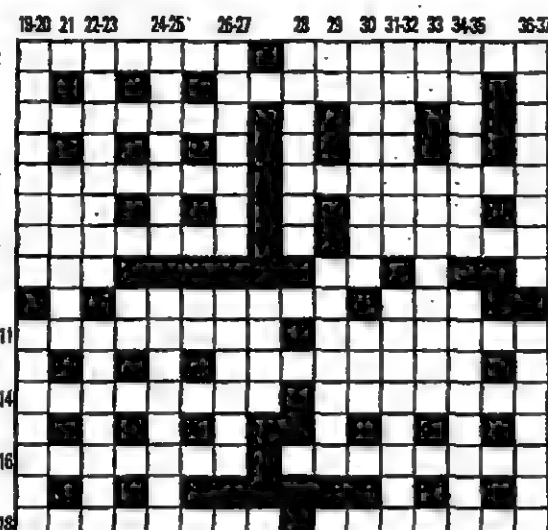
Anacroisés

n° 639

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impossibles sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel de Scrabble (Larousse).



HORIZONTALEMENT

1. EPIHPT. - 2. ABEIORTU. - 3. SMASHAS. - 4. EINHPT. - 5. AANRST. - 6. AEGMOQU. - 7. BEGINT. - 8. AEGNLY. - 9. CELOORS. - 10. ACDEELNO. - 11. FIIMOTV. - 12. EEEINRTT. - 13. ACEGLOR. - 14. DEEMOS. - 15. EEMNOS. - 16. AEFINNTT. - 17. AEEGINS. - 18. EOPRSST.

VERTICALEMENT

19. EGIIMOPT. - 20. AADERRY. - 21. AIOST. - 22. AABENPR. - 23. AEGNLY. - 24. EEEGMR. - 25. AACERSS. - 26. AEEISTX. - 27. CEELLO. - 28. GUNNOOS. - 29. AEELOV. - 30. AAEHNST. - 31. AEMNOTU. - 32. ADEIMNS. - 33. EELIMNT. - 34. BEEIQRU. - 35. AEEIMSTT. - 36. EEEHSTT. - 37. AEFSTTU. - 38. AEFSTTU. - 39. EUSSES.

SOLUTION DU N° 638

1. TOMBEAUX. - 2. RHETIEN (HIERENT). - 3. NIGAUDE (ENDIGUA INDAGUE). - 4. MINBAR.

chaire d'une mosquée (BIRMAN). - 5. SMASHAS. - 6. IVOIRIN. - 7. NOBELIUM. - 8. GISELLE. - 9. TREMIERE. - 10. SENSEES. - 11. RAREFIER (FERRERAI). - 12. DOLOIRE, outil à bois. - 13. ETASSE (LOUVASSE SOULEVASS). - 14. TAXODIUM, conifère d'Amérique. - 15. GICLÉES. - 16. FALAISES. - 17. SANICULE, plante à fleurs (ENCULAIS LUISANTE). - 18. SÉNATEUR (ETERNUAS). - 19. TIMINGS. - 20. SIROTER. - 21. OLIVIER. - 22. ELEVATES (TAVELEES). - 23. SNOREAU, espigles. - 24. BOBINES. - 25. AROLES, pins montagnards (ORALES). - 26. STADIAS. - 27. RIBLES, aiguilles (BELIERS LIBERES). - 28. DESUNIS. - 29. VITRIOLA (VIROLAIT). - 30. RASSURA (SARRAUS). - 31. POLYGALA, herbe à lait. - 32. MERDOIE. - 33. SIFIDES. - 34. HALIENE (NHALAE). - 35. ETAGERE. - 36. ROCHES (CHOREES). - 37. SIDERES (REDISSE...). - 38. EUSSES.

Michel Charlemagne et Michel Dugué

Echecs

n° 1410

Championnat d'Allemagne par équipes, octobre 1990.

Blancs : Rajkovic (pour Siedelfingen).
Noirs : Nuan (pour Solingen).
Défense est-indienne.

1. d4 c5 2. e4 e5 3. f3 f6 4. g4 g5 5. h4 h5 6. f5 f6 7. g6 g7 8. h7 h8 9. g8 g9 10. f9 f10 11. e10 e11 12. d11 d12 13. c12 c13 14. b13 b14 15. a14 a15 16. f15 f16 17. d16 d17 18. b17 b18 19. a18 a19 20. f18 f19 21. d19 d20 22. b20 b21 23. a21 a22 24. f20 f21 25. d21 d22 26. b22 b23 27. a23 a24 28. f22 f23 29. d23 d24 30. b24 b25 31. a25 a26 32. f24 f25 33. d25 d26 34. b26 b27 35. a27 a28 36. f26 f27 37. d27 d28 38. b28 b29 39. a29 a30 40. f28 f29 41. d29 d30 42. b30 b31 43. a31 a32 44. f30 f31 45. d31 d32 46. b32 b33 47. a33 a34 48. f32 f33 49. d33 d34 50. b34 b35 51. a35 a36 52. f34 f35 53. d35 d36 54. b36 b37 55. a37 a38 56. f36 f37 57. d37 d38 58. b38 b39 59. a39 a40 60. f38 f39 61. d39 d40 62. b40 b41 63. a41 a42 64. f40 f41 65. d41 d42 66. b42 b43 67. a43 a44 68. f42 f43 69. d43 d44 70. b44 b45 71. a45 a46 72. f44 f45 73. d45 d46 74. b46 b47 75. a47 a48 76. f46 f47 77. d47 d48 78. b48 b49 79. a49 a50 80. f48 f49 81. d49 d50 82. b50 b51 83. a51 a52 84. f50 f51 85. d51 d52 86. b52 b53 87. a53 a54 88. f52 f53 89. d53 d54 90. b54 b55 91. a55 a56 92. f54 f55 93. d55 d56 94. b56 b57 95. a57 a58 96. f56 f57 97. d57 d58 98. b58 b59 99. a59 a60 100. f58 f59 101. d59 d60 102. b60 b61 103. a61 a62 104. f60 f61 105. d61 d62 106. b62 b63 107. a63 a64 108. f62 f63 109. d63 d64 110. b64 b65 111. a65 a66 112. f64 f65 113. d65 d66 114. b66 b67 115. a67 a68 116. f66 f67 117. d67 d68 118. b68 b69 119. a69 a70 120. f68 f69 121. d69 d70 122. b70 b71 123. a71 a72 124. f70 f71 125. d71 d72 126. b72 b73 127. a73 a74 128. f72 f73 129. d73 d74 130. b74 b75 131. a75 a76 132. f74 f75 133. d75 d76 134. b76 b77 135. a77 a78 136. f76 f77 137. d77 d78 138. b78 b79 139. a79 a80 140. f78 f79 141. d79 d80 142. b80 b81 143. a81 a82 144. f80 f81 145. d81 d82 146. b82 b83 147. a83 a84 148. f82 f83 149. d83 d84 150. b84 b85 151. a85 a86 152. f84 f85 153. d85 d86 154. b86 b87 155. a87 a88 156. f86 f87 157. d87 d88 158. b88 b89 159. a89 a90 160. f88 f89 161. d89 d90 162. b90 b91 163. a91 a92 164. f90 f91 165. d91 d92 166. b92 b93 167. a93 a94 168. f92 f93 169. d93 d94 170. b94 b95 171. a95 a96 172. f94 f95 173. d95 d96 174. b96 b97 175. a97 a98 176. f96 f97 177. d97 d98 178. b98 b99 179. a99 a100 180. f98 f99 181. d99 d100 182. b100 b101 183. a101 a102 184. f100 f101 185. d101 d102 186. b102 b103 187. a103 a104 188. f102 f103 189. d103 d104 190. b104 b105 191. a105 a106 192. f104 f105 193. d105 d106 194. b106 b107 195. a107 a108 196. f106 f107 197. d107 d108 198. b108 b109 199. a109 a110 200. f108 f109 201. d109 d110 202. b110 b111 203. a111 a112 204. f110 f111 205. d111 d112 206. b112 b113 207. a113 a114 208. f112 f113 209. d113 d114 210. b114 b115 211. a115 a116 212. f114 f115 213. d115 d116 214. b116 b117 215. a117 a118 216. f116 f117 217. d117 d118 218. b118 b119 219. a119 a120 220. f118 f119 221. d119 d120 222. b120 b121 223. a121 a122 224. f120 f121 225. d121 d122 226. b122 b123 227. a123 a124 228. f122 f123 229. d123 d124 230. b124 b125 231. a125 a126 232. f124 f125 233. d125 d126 234. b126 b127 235. a127 a128 236. f126 f127 237. d127 d128 238. b128 b129 239. a129 a130 240. f128 f129 241. d129 d130 242. b130 b131 243. a131 a132 244. f130 f131 245. d131 d132 246. b132 b133 247. a133 a134 248. f132 f133 249. d133 d134 250. b134 b135 251. a135 a136 252. f134 f135 253. d135 d136 254. b136 b137 255. a137 a138 256. f136 f137 257. d137 d138 258. b138 b139 259. a139 a140 260. f138 f139 261. d139 d140 262. b140 b141 263. a141 a142 264. f140 f141 265. d141 d142 266. b142 b143 267. a143 a144 268. f142 f143 269. d143 d144 270. b144 b145 271. a145 a146 272. f144 f145 273. d145 d146 274. b146 b147 275. a147 a148 276. f146 f147 277. d147 d148 278. b148 b149 279. a149 a150 280. f148 f149 281. d149 d150 282. b150 b151 283. a151 a152 284. f150 f151 285. d151 d152 286. b152 b153 287. a153 a154 288. f152 f153 289. d153 d154 290. b154 b155 291. a155 a156 292. f154 f155 293. d155 d156 294. b156 b157 295. a157 a158 296. f156 f157 297. d157 d158 298. b158 b159 299. a159 a160 300. f158 f159 301. d159 d160 302. b160 b161 303. a161 a162 304. f160 f161 305. d161 d162 306. b162 b163 307. a163 a164 308. f162 f163 309. d163 d164 310. b164 b165 311. a165 a166 312. f164 f165 313. d165 d166 314. b166 b167 315. a167 a168 316. f166 f167 317. d167 d168 318. b168 b169 319. a169 a170 320. f168 f169 321. d169 d170 322. b170 b171 323. a171 a172 324. f170 f171 325. d171 d172 326. b172 b173 327. a173 a174 328. f172 f173 329. d173 d174 330. b174 b175 331. a175 a176 332. f174 f175 333. d175 d176 334. b176 b177 335. a177 a178 336. f176 f177 337. d177 d178 338. b178 b179 339. a179 a180 340. f178 f179 341. d179 d180 342. b180 b181 343. a181 a182 344. f180 f181 345. d181 d182 346. b182 b183 347. a183 a184 348. f182 f183 349. d183 d184 350. b184 b185 351. a185 a186 352. f184 f185 353. d185 d186 354. b186 b187 355. a187 a188 356. f186 f187 357. d187 d188 358. b188 b189 359. a189 a190 360. f188 f189 361. d189 d190 362. b190 b191 363. a191 a192 364. f190 f191 365. d191 d192 366. b192 b193 367. a193 a194 368. f192 f193 369. d193 d194 370. b194 b195 371. a195 a196 372. f194 f195 373. d195 d196 374. b196 b197 375. a197 a198 376. f196 f197 377. d197 d198 378. b198 b199 379. a199 a200 380. f198 f199 381. d199 d200 382. b200 b201 383. a201 a202 384. f200 f201 385. d201 d202 386. b202 b203 387. a203 a204 388. f202 f203 389. d203 d204 390. b204 b205 391. a205 a206 392. f204 f205 393. d205 d206 394. b206 b207 395. a207 a208 396. f206 f207 397. d207 d208 398. b208 b209 399. a209 a210 400. f208 f209 401. d209 d210 402. b210 b211 403. a211 a212 404. f210 f211 405. d211 d212 406. b212 b213 407. a213 a214 408. f212 f213 409. d213 d214 410. b214 b215 411. a215 a216 412. f214 f215 413. d215 d216 414. b216 b217 415. a217 a218 416. f216 f217 417. d217 d218 418. b218 b219 419. a219 a220 420. f218 f219 421. d219 d220 422. b220 b221 423. a221 a222 424. f220 f221 425. d221 d222 426. b222 b223 427. a223 a224 428. f222 f223 429. d223 d224 430. b224 b225 431. a225 a226 432. f224 f225 433. d225 d226 434. b226 b227 435. a227 a228 436. f226 f227 437. d227 d228 438. b228 b229 439. a229 a230 440. f228 f229 441. d229 d230 442. b230 b231 443. a231 a232 444. f230 f231 445. d231 d232 446. b232 b233 447. a233 a234 448. f232 f233 449. d233 d234 450. b234 b235 451. a235 a236 452. f234 f235 453. d235 d236 454. b236 b237 455. a237 a238 456. f236 f237 457. d237 d238 458. b238 b239 459. a239 a240 460. f238 f239 461. d239 d240 462. b240 b241 463. a241 a242 464. f240 f241 465. d241 d242 466. b242 b243 467. a243 a244 468. f242 f243 469. d243 d244 470. b244 b245 471. a245 a246 472. f244 f245 473. d245 d246 474. b246 b247 475. a247 a248 476. f246 f247 477. d247 d248 478. b248 b249 479. a249 a250 480. f248 f249 481. d249 d250 482. b250 b251 483. a251 a252 484. f250 f251 485. d251 d252 486. b252 b253 487. a253 a254 488. f252 f253 489. d253 d254 490. b254 b255 491. a255 a256 492. f254 f255 493. d255 d256 494. b256 b257 495. a257 a258 496. f256 f257 497. d257 d258 498. b258 b259 499. a259 a260 500. f258 f259 501. d259 d260 502. b260 b261 503. a261 a262 504. f260 f261 505. d261 d262 506. b262 b263 507. a263 a264 508. f262 f263 509. d263 d264 510. b264 b265 511. a265 a266 512. f264 f265 513. d265 d266 514. b266 b267 515. a267 a268 516. f266 f267 517. d267 d268 518. b268 b269 519. a269 a270 520. f268 f269 521. d269 d270 522. b270 b271 523. a271 a272 524. f270 f271 525. d271 d272 526. b272 b273 527. a273 a274 528. f272 f273 529. d273 d274 530. b274 b275 531. a275 a276 532. f274 f275 533. d275 d276 534. b276 b277 535. a277 a278 536. f276 f277 537. d277 d278 538. b278 b279 539. a279 a280 540. f278 f279 541. d279 d280 542. b280 b281 543. a281 a282 544. f280 f281 545. d281 d282 546. b282 b283 547. a283 a284 548. f282 f283 549. d283 d284 550. b284 b285 551. a285 a286 552. f284 f285 553. d285 d286 554. b286 b287 555. a287 a288 556. f286 f287 557. d287 d288 558. b288 b289 559. a289 a290 560. f288 f289 561. d289 d290 562. b290 b291 563. a291 a292 564. f290 f291 565. d291 d292 566. b292 b293 567. a293 a294 568. f292 f293 569. d293 d294 570. b294 b295 571. a295 a296 572. f294 f295 573. d295 d296 574. b296 b297 575. a297 a298 576. f296 f297 577. d297 d298 578. b298 b299 579. a299 a300 580. f298 f299 581. d299 d300 582. b300 b301 583. a301 a302 584. f300 f301 585. d301 d302 586. b302 b303 587. a303 a304 588. f302 f303 589. d303 d304 590. b304 b305 591. a305 a306 592. f304 f305 593. d305 d306 594. b306 b307 595. a307 a308 596. f306 f307 597. d307 d308 598. b308 b309 599. a309 a310 600. f308 f309 601. d309 d310 602. b310 b311 603. a311 a312 604. f310 f311 605. d311 d312 606. b312 b313 607. a313 a314 608. f312 f313 609. d313 d314 610. b314 b315 611. a315 a316 612. f314 f315 613. d315 d316 614. b316 b317 615. a317 a318 616. f316 f317 617. d317 d318 618. b318 b319 619. a319 a320 620. f318 f319 621. d319 d320 622. b320 b321 623. a321 a322 624. f320 f321 625. d321 d322 626. b322 b323 627. a323 a324 628. f322 f323 629. d323 d324 630. b324 b325 631. a325 a326 632. f324 f325 633. d325 d326 634. b326 b327 635. a327 a328 636. f326 f327 637. d327 d328 638. b328 b329 639. a329 a330 640. f328 f329 641. d329 d330 642. b330 b331 643. a331 a332 644. f330 f331 645. d331 d332 646. b332 b333 647. a333 a334 648. f332 f333 649. d333 d334 650. b334 b335 651. a335 a336 652. f334 f335 653. d335 d336 654. b336 b337 655. a337 a338 656. f336 f337 657. d337 d338 658. b338 b339 659. a339 a340 660. f338 f339 661. d339 d340 662. b340 b341 663. a341 a342 664. f340 f341 665. d341 d342 666. b342 b343 667. a343 a344 668. f342 f343 669. d343 d344 670. b344 b345 671. a345 a346 672. f344 f345 673. d345 d346 674. b346 b347 675. a347 a348 676. f346 f347 677. d347 d348 678. b348 b349 679. a349 a350 680. f348 f349 681. d349 d350 682. b350 b351 683. a351 a352 684. f350 f351 685. d351 d352 686. b352 b353 687. a353 a354 688. f352 f353 689. d353 d354 690. b354 b355 691. a355 a356 692. f354 f355 693. d355 d356 694. b356 b357 695. a357 a358 696. f356 f357 697. d357 d358 698. b358 b359 699. a359 a360 700. f358 f359 701. d359 d360 702. b360 b361 703. a361 a362 704. f360 f361 705. d361 d362 706. b362 b363 707. a363 a364 708. f362 f363 709. d363 d364 710. b364 b365 711. a365 a366 712. f364 f365 713. d365 d366 714. b366 b367 715. a367 a368 716. f366 f367 717. d367 d368 718. b368 b369

TABLE

Echecs

Italiens de Paris

Rémes et Romulus se nourrissent à Rome. A Paris, les amateurs ont l'embaras du choix pour manger italien. Mais, justement, le choix est peut-être trop vaste. Alors, un peu d'ordre et quelques vraies adresses.

N'espérez pas que le Guide D'Alma des restaurants italiens de Paris (signé de mon confrère Henri Gault et qui vient de paraître aux éditions Taillandier), je lis : « L'Italie exerce sur nous un pouvoir fait de charme et de séduction, et nombreux sont les amoureux de la cuisine italienne. » Ce n'est pas exactement mon cas (1). Ou, plus exactement, je ne garde bien de considérer comme italienne la nouvelle cuisine de la-bas, tout au moins que gastronomique la pizza, cet

étouffé-chrétien dont se nourrissent, faute de mieux, les plus pauvres Napolitains. Il est vrai qu'aujourd'hui (nouvelle cuisine oblige!) on raffine en proposant des pizzas aux légumes, au saumon fumé... Pourquoi pas au caviar? Ce guide, nonobstant, est bien fait et peut être utile : Paris-bien, les restaurants italiens ne se comptent plus, sans même les pizzerias. Henri Gault a en présente heureusement que son livre (et encore là-dessus inclut-il les Bistrot romains qui sont des bistrot). Et, remarque-t-il, les meilleurs italiens de Paris sont français ou de chef français.

Mais la vraie cuisine italienne, ce ne sont pas seulement les pâtes, comme les Français l'imaginent à tort. Et chaque province a « ses » spécialités culinaires. C'est celles-là qui valent - ou vaudraient - la peine d'être signalées, servies. Passons.

Donc, sur ces cent trente maisons citées, on compte deux 16/20. Pour le *Carpaccio* (Hôtel Royal-Monceau, 37, avenue Hoche,

Paris-8; tél. : 45-62-76-87), où en lieu du reste la présentation du guide, et pour *Sormani* (4, rue du Général-Lanrezac, Paris-17; tél. : 43-80-13-91), on sera facilement d'accord, tout en constatant que les raviolis aux œufs et la pizza aux légumes du second, tout comme le saumon de pommes sont plus des créations du chef-patron français Pascal Faye que des plats venus de la péninsule avec les cuisiniers de Catherine de Médicis au seizième siècle.

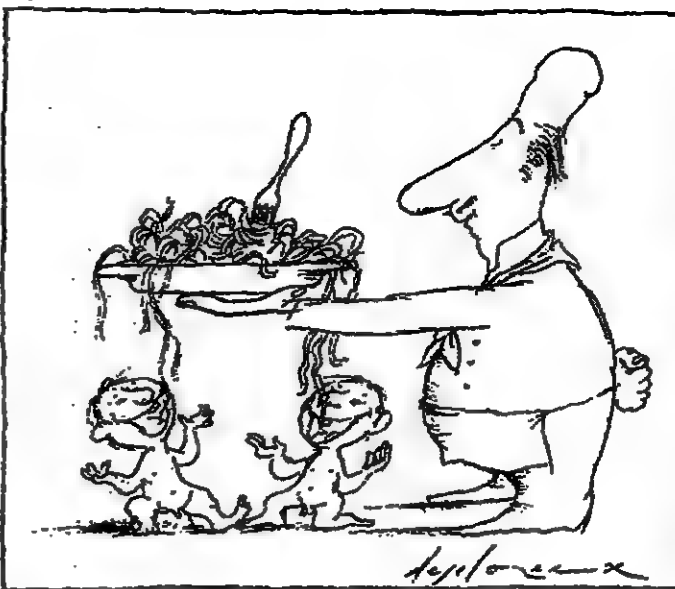
On serait alors tenté de leur préférer le gentil *Appennino* (61, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris-13; tél. : 45-51-77-48) et qui vient d'ouvrir un second magasin 3, rue Vavin, Paris-6 (tél. : 43-54-09-83). Egalement le foie gras de canard artisanal de Jean Legrand (arrosé d'un amusant fumé blanc (de Ste-Michelle, aux Etats-Unis) au Verger de la Madeleine, 4, boulevard Malesherbes, Paris-8 (tél. : 42-65-51-99). Mais ma grande découverte a été le marbré de foie de lotte façon foie gras de Challenger Food (124, boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie; tél. : 43-34-57-98).

Un vieux proverbe comtois assurait que, pour un foie de lotte, « l'homme qui se cultive et la femme qui se cultive ». Ici, il s'agit de poisson de mer, mais le résultat est concluant.

Fromage de comté. - Nouvelle réglementation pour ces fromages qui auront désormais seulement deux étiquettes possibles : comté extra (meule dont la note aura été supérieure ou égale à 15 sur 20) et comté (pour une note entre 12 et 15).

Bonnes et mauvaises adresses. - Compliments de lecteurs pour *L'Hostellerie des clos* (rue Rathier, 89800 Chablais; tél. : 86-42-10-63), notamment pour ses huîtres pochées au chablais. Pour *La Porte Saint-Jean* (1, rue des Bains, 23300 La Souveraine; tél. : 55-63-03-83). Par contre, il n'a pas été apprécié, au *Rallye du Poulignon*, la mouclade jugée quelconque.

Anniversaire. - On fête, cet automne, les vingt-cinq ans de François Perret et sa famille à la barre du beau restaurant genevois *Les Eaux-Vives*, et la parution, à Bruxelles, de *l'Equilibre gourmand*, un bel ouvrage de Pierre Wyssants (le *Comme chez soi*, de Bruxelles).



qui vaut bien le talent et l'imagination des chefs! Par contre, les 14,5/20 du *Grand Venise* (176, rue de la Convention, Paris-15; tél. : 45-32-49-71) font sourire par rapport aux 13,5/20 du *Florence* (22, rue du Champ-de-Mars, Paris-7; tél. : 45-51-52-69), auquel Gault reproche les deux « c » d'osso bucco, lequel ne doit en comporter qu'un, *bucco* voulant dire « trou » (mais alors combien de cartes où fautes d'orthographe

et de français sont plus nombreuses même que les plats!), tout en reconnaissant que les desserts sont excellents, chose rare chez les italiens de Paris.

On ne reprochera pas à ce guide de n'être pas à l'heure : à Paris, la vie va trop vite. Il *Tiepolo*, par exemple, qu'il cite, n'existe plus. C'est pourquoi également il ne parle pas du petit dernier (*Bice*, 6, rue Balzac, Paris-8; tél. : 42-89-86-34), dans l'Hôtel Balzac,

qui, sous la direction de Roberto Ruggieri et avec, en cuisine, Marta Pulini, propose, dans un cadre de qualité, neuf plats de pâtes variées, après les *antipasti* (hors-d'œuvre) et avant les plats du jour et des desserts typiques. Avec aussi une carte où ne figurent que des vins « de la-bas », dont certains vous seront, comme ce rubesco de l'Ombrie, millésimé 1987, une révélation.

J'ajoute que *Bice* est ouvert tous les jours et que vous pourrez, en apéritif, demander ce que j'appelle un « coquetel-digestif » et que, personnellement, j'aime beaucoup : moitié Campari, moitié Fernet-Branca sur glaçons et eau gazeuse.

La Reylière

(1) Je ne nierai point, pourtant, les plaisirs touristiques de l'Italie et signale au lecteur *l'Art de vivre à Venise*, magnifique ouvrage de Frédéric Vitoux, illustré de suggestives photos de Jérôme Darway (260 pages, 380 francs (Flammarion).

Semaine gourmande

Chandouineau à Redon

L'hôtel de la gare d'une ville de province? Eh bien, oui! Mais, grâce au souriant Jean-Marc Chandouineau, c'est à présent une belle hôtellerie, aux chambres de grand confort, et une salle à manger élégante et surtout de bonne cuisine, ce qui n'étonnera point si l'on sait que Jean-Marc fut un élève doué d'Albert Augereau, le maître des Rosiers-sur-Loire. La cuisine bretonne vue par ce chef inventif, cela donne une charlotte de saumon fumé, un suprême de turbot au foie gras, du bar au saint-émilion, le pigeonneau rôti « entre terre et mer » (à vous d'imaginer!) et, avec le filet de bœuf, une tarte Tatin d'endives sauce au bacon. Menus à 110 F (en semaine), 150 F, 172 F, 220 F, et carte.

► Chandouineau, 10, avenue de la Gare, 35600 Redon; tél. : 99-71-02-04. Salon 20 couverts. CB, AE, DC. Chiens acceptés.

Hôtel Tirel à Saint-Mélor-des-Andes

En fait, c'est au lieu-dit La Goussinière, à 1,5 km de Saint-Mélor, que cette maison familiale nous propose la « cuisine à quatre mains » de MM. Tirel et Guérin, beaux-frères et amis. Classique mais fine, sans chichis mais de bons produits. Voici une viandette de cervelle d'agneau, le filet de saint-pierre au beurre de cerfeuil, un ragout fin de ris et rognon de veau, la bisque de homard aux asperges et langoustines, une minute de rouget poêlée à la citronnelle. Bonne cave et bon service. Nombreux menus de 98 F à 190 F, et carte.

► Hôtel Tirel, 35350 La Goussinière; tél. : 99-89-10-46. Salons 30 couverts, CB, AE, DC. Chiens acceptés.

Le Bistrot de Paris

Il y a longtemps que je n'ai pas parlé du chef (lorsque le patron n'est point là) n'en mérite pas moins compliments pour ses plats du jour (115 F) : l'andouillette à l'étouffée de lundi, puis, successivement, la blanquette, le navarin, le cassoulet, le chou farci et la langue de veau grêlée. Mais les entrées (soupe d'étrilles, par exemple), les poissons du jour, le civet d'agneau, pâtes fraîches ou la côte de bœuf rôtie, les desserts, enfin, témoignent de la pérennité de la cuisine de J.-P. Frelet. Et, bien entendu, Olivier oblige et bordelais suit, la cave est de grande qualité. Compter 300-350 francs.

► Le Bistrot de Paris, 33, rue de Lille, 75007 Paris; tél. : 42-81-16-83. Fermé samedi midi et dimanche. Salon 35 couverts. CB. Chiens acceptés.

Le Clos Longchamp

Toujours le vent en poupe, ce restaurant du *Méridien* de la porte Maillot, grâce à la cuisine de J.-M. Meulien. Des huîtres chaudes en nage de crémant aux mignardises, de l'embeurrée de coquillages au cari au steak de canard aux épices d'Orient, sans oublier le suprême de volaille à la crème de lentilles. A la carte, compter 450-600 F, mais noter un menu affaires à 230 F et un menu « Les découvertes du soir » à 420 F, café compris. L'excellent jeune sommelier vous guidera utilement.

► Le Clos Longchamp, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris; tél. : 40-68-30-40. Fermé dimanche. Salon 20 couverts. Parking dans l'hôtel. CB-AE-DC.

Miettes

Produits nouveaux. - Testés, ces dernières semaines, les chocolats de J.-P. Hévin (meilleur ouvrier de France), installé 16, avenue de La Motte-Picquet, Paris-7 (tél. : 45-51-77-48) et qui vient d'ouvrir un second magasin 3, rue Vavin, Paris-6 (tél. : 43-54-09-83). Egalement le foie gras de canard artisanal de Jean Legrand (arrosé d'un amusant fumé blanc (de Ste-Michelle, aux Etats-Unis) au Verger de la Madeleine, 4, boulevard Malesherbes, Paris-8 (tél. : 42-65-51-99). Mais ma grande découverte a été le marbré de foie de lotte façon foie gras de Challenger Food (124, boulevard de Verdun, 92400 Courbevoie; tél. : 43-34-57-98).

Un vieux proverbe comtois assurait que, pour un foie de lotte, « l'homme qui se cultive et la femme qui se cultive ». Ici, il s'agit de poisson de mer, mais le résultat est concluant.

Fromage de comté. - Nouvelle réglementation pour ces fromages qui auront désormais seulement deux étiquettes possibles : comté extra (meule dont la note aura été supérieure ou égale à 15 sur 20) et comté (pour une note entre 12 et 15).

Bonnes et mauvaises adresses. - Compliments de lecteurs pour *L'Hostellerie des clos* (rue Rathier, 89800 Chablais; tél. : 86-42-10-63), notamment pour ses huîtres pochées au chablais. Pour *La Porte Saint-Jean* (1, rue des Bains, 23300 La Souveraine; tél. : 55-63-03-83). Par contre, il n'a pas été apprécié, au *Rallye du Poulignon*, la mouclade jugée quelconque.

Anniversaire. - On fête, cet automne, les vingt-cinq ans de François Perret et sa famille à la barre du beau restaurant genevois *Les Eaux-Vives*, et la parution, à Bruxelles, de *l'Equilibre gourmand*, un bel ouvrage de Pierre Wyssants (le *Comme chez soi*, de Bruxelles).

Sardines en boîte

On doit l'affaire à un certain Joseph Colin qui, vers 1820, imagina de stériliser les poissons et de les glisser dans du fer blanc. La fortune de la sardine était faite.

A la différence du hareng et de l'anchois, la sardine n'est responsable dans l'histoire d'aucun de ces grands conflits Nord-Sud et n'est l'apanage exclusif d'aucune peuplade ni d'aucune civilisation. La sardine, qui donna son nom à la Sardaigne - où on la pêche en abondance dès la haute Antiquité - est à la fois polyglotte et polymorphe.

Les Anglais appellent pilchard la sardine adulte, alors que les continentaux réservent cette appellation à une seule variété, la *sardina pilchardus*. La sardine la plus séminale, Allemands, Français, Serbo-Croates, Portugais, Danois et Norvégiens s'accordent sur un patronyme unique.

Les sardines de l'Atlantique, pourtant, sont plus grosses que celles de Méditerranée; mais il n'est pas certain, pour autant, que la sardine qui boucha le Vieux Port fut ramenée de mer du Nord par Euthymènes ou Anarchas, voyageurs maritimes qui exploraient les routes maritimes de l'ombre, au deuxième siècle avant Jésus-Christ.

Le triomphe de la sardine est récent. Il est dû, pour l'essentiel, à la magistrale invention d'un Nantais - au demeurant bien mal nommé, Joseph Colin - qui imagina vers 1820 de stériliser les sardines, une fois frites, avec de l'huile dans de petites boîtes en fer blanc. Ainsi, au moment même où Antonin Carême codifiait ses recettes et faisait triompher partout en Europe la grande cuisine de création, l'industrie s'empara de la modeste - mais nourrissante - sardine qui allait sillonner l'Europe et le monde entier.

Pêcheries et conserveries se développent bientôt à Lorient,

puis sur la côte basque, au Portugal, à Sète, Marseille et jusqu'en Norvège. Stavanger était, comme Bergen, au début des années 70, un charmant port de pêche du sud norvégien, qui - en d'autres temps - enchantait et inspira le musicien Edouard Grieg. La découverte du pétrole et du gaz naturel en mer du Nord mit les sardinières en cale sèche et précipita ces deux villes dans la modernité industrielle. Finie la criée aux sardines qui, aujourd'hui encore à La Turballe (Loire-Atlantique), au rythme des marées, maintient animation et prospérité - lorsque la pêche a été bonne.

Au début du vingtième siècle, les sardines à l'huile sont surtout le privilège du prolétaire et de

même déclara - nécessité fait loi : « Un cassoulet ou des tripes en boîte, voire des sardines à l'huile, peuvent plaire aux plus difficiles. » Notre époque perpétue ce jugement du prince des gastronomes. A côté d'une production de masse - les sardines aujourd'hui sont étuvées au four et non plus frites, donc moins savoureuses mais plus digestes - on trouve aussi de nombreuses fabrications de qualité et de provenances variées. Le Monde des épices (30, rue François-Miron, Paris-5), parmi un choix assez large, propose des « sardines au piment du Maroc », pour les estomacs à toute épreuve. Excellentes, au contraire, sont les Sidi Daoud (Tunisie) et d'assez originales sardines du Brésil, à peau et chair blanches, qu'il convient de déguster après plusieurs années de vieillissement. Chez le traiteur Vigneau Desmarest (105, rue de Sévres, Paris-6), bonne sélection des marques Rodet et Ménès. Hédiard limite son choix à ses propres productions de sardines « millésimées » - dont la date pourtant reste mystérieuse - à l'huile d'olive, sans peau et sans arêtes. Un produit sec, à chair rouge, cotonneuse et épaisse. Une mauvaise année sans doute!

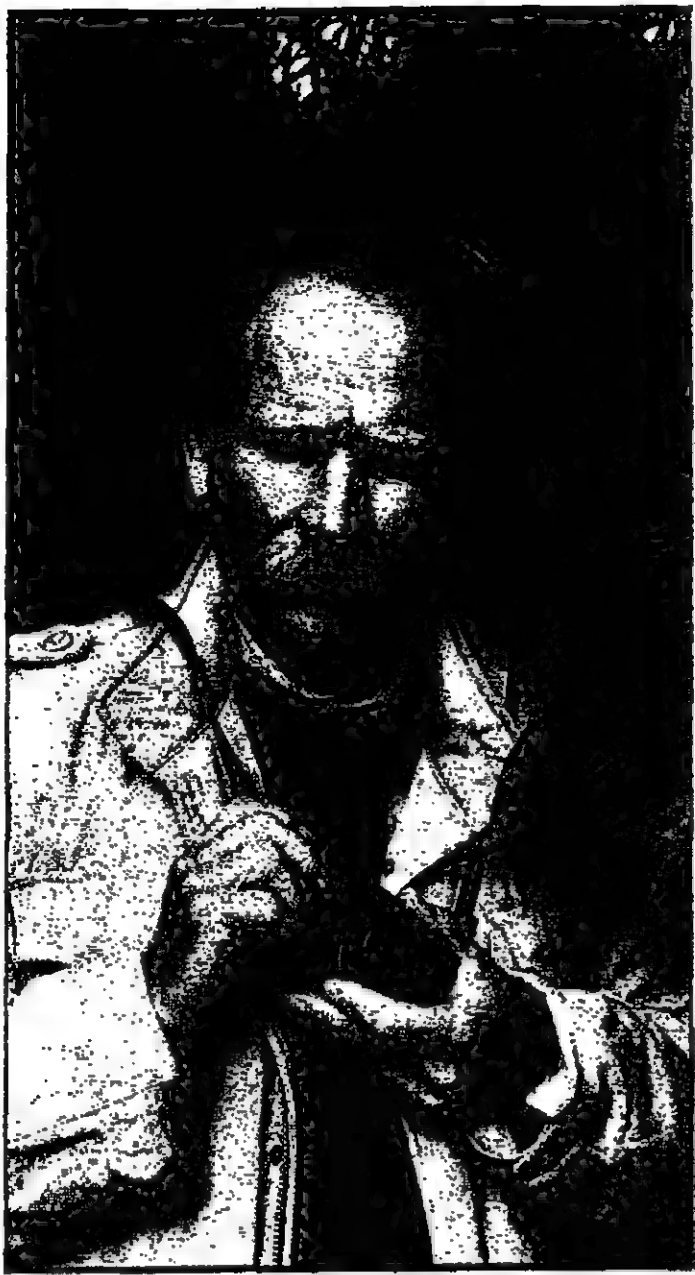
Depuis la disparition d'une boutique spécialisée, rue Vignon, le choix le plus complet est sans doute celui de Fauchon, qui n'offre pas moins d'une vingtaine de spécialités : la « sardine des enfants » de Ménès, sans peau et sans arêtes, une agréable production portugaise, au vrai goût de poisson, et surtout la « Belle-Noire », à chair blanche, avec peau mais également sans arêtes - ce que déplorant certains puristes. Chez Fauchon toujours, on trouvera des « Rodet aux anchois et aux truffes », et surtout les incomparables « Sardines Fauchon aux truffes », sommet de toute dégustation, qui requiert le cépage savagnin d'un côté du Jura! La truffe au « nez » ailleurs si puissante, allez savoir pourquoi, prend ici le goût de la sardine. Un « must ».

Jean-Claude Ribaut
(1) Le Goli nouveau - Origines de la modernité alimentaire, par Alberto Capatti, Albin Michel.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	PORTE D'ORLÈANS ALESIA
RELAIS BELLEMAN, 37, r. François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-81-08-51. F. dim. 140, r. L.-M. Nollet, 13. Spécialité éthiopienne.	ESPACE ST-GOTHARD, 43-38-52-58. 6, rue d'Albion (14). F. dim. Jusq. 22 h 30. Pâtis de mer. Vins d'un chef de Périgord.
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin d'été. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	REUILLY-DIDEROT SAPNA 160, r. de Charonne, 12 ^e . F. dim. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuisine raffinée.	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

Salgado



en solo

Je fais ce que je veux, et je reviens. Ça, c'est la grande force, la grande magie de la photo.

Donc, vous prenez le rythme des gens que vous photographiez ?

Je l'essaie. Je me demande même si le plus grand plaisir c'est la photo elle-même ou m'intégrer à des groupes de gens en vivant des moments très forts. Parce que la photo, ce n'est pas moi qui la prends, c'est elle qui m'est offerte par ceux que je capte. Donc l'image, je l'ai plus ou moins en fonction de l'intégration avec mon sujet. Je ne crois pas au photographe voleur, qui vient comme un papillon et s'en va comme il est venu. C'est tout le contraire de ma démarche.

Mais avant d'entrer à Magnum, vous avez été reporter à l'agence Gamma, où vous deviez certainement travailler plus rapidement ?

Ce n'est pas un problème de faire des reportages rapides à condition de suivre la même histoire. A Gamma, je ne sais pas combien de fois j'ai dû aller en Afrique, aux mêmes endroits. Mais j'ai aussi réussi à partir quatre fois en Amérique latine pour prendre des photos d'Indiens qui n'ont pas intéressé la presse. D'où l'inevitable rupture avec l'agence. Mais j'aimais bien Gamma, cette époque, on rigolait bien, il y avait un esprit très « aventureux ». Il pouvait se passer des choses incroyables au bout du monde et on se disait : « Merde, c'est pas possible d'arriver là-bas ! » Et on y allait. Cette merveilleuse sensation que tout est possible.

Mais je sens bien que la photo d'actualité est l'otage des médias. C'était flagrant lors de la révolution au Portugal en 1974. C'est encore vrai aujourd'hui pour la crise du Golfe. Je rigole quand j'entends parler d'otages français alors que le vrai sujet photographique est en Jordanie où il y a un brassage passionnant de communautés qui s'affrontent ; ou dans les camps de réfugiés où s'entassent des milliers de Philippins, Indiens, Pakistanais, sans aucune aide de

leurs gouvernements et aucun avion pour les sortir de leur misère.

Comment se passe votre intégration. Elle n'est pas la même d'un pays à l'autre, d'une culture à l'autre ?

L'important, c'est de savoir s'adapter. Je suis allé vivre dans des communautés en Amérique latine. Dans un premier temps, j'ai dû m'expliquer devant le groupe, pourquoi j'étais là, pourquoi je faisais des photos, quel était mon intérêt, ce que je venais faire. Quand je suis obligé de vivre dans un village pendant des mois, je mange, je bois, je dors comme les gens de ce village, simplement parce que c'est la seule façon de pouvoir rester longtemps. En revanche, d'habiller comme eux, ce n'est plus un besoin, c'est une convenance. Sauf lorsque l'habit devient une protection contre les douleurs de la nature. Et puis il y a la langue. Je parle portugais, espagnol, anglais, français, mais il y a d'autres façons de se comprendre.

Comment ?

Je crois que c'est très important d'être seul. J'ai horreur de partir accompagné. Un compagnon, ça peut être très rigolo, mais pour le travail c'est une catastrophe parce que les intérêts ne sont jamais les mêmes. C'est un métier très solitaire. Si j'avais été dans le tunnel sous la Manche avec un journaliste, j'aurais illustré les idées du journaliste, je n'aurais jamais vu le monde que j'ai vu, je n'aurais jamais pu accompagner les ouvriers anglais et les découvrir à la table d'un pub, jusque tard dans la nuit, avec les filles qu'ils rencontrent.

Et puis travailler à deux c'est créer un groupe qui va à la rencontre d'un autre. Or beaucoup de groupes sont exclusifs et l'intégration devient impossible. En venant seul, je suis assimilé, pris en charge. On m'écoute et on me raconte. C'est là que l'espèce humaine est fantastique car elle n'abandonne pas. Quand j'arrive dans un désert, tout seul, les bédouins m'accueillent, même si je ne parle pas la langue, même si j'ai quinze appareils sur le ventre.

Au bout de l'intégration, il y a l'image...

Oui, en sachant qu'on ne « rentre » pas dans les gens comme ça avec un appareil. Il faut être autorisé à prendre la photo. C'est une autorisation non écrite, même pas formelle, mais il y a un moment où je sens que je peux et d'autres non. Là, il y a comme un message dans l'air.

Ces codes varient-ils d'un pays à l'autre ?

Pas tant que ça. Ce ne sont pas les mêmes, mais je les comprends vite. Sentir quand je peux travailler est un des grands plaisirs de la photographie. Ça ne peut pas s'expliquer, c'est comme marcher sur la lame d'un couteau. Je ne pense pas m'être trompé une seule fois. Il ne faut surtout pas se faire violence. Sinon, le photographe devient aussi violent. Jamais je n'ai caché mon appareil pour faire une image, je ne la dérobe jamais. Beaucoup de gens croient que la photo est par nature agressive alors qu'elle peut être si douce.

En URSS par exemple, la relation aux gens était forte, chaude. Je suis allé à Bakou, en Ukraine, dans la région de Moscou. C'est un pays très intéressant à photographier. Les gens sont restés très purs, très humains, disponibles. Je me suis retrouvé dans un bal en province, la musique commençait à jouer, et j'ai vu des femmes de 110 kilos danser des rocks comme des enfants de quinze ans et qui n'avaient aucune appréhension face à l'appareil. Je n'ai pas senti l'importance des concepts de beau, de laid, ou de honte de se montrer. Pour un photographe, c'est merveilleux.

Il n'y a pas de distance entre vous et votre sujet ?

Non, mon sujet c'est aussi moi-même. L'image, c'est une radiographie de soi, de son comportement. On peut voir l'homme à travers le travail du photographe. C'est mon cas, d'autant plus que la photo me hante jour et nuit, vingt-quatre heures par jour. Mes photos sont quelquefois très dramatiques, théâtrales car il y a un côté théâtral en moi, comme chez beaucoup de Latino-Américains. Quand Garcia Marquez décrit un massacre de 50 000 paysans dans les plantations de bananes, c'est tellement irréaliste. Mes images traduisent la vision du monde que j'ai dans la tête, ce qui me semble être la seule chose intéressante dans la photo. Qu'une image soit belle ou laide, peut importe, à condition qu'elle révèle la « maladie » du photographe.

Est-ce que le fait de travailler en noir et blanc vous permet de mieux traduire votre vision du monde ?

Absolument. Le noir et blanc est très irréaliste. En fait, il n'y a rien de noir et de blanc, mais une gamme de gris qui laisse une marge énorme d'interprétation de l'image et offre au lecteur une capacité d'imagination bien supérieure à la couleur. Un jour, j'ai vu une personne et je me suis dit qu'elle était la représentation de la mort. Une autre fois, j'ai vu des ouvriers en train de jouer du violon dans les bords de la nuit et j'imagine les images, les gens que je vais rencontrer. Et ça se réalise. Ça me permet d'avoir presque un monde enchanté devant moi. Il n'y a que le noir et blanc pour traduire tout ça. La couleur va ramener cet imaginaire à une réalité trop crue.

Alors que la photographie va plutôt vers des petits sujets ciblés, vous vous êtes lancés depuis quatre ans sur un projet gigantesque et universel qui vous a menés dans plusieurs pays : la disparition des industries manuelles dans le monde. Pourquoi un sujet si fou ?

C'était dans ma tête. C'est tellement riche de fréquenter tant de métiers, de gens, de cultures. Je veux montrer la fin d'une époque. Pour un photographe, je trouve fantastique de suivre la création, le lancement en mer, la vie et la mort d'un bateau. Et de faire un lien entre tout ceux qui travaillent autour : à La Ciotat, Gdansk, ou dans un des cinquante-cinq ateliers de démolition du Bangladesh, où je me suis aperçu que c'est aussi dur de casser un navire que de le construire.

Ce qui m'a frappé, c'est que ces hommes et ces femmes ressemblent au produit de leur travail. Un homme qui casse un bateau à coups de masse ressemble à un bateau ; les rides du visage, la forme de l'œil, tout. Et celui qui tue des cochons dans les abattoirs du Dakota-du-Sud ressemble à un cochon. Il en prend la couleur, l'odeur, la forme, c'est incroyable.

Votre prochain reportage ?

Le cacao au sud de Bahia, au Brésil. La culture, la récolte, la fabrication. L'image pleine de choses : de vrais profits de l'agriculture, une région très humide avec de beaux fruits, une région très militante, racontée dans les premiers livres de Jorge Amado. Il y a un romantisme énorme sur le cacao. Enfin. Nous allons voir...

Propos recueillis par Michel Garcia

Profil

Né au Brésil en 1944, photographe à l'agence Magnum, passionné de football et de course automobile, Sebastião Salgado est un photographe atypique. Par sa formation d'abord. Après de solides études d'économie, à São Paulo puis à Paris, il travaille à Londres pour l'Organisation internationale du café, et ne devient photographe qu'à 29 ans, un âge où la plupart de ses confrères ont déjà une solide expérience.

Atypique également par sa méthode de travail, n'hésitant pas à rester plusieurs mois sur un sujet alors que la rapidité est le maître-mot du métier. Atypique toujours par son choix du noir et blanc, qu'il a imposé à une presse magazine qui ne jure souvent que par la couleur.

Atypique enfin en s'engageant à forte dans une photographie documentaire, sociale, humanitaire et lyrique, bien dans la tradition d'un Eugène Smith ou d'un Werner Bischof (ses maîtres) ; une photographie peu prise actuellement en France, où l'on préfère montrer des images plus positives (les riches, les gagnants, les entrepreneurs). Salgado connaît en revanche un énorme succès en Espagne, en Grande-Bretagne, et surtout aux Etats-Unis - la photo documentaire y est en vogue - où il est considéré, depuis son célèbre reportage sur la famine au Sahel (1984-1985), comme le plus important photographe vivant.

Sebastião Salgado publie aujourd'hui un premier et beau recueil de ses reportages sous le titre *Une certaine grâce*. Mais le livre événement est à venir : son travail « dantesque » sur la disparition des industries manuelles dans le monde, entrepris en 1987, devrait en effet être publié dans deux ans. La presse étrangère a montré de larges extraits de ces reportages. Pour l'instant, *Paris Match* - qui possède l'exclusivité française - les a distillés au compte-gouttes.

M. G.

Une certaine grâce, photographies de Sebastião Salgado, textes de Eduardo Galeano et de Fred Ritchin. Nathan Image, 166 p., 360 F.

Voyageur longue distance et longue durée, Sebastião Salgado pousse les rencontres avec ses sujets jusqu'à un point encore rarement atteint par les photographes professionnels. Homme de l'extrême, il travaille toujours seul, mange, dort, boit, vit au rythme de ceux qu'il observe. Rencontre avec cet anti-touriste absolu, dialogue avec celui qui dit que le monde a changé et qu'il faut désormais l'appréhender avec davantage de perspicacité.

Dans les années 30, la photographie avait pour fonction principale de faire découvrir les joies et les malheurs du monde. Les gens voyageaient peu et la télévision n'existait pas. Aujourd'hui, que reste-t-il de cette « photo-découverte » ?

Pas grand-chose. N'importe quel morceau de pierre de la terre entière a été montré. Plus rien n'est caché. On ne peut donc plus regarder et photographier le monde de la même façon. Un beau paysage, une belle montagne, je pense que ce sont des notions qui sont devenues absurdes pour un photographe. Ce qui compte aujourd'hui, c'est la cohérence et le sens de son travail. Voilà pourquoi je ne pars pas « à l'aventure ». Si je pars, je sais ce que je veux faire, ce que je cherche, pourquoi je vais à tel endroit.

Vous ne vous baladez pas ?

Je ne me rappelle pas être allé une seule fois dans un endroit, pour me promener et prendre des photos. J'ai toujours un appareil avec moi, mais je ne suis pas là pour faire beaucoup d'images isolées, de « snap shots », comme disent les Britanniques. Faire « une » grande image, ce n'est pas un grand plaisir. Et un beau coucher de soleil sur la mer, je préfère le regarder et le sentir. En fait, il reste ma famille, mes enfants, dont je m'aperçois que j'ai pris beaucoup de photos en vacances ou ailleurs.

Pourtant, la photographie est toujours étroitement liée au voyage, et vous-même ne cessez de parcourir le monde.

Oui. J'ai dû traverser plus de cent pays mais ça ne veut pas dire grand-chose, tant les pays se ressemblent. Ce qui m'intéresse, ce n'est plus le paysage ou la découverte géographique, ce sont les gens. Rencontrer des gens. Ce sont ceux qui récoltent le tabac à Cuba, tuent les bœufs aux Etats-Unis, ou se battent pour leur emploi à La Ciotat. Je ne cherche pas à faire découvrir le monde. Je ne veux pas montrer ce qui se passe ailleurs, mais comment ça se passe ailleurs.

Tous mes reportages en Amérique latine, ce n'était pas un voyage à travers un continent, mais à travers un peuple qui est là depuis quatre cents ans. Je n'avais rien à faire découvrir. A tel point que dans mon livre *Autres Amériques*, il n'y a pas de légendes. Il y a juste le pays et l'année parce que l'éditeur m'a obligé à le faire. La localisation géographique ne m'intéresse pas, mais la continuité dans la façon de vivre, du Mexique jusqu'au Brésil, de ces gens, qui vivent à un rythme très grave, lent, fort. Ce que j'essaie de montrer c'est la perte d'une dignité énorme d'un continent.

On dit que ces images, comme d'autres, sont misérabilistes. En fait, je montre des gens pauvres, dignes, nobles, mais pas misérables. Je suis simplement celui qui regarde mes photos sentant que l'homme est noble partout. Un exemple. Je viens de travailler sur la construction d'un canal d'irrigation au Rajasthan. Les matériaux sont les plus rudimentaires. Tout est fait à la main, depuis trente-huit ans par des familles qui se transmettent le savoir de père en fils, mais avec une telle perfection... Ils amènent des eaux de l'Himalaya sur le désert du Rajasthan. 3 000 km de long, 45 000 en comptant les canaux secondaires et tertiaires. Là, en photographiant je me rends compte qu'une culture en vaut une autre et que les hommes sont les mêmes partout.

Vous avez déjà ressenti la frustration de voir des images sans pouvoir les prendre ?

Une seule fois, quand j'ai assisté à l'attentat contre Ronald Reagan en 1981. Ça s'est passé tellement vite. Ensuite je me suis aperçu que j'avais pris soixante-seize photos pour un événement qui avait duré un peu plus d'une minute. J'ai donc travaillé rapidement tout en ayant l'impression d'être complètement dépassé par le rythme. Mais je ne ressens pas cette frustration car seul compte le travail sur lequel je suis concentré.

A Gdansk, lors d'un lancement d'un bateau, un photographe a confié un appareil à une personne en lui demandant de prendre une certaine vue, ce qui lui permettait de se placer ailleurs. Ce photographe est juste présent pour capturer des documents et s'en aller. Pour moi, ce n'est plus de la photo. La photo, c'est quand même le privilège énorme de la prendre. Elle doit permettre de trouver son rythme, de s'intégrer au monde.

Y a-t-il un risque, par le fait d'aller loin, de ramener des images exotiques ?

Je ne me pose jamais cette question. C'est quoi l'exotisme pour un Brésilien habitant Paris ? L'exotisme en photographie ça n'existe pas. C'est comme l'image « touristique ». Ce sont des concepts bien trop restrictifs qui montrent que l'on ne connaît pas l'autre. Je déteste ces mots. Aujourd'hui, une mère avec ses enfants au fond de la Pologne regarde la télévision et connaît le reste du monde. Alors l'exotisme...

Beaucoup de vos photos sont prises dans des lieux qui semblent irréels : une mine d'or au Brésil, des casseurs de bateaux au Bangladesh...

Je savais que ces scènes fantastiques existaient, en lisant beaucoup, en regardant les images des autres. Il suffit de bouger. Le problème, c'est que les gens bougent très peu. On alors ne savent pas s'arrêter. Cette mine d'or, j'ai eu des frissons quand je l'ai vue. Mais j'ai ressenti la même chose quand je me suis retrouvé aux chantiers navals de Gdansk, il y a quelques jours : c'est plus grand qu'une ville, il y avait un brouillard incroyable, et je voyais seulement ces grues. C'était presque des rêves. Là, on peut imaginer ce que l'on veut. Mais il a fallu que je passe trois semaines là-bas...

Prendre son temps, c'est la clé de vos voyages ?

C'est primordial par rapport à ma photographie. Dans la photo, seule la vitesse de déclenchement doit être rapide. Prendre son temps, c'est comprendre, écouter, apprendre la culture qui est en face de moi avant de prendre l'appareil. Ma série de reportages sur l'Amérique latine a duré sept ans car c'est un continent lent. Je reste parfois deux heures en face d'une personne qui dort. Et puis je dors aussi. Ensuite, je vais lui parler pendant quatre heures. Et enfin je vais lui parler de l'histoire de mon grand-père pendant des jours.

Sur les quinze mois passés au Sahel en 1984, j'ai dû rester des semaines entières sans regarder ni voir. Jusqu'au moment où j'arrivais dans un endroit, où quelque chose se passait, où il fallait photographier. Toujours lors de cette famine en Ethiopie, j'ai vu des dizaines d'équipes de télévision du monde entier débarquer dans le désert et rester quelques heures. Je me suis aperçu alors que la photo donnait une immense liberté : trois appareils, quatre objectifs, un sac à dos, une centaine de pellicules me procuraient une autonomie de deux mois. Pas de problème d'équipe, je

Bull lance un

Le Bull lance un nouveau projet de développement de la presse écrite. Il s'agit d'un projet ambitieux qui vise à créer une véritable presse écrite de qualité, capable de rivaliser avec les journaux traditionnels. Le Bull a déjà réalisé de nombreux succès dans le domaine de la presse écrite, et ce nouveau projet est une continuation de sa politique de développement. Le Bull a déjà réalisé de nombreux succès dans le domaine de la presse écrite, et ce nouveau projet est une continuation de sa politique de développement.

Le Bull a déjà réalisé de nombreux succès dans le domaine de la presse écrite, et ce nouveau projet est une continuation de sa politique de développement. Le Bull a déjà réalisé de nombreux succès dans le domaine de la presse écrite, et ce nouveau projet est une continuation de sa politique de développement.

Le Bull a déjà réalisé de nombreux succès dans le domaine de la presse écrite, et ce nouveau projet est une continuation de sa politique de développement. Le Bull a déjà réalisé de nombreux succès dans le domaine de la presse écrite, et ce nouveau projet est une continuation de sa politique de développement.

Les effets de la baisse de l'activité mondiale sur les économies européennes

Le dollar, roi fou

Après avoir connu une longue période de croissance économique, le monde est entré dans une phase de ralentissement. Un ralentissement qui pourrait se transformer en véritable récession pour les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne. Des pays comme l'Espagne et l'Italie, encore fringants, il n'y a pas si longtemps, montrent eux aussi des signes d'essoufflement.

On aurait tort de croire que la crise du Golfe et la flambée des prix pétroliers qu'elle provoque sont à l'origine du retournement de conjoncture que nous vivons. Le ralentissement de l'économie mondiale était en cours bien avant le mois d'août, qui a vu les troupes israéliennes envahir le Koweït. Le nouveau choc pétrolier que nous vivons — et dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur — n'en connaît pas la durée — agit surtout comme un révélateur. Les déséquilibres que connaissent des pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne appellent de toute façon des corrections. Des corrections qu'on commence à trouver dans le projet de budget britannique pour 1991 qui vient de présenter M. John Major, le chancelier de l'Échiquier.

L'INSEE souligne un fait important : la croissance économique en France est plus freinée par l'environnement international que par les prix pétroliers. Et c'est peut-être la baisse excessive du dollar qui dégrade le plus l'environnement international. Dans presque tous les pays développés, les industriels éprouvent maintenant des difficultés pour vendre leur production, les prix américains étant devenus brusquement surcompétitifs.

M. Boréogovoy demande la réunion des sept plus grands pays industrialisés — le célèbre groupe des Sept — pour examiner une situation qui lui semble anormale. Il a écrit à ce sujet à M. Brady, secrétaire américain au Trésor, et a envoyé la même lettre à l'ensemble des autres membres du G7.

Pour l'instant, la demande du ministre français ne suscite aucun enthousiasme : les préoccupations créées par la crise du Golfe, replient allemand sur les problèmes liés à l'unification, volontiers américaine d'exporter dans le nord des produits fabriqués aux États-Unis et de se sortir ainsi d'une récession qui menace ?

La demande française n'en serait pas moins justifiée. L'accord du Plaza, conclu en septembre 1985 entre grands pays industrialisés pour stabiliser le dollar, s'il était renouvelé, pourrait faciliter la reprise économique.

AL. V.

INSOLITE

La guerre du kiwi

Le kiwi, ce petit fruit acide, exotique, victime de son succès, déclenche une bataille commerciale entre les Européens et les Néo-Zélandais, producteurs traditionnels de ce fruit. Depuis cinq ans, la production et la consommation mondiale ont été multipliées par six. Les Français, qui ont démarré modestement, devraient arriver en masse l'an prochain. Un peu tard cependant : pour la première fois cette année, l'offre excèdera largement la demande. Les producteurs français ont donc protesté officiellement contre l'intention de leurs confrères néo-zélandais de poursuivre leurs exportations vers l'Europe au-delà du mois de décembre.

L'INSEE prévoit une poursuite du ralentissement de la croissance

L'activité économique en France est plus influencée en cet automne 1990 par le ralentissement mondial que par la crise du Golfe et la flambée des prix pétroliers, selon une analyse de l'INSEE rendue publique le jeudi 8 novembre.

Comme « l'activité mondiale s'est révélée moins dynamique que prévu », du fait notamment des États-Unis, dont la conjoncture apparaît plus ralentie malgré le point haut du troisième trimestre, la croissance de la demande mondiale serait plus faible qu'il n'était escompté. C'est surtout cet environnement défavorable qui fait dire à l'INSEE que, en France, le ralentissement de la croissance économique va se poursuivre.

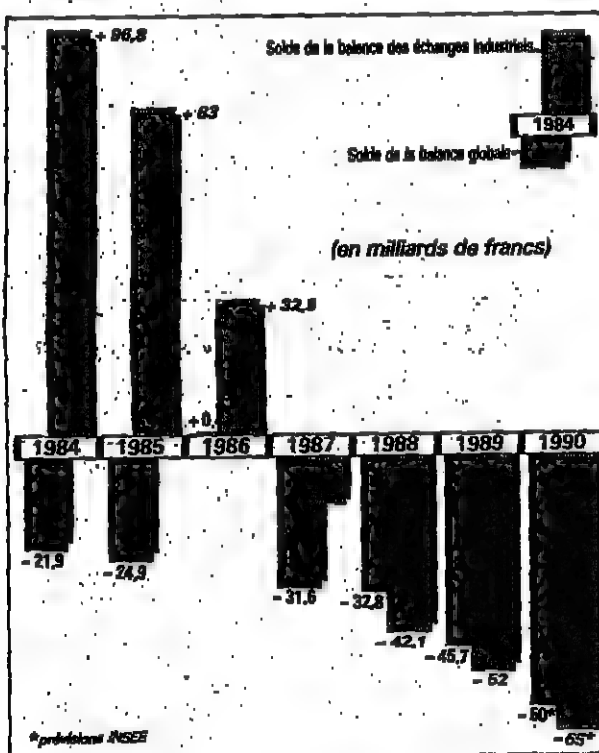
La production de biens d'équipement, jusqu'à présent très dynami-

que, devrait se ralentir en fin d'année. Le rebond dont bénéficient les industries produisant des biens intermédiaires semble transitoire. Les entreprises produisant des biens de consommation pourraient bénéficier d'un certain regain dans la mesure où elles avaient largement réduit leurs stocks en début d'année. Mais là encore l'INSEE n'est pas optimiste au-delà des deux ou trois prochains mois.

Fortes compétitivités du billet vert

Non seulement l'environnement international est moins favorable que prévu, mais la baisse du dollar depuis l'automne 1989, « qui s'est accélérée à l'été, pèse directement sur l'activité de nos principaux partenaires en diminuant leur compétitivité ». Bien évidemment, la France est également touchée par la forte compétitivité du dollar :

Des conséquences contradictoires sur le commerce extérieur



La flambée des prix pétroliers explique en grande partie la détérioration prévisible de la balance commerciale globale. Si la baisse du dollar atténue d'environ 10 à 15 % le choc pétrolier, elle accroît en revanche le déficit de la balance des produits manufacturés, les industriels français éprouvant des difficultés grandissantes pour exporter.

Nos exportations de produits manufacturés ont sensiblement ralenti en 1990 après les fortes progressions enregistrées en 1988 et 1989, même si ce phénomène est escompté par la reprise progressive des exportations d'Airbus.

Un autre phénomène diminue l'impact de la surcompétitivité de la monnaie américaine : les gains de termes de l'échange obtenus par la France grâce à la bonne tenue du franc (les prix des exportations augmentent plus vite que les prix des importations). Mais la France perd maintenant des parts de marché. Sur l'ensemble de 1990, le déficit du commerce extérieur serait un peu inférieur à 60 milliards de francs (45 milliards en 1989). Mais le déficit de la balance des biens manufacturés se creuserait, atteignant presque les 65 milliards de francs après 52 milliards en 1989 (à partir de l'hypothèse d'un pari à 34 dollars et d'un dollar à 5,10 francs sur le dernier trimestre).

Pas de dérapage des prix

Une bonne nouvelle : l'INSEE ne prévoit pas de dérapage des prix de détail. La hausse des prix entre décembre 1989 et décembre 1990 serait limitée à 3,7 %, après 3,6 % en 1989 et 3,1 % en 1988. Hors énergie, la hausse des prix serait même un peu inférieure à celle de l'an dernier : 3,1 % après 3,4 % en 1989. Cela grâce au net ralentissement des prix alimentaires, qui compenserait l'accélération des services privés.

Cette maîtrise de l'inflation serait surtout due à la sagesse des salaires. L'accélération enregistrée au 1^{er} semestre ne semble pas durable à l'INSEE, qui prévoit tout de même une hausse annuelle de 3,2 % des salaires, laissant des gains appréciables de pouvoir d'achat. Ce sont ces gains, atteignant 0,5 % par trimestre en termes de revenu disponible (après 1 % par trimestre en 1988-1989), qui seraient les principaux facteurs de dérapage inflationniste par accélération des hausses de rémunérations.

Le ralentissement de l'activité entraînerait un ralentissement parallèle des créations d'emplois, qui seraient inférieures d'un tiers à celles de l'an dernier : 200 000 après 300 000 en 1989. L'industrie pourrait commencer à réduire ses effectifs en fin d'année. Mais le chômage « n'enregistrerait qu'un allourdissement limité ».

Grande-Bretagne : budget serré malgré la récession

LONDRES

de notre correspondant

L'économie britannique est en récession et le gouvernement ne prévoit pas d'amélioration avant le début de l'année prochaine. Mais pas question de relancer l'activité par une augmentation, même légère, des dépenses publiques, lesquelles s'accroîtraient moins vite que l'inflation. Telles sont les grandes lignes, plutôt moroses, de la « Déclaration d'autonomie » du chancelier de l'Échiquier, M. John Major.

Ce dernier a annoncé, jeudi 8 novembre devant les Communes, que le budget 1991-1992, qui commence le 1^{er} avril prochain, comporterait des dépenses s'élevant à 200,3 milliards de livres (environ 2 000 milliards de francs). Les dépenses publiques augmenteraient légèrement moins vite que l'inflation prévue (la hausse des prix atteint actuellement près de 11 %). M. Major ne prévoit en effet que 7,5 milliards de livres de dépenses supplémentaires par rapport à l'exercice en cours.

Les grands perdants sont le ministère de la défense, dont le budget s'élève à 6 %, soit nettement moins que l'inflation, ainsi que les programmes d'aide à l'emploi et de construction de nouvelles prisons. L'argent disponible va en priorité à l'éducation, au service national de santé et aux collectivités locales, pour permettre à ces dernières de réduire le Poll Tax, cet impôt égal pour tous.

dan une même commune, et dont la première collecte a suscité des émeutes. Deux milliards de livres supplémentaires sont consacrées au service national de santé, qui dispose des soins gratuits. Cette enveloppe devrait permettre de réduire le nombre de lits fermés dans les hôpitaux, faute d'argent.

Débat idéologique

M. Major n'a pas voulu employer, devant le Parlement, le mot tabou de « récession ». Mais il a admis la réalité de cette dernière lors de la conférence de presse qui a suivi sa « Déclaration d'autonomie », lorsqu'il a convenu que l'activité économique du pays était actuellement négative, et qu'elle le resterait pendant deux trimestres. Le chancelier estime que la situation s'améliorera au premier semestre de l'an prochain et prévoit, pour l'ensemble de l'année 1991, une croissance de 0,5 %. M. Major prévoit que l'inflation descendra à 5,5 % au dernier trimestre de 1991. La promesse d'une telle réduction n'est accueillie avec circonspection.

La « Déclaration d'autonomie » a donné lieu, comme chaque année, à un débat idéologique sur la réalité du déclin de l'État proclamé, depuis 1979, par M^{rs} Thatcher. Les dépenses publiques se maintiennent en effet depuis 1989 à 39,5 % du produit national brut. Cette proportion devrait rester la même jusqu'en 1993 selon les statistiques du Trésor.

DOMINIQUE DHOMBRES

La concentration dans les télécommunications

OPA de 19 milliards de francs de Northern Telecom sur STC

Le canadien Northern Telecom, qui détient déjà 27 % du britannique STC (Standard Telephones and Cables), a lancé une offre publique d'achat amicale sur cette entreprise (2,6 milliards de livres de chiffre d'affaires, soit 26 milliards de francs), particulièrement forte sur les câbles.

Northern Telecom, numéro cinq mondial dans le téléphone, propose de payer 317 pence par action, soit plus que ce que les analystes prévoyaient (300 pence), ce qui représenterait une mise de fonds de 1,9 milliard de livres (19 milliards de francs).

Il s'agit de la plus importante OPA lancée sur le marché britannique depuis le début de l'année. Le conseil d'administration de STC a recommandé aux actionnaires d'accepter cette offre, conditionnée à la conclusion définitive du rachat par le japonais Fujitsu de 80 % de la filiale informatique de STC, ICL. Cette opération avait provoqué un vif émoi cet

été dans l'électronique européenne et suscité des rumeurs persistantes sur l'avenir de STC : le nom de plusieurs groupes avait circulé, notamment celui de l'américain ATT et du français Alcatel, lequel avait publiquement reconnu son intérêt. STC avait d'ailleurs admis qu'il était en négociation avec des « partenaires ».

La prudence était de mise, jeudi à Paris, au siège du groupe français, où l'on confirmait être « vivement intéressé » par STC, cet intérêt dépendant de deux éléments : le prix à payer et le caractère « amical » de toute opération. Car, outre ses positions intéressantes dans les câbles (également un des points forts d'Alcatel), STC est implanté sur un des marchés européens réputés pour son dynamisme, la Grande-Bretagne, où Alcatel (numéro un européen) occupe une position plutôt faible.

Avec près de 3 milliards de francs de pertes en 1990

Bull lance un plan de restructuration pour retrouver l'équilibre en 1992

Le constructeur informatique français Bull, qui prévoit une perte proche des 3 milliards de francs en 1990, a annoncé jeudi 8 novembre la suppression de 5 000 emplois d'ici à la fin 1991, supportée pour moitié par l'Europe, sur un effectif total dans le monde de 47 332 en 1989 (le Monde du 9 novembre). Des mesures qui, ajoutées à d'autres, doivent permettre un retour à l'équilibre en 1992.

Quelle ironie ! Le jour où le japonais Hitachi décidait l'ouverture en 1991 d'une unité de fabrication de disques magnétiques et de matériels pour l'informatique à Orléans, le champion tricolore Bull annonçait une perte de quelque 3 milliards de francs en 1990 (2,8 milliards), la suppression de 5 000 emplois (la moitié en Europe, dont 1 000 dans l'Hexagone), la fermeture de trois usines et la cession d'une autre consécutive à une reorganisation de l'outil industriel et la filialisation d'une de ses activités (les périphériques), dont le capital sera ouvert au privé.

Le « plan de mutation » de Bull prévoit de regrouper, sous la responsabilité de M. Didier Ruffat, les

filiales italienne et britannique qui étaient restées sous la houlette de la branche américaine (Bull HN). Le directeur général de Bull International voit ainsi sa zone de compétence opérationnelle s'étendre à toute l'Europe (y compris celle de l'Est), sauf la France. À l'inverse, Bull HN élargit son territoire à toutes les activités des différentes composantes du groupe en Extrême-Orient.

Bull accélère, en outre, sa rationalisation industrielle, sous la responsabilité de M. Jean-Claude Albrecht, le transfuge d'ICL France devenu il y a six mois le patron de Bull SA (France). Bull ne sera plus installé que sur six sites au lieu de treize : deux de technologie et d'assemblage à Angers et Boston, deux d'assemblage de produits de grande série (tels les micro-ordinateurs) à Villeneuve-d'Ascq (Nord) et à Saint-Joe (près de Chicago), un pour les petites imprimantes en Italie et l'unité de Bull Périphériques à Belfast (Irlande). Seront donc fermés Chandler (80 salariés) aux États-Unis, Newhouse (300 personnes) en Grande-Bretagne, l'activité industrielle de Massy en France (environ 200). En 1991, Jouvê-Tours (400 salariés) — qui fabrique des ordinateurs de taille moyenne, transferts à Angers — sera cédé.

Esperant réduire de 10 % par an ses coûts de fonctionnement, afin

d'apprendre à vivre dans une industrie dont les marges baissent (le Monde du 28 février), Bull a annoncé aux syndicats que ces réorganisations se traduiraient par la suppression de 5 000 emplois « entre aujourd'hui et le 31 décembre 1991 ». Compte tenu des 2 500 réductions d'effectifs consentis au cours des dix premiers mois de l'année, Bull aura réduit de 15 % le nombre de ses salariés en deux ans... c'est-à-dire l'équivalent de l'effort annoncé en un an par le nouveau patron de Philips.

Atteindre la taille critique

Par ailleurs, le groupe a décidé de se concentrer sur les domaines où il peut atteindre la taille critique : il constituera « en entité légale indépendante » sa filiale Bull Périphériques (à Belfast, où 1 600 personnes sont salariées). Bull a aussi l'intention de faire rependre par ses salariés sa filiale Prologica (applications et logiciels).

Pins généralement, M. Francis Lorenz, le président de l'ensemble du groupe Bull, a précisé sa position sur les alliances et les « mariages » européens souhaités par son ministre de tutelle, M. Roger Fauroux. Dans un entretien aux Echos, celui-ci avait déclaré (le Monde du

19 septembre) : « Bull a intérêt à chercher une alliance avec d'autres opérateurs européens (...) il n'y en a pas trente-six. Vous en avez deux : Siemens et Olivetti ». « Le choix des coopérations et des alliances ne se fait pas en un jour », a répondu M. Lorenz. Nous avons toujours été favorables au renforcement de nos liens avec des partenaires européens, et la période de crise actuelle peut constituer l'opportunité de faire prévaloir les solidarités sur les rivalités », en jugeant toutefois « peu réalistes » des mariages entre partenaires en difficulté. M. Lorenz a cité trois domaines d'activité pouvant « impliquer d'autres partenaires que des fabricants d'ordinateurs » : le génie logiciel, les bases de données et les microprocesseurs.

Le « plan de mutation », destiné à juguler les hémorragies, n'en oublie pas pour autant l'avenir : un de ses volets importants est un programme d'investissement de 11 milliards de francs sur quatre à cinq ans en recherche-développement dans le cadre d'un contrat pluriannuel du type de celui que vient de signer Thomson avec l'État dans la TVHD. Ce programme visera à résoudre un des handicaps majeurs du groupe : l'hétérogénéité de sa gamme de produits qui le contraint à dépenser des sommes folles pour

maintenir les développements sur ses différents matériels. L'intégration de l'architecture « maison » des ordinateurs Bull avec le standard Unix sera assurée.

M. Lorenz réussira-t-il, comme il l'espère, à améliorer sa marge opérationnelle de 3,8 milliards de francs en deux ans et à retrouver l'équilibre en 1992 ? Il y a tout intérêt puisqu'un an plus tard un changement de majorité parlementaire risquerait de relancer les tentations de privatisation du groupe. Et, plus largement, l'informatique française supporte peut-être le plan de la dernière chance. Car le montant des pertes de Bull culmine cette année à un niveau jamais atteint jusqu'ici : en 1982, la plus mauvaise année, on était tombé à 1,35 milliard de francs. Mais le Bull d'aujourd'hui n'est plus celui d'aujourd'hui avec ses 8 milliards de francs de chiffre d'affaires et ses 21 864 salariés (contre 41 milliards et 47 332 personnes en 1989). Il n'occupe que le dix-septième rang mondial contre le huitième maintenant... Et le contexte actuel de crise n'épargne personne dans l'informatique, aux États-Unis et en Europe, même si IBM a réussi à redresser la barre.

FRANÇOISE VAYSSÉ

Dans « LE MONDE HEURES LOCALES », vous trouverez des informations sur les villes, départements et régions, dont les activités et les initiatives nous concernent tous dans notre vie quotidienne. Reportages, enquêtes, débats, vous éclaireront sur les sujets qui se traitent maintenant à l'échelon local : équipements, transports, impôts, animation culturelle, environnement, emploi, etc.

Le Monde

HEURES LOCALES

Le Monde
COMME SON NOM L'INDIQUE

INDUSTRIAL

Deutsche Aerospace
d'un avion européen d'...

Michael S. Schwartz, a 1964 graduate of the University of California at Berkeley, is a senior research advisor at the Center for International Forestry Research, a Washington, D.C., organization that sponsors research projects in tropical forests around the world. He is also a senior advisor at the Center for International Forestry Research, a Washington, D.C., organization that sponsors research projects in tropical forests around the world.

1. 1. The first part of the paper is a review of the literature on the topic of the impact of the environment on human health.
 2. 2. The second part of the paper is a description of the methodology used in the study.
 3. 3. The third part of the paper is a presentation of the results of the study.
 4. 4. The fourth part of the paper is a discussion of the results of the study.
 5. 5. The fifth part of the paper is a conclusion.
 6. 6. The sixth part of the paper is a list of references.
 7. 7. The seventh part of the paper is an appendix.
 8. 8. The eighth part of the paper is a glossary.
 9. 9. The ninth part of the paper is a bibliography.
 10. 10. The tenth part of the paper is a list of figures.
 11. 11. The eleventh part of the paper is a list of tables.
 12. 12. The twelfth part of the paper is a list of abbreviations.
 13. 13. The thirteenth part of the paper is a list of symbols.
 14. 14. The fourteenth part of the paper is a list of acronyms.
 15. 15. The fifteenth part of the paper is a list of footnotes.
 16. 16. The sixteenth part of the paper is a list of endnotes.
 17. 17. The seventeenth part of the paper is a list of appendices.
 18. 18. The eighteenth part of the paper is a list of figures.
 19. 19. The nineteenth part of the paper is a list of tables.
 20. 20. The twentieth part of the paper is a list of abbreviations.
 21. 21. The twenty-first part of the paper is a list of symbols.
 22. 22. The twenty-second part of the paper is a list of acronyms.
 23. 23. The twenty-third part of the paper is a list of footnotes.
 24. 24. The twenty-fourth part of the paper is a list of endnotes.
 25. 25. The twenty-fifth part of the paper is a list of appendices.
 26. 26. The twenty-sixth part of the paper is a list of figures.
 27. 27. The twenty-seventh part of the paper is a list of tables.
 28. 28. The twenty-eighth part of the paper is a list of abbreviations.
 29. 29. The twenty-ninth part of the paper is a list of symbols.
 30. 30. The thirtieth part of the paper is a list of acronyms.
 31. 31. The thirty-first part of the paper is a list of footnotes.
 32. 32. The thirty-second part of the paper is a list of endnotes.
 33. 33. The thirty-third part of the paper is a list of appendices.
 34. 34. The thirty-fourth part of the paper is a list of figures.
 35. 35. The thirty-fifth part of the paper is a list of tables.
 36. 36. The thirty-sixth part of the paper is a list of abbreviations.
 37. 37. The thirty-seventh part of the paper is a list of symbols.
 38. 38. The thirty-eighth part of the paper is a list of acronyms.
 39. 39. The thirty-ninth part of the paper is a list of footnotes.
 40. 40. The fortieth part of the paper is a list of endnotes.
 41. 41. The forty-first part of the paper is a list of appendices.
 42. 42. The forty-second part of the paper is a list of figures.
 43. 43. The forty-third part of the paper is a list of tables.
 44. 44. The forty-fourth part of the paper is a list of abbreviations.
 45. 45. The forty-fifth part of the paper is a list of symbols.
 46. 46. The forty-sixth part of the paper is a list of acronyms.
 47. 47. The forty-seventh part of the paper is a list of footnotes.
 48. 48. The forty-eighth part of the paper is a list of endnotes.
 49. 49. The forty-ninth part of the paper is a list of appendices.
 50. 50. The fiftieth part of the paper is a list of figures.
 51. 51. The fifty-first part of the paper is a list of tables.
 52. 52. The fifty-second part of the paper is a list of abbreviations.
 53. 53. The fifty-third part of the paper is a list of symbols.
 54. 54. The fifty-fourth part of the paper is a list of acronyms.
 55. 55. The fifty-fifth part of the paper is a list of footnotes.
 56. 56. The fifty-sixth part of the paper is a list of endnotes.
 57. 57. The fifty-seventh part of the paper is a list of appendices.
 58. 58. The fifty-eighth part of the paper is a list of figures.
 59. 59. The fifty-ninth part of the paper is a list of tables.
 60. 60. The sixtieth part of the paper is a list of abbreviations.
 61. 61. The sixty-first part of the paper is a list of symbols.
 62. 62. The sixty-second part of the paper is a list of acronyms.
 63. 63. The sixty-third part of the paper is a list of footnotes.
 64. 64. The sixty-fourth part of the paper is a list of endnotes.
 65. 65. The sixty-fifth part of the paper is a list of appendices.
 66. 66. The sixty-sixth part of the paper is a list of figures.
 67. 67. The sixty-seventh part of the paper is a list of tables.
 68. 68. The sixty-eighth part of the paper is a list of abbreviations.
 69. 69. The sixty-ninth part of the paper is a list of symbols.
 70. 70. The seventieth part of the paper is a list of acronyms.
 71. 71. The seventy-first part of the paper is a list of footnotes.
 72. 72. The seventy-second part of the paper is a list of endnotes.
 73. 73. The seventy-third part of the paper is a list of appendices.
 74. 74. The seventy-fourth part of the paper is a list of figures.
 75. 75. The seventy-fifth part of the paper is a list of tables.
 76. 76. The seventy-sixth part of the paper is a list of abbreviations.
 77. 77. The seventy-seventh part of the paper is a list of symbols.
 78. 78. The seventy-eighth part of the paper is a list of acronyms.
 79. 79. The seventy-ninth part of the paper is a list of footnotes.
 80. 80. The eightieth part of the paper is a list of endnotes.
 81. 81. The eighty-first part of the paper is a list of appendices.
 82. 82. The eighty-second part of the paper is a list of figures.
 83. 83. The eighty-third part of the paper is a list of tables.
 84. 84. The eighty-fourth part of the paper is a list of abbreviations.
 85. 85. The eighty-fifth part of the paper is a list of symbols.
 86. 86. The eighty-sixth part of the paper is a list of acronyms.
 87. 87. The eighty-seventh part of the paper is a list of footnotes.
 88. 88. The eighty-eighth part of the paper is a list of endnotes.
 89. 89. The eighty-ninth part of the paper is a list of appendices.
 90. 90. The ninetieth part of the paper is a list of figures.
 91. 91. The ninety-first part of the paper is a list of tables.
 92. 92. The ninety-second part of the paper is a list of abbreviations.
 93. 93. The ninety-third part of the paper is a list of symbols.
 94. 94. The ninety-fourth part of the paper is a list of acronyms.
 95. 95. The ninety-fifth part of the paper is a list of footnotes.
 96. 96. The ninety-sixth part of the paper is a list of endnotes.
 97. 97. The ninety-seventh part of the paper is a list of appendices.
 98. 98. The ninety-eighth part of the paper is a list of figures.
 99. 99. The ninety-ninth part of the paper is a list of tables.
 100. 100. The hundredth part of the paper is a list of abbreviations.
 101. 101. The hundred-first part of the paper is a list of symbols.
 102. 102. The hundred-second part of the paper is a list of acronyms.
 103. 103. The hundred-third part of the paper is a list of footnotes.
 104. 104. The hundred-fourth part of the paper is a list of endnotes.
 105. 105. The hundred-fifth part of the paper is a list of appendices.
 106. 106. The hundred-sixth part of the paper is a list of figures.
 107. 107. The hundred-seventh part of the paper is a list of tables.
 108. 108. The hundred-eighth part of the paper is a list of abbreviations.
 109. 109. The hundred-ninth part of the paper is a list of symbols.
 110. 110. The hundred-tenth part of the paper is a list of acronyms.
 111. 111. The hundred-eleventh part of the paper is a list of footnotes.
 112. 112. The hundred-twelfth part of the paper is a list of endnotes.
 113. 113. The hundred-thirteenth part of the paper is a list of appendices.
 114. 114. The hundred-fourteenth part of the paper is a list of figures.
 115. 115. The hundred-fifteenth part of the paper is a list of tables.
 116. 116. The hundred-sixteenth part of the paper is a list of abbreviations.
 117. 117. The hundred-seventeenth part of the paper is a list of symbols.
 118. 118. The hundred-eighteenth part of the paper is a list of acronyms.
 119. 119. The hundred-nineteenth part of the paper is a list of footnotes.
 120. 120. The hundred-twentieth part of the paper is a list of endnotes.
 121. 121. The hundred-twenty-first part of the paper is a list of appendices.
 122. 122. The hundred-twenty-second part of the paper is a list of figures.
 123. 123. The hundred-twenty-third part of the paper is a list of tables.
 124. 124. The hundred-twenty-fourth part of the paper is a list of abbreviations.
 125. 125. The hundred-twenty-fifth part of the paper is a list of symbols.
 126. 126. The hundred-twenty-sixth part of the paper is a list of acronyms.
 127. 127. The hundred-twenty-seventh part of the paper is a list of footnotes.
 128. 128. The hundred-twenty-eighth part of the paper is a list of endnotes.
 129. 129. The hundred-twenty-ninth part of the paper is a list of appendices.
 130. 130. The hundred-thirtieth part of the paper is a list of figures.
 131. 131. The hundred-thirty-first part of the paper is a list of tables.
 132. 132. The hundred-thirty-second part of the paper is a list of abbreviations.
 133. 13

La Compagnie argentine de téléphones
sous le contrôle de trois sociétés en

END

Cat
Rog
Mam
Joa
Scri
den
fom
Per
de la
refe
ME
form
Ple
Ene

[] = 100%
 [] = 100%
 [] = 100%
 [] = 100%
 [] = 100%
 [] = 100%

SOCIAL

Les partenaires sociaux s'alignent sur le signe politique - des gouvernements

las siguientes personas a sus
don de la zona de la zona
Chino, y a los que se han
movido a otros lugares.
Los nombres de las personas
que se han movido son:
los de la zona de la zona
Chino, y a los que se han
movido a otros lugares.
LASAGUE, de la zona de la zona
Chino, y a los que se han
movido a otros lugares.
COT.

~~SECRET~~
CONFIDENTIAL
H.P.M.

[illegible]

1. ~~_____~~
2. ~~_____~~

10

Ocaux
taille
monde

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

La réorganisation du géant allemand

Deutsche Aerospace veut être le chef de file d'un avion européen d'une centaine de places

M. Jürgen E. Schrempf, président du conseil de Deutsche Aerospace, a présenté, le 8 novembre, la réorganisation du groupe allemand gigantesque, dans le secteur de l'aéronautique, de l'espace et de l'armement, du regroupement des sociétés Dornier, Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), Motoren und Turbinen Union (MTU) et Telefunken Systemtechnik sous la houlette de Daimler-Benz. Il a montré l'ambition européenne de ce groupe en déclarant que « Deutsche Aerospace veut être le chef de file d'un avion régional ».

Officiellement il s'agit, pour M. Jürgen E. Schrempf, président du conseil de Deutsche Aerospace, de décrire la nouvelle organisation d'un groupe qui pèse, désormais, 44,2 milliards de francs et emploie plus de soixante-dix mille salariés. Quatre divisions structurent le nouvel ensemble.

La division « aviation » est dirigée par M. Johann Schaffler. Elle

fabrique tout ou partie des avions de combat Tornado, Eurofighter et Alpha Jet, des avions de transport régionaux ou utilitaires comme les Dornier 228 ou 328, des hélicoptères MO105, BK117, NH90 et Tigre. Elle est le partenaire allemand pour la construction des fuselages des Airbus A300, A310, A320, A330 et A340.

Remise en ordre

La division « espace », que dirige M. Helmut Ulke, est responsable des satellites, des stations spatiales (Colombus) et des sondes spatiales (Ulysses). Elle participe aux programmes des lanceurs Ariane et de la navette spatiale Hermès. Elle travaille à la définition du système de transport spatial du futur Sanger. La division « défense », que dirige M. Gerhard Jäger, développe les missiles antichars ou anti-aériens, des installations de télécommunications, des installations radio des systèmes de guerre électronique, des radars et des systèmes de conduite de tir. La division « propulsion », que dirige M. Hubert Dunkler, fabrique tout ou partie des réacteurs d'avions civils (CF6, PW2000, V2500, RB199) et les remet en état.

Il s'agissait aussi pour M. Schrempf de dire que les premiers effets de cette remise en ordre et les suppressions de doubles emplois commencent à être perceptibles, tant il est vrai que la productivité des sociétés aéronautiques du groupe était « considérablement inférieure » à celle auxquelles il est habitué dans l'automobile. La devise affichée par la maison est ainsi libellée : « Nous sommes des entrepreneurs et pas des bureaucrates ».

Pourtant, l'essentiel du message était ailleurs : M. Schrempf voulait d'abord calmer les esprits qui, en France, s'étaient effrayés de la renaissance de la puissance industrielle allemande dans le domaine aéronautique et de sa concentration alors que, en France, l'aéronautique, Matra, Dassault, Thomson, SNECMA ou Turbomeca avançait en ordre dispersé. M. Schrempf a donc surtout légitimé le regroupement : « Notre industrie aéronautique était fragmentée et nous avions pris du retard de ce point de vue sur la Grande-Bretagne et la France » en expliquant qu'il n'était pas destiné à mettre fin aux nombreuses coopérations industrielles en vigueur. « Le partenariat avec la France demeure essentiel » que ce soit dans le domaine des Airbus,

des fusées Ariane, de la navette Hermès ou au sein d'une filiale commune d'hélicoptères, que ce soit avec Aérospatiale ou avec Matra. Ce qui n'empêche pas de négocier avec l'américain Pratt & Whitney ou le japonais Mitsubishi.

Après cet hommage bien tourné et francophile, M. Schrempf n'en a pas moins laissé entrevoir le bon de ses ambitions. Il ne peut se satisfaire de ce que le montage des Airbus A321 soit, enfin, réalisé à Hambourg chez MBB. La France ayant, en Europe, la maîtrise d'ouvrage pour les Airbus (plus de cent « traités places ») et les avions de transport régional ATR (moins de quatre-vingt places), il déclare, sans ambages, que « Deutsche Aerospace veut être le chef de file d'un avion régional dont les deux versions pourront emporter, l'une, quatre-vingt-dix passagers et l'autre, cent vingt », et comme le développement d'un tel appareil coûterait 1,5 milliards de francs, il discute avec l'Aérospatiale française et Aeritalia pour que ces deux aviateurs lui apportent leur concours. Il a bon espoir de les convaincre de lui reconnaître cette primauté qui symbolisera le retour sur le devant de la scène de l'aéronautique allemande.

ALAIN FAUJAS

Conséquence de la crise du Golfe

Le secteur parapétrolier français reprend espoir

La crise du Golfe ne fait pas que des victimes. En France, un secteur au moins a tout lieu de se réjouir de ce coup de semonce : le parapétrolier, mal connu et pourtant grand pourvoyeur de devises - derrière l'agro alimentaire mais devant l'automobile - qui, avec 350 entreprises et 38 000 salariés, fournit aux compagnies pétrolières du monde entier les équipements, les services et l'ingénierie nécessaires à l'exploitation du pétrole et du gaz.

Bien sûr, personne n'ose encore se réjouir ouvertement de l'envolée des cours du brut, trop récente et trop fragile pour avoir déjà relancé les budgets d'investissements des compagnies pétrolières. Mais, même si les prix du brut ne restent pas durablement aux niveaux fort élevés atteints depuis septembre, la crise actuelle rappelle fort à propos à l'Occident sa vulnérabilité pétrolière et ne peut en définitive que confirmer, sinon accentuer, la reprise d'activité constatée depuis un peu plus d'un an dans l'ensemble du secteur.

Numéro deux mondial

Car, après cinq ans de purge, le retournement du marché pétrolier, sensible depuis la fin de 1983, a fini par repousser les carnets de commande. « Après plusieurs années de vaches maigres, les investissements pétroliers reprennent », constate M. Badour, de l'Institut français du pétrole. Après avoir été réduits de moitié de 1982 à 1987, les investissements de l'industrie pétrolière mondiale devaient progresser de 10 % en 1990 pour atteindre 59 milliards de dollars. Très loin encore des niveaux record atteints en 1982 (91,5 milliards), mais en nette amélioration.

notamment aux États-Unis et dans l'« offshore » britannique.

Une bouffée d'oxygène pour les sociétés françaises qui, pour la plupart, sont restées asséchées - les effectifs ont été réduits de plus de moitié depuis 1982 - sont parvenues à maintenir leur rang de numéro deux mondial.

Preuve de la reprise et de l'avance technique française dans ce secteur : les contrats spectaculaires emportés depuis peu par des groupes nationaux, comme la reconstruction du terminal iranien de Kharg par ETPM, et surtout la conception de la future plate-forme du gisement d'Uthmaniyah, au large de Terre-Neuve - un contrat de 3,5 milliards de francs - emporté de haute lutte par le groupe Doris, chargé de l'ingénierie de cet ouvrage gigantesque, qui sera d'ici cinq ans la plus grosse plate-forme en mer du monde par le poids.

Certes, la reprise du chiffre d'affaires global du secteur parapétrolier français reste encore limitée, ne serait-ce qu'en raison du délai existant entre les commandes et la réalisation et de la chute du dollar qui pénalise les groupes hexagonaux. Après avoir chuté de 60 à 32 milliards de francs de 1982 à 1987, il a augmenté l'an dernier pour la première fois et devrait atteindre en 1990 36 à 37 milliards, dont 25 milliards à l'exportation. Mais elle conforte la profession dans la conviction que le plus dur est désormais passé. « Nous sommes sortis de la phase de survie », note M. Lamour, directeur du groupe Forasol, nous entrons dans une phase d'assainissement ».

Si peu d'entreprises ont disparu, beaucoup restent en effet fragiles, notamment du point de vue financier, les groupes pétroliers comme les banques s'étant largement désengagés du secteur. Des regroupements sont donc nécessaires, ne serait-ce que pour offrir aux compagnies clientes des services intégrés, et lutter contre les grands groupes anglo-saxons.

VERONIQUE MAURIS

La première grande privatisation du gouvernement péroniste

La Compagnie argentine de téléphone Entel passe sous le contrôle de trois sociétés européennes

BUENOS AIRES
de notre correspondante

C'est en grande pompe, à la Casa Rosada, que le président Carlos Menem a remis officiellement le 30 novembre la Compagnie nationale des téléphones Entel à ses adjudicataires, l'espagnole Telefonos de España, le consortium franco-italien STET-France-Télécom. Il s'agit de la première grande privatisation réalisée par le gouvernement péroniste dans un pays où l'essentiel de l'économie était passé aux mains de l'Etat avec le général Peron, il y a quarante-cinq ans.

L'affaire s'est conclue en quatorze jours. Elle fut menée tambour battant, malgré de nombreux coups de théâtre. Le plus spectaculaire fut le retrait à l'extrême de Bell Atlantic, qui a permis l'entrée du consor-

tium franco-italien STET-France-Télécom. Celui-ci s'est vu adjuger la zone nord du pays, alors que Telefonos a acheté la zone sud.

Les téléphones argentins se sont vendus 214 millions de dollars payables à la signature du contrat, 5 milliards de dollars au titre de la dette extérieure argentine à fournir dans les trois mois et 380 millions de dollars en obligations remboursables en cinq ans. Les détracteurs de la privatisation y voient une victoire à la Pyrrhus pour le gouvernement. L'entreprise transmise sans son passif, évalué à 1 milliard de dollars, est connue pour son déficit légendaire, mais elle devrait désormais offrir une rentabilité de l'ordre de 300 millions de dollars par an, qui couvrirait les investissements sur lesquels se sont engagés les deux adjudicataires. Ceux-ci s'élèvent à 400

millions de dollars sur deux ans en ce qui concerne le consortium franco-italien.

Le consortium a élaboré un plan d'urgence de six mois qui vise essentiellement, selon France-Télécom, à accroître l'efficacité d'Entel. Ainsi, certains centres ne fonctionneront qu'à 15 % de leur capacité. Télécom Argentina, la nouvelle société démantelée en charge de la zone nord, envisage une profonde restructuration. Tout comme Telefonos, elle reprend l'ensemble du personnel, au total 39 000 personnes, qu'elle souhaite former et redéployer. Les adjudicataires sont satisfaits du marché conclu. L'excitant est souligné. Les Argentins découvrent que l'efficacité promise se paie au prix fort. Les tarifs ont augmenté de près de 40 % dans les mois qui ont précédé la privatisation.

EDITH CORON

ÉTRANGER

Réunis à Paris

Des dirigeants de l'Est évoquent un « grand espace économique européen »

Réunis à Paris jeudi 8 novembre à l'initiative du secrétaire d'Etat au Plan, M. Lionel Stoléru, des dirigeants économiques de onze pays de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie) et de l'URSS ont réfléchi au passage vers l'économie de marché avec les représentants des gouvernements français, allemand, italien ainsi que des organismes financiers internationaux et de la CEE.

Reprenant l'idée du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, des « cercles concentriques » autour de la CEE, ils ont évoqué la création d'un « grand espace économique européen » dans lequel les principaux États d'Europe de l'Ouest et de l'Est seraient représentés.

An cours d'un discours prononcé à l'ouverture de la réunion, le premier ministre français, M. Michel Rocard, a déclaré que « l'isolement, qu'il soit politique ou économique, est porteur de malentendus, de crise ». En attendant que les anciens pays socialistes européens soient véritablement intégrés à l'Europe, M. Stoléru a souligné l'importance de la préservation de courants d'échanges commerciaux entre eux.

Les ministres, qui ont convenu de se rencontrer informellement chaque année pour faire le point sur l'état d'avancement du passage au marché, ont rédigé un document de travail qui devrait être présenté lors de la réunion à Paris, le 19 novembre, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Les délégations ont été reçues par M. François Mitterrand. « Nous avons à imaginer comment nous vivrons entre nous au sein d'institutions communes », a déclaré le président de la République.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

LA SANTÉ PUBLIQUE

Envoyer 80 F (francs) à 2 F ou chèques à l'APRÈS-DEMAIN, 27, rue Danton, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

GÉRARD BUÉTAS

SOCIAL

La biennale « Europe et travail » à Saint-Etienne

Les partenaires sociaux attendent « un signe politique » des gouvernements

Les 6 et 7 novembre, la maison de la culture de Saint-Etienne accueillait la première biennale « Europe et travail », consacrée à l'évolution des relations sociales, en vue de la réalisation du marché unique. Cette initiative était due au laboratoire LASAIRE, créé par M. Pierre Héritier, ancien dirigeant de la CFDT.

SAINT-ETIENNE
de notre envoyé spécial

M. Pierre Héritier, ancien agent de la Lyonnaise de banque, alors en poste à Saint-Etienne, et M. Henri Moulard, président de l'établissement nationalisé, ont dû se décevoir par le passé, celui-ci gardant même un souvenir ému d'une grande grève de 1974, organisée par celui-ci. Pourtant, lorsque M. Héritier a été tenu à l'écart, en 1988, du nouvel état-major de la CFDT, la Lyonnaise de banque a largement contribué à la création, à Saint-Etienne, du Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'échanges (LASAIRE), dans lequel elle voyait un de ses futurs « réservoirs d'idées ».

Deux jours durant, MM. Moulard et Héritier ont ouvert ensemble, à la maison de la culture de Saint-Etienne, un espace de dialo-

gue étonnant, où l'on vit s'exprimer des représentants du patronat éclairé, des fonctionnaires, des syndicalistes, des chercheurs italiens, français, allemands, belges, britanniques, et deux ministres « d'ouverture », le Stéphanois Michel Durafour et M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (le Monde du 9 novembre).

« Modèle allemand »

Une échéance s'impose à tous : à la mi-décembre, une conférence intergouvernementale doit évoquer, à Rome, les conditions de la révision partielle du traité qui institue la Communauté européenne. De ces échanges féconds, on retiendra un rejet unanime de l'attitude restrictive du gouvernement de M. Thatcher et les tentations à l'égard d'un « modèle allemand » de relations sociales. M. François Stedelin ne mit pas son doigt dans sa poche, en s'exprimant comme nouveau président du Comité économique et social européen : « Plus la Communauté s'est élargie, plus la perspective d'une Europe sociale s'est éloignée ». Selon lui, on n'a pas choisi la bonne méthode en rédigeant, voici un an à peine, une charte sociale sans valeur juridique, alors que, dans d'autres domaines, la Commission des Communautés agit par des voies plus contraignantes. Il ne

s'agit certes pas d'en arriver à un code du travail européen, mais il ne faut pas s'arrêter à ce « sauve-sonneur du social ». Définir les droits fondamentaux de l'homme au travail nécessite des représentations transnationales des salariés dans les entreprises, elles-mêmes souvent en voie de restructuration. « Un signe politique doit nous être donné dès le mois prochain à Rome », conclut M. Stedelin.

Ce propos rencontre peu de contradicteurs. M. Gaetano Zingone, s'exprimant au nom de la Commission des communautés observait, tout de même, qu'on faisait peu de cas du chemin déjà parcouru, grâce à l'« accélérateur » de l'Acte unique. Par ailleurs, M. Jean Lapeyre, secrétaire français de la Confédération européenne des syndicats (CES) devait souhaiter que le gouvernement français mette en harmonie son discours européen et ses actes, notamment en matière de protection sociale.

Plusieurs confédérations françaises avaient décliné l'invitation lancée par M. Héritier. Etait-ce en raison du passé de ce dernier, ou de sa tentative récente de « reconstruction » du mouvement syndical, avec des réunions départementales de militants de toutes obédiences ? Nul ne sait, mais on eut, par instants, le sentiment que les absents avaient tort.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SIÈGE SOCIAL A PARIS 82 - 22, RUE PASQUIER

Les actionnaires de la BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIERE PRIVEE B.I.M.P., réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sous la présidence de M. Charles FROSSARD, Président Directeur Général, ont approuvé les résolutions qui leur étaient soumises et ont, en conséquence, constaté la fusion par voie d'absorption par la banque de ses filiales propriétaires des immeubles d'exploitation. Cette opération de simplification des structures internes, concernant uniquement des sociétés détenues à 100 % par la B.I.M.P., s'effectue sans échange de titres. Elle dégage, immédiatement au niveau de la banque, une prime de fusion de 480,9 millions de francs, qui porte les capitaux propres de la B.I.M.P. à plus de 600 millions de francs.

La Conseil d'Administration, réuni à l'issue de cette Assemblée, a décidé d'augmenter le capital de la banque d'une somme de 220 078 600 F pour le porter de 31 439 800 F à 231 518 400 F par l'incorporation au capital social de cette somme prélevée sur la prime de fusion. Cette augmentation de capital, qui prend effet immédiatement, est réalisée par voie d'émission (de 12,50 F à 100 F par action) de la valeur nominale des 2 515 184 actions existantes (le montant nominal des demi-actions, encore incluses dans ce chiffre, étant élevé dans les mêmes proportions).

PEUGEOT SA

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ AU 30 SEPTEMBRE 1990

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe PSA pour le troisième trimestre 1990 s'est élevé à 35 631 millions de francs, en progression de 8,7 % par rapport à la même période de 1989. Pour les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 121 361 millions de francs, et il a progressé de 6,6 %. Celui réalisé par la branche Peugeot a atteint 70 766 millions de francs (+ 6,3 %), celui réalisé par la branche Citroën 45 117 millions (+ 6,4 %), celui des activités mécaniques et de services 5 294 millions (+ 9,7 %). Par zones géographiques, le chiffre d'affaires a été réalisé en France à hauteur de 55 331 millions, en augmentation de 9,5 %, et sur les marchés étrangers pour 65 980 millions, en hausse de 4,3 %. Enfin, le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation par les sociétés françaises du groupe PSA s'est élevé au cours de ces neuf premiers mois à 54 485 millions de francs, en hausse de 19,5 % ou de 8 891 millions de francs sur la période comparable de 1989.

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

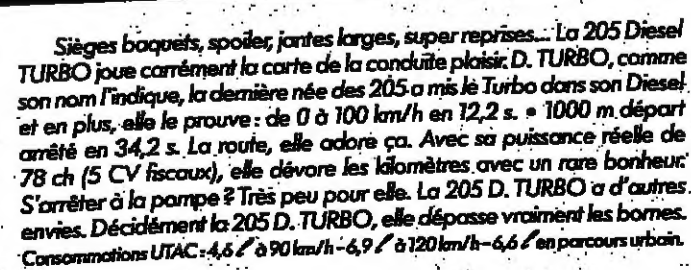
NOVEMBRE 1990

LES LYCÉES DANS L'ŒIL DU CYCLONE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

10

1501001001



PEUGEOT. UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 49

BOURSE DU 9 NOVEMBRE																	
Règlement mensuel																	
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
3756	CNE 3%	3845	3825	3820	-0,15	3756	CNE 3%	3845	3825	3820	-0,15	3756	CNE 3%	3845	3825	3820	-0,15
3757	CNE 5%	3845	3825	3820	-0,15	3757	CNE 5%	3845	3825	3820	-0,15	3757	CNE 5%	3845	3825	3820	-0,15
3758	CNE 7%	3845	3825	3820	-0,15	3758	CNE 7%	3845	3825	3820	-0,15	3758	CNE 7%	3845	3825	3820	-0,15
3759	CNE 9%	3845	3825	3820	-0,15	3759	CNE 9%	3845	3825	3820	-0,15	3759	CNE 9%	3845	3825	3820	-0,15
3760	CNE 11%	3845	3825	3820	-0,15	3760	CNE 11%	3845	3825	3820	-0,15	3760	CNE 11%	3845	3825	3820	-0,15
3761	CNE 13%	3845	3825	3820	-0,15	3761	CNE 13%	3845	3825	3820	-0,15	3761	CNE 13%	3845	3825	3820	-0,15
3762	CNE 15%	3845	3825	3820	-0,15	3762	CNE 15%	3845	3825	3820	-0,15	3762	CNE 15%	3845	3825	3820	-0,15
3763	CNE 17%	3845	3825	3820	-0,15	3763	CNE 17%	3845	3825	3820	-0,15	3763	CNE 17%	3845	3825	3820	-0,15
3764	CNE 19%	3845	3825	3820	-0,15	3764	CNE 19%	3845	3825	3820	-0,15	3764	CNE 19%	3845	3825	3820	-0,15
3765	CNE 21%	3845	3825	3820	-0,15	3765	CNE 21%	3845	3825	3820	-0,15	3765	CNE 21%	3845	3825	3820	-0,15
3766	CNE 23%	3845	3825	3820	-0,15	3766	CNE 23%	3845	3825	3820	-0,15	3766	CNE 23%	3845	3825	3820	-0,15
3767	CNE 25%	3845	3825	3820	-0,15	3767	CNE 25%	3845	3825	3820	-0,15	3767	CNE 25%	3845	3825	3820	-0,15
3768	CNE 27%	3845	3825	3820	-0,15	3768	CNE 27%	3845	3825	3820	-0,15	3768	CNE 27%	3845	3825	3820	-0,15
3769	CNE 29%	3845	3825	3820	-0,15	3769	CNE 29%	3845	3825	3820	-0,15	3769	CNE 29%	3845	3825	3820	-0,15
3770	CNE 31%	3845	3825	3820	-0,15	3770	CNE 31%	3845	3825	3820	-0,15	3770	CNE 31%	3845	3825	3820	-0,15
3771	CNE 33%	3845	3825	3820	-0,15	3771	CNE 33%	3845	3825	3820	-0,15	3771	CNE 33%	3845	3825	3820	-0,15
3772	CNE 35%	3845	3825	3820	-0,15	3772	CNE 35%	3845	3825	3820	-0,15	3772	CNE 35%	3845	3825	3820	-0,15
3773	CNE 37%	3845	3825	3820	-0,15	3773	CNE 37%	3845	3825	3820	-0,15	3773	CNE 37%	3845	3825	3820	-0,15
3774	CNE 39%	3845	3825	3820	-0,15	3774	CNE 39%	3845	3825	3820	-0,15	3774	CNE 39%	3845	3825	3820	-0,15
3775	CNE 41%	3845	3825	3820	-0,15	3775	CNE 41%	3845	3825	3820	-0,15	3775	CNE 41%	3845	3825	3820	-0,15
3776	CNE 43%	3845	3825	3820	-0,15	3776	CNE 43%	3845	3825	3820	-0,15	3776	CNE 43%	3845	3825	3820	-0,15
3777	CNE 45%	3845	3825	3820	-0,15	3777	CNE 45%	3845	3825	3820	-0,15	3777	CNE 45%	3845	3825	3820	-0,15
3778	CNE 47%	3845	3825	3820	-0,15	3778	CNE 47%	3845	3825	3820	-0,15	3778	CNE 47%	3845	3825	3820	-0,15
3779	CNE 49%	3845	3825	3820	-0,15	3779	CNE 49%	3845	3825	3820	-0,15	3779	CNE 49%	3845	3825	3820	-0,15
3780	CNE 51%	3845	3825	3820	-0,15	3780	CNE 51%	3845	3825	3820	-0,15	3780	CNE 51%	3845	3825	3820	-0,15
3781	CNE 53%	3845	3825	3820	-0,15	3781	CNE 53%	3845	3825	3820	-0,15	3781	CNE 53%	3845	3825	3820	-0,15
3782	CNE 55%	3845	3825	3820	-0,15	3782	CNE 55%	3845	3825	3820	-0,15	3782	CNE 55%	3845	3825	3820	-0,15
3783	CNE 57%	3845	3825	3820	-0,15	3783	CNE 57%	3845	3825	3820	-0,15	3783	CNE 57%	3845	3825	3820	-0,15
3784	CNE 59%	3845	3825	3820	-0,15	3784	CNE 59%	3845	3825	3820	-0,15	3784	CNE 59%	3845	3825	3820	-0,15
3785	CNE 61%	3845	3825	3820	-0,15	3785	CNE 61%	3845	3825	3820	-0,15	3785	CNE 61%	3845	3825	3820	-0,15
3786	CNE 63%	3845	3825	3820	-0,15	3786	CNE 63%	3845	3825	3820	-0,15	3786	CNE 63%	3845	3825	3820	-0,15
3787	CNE 65%	3845	3825	3820	-0,15	3787	CNE 65%	3845	3825	3820	-0,15	3787	CNE 65%	3845	3825	3820	-0,15
3788	CNE 67%	3845	3825	3820	-0,15	3788	CNE 67%	3845	3825	3820	-0,15	3788	CNE 67%	3845	3825	3820	-0,15
3789	CNE 69%	3845	3825	3820	-0,15	3789	CNE 69%	3845	3825	3820	-0,15	3789	CNE 69%	3845	3825	3820	-0,15
3790	CNE 71%	3845	3825	3820	-0,15	3790	CNE 71%	3845	3825	3820	-0,15	3790	CNE 71%	3845	3825	3820	-0,15
3791	CNE 73%	3845	3825	3820	-0,15	3791	CNE 73%	3845	3825	3820	-0,15	3791	CNE 73%	3845	3825	3820	-0,15
3792	CNE 75%	3845	3825	3820	-0,15	3792	CNE 75%	3845	3825	3820	-0,15	3792	CNE 75%	3845	3825	3820	-0,15
3793	CNE 77%	3845	3825	3820	-0,15	3793	CNE 77%	3845	3825	3820	-0,15	3793	CNE 77%	3845	3825	3820	-0,15
3794	CNE 79%	3845	3825	3820	-0,15	3794	CNE 79%	3845	3825	3820	-0,15	3794	CNE 79%	3845	3825	3820	-0,15
3795	CNE 81%	3845	3825	3820	-0,15	3795	CNE 81%	3845	3825	3820	-0,15	3795	CNE 81%	3845	3825	3820	-0,15
3796	CNE 83%	3845	3825	3820	-0,15	3796	CNE 83%	3845	3825	3820	-0,15	3796	CNE 83%	3845	3825	3820	-0,15
3797	CNE 85%	3845	3825	3820	-0,15	3797	CNE 85%	3845	3825	3820	-0,15	3797	CNE 85%	3845	3825	3820	-0,15
3798	CNE 87%	3845	3825	3820	-0,15	3798	CNE 87%	3845	3825	3820	-0,15	3798	CNE 87%	3845	3825	3820	-0,15
3799	CNE 89%	3845	3825	3820	-0,15	3799	CNE 89%	3845	3825	3820	-0,15	3799	CNE 89%	3845	3825	3820	-0,15
3800	CNE 91%	3845	3825	3820	-0,15	3800	CNE 91%	3845	3825	3820	-0,15	3800	CNE 91%	3845	3825	3820	-0,15
3801	CNE 93%	3845	3825	3820	-0,15	3801	CNE 93%	3845	3825	3820	-0,15	3801	CNE 93%	3845	3825	3820	-0,15
3802	CNE 95%	3845	3825	3820	-0,15	3802	CNE 95%	3845	3825	3820	-0,15	3802	CNE 95%	3845	3825	3820	-0,15
3803	CNE 97%	3845	3825	3820	-0,15	3803	CNE 97%	3845	3825	3820	-0,15	3803	CNE 97%	3845	3825	3820	-0,15
3804	CNE 99%	3845	3825	3820	-0,15	3804	CNE 99%	3845	3825	3820	-0,15	3804	CNE 99%	3845	3825	3820	-0,15
3805	CNE 101%	3845	3825	3820	-0,15	3805	CNE 101%	3845	3825	3820	-0,15	3805	CNE 101%	3845	3825	3820	-0,15
3806	CNE 103%	3845	3825	3820	-0,15	3806	CNE 103%	3845	3825	3820	-0,15	3806	CNE 103%	3845	3825	3820	-0,15
3807	CNE 105%	3845	3825	3820	-0,15	3807	CNE 105%	3845	3825	3820	-0,15	3807	CNE 105%	3845	3825	3820	-0,15
3808	CNE 107%	3845	3825	3820	-0,15	3808	CNE 107%	3845	3825	3820	-0,15	3808	CNE 107%	3845	3825	3820	-0,15
3809	CNE 109%	3845	3825	3820	-0,15	3809	CNE 109%	3845	3825	3820	-0,15	3809	CNE 109%	3845	3825	3820	-0,15
3810	CNE 111%	3845	3825	3820	-0,15	3810	CNE 111%	3845	3825	3820	-0,15	3810	CNE 111%	3845	3825	3820	-0,15
3811	CNE 113%	3845	3825	3820	-0,15	3811	CNE 113%	3845	3825	3820	-0,15	3811	CNE 113%	3845	3825	3820	-0,15
3812	CNE 115%	3845	3825	3820	-0,15	3812	CNE 115%	3845	3825	3820	-0,15	3812	CNE 115%	3845	3825	3820	-0,15
3813	CNE 117%	3845	3825	3820	-0,15	3813	CNE 117%	3845	3825	3820	-0,15	3813	CNE 117%	3845	3825	3820	-0,15
3814	CNE 119%	3845	3825	3820	-0,15	3814	CNE 119%	3845	3825	3820	-0,15	3814	CNE 119%	3845	3825	3820	-0,15
3815	CNE 121%	3845	3825	3820	-0,15	3815	CNE 121%	3845	3825	3820	-0,15	3815	CNE 121%	3845	3825	3820	-0,15
3816	CNE 123%	3845	3825	3820	-0,15	3816	CNE 123%	3845	3825	3820	-0,15	3816	CNE 123%	3845	3825	3820	-0,15
3817	CNE 125%	3845	3825	3820	-0,15	3817	CNE 125%	3845	3825	3820	-0,15	3817	CNE 125%	3845	3825	3820	-0,15
3818	CNE 127%	3845	3825	3820	-0,15	3818	CNE 127%	3845	3825	3820	-0,15	3818	CNE 127%	3845	3825	3820	-0,15
3819	CNE 129%	3845	3825	3820	-0,15	3819	CNE 129%	3845	3825	3820	-0,15	3819	CNE 129%	3845	3825	3820	-0,15
3820	CNE 131%	3845	3825	3820	-0,15	3820	CNE 131%	3845	3825	3820	-0,15	3820	CNE 131%	3845	3825	3820	-0,15
3821	CNE 133%	3845	3825	3820	-0,15	3821	CNE 133%	3845	3825	3820	-0,15	3821	CNE 133%	3845	3825	3820	-0,15
3822	CNE 135%	3845	3825	3820	-0,15	38											

Le débat sur l'avenir de l'île

Mobilisation des anti-nationalistes en Corse

Un Mouvement d'action Corse française, inconnu jusqu'à présent, a revendiqué, jeudi 8 novembre, l'incendie criminel qui avait ravagé le garage d'un militant nationaliste, détruisant vingt-trois voitures neuves, le 30 octobre, près d'Ajaccio. Depuis cette date, deux autres attentats ont été commis contre le garage de M. Gilbert Cassanova, qui a reçu le soutien de plusieurs dirigeants nationalistes.

D'autre part, une autre organisation, le Mouvement anti-séparatiste corse (MASC), a lancé, jeudi, « un appel à la résistance » contre le projet de M. Pierre Joxe en opposant un « front du refus absolu à toute réforme institutionnelle ». Cette organisation, qui a revendiqué dix-neuf attentats contre des biens de nationalistes depuis le 24 avril 1988, demande également « aux patriotes corses de s'organiser, chacun à sa place, en franc-tireur et partisan français, individuellement ou en groupe collectif autonome prenant en compte toute initiative adéquate ».

Au Sénat, le groupe RDE, auquel appartient M. François Giacobbi, sénateur de Haute-Corse, a jugé jeudi que, « malgré les quelques dispositions utiles qu'il contient », le projet du ministre de l'Intérieur prévoyant un nouveau statut pour la Corse est « inopportune, inadapte et à certains égards inconstitutionnel ». Le groupe RDE, « autour du sénateur François Giacobbi, se déclare en totale opposition avec la lettre et l'esprit de ce projet » et « s'opposera avec détermination à son aboutissement ».

De son côté, M. François Bayrou, député général de l'UDF et député UDC des Pyrénées-Atlantiques, a mis en garde, jeudi sur France-culture, contre « le risque d'éclatement du tissu national » que contiennent en germe, selon lui, à la fois le projet de loi sur la Corse et la déclaration d'un collaborateur de M. François Mitterrand évoquant une « entité administrative convenable » pour le Pays basque français.

Lors de l'audition par la commission des lois de l'Assemblée nationale de M. Joxe à propos du texte sur la Corse, le rapporteur UDF du projet, M. José Rossi (Le Monde du 9 novembre) a, notamment, souhaité une avancée supplémentaire dans le domaine des transferts de compétence et des moyens financiers.

M. Rossi a également jugé que le

mode de scrutin prévu par le projet ne permettrait pas suffisamment de garantir l'émergence d'une majorité stable. Enfin, M. Rossi a approuvé, pour son compte, l'existence d'une définition juridique du « peuple corse » dans le projet, mais il s'est demandé si les précautions juridiques qui entourent cette définition sont suffisantes pour rassurer le Parlement sur la garantie de l'unité de la République.

En revanche, M. Jean-Pierre Michel, député PS de Haute-Saône (membre du courant Socialisme et République), a émis de fortes réserves sur la philosophie même du projet en assurant que l'existence d'un statut particulier pour les îles européennes ne suffit pas à justifier le texte du ministre.

Ce projet devrait, selon toute probabilité, être débattu à l'Assemblée nationale en première lecture les 21, 22 et peut-être 23 novembre.

Le RECOURS, mouvement de rapatriés, a demandé, mercredi 7 novembre, la suppression de la mention du « peuple corse » dans le projet en considérant que cette définition exclut de la communauté insulaire les autres habitants, notamment les pieds-noirs. Si cette définition n'est pas supprimée, le RECOURS « se considérerait en droit de réclamer à son tour la reconnaissance des « peuples pieds-noirs » et « horsis ».

Plusieurs personnalités d'Europe et d'Amérique du Nord participent à la préparation du sommet de la CSCE

Un groupe de personnalités d'Europe et d'Amérique du Nord se réunit vendredi 9 et samedi 10 novembre à Paris, à l'initiative de la France, pour formuler des suggestions sur l'architecture de la nouvelle Europe dans la perspective du sommet de la CSCE, qui se tiendra dans la capitale française du 19 au 21 novembre. Elles devaient être reçues vendredi par M. Mitterrand.

M. Roland Dumas, à l'origine de cette initiative, a souhaité recueillir l'avis de personnalités qui ne représentent pas des gouvernements mais des milieux sociaux, économiques et culturels. Ce sont : M.M. Giovanni Agnelli (Italie), président de FIAT, Robert Badinter (France), président du Conseil

constitutionnel, Zbigniew Brzezinski (Etats-Unis), ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy Carter, Jacques Freymond (Suisse), professeur d'histoire, Max Jakobson (Finlande), diplomate, Lord Jenkins of Hillhead (Grande-Bretagne), ancien ministre, V. N. Kondratiev (URSS), juriste, Gyorgyi Konrad (Hongrie), écrivain et figure de la dissidence, Lazar Mojsov (Yougoslavie), ancien président, Geoffrey Pearson (Canada), diplomate, Michael Stürmer (Allemagne), professeur et spécialiste des relations Est-Ouest, Petr Uhl (Tchécoslovaquie), ancien dissident et directeur de l'agence de presse tchécoslovaque CTK, et M. Maria de Lourdes Pintasilgo (Portugal), ancien premier ministre.

EN BREF

AFGHANISTAN : attaques de moudjahidins contre Kaboul et Hérat. — Au moins vingt et une personnes ont été tuées mercredi 7 novembre et une soixantaine blessées à la suite d'attaques à la roquette lancées par les moudjahidins contre les villes de Kaboul et de Hérat. — (AFP.)

HONGRIE : M. Imre Pozsgay quitte le Parti socialiste. — M. Imre Pozsgay, membre du présidium du Parti socialiste hongrois (ex-communiste) et chef du groupe parlementaire socialiste, a décidé de quitter le parti, a-t-il confirmé dans une interview publiée, jeudi 8 novembre, par le quotidien *Nepszabadsag*. Ancienne figure de proue des réformateurs au sein du Parti communiste qui avait donné le coup d'envoi de la libéralisation du régime, M. Pozsgay a cependant démenti qu'il envisageait la création d'un nouveau parti ou l'adhésion à une autre formation. M. Pozsgay fut le premier dirigeant hongrois à dire publiquement que la révolution de 1956 contre le régime com-

muniste était « un soulèvement populaire » et non une « contre-révolution ». Terme qui a été utilisé pendant trente-trois ans. — (AFP.)

ETHIOPIE : arrivée en Israël de cent immigrés falachas (juifs éthiopiens) est arrivé en Israël jeudi 8 novembre. — On apprend à Jérusalem. Un « arrangement spécial », conclu avec le gouvernement du président Mengistu, permettra à cinq cents autres de suivre d'ici à la fin novembre. — (AFP.)

Visite en France du ministre estonien des affaires étrangères. — M. Lennart Meri, ministre estonien des affaires étrangères, est arrivé à Paris, jeudi 8 novembre, pour une visite de deux jours.

L'association France-Libertés occupée par des Kurdes et des Turcs. — Une cinquantaine de Kurdes et de Turcs ont occupé pendant une demi-heure, jeudi après-midi 8 novembre, les locaux de l'association de M. Danielle Mitterrand, France-Libertés. Ces militants entendaient protester contre des mesures du gouvernement d'Ankara telles que « la suspension de la ratification de la convention européenne des droits de l'homme, le 3 octobre dernier » et « la déportation des Kurdes de Turquie qui concerne deux cent cinquante villages ». Une délégation a été reçue par M. Mitterrand.

La compagnie aérienne belge Sabena va être privatisée. — L'Etat belge, qui contrôle 53 % de la compagnie aérienne nationale Sabena, va céder une partie de cette participation, la privatisant. Mais il conservera une minorité de blocage de 25 %, a annoncé vendredi 9 novembre le ministre des communications belge, M. Jean-Luc Dehaene. Des investisseurs étrangers pourraient se porter candidats en cas d'absence d'investisseurs belges. — (AFP.)

Parkas parfaites 1190F

Avec les jours plus gris, elles se révèlent l'indispensable protection de l'homme dans le vent. En coton imperméable et léger, leur doublure matelassée vous isole du froid. Le modèle multi-poches, coloris blanc cassé ou safran 1190 F, avec empiècement façon peau, coloris gris ou gold 1490 F. Vendues à LA VOGUE, 38, bd des Italiens (Opéra) et centre commercial Vélizy 2.

IRLANDE

M^{me} Mary Robinson est bien placée pour devenir présidente de la République

DUBLIN

de notre correspondant

Le décompte des voix n'était pas encore achevé vendredi matin 9 novembre, mais l'élection de M^{me} Mary Robinson à la présidence de la République d'Irlande paraissait certaine. Au premier tour, elle a obtenu 39 % des voix, M. Brian Lenihan (Fianna Fail, nationaliste) 44 % et M. Austin Currie (Fine Gael, centriste) 17 %. Selon un système électoral complexe, les suffrages de M. Currie seront en grande partie transférés — vendredi, lors du deuxième tour de dépouillement — à M^{me} Robinson, ce qui doit lui permettre de dépasser son rival le plus proche, M. Lenihan.

La Fianna Fail, la plus grande formation politique du pays, devra donc céder la place à une candidate proposée par les deux mouvements de gauche : le Parti travailliste de M. Dick Spring et le Parti des ouvriers de M. Pádraig Kirby. C'est une décision historique : pour la première fois, une femme, mère de famille, exercera la fonction suprême en Irlande. M^{me} Robinson, avocate libérale, âgée de quarante-six ans, avait fait notamment campagne en faveur du planning familial, du divorce et pour la défense des droits des homosexuels.

J. M.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Qui suis-je ?

J'ETAIS éroulée de rire en voyant ce matin sur Canal Plus Dan Rather, le présentateur vedette de la CBS annoncer, imperturbable, entre une conférence de presse de Bush et une nouvelle tuerie en Israël, la condamnation à dix ans de prison d'un Américain, coupable d'avoir violé quarante-six femmes en un quart d'heure sur le siège arrière de sa bagnole ! Pas mal, non ?

Remarque, il y en avait une qui était consentante, mais quand même ! Vous le voyez en plus : un petit mec, un peu bouffi, cheveux rares et grosses lunettes, c'est à ne pas croire ! A juste titre. S'agit, en fait, d'une nana, souffrant de ce qu'on appelle le bas SPM, le syndrome des personnalités multiples. Un peu schizo sur les bords, ces malades répondent à une kyrielle de noms, prénoms, âges, professions. Grâce à quoi, la victime a pu appeler à la barre des témoins un certain nombre de ses... copines.

C'est Jennifer, farouche secrétaire, militante au Women's Lib, qui a fait la plus grosse impression en racontant comment la vieille Sarah, une mamie Nova, très col-

let monté, tout ça, était venue lui raconter, hors d'elle, les odieuses sévices infligées à cette malheureuse Franny, vingt-sept ans, le seul à figurer à l'état civil.

Quand on pense à tous les risques que court chacune de nous, s'il faut les multiplier par vingt, trente ou cinquante, selon les cas, où on va ? A des cours d'autodéfense, ils dispensent de précieux conseils. C'est dans le Reader's Digest que je les ai piqués. Ne sortez jamais dans la rue sans être armée. Parapluie, angles, poudrier, dents et trousses de bras de votre agresseur, tout en lui pinçant les lèvres et le nez pour lui couper le souffle. Pientiez-lui les doigts dans les yeux et agitez-les. Accompagnez un coup de coude dans le plexus d'un coup de genou dans les parties. Enfin, fracturez-lui la mâchoire du tranchant de la main.

Vous me direz, c'est bien joli mais si ça avait été Sarah au lieu de Franny, je vois pas comment... Facile ! Les personnes retombant en enfance remplaceront la sucette par un sifflet. Pensez à le leur attacher au cou avant de les envoyer à la banque.

A Nouméa

Des collégiens canaques font la grève de la faim pour protester contre des « injustices racistes »

Deux élèves canaques d'un collège de Nouméa ont entamé, lundi 5 novembre, une grève de la faim pour dénoncer « les injustices raciales et discriminatoires subies par les élèves de couleur ». Ils affirment que, depuis plusieurs mois, les élèves reçoivent en guise de punitions « des courbes ménagères qui n'ont rien à voir avec les punitions éducatives prévues par les règlements scolaires ». La direction de l'établissement, soutenue par les professeurs du collège, a assuré que cette affaire résulterait d'une « simple punition à l'encontre de deux élèves, prise en dehors de toute considération ethnique et de toute discrimination ».

Les deux jeunes grévistes de la faim ont été relâchés, jeudi 8 novembre, par deux lycéens d'autres établissements. Un comité

de soutien a été constitué. Il a appelé à une manifestation qui devait avoir lieu, vendredi 9 novembre, avec le soutien des élus du FLNKS et de l'Union océanienne, ainsi que de la section locale de SOS-Racisme. Une délégation du FLNKS a rencontré, mercredi 7 novembre, M. Bernard Grasset, haut-commissaire de la République. Elle a reçu l'assurance qu'une enquête sera rapidement effectuée sur cette affaire, et que les punitions non pédagogiques seront désormais interdites.

D'autre part, M. Jacques Laffleur, président du RPRC, a dénoncé la « politisation de cette affaire » et a insisté sur le fait que le mouvement pourrait, lui aussi, appeler à une manifestation de soutien à la direction de l'établissement.

Pierre Dex malade. — Victime d'une grippe infectieuse, Pierre Dux interrompait les représentations de *Quelque part dans cette vie* qu'il interprétait aux Théâtres des Bouffes parisiens en compagnie de Jane Birkin. Le spectacle, qui devait être joué jusqu'au 31 décembre, sera remplacé à partir du 20 novembre par la reprise du duo que Roger Pierre et Jean-Marc Thibaut présentent actuellement à l'Olympia. La direction des Bouffes parisiens annonce que Pierre Dux assurera normalement sa place dans la tournée prévue à partir du 3 janvier avec le Théâtre Actuel.

Exposition philatélique Charles de Gaulle à Paris-Est. — Une exposition philatélique est organisée, du 9 au 18 novembre, en gare de Paris-Est, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Charles de Gaulle. Elle présente un ensemble de pièces prêtées par l'Association des collectionneurs de timbres de la Libération et de la seconde guerre mondiale.

Salle d'exposition de la gare de l'Est (face à la voie 20), sauf samedi et dimanche.

FOOTBALL : Girondins de Bordeaux-AS Roma, AS Monaco-Torpedo de Moscou en coupe de l'UEFA. — Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA (match aller 28 novembre sur le terrain du premier nommé, retour le 12 décembre), effectué

L'OVNI du 5 novembre est... identifié

L'objet lumineux observé dans le sillage du 5 novembre en Europe a été identifié par le Service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique (SEPPA) du Centre national d'études spatiales (CNES). Il s'agit de la désintégration, lors de la rentrée dans l'atmosphère, de morceaux d'une fusée soviétique qui avait lancé un satellite de télécommunications, Gorkhom-21, le 3 octobre dernier. Grâce aux données fournies par la Nasa, le SEPPA a vérifié depuis Toulouse que cette rentrée, survenue à 19 heures (heure française), concorde avec la trajectoire et l'heure de passage du phénomène au-dessus de la France.

M. Roland Dumas invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, sera l'invité de l'émission hebdomadaire, « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 11 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30. Le chef de la diplomatie française qui revient d'un voyage au Maroc répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amélie, du Monde, et de Pierre-Marie Christin et d'Isabelle Deth, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Meze-rolle.

DUCAL CAPÉLOU
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE
Robuste et peu encombrant
1 ou 2 places
(litre 0,65 - 0,80 - 1,20 et 1,40)
Grand choix en exposition
DISTRIBUTEUR PRINCIPAL

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITE USA
En Californie, Florida, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus
6 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier.
Etudes ou stages linguistiques.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 9200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.09.19

Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION

UNE FERRISCOPE QU'EST-CE QUE C'EST ?
MARABOUT

EXAMENS MEDICIN
MARABOUT

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Corse : « Seul le contribuable votera », par Antoine Franzini ; Caucase : « Espoir tunc pour l'Arménie », par Jean Kéghayan ; Du Gaulle : « La différence », par Pierre Lefranc..... 2

La crise du Golfe..... 3-4

Relève en Inde

M. Chandrabhaskar nouveau premier ministre..... 5

L'élection présidentielle au Guatemala

Un grand absent, l'ancien dictateur Ríos Montt..... 7

Le « projet » socialiste

M. Delors défend le « modèle de société » européen..... 9

Les béquilles de TDF 1

Les solutions techniques pour secourir le satellite de télévision ne sont pas aisées et les chaînes cherchent des réseaux à terre 10

SECTION B

L'affaire

des fausses factures de Nancy

Une partie de la procédure est annulée, le maire (RPR) de Toulouse d'être inculpé..... 13

Conférence épiscopale

Mgr Duval, archevêque de Rouen, remplace Mgr Decourtray à la présidence..... 13

Anouk Grinberg à Bobigny

Elle a fait ses débuts au cinéma à onze ans, et au théâtre deux ans plus tard. Elle est sur les écrans et sur scène, à Bobigny, dans l'adaptation d'un film culte : *Le Maman et le Putain*..... 14

SECTION C

Bull va supprimer 5 000 emplois

Le constructeur informatique Bull a annoncé un plan de restructuration qui devrait lui permettre un retour à l'équilibre en 1992. 5 000 emplois vont être supprimés d'ici à la fin de 1991..... 27

Deutsche Aerospace

chef de file d'un avion européen

M. Schrempf, président du directoire de Deutsche Aerospace, recherche le concours d'Aérospatiale et d'Aeritalia pour un projet d'avion européen de 100 places dont il serait le chef de file..... 29

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 30
Cartes..... 17
Jeux..... 24
Loto, Loto sportif..... 32-33
Marchés financiers..... 17
Météorologie..... 15
Philatélie..... 16
Radio-Télévision..... 18
Spectacles..... 16
Week-end d'un chineur..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 novembre 1990 a été tiré à 552 416 exemplaires.